
A 000 117 174 3
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

HISTOIRE

DE CROMWELL.



TOME PREMIER.

CET OUVRAGE SE TROUVE AUSSI

Chez LENORMANT, libraire, quai Conti, n° 5.

DE L'IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,

IMPRIMEUR DU ROI ET DE L'INSTITUT, RUE JACOB, N° 24.

HISTOIRE DE CROMWELL,

D'APRÈS LES MÉMOIRES DU TEMPS
ET LES RECUEILS PARLEMENTAIRES;

PAR M. VILLEMAIN.

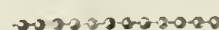
TOME PREMIER.



A PARIS,

CHEZ MARADAN, LIBRAIRE,

RUE DES MARAIS, N° 16, FAUB. S.-GERMAIN.



1819.

OBSERVATIONS

PRÉLIMINAIRES.

Peu d'histoires particulières offrent un plus grand spectacle, et comprennent plus d'événements que la vie de Cromwell ; cependant ce sujet, si digne d'étude, n'a été traité parmi nous que sur des notions imparfaites, et dans des ouvrages où l'on peut relever à-la-fois beaucoup d'erreurs et d'omissions. En Angleterre même, la vie de Cromwell ne paraît pas avoir été écrite avec assez d'exactitude et d'étendue. Les deux ouvrages les plus récents et les plus estimables qu'on ait publiés à Londres sur ce sujet, semblent, par le dessein des auteurs, s'éloigner de la forme et de l'intérêt que nous cherchons dans l'histoire. La vie de Cromwell par Harris n'est qu'un abrégé

fort court, qui se perd, pour ainsi dire, au milieu d'une foule de notes savantes, mais incomplètes, et de citations souvent contradictoires. L'*Examen critique et historique de la vie de Cromwell par Banks* est une dissertation ingénieuse et hardie, où l'auteur s'est plus occupé de faire prévaloir ses opinions, que de suivre le développement et l'ordre des faits historiques. Ces deux ouvrages remarquables, l'un par les recherches, l'autre par les vues, m'ont indiqué plusieurs inexactitudes de Hume, qui, dans la marche rapide de son histoire, exposant les faits principaux avec beaucoup de justesse et d'éloquence, et portant ses regards sur un si vaste espace, ne pouvait ni constater ni réunir tous les détails particuliers.

Mais ce qui peut sur-tout justifier l'entreprise d'une nouvelle histoire de Cromwell, c'est le grand nombre de mémoires originaux, trop peu consultés, et dans lesquels il est facile de

recueillir une foule de particularités curieuses sur le caractère et le gouvernement de cet homme extraordinaire. Quelques-uns de ces ouvrages, conservés long-temps manuscrits dans diverses familles, étaient inconnus aux historiens anglais, et n'ont paru que depuis peu d'années : tels sont les Mémoires de mistriss Hutchinson, ouvrage d'un tour original, dicté par l'enthousiasme religieux et républicain, et propre à faire connaître les mœurs du temps par les passions mêmes de l'auteur. Un autre ouvrage, plus récemment imprimé, les Mémoires du colonel Newport, officier royaliste, ne présente pas une lecture moins instructive, quoiqu'il soit trop rempli de ces détails militaires qui se trouvent également dans les écrits des divers partis. Enfin, les Mémoires de Jacques II, qui viennent d'être publiés de la manière la plus authentique, révèlent, sur la même époque, quelques particularités inconnues ou peu prouvées jusqu'alors.

Malgré l'abondance de ces sources nouvelles, je me suis d'abord attaché aux recueils plus anciennement connus, et dans lesquels la préoccupation d'un seul objet devait me faire découvrir des circonstances oubliées par les autres historiens. Après les Mémoires de Ludlow et de Whitelocke, je place au premier rang, sous ce rapport, la volumineuse collection de Thurloe. Ce vaste répertoire de pièces souvent officielles renferme une foule de notions précieuses, inconnues ou négligées, et qui seront pour la première fois employées dans cette histoire. Des yeux plus exercés en découvriraient davantage; mais c'est là que j'ai puisé beaucoup de détails, entièrement neufs, sur l'administration de Cromwell, sur sa politique extérieure, sur ses relations avec Mazarin, sur ses démarches envers différents chefs de parti. Les séances du parlement, les nombreux discours de Cromwell, les procès du temps, les écrits des fac-

tions, les sermons des prédicateurs, les spéculations des publicistes, fournissent également beaucoup de notions ou de conjectures nouvelles; car l'histoire d'une époque peut se lire, pour ainsi parler, dans les raisonnements, ou dans les pensées qui occupaient alors les esprits; et les idées même sont un fait quelquefois le plus important de tous. Ces différentes recherches, qui m'ont été inspirées par l'amour de la vérité, et par ce zèle d'exactitude qui naît du travail même, donneront quelquefois un résultat contraire à des opinions assez généralement adoptées; mais il n'y a ni prétention ni mérite à bien examiner les faits, et à les appuyer par des citations nouvelles.

S'il ne s'agissait pas ici d'une histoire complète et circonstanciée; si l'on demandait ces regards pénétrants et rapides, jetés sur un personnage historique, et ces grands traits qui le caractérisent, tout le monde a le souvenir des expressions de Bossuet ; et , d'un

autre côté, Voltaire, dans l'une des parties les plus belles et les plus animées de son *Essai sur les Mœurs*, dans l'esquisse qu'il a tracée de la révolution d'Angleterre et du protectorat, a su renfermer en un petit nombre de pages les vues les plus profondes, quoique naturelles, et prodiguer avec choix ces touches vives et sûres qui peignent à nu les intérêts, les convictions, et les singularités des partis; mais ces deux grands hommes, supérieurs aux célébres historiens de l'Angleterre, paraissent sur plusieurs points avoir rencontré le vrai, moins par l'exactitude des recherches que par cette première vue du génie, qui ne trompe pas. En effet, il y a dans la sagacité d'une haute intelligence quelque chose qui supplée souvent à l'exacte investigation des faits, et qui devine la vérité, en attendant qu'on la prouve; et ce ne sera pas le moindre intérêt de notre travail, de voir plusieurs observations que ces grands écrivains avaient saisies d'un

coup-d'œil, lentement justifiées par des autorités dont ils ne connaissaient pas l'existence.

Voltaire a ridiculisé les sectes que Bossuet a frappées d'anathème. Ces deux dispositions de l'esprit ne sont pas sans inconvénient pour l'histoire. L'emploi du ridicule, lors même qu'il paraît tenir à une raison supérieure qui s'élève au-dessus de ce qu'elle raconte, peut altérer les faits, en ne laissant plus concevoir l'importance qu'ils ont eue dans l'opinion des contemporains. Les superstitions et les bizarreries des sectes formant le caractère de la révolution anglaise, et expliquant seules le pouvoir des hommes qui ont dominé à cette époque, tous les détails de ce genre doivent être conservés avec une sérieuse exactitude. On le conçoit d'ailleurs ; dans un sujet qui, traité de nos jours, semble trop favoriser le puéril intérêt des allusions contemporaines, l'écrivain impartial était naturellement conduit à brouiller les ressemblances et à déconcerter les souve-

nirs par ces grandes diversités de religion, de mœurs, de coutumes, de traditions nationales, qui font que les mêmes événements, reproduits à une autre époque, ne sont pas la même chose. Ces conformités extérieures, que paraissaient offrir les faits principaux, s'évanouissent dans la foule des circonstances particulières et locales; ou si quelquefois une certaine force de ressemblance dans les événements et dans les passions, prédomine sur tous ces accidents de mœurs, de pays, de religion, soigneusement conservés, il en résulte alors un intérêt purement historique, qu'il n'eût pas été plus permis de supprimer que de chercher avec effort. Ainsi, une bienséance nécessaire exigeait avant tout, dans le sujet que je traite, le soin curieux des détails et la scrupuleuse copie des mœurs; et pour être toujours fidèle, il a fallu souvent que le récit devînt trop exact et presque minutieux.

La religion et la liberté, ces deux sources

des grandes choses parmi les hommes, ont également contribué à la révolution anglaise. Car ce serait une erreur de croire cette révolution uniquement religieuse, et de chercher toutes ses causes dans ce qui fit son caractère. En jetant les yeux sur l'histoire du peuple anglais, en voyant que cette nation, si fière de ses lois, porta les jougs les plus humiliants et les plus durs; que long-temps, abusant contre sa liberté de la forme même de son gouvernement, elle mit dans les lois la tyrannie qui naissait ailleurs de l'absence des lois, et fut esclave par ses représentants. Lorsque l'on parcourt les règnes de Henri VIII, de Marie et d'Élisabeth, et qu'on voit la réforme amener d'abord un excès de tyrannie morale, et une usurpation des lois sur la conscience, dont l'histoire n'offre aucun exemple; on aperçoit sans peine, dans cette longue contradiction entre les institutions et l'usage qu'on en faisait, les causes des troubles civils,

qui, préparés sous tant de règnes, éclatèrent sous le prince le plus juste et le moins intolérant. Mais, si les efforts et les excès de la liberté devaient sortir de ce long amas de lois arbitraires qui avaient pesé sur les Anglais, en leur donnant par les formes l'idée du droit qu'elles violaient par le fait, on conçoit également que cette réforme religieuse, établie et combattue tour-à-tour par des échafauds, et que les Rois avaient cru livrer aux peuples à la place de la liberté, devait rentrer dans tous les débats politiques, les envenimer de ses haines, et leur communiquer la violence de son origine, et l'obstination de ses longs combats. Ainsi, dans ce mélange de la religion et de la liberté, chacune d'elles agissant avec une force égale, les idées les plus hardies se trouvèrent unies aux plus misérables superstitions, les mœurs les plus austères aux plus grands crimes; c'étaient les hommes pieux qui déclamaient contre les évêques. La sévérité, la

morale, l'esprit religieux, étaient du côté des novateurs; et le droit divin n'était presque défendu que par des incrédules. Ce singulier contraste, que l'on ne peut trop étudier dans les mémoires du temps, et qui est marqué par les aveux de Clarendon et de Warwick, forme le trait principal de cette époque, et se retrouve dans tous les détails. Le républicain Ludlow, esprit violent, mais plein de force et de sagacité, accuse (1), dans la même page de ses Mémoires, et avec des termes également amers, Charles Ier d'avoir abandonné les Protestants de La Rochelle aux vengeances du cardinal de Richelieu, et d'avoir toléré la publication d'un petit livre sur *les Délassements permis le dimanche*. C'est que, pour une partie de la nation, la liberté religieuse, que les Rois avaient tyranniquement donnée, en détruisant l'ancienne religion de l'état, était

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 5.

pourtant devenue le gage d'une autre liberté, que l'on demandait plus tard, et que l'on croyait menacée dans toutes les choses qui compromettaient la première.

Comme toute tyrannie habile et durable s'étaie toujours sur quelque chose de conforme aux intérêts des peuples, Henri VIII, dans sa réforme, qui ne parut d'abord qu'un caprice, et au milieu de ses bizarres persécutions qui frappaient à-la-fois les Catholiques et les Luthériens, avait flatté une instabilité de croyance et un dégoût de la cour de Rome, répandus dès-lors en Angleterre. Soulageant la nation du fardeau des taxes religieuses, et enrichissant les seigneurs par la confiscation des biens de l'église, il avait intéressé le peuple à ses violences, et détourné sur le catholicisme seul la haine du pouvoir arbitraire. Les cruautés de Marie justifièrent cette haine; et l'ancienne religion devint pour les Anglais le symbole de tous les abus et de tous les excès du pou-

voir absolu, quoiqu'elle eût été renversée par le plus cruel et le plus tyrannique de leurs souverains. Ainsi, dans la réforme bizarrement mélangée qui s'établit en Angleterre, tout ce qui s'éloignait de l'ancienne religion parut un effort vers la liberté; tout ce qui la rappelait fut suspect; et, tandis que Henri VIII, Marie et Élisabeth, avaient, dans le silence de la liberté civile, trois fois bouleversé toute la religion de l'Angleterre; lorsque cette liberté, qui s'était produite sur les pas de la réforme religieuse, fut assez forte pour avoir des intérêts à défendre, elle se sentit blessée dans toutes les atteintes portées au protestantisme, son devancier; elle s'arma pour lui comme pour elle-même. Des minuties théologiques parurent sauver ou mettre en péril tous les droits de la nation; et quelques changements de prières, quelques pratiques de dévotion, allumèrent la guerre civile, parce qu'aux yeux du préjugé, et même de la raison, elles de-

vaient alors paraître décisives pour la perte ou pour l'affermissement de la liberté.

En cherchant à retracer ce tableau, si étranger à nos mœurs et à notre destinée, l'historien ne peut être inspiré que par la plus juste, et j'ajouterai la plus facile impartialité. D'ailleurs les véritables hommes de lettres savent bien que l'on ne peut aimer les lettres, sans les préférer à toute autre chose, et sans tout sacrifier à cette vérité, dont elles ont plus besoin que du talent, et qui les honore davantage. Dans les recherches que j'ai faites, pour le choix des autorités, pour la discussion des témoignages, j'ai suivi les traces que M. de Lally-Tollendal avait indiquées dans son brillant *Essai sur la vie de Strafford*, sujet si rempli d'instructions et si voisin de l'époque dont je m'occupe. C'est donc à M. de Lally-Tollendal que je dois offrir particulièrement cet ouvrage, où, à défaut de l'éloquence dont il a donné l'exemple, et qui tient de trop près

à la vérité pour n'être pas bien placée dans l'histoire, j'ai voulu reproduire son intègre et savante exactitude, et ses sentiments de justice et de liberté. Qu'il me permette moins de lui adresser un hommage que de m'honorer de son nom. Recevez, mon illustre ami, recevez cet essai d'un jeune homme qui s'est pénétré de vos écrits, comme il partage vos principes ; qui voudrait imiter les uns, et se rendre digne des autres, et à qui vous accorderez toujours, quel que soit le sort de ce livre, la protection de votre estime et l'encouragement de votre amitié.

HISTOIRE
DE CROMWELL.

ARGUMENT DU LIVRE PREMIER.

Naissance de Cromwell. Premières années de sa jeunesse. Il s'attache à la secte des Puritains. Coup-d'œil sur l'état politique et religieux de l'Angleterre à cette époque. Causes de la révolution qui s'y préparait. Cromwell est nommé membre du parlement de 1628. Après la dissolution de ce parlement, il rentre dans l'obscurité de la vie privée. Ses occupations, son projet de passer à la Nouvelle-Angleterre. En 1640, il est de nouveau élu membre du parlement. Tableau de cette assemblée et des partis qui la divisaient. Opposition violente de Cromwell. Au commencement de la guerre civile il prend du service dans l'armée du parlement. Ses premiers succès et son avancement rapide. Événements principaux de la guerre. Bataille de Marston-Moor. Les commissaires écossais projettent de dénoncer Cromwell au parlement. Cromwell accuse Manchester, un des généraux de l'armée; suite de cette accusation. Cromwell entreprend d'écarter les anciens généraux, fait un discours dans le parlement, propose une nouvelle formation de l'armée.

HISTOIRE DE CROMWELL.

LIVRE PREMIER.

J'entreprends d'écrire l'histoire d'un homme fameux par sa fortune et son génie ; mais dont le caractère conserve encore pour nous quelque chose d'obscur et de problématique. C'est un grand spectacle que la ruine d'une ancienne monarchie, et les agitations d'un peuple qui cherche violemment la liberté, et qui retombant, par un retour presque inévitable, sous un maître plus absolu que celui qu'il avait rejeté, trouve dans cette épreuve un accroissement de puissance, et fait sortir

sa liberté du milieu de ses fureurs et de son esclavage : mais l'homme qui s'est placé dans cette usurpation intermédiaire, et qui l'a maintenue fortement pour lui-même, utilement pour la nation qu'il opprimait, présente à lui seul un spectacle non moins instructif.

L'histoire de Cromwell n'embrasse que quelques années, et son caractère en devient plus difficile à saisir. Produit sur le théâtre politique à une époque avancée de sa vie, qui fut courte, il semble apporter des talents tout développés, et qui n'attendaient que l'occasion de paraître. On peut croire qu'il les ignorait lui-même, et qu'il fallait une guerre civile pour l'en avertir.

On a recherché curieusement l'origine de Cromwell; elle paraît ancienne et noble. Ses ancêtres, connus sous le nom de Williams, formaient une branche d'une illustre famille (1) du pays de Galles. L'un d'eux épousa la sœur du lord Cromwell qui fut nommé comte d'Essex

---

(1) Memoirs of the protectoral-house of Cromwell by Mark Noble, v. 1, p. 4.

par Henri IV. Un fils, issu de ce mariage, et fait chevalier par Henri VIII, reçut de ce prince le nom de Cromwell, en gardant les armes de la famille Williams. Ce chevalier Cromwell, à l'époque de la suppression des monastères, obtint toutes les terres des couvents dans le comté de Huntingdon. Son fils Henri Cromwell fut aussi nommé chevalier par la reine Élisabeth. Il habitait, à la campagne, une terre auparavant occupée par des religieuses, genre de propriété qui devait entretenir, dans la famille des possesseurs, un zèle ardent pour la réforme. Henri Cromwell eut plusieurs enfants. L'aîné, qui, le premier, porta le nom d'Olivier, jouissait d'une grande fortune, et célébra l'avénement de Jacques Ier au trône par une fête, dont la magnificence attestait à-la-fois ses richesses et son dévouement à la famille des Stuarts. Son frère, Robert Cromwell, fut père du fameux Olivier.

Robert Cromwell n'avait jamais quitté sa province. Il vivait du produit d'une brasserie qu'il faisait valoir dans la petite ville de Huntingdon. Comme l'Angleterre n'avait pas alors

sur le commerce les idées qu'ont amenées la civilisation et la liberté, cette industrie fut souvent objectée au protecteur comme une injure, et comme une preuve de la bassesse de sa naissance. Sans discuter des généalogies fort insignifiantes, lorsqu'il s'agit d'un homme célèbre, et fort inutiles à ceux qui ne le sont pas, la distinction de la famille de Cromwell est assez prouvée par le titre de parenté, qui l'unissait au chevalier Hampden et au comte de Warwick.

Olivier Cromwell naquit à Huntingdon, le 25 avril 1599 (vieux style). Il était le second fils d'une famille de dix enfants; ses frères moururent dans leur enfance; trois de ses sœurs furent mariées à des hommes célèbres dans la révolution, et qui tous votèrent la mort de Charles. Sa première éducation ne fut pas négligée. Il étudia d'abord à l'école de Huntingdon, sous un docteur puritain, qui, malgré l'austérité de sa secte, composait des pièces de théâtre, et en faisait jouer à ses élèves. Dans l'un de ces drames allégoriques et pédantesques, intitulé *le Combat de la Langue*

et des cinq sens, Cromwell, enfant, fut chargé d'un rôle principal (1), et représenta *le toucher* auquel *le mensonge* venait offrir une couronne. Les minutieux annalistes n'ont pas manqué de raconter dans la suite l'impression prophétique, que cette scène avait faite sur son ame. Suivant une autre anecdote, pendant son séjour à l'école, étant seul dans sa chambre, il crut apercevoir un fantôme qui lui annonçait sa future grandeur. Il aimait, dans les jours de sa puissance, à raconter cette vision, alors fort approuvée, mais dont la confidence prématurée lui avait d'abord valu quelques châtiments, et qui ne prouve d'ailleurs que le travail d'une imagination enflammée par la jeunesse et la solitude.

A seize ans il entra dans le collége de Sidney-Sussex, à Cambridge. Il paraît qu'une ardeur naturelle le portait aux exercices violents, et que ses premières inclinations annonçaient cet esprit guerrier qu'il ne mit en

---

(1) Memoirs of the protectoral-house by Mark Noble, v. 1, p. 251,

action que dans l'âge de la maturité. Il acquit cependant quelque connaissance du latin, et le goût des études théologiques. Après la mort de son père, sa mère l'ayant rappelé près d'elle, l'envoya à Londres suivre une école de jurisprudence. Une certaine impétuosité de caractère et de tempérament ne lui laissa pas de temps pour l'étude, et le précipita dans les plus honteux écarts. On a remarqué, dans la jeunesse de plusieurs hommes célèbres, ce besoin d'occuper d'abord par des vices une activité d'ame qui, plus tard, s'exerce par de grandes entreprises. Quelques écrivains ont insisté sur ces détails. Ils ont donné à Cromwell des mœurs licencieuses et féroces, et en ont fait une espèce de spadassin, qui était la terreur de la ville de Huntingdon. Dans une lettre adressée, avant la révolution, à son cousin St.-John, qui, comme lui, devait y jouer un grand rôle, Cromwell paraît faire l'aveu de ses premiers égarements ; mais il est assez difficile d'assigner ce que l'humilité mystique du temps laisse de véritable dans les reproches que Cromwell converti s'adres-

sait à lui-même. «Vous savez, dit-il (1), quelle «a été ma manière de vivre. Hélas! je vivais, «et je me plaisais dans les ténèbres; je haïssais la lumière; j'étais un grand pécheur, un «chef de pécheurs. Oui, je haïssais la piété; «cependant Dieu m'a fait miséricorde.»

Un fond d'inquiétude et de mélancolie ardente ne permettait pas à Cromwell de suivre long-temps une vie oisive et désordonnée. A son retour de Londres, après avoir scandalisé la petite ville de Huntingdon par ses excès, il changea tout-à-coup, rompit avec ses sociétés de débauche, fréquenta les églises, se rapprocha des personnes de piété. Sa modique fortune s'étant augmentée de six cents livres sterlings léguées par un de ses oncles, il épousa Elisabeth Bouchier, héritière d'une famille estimée dans le comté, et se retira à la campagne pour y vivre d'une manière simple et religieuse.

Il y aurait peu de vraisemblance à lui supposer dès-lors un plan d'hypocrisie. Toutes

---

(1) *Warwick's memoirs*, p. 249.
Thurloe's state papers, v. 1, p. 1.

les têtes anglaises étaient possédées de querelles théologiques; la réforme avait jeté dans l'Angleterre une fureur de discussion qui ne pouvait se reposer qu'après avoir tout changé. La doctrine introduite par Henri VIII, et maintenue si cruellement par Elisabeth, se subdivisait en diverses opinions : mais la multiplicité des sectes produisait la sévérité des mœurs. Il y avait une émulation de rigorisme dans la conduite comme dans la doctrine : le caractère des habitants prêtait à cette disposition une force nouvelle. L'Angleterre était peuplée d'une foule d'hommes austères et sombres qui déclamaient avec fureur contre le papisme, dont ils trouvaient toujours des vestiges trop nombreux dans la religion conservée par l'état. L'esprit de la *réforme* qui laisse moins de différence entre le sacerdoce et les conditions civiles , avait introduit tout le monde dans la discussion des querelles ecclésiastiques. Il suffisait d'être fanatique pour prêcher. Les Puritains dominaient sur-tout par la prédication. Les Puritains, que l'on pouvait appeler les démocrates du christianisme, n'étaient eux-

mêmes que les hommes les plus violents de la secte presbytérienne. Cette secte nombreuse repoussait l'autorité des évêques, sur laquelle Henri VIII avait fondé son établissement religieux, et elle réclamait l'égalité des prêtres et la liberté des doctrines.

La religion est tellement liée à nos états modernes, qu'elle n'a jamais éprouvé de changement qui n'ait produit quelques troubles politiques. Lorqu'Henri VIII renversa le catholicisme, il préparait une révolution; et, c'est une chose remarquable, que ce prince ait affaibli la monarchie par l'acte qui montrait le mieux la puissance de sa volonté personnelle. Les Stuarts d'Écosse, portés au trône d'Angleterre, devaient recueillir les troubles semés par Henri VIII, et qui n'avaient osé paraître sous le règne absolu d'Élisabeth.

Bossuet a peint avec son immortelle éloquence, *l'effroyable débordement de mille sectes bizarres enfantées par la réforme.* Ramenant tout à l'idée dont il est préoccupé, il voit dans l'hérésie de Henri VIII la seule cause de la révolution d'Angleterre. Sans

doute on doit aussi faire la part de cet esprit de liberté, qui, nourri par les vieilles lois de l'Angleterre, poussait toujours ses racines au pied du trône; mais il est vrai qu'il fallait, à cette époque, qu'une opinion religieuse vînt au secours des sentiments de liberté. Il peut venir un temps où les esprits se passionneraient pour un intérêt politique, avec toute la ferveur de l'enthousiasme. Mais au temps de Charles Ier, l'innovation politique avait besoin d'être consacrée par l'innovation religieuse; c'est ce qui fit sa force et ses excès. Quelques bons citoyens, qui protestèrent d'abord contre les abus du règne de Charles Ier, passèrent dans les rangs des défenseurs de ce prince. Les sectaires furent incorruptibles et implacables, parce qu'ils n'avaient pas seulement des droits à réclamer; ils avaient une opinion à faire triompher: succès difficile et lent, dont on n'est jamais sûr, jusqu'à la ruine du parti contraire.

Les Puritains, dès l'origine, parurent animés de cette farouche intolérance qui devait les rendre funestes à la monarchie. Voici le dis-

cours que le premier apôtre du Puritanisme adressait aux Écossais, à l'époque de la reine Marie : « J'affirmerai que les gentilshommes, « les juges, et le peuple d'Angleterre, devaient « non-seulement résister à Marie, leur reine, « cette autre Jézabel, dès-lors qu'elle com-« mença à éteindre l'évangile, mais la faire « mourir avec tous ses prêtres et tous ses com-« plices. »

La secte qui, dès sa naissance, avait tenu ce langage, s'étendit bientôt en Angleterre, et continua de se diviser en Presbytériens modérés et Presbytériens rigides, d'autant plus dangereuse sous cette double forme, que les innovations mitigées des uns couvraient les fureurs des autres, et que les exagérations de ceux-ci servaient de prétexte pour résister aux justes demandes des premiers : par-là, cette secte devint populaire auprès de la nation, dans ce que les dernières conséquences de ses principes pouvaient avoir de plus dangereux; suspecte et odieuse à la Cour, dans ce que ses demandes avaient de plus sage. Lorsque Jacques I[er] passa au trône d'Angleterre, il se crut

sauvé des mains du Puritanisme qui remplissait l'Écosse : il le retrouva dans son nouveau royaume; et cette secte, gagnant chaque jour, eut bientôt un parti dans la chambre des communes.

A côté du Puritanisme s'élevait un esprit de liberté inspiré par le souvenir de plusieurs règnes tyranniques ou avilis, et sur-tout par la nécessité de finir la constitution anglaise, qui restait depuis plusieurs siècles comme un ouvrage commencé. L'époque de la haute civilisation anglaise approchait; et comme la liberté politique était enfermée dans les mœurs des Anglais, et de toutes parts ébauchée par leurs lois, il était impossible qu'un violent effort, pour la dégager et l'établir, ne concourût pas avec le progrès de l'ordre social ; et c'est là sans doute le bonheur du peuple anglais, que son indépendance politique soit née avec sa civilisation, que ses institutions se soient développées avec son commerce et ses arts, et qu'il ne puisse pas trouver, dans son histoire, le siècle du génie avant celui de la liberté.

L'Angleterre, au commencement du règne

de Charles Ier, arrivait à cette époque où les nations fermentent et mûrissent. Elle était au même période que la France sous Richelieu. La France perdit sa liberté, et elle eut pour dédommagement le siècle de Louis XIV. L'Angleterre, en fondant la sienne, se préparait une grandeur indépendante des hasards de la succession et du génie d'un roi.

L'esprit de liberté s'était annoncé avec beaucoup de force et même d'injustice, dans le premier parlement assemblé par Charles. On avait refusé au monarque des subsides réclamés pour l'entretien d'une guerre approuvée par la nation. Réduit par ce refus à des ressources arbitraires, Charles avait été jeté dans des torts réels envers un peuple jaloux de sa liberté. Les plaintes s'accroissaient d'un parlement à l'autre; or, un parlement était une chose inévitable, à laquelle le roi devait revenir tôt ou tard. Il en assembla donc un nouveau, qu'il trouva plus difficile et plus impérieux que le précédent. C'était comme autant d'épreuves successives, dans lesquelles l'autorité du monarque allait toujours s'affaiblissant.

Cromwell fut membre du parlement de 1628, le troisième que Charles ait convoqué. La révolution n'était pas encore assez avancée pour qu'il y eût place pour Cromwell. Dans cette chambre, dont les intentions étaient nobles et pures, Cromwell ne se distingua point. On voit seulement qu'il fut membre d'un comité de religion. Ce choix indique assez que son esprit était alors particulièrement tourné vers cette théologie contentieuse, dont il fit une arme si puissante. Lorsque l'assemblée de 1628, dominée par l'influence des Puritains, eut substitué à la modération qu'elle avait d'abord montrée, de violentes invectives contre les évêques, Cromwell (1) dénonça le *plat* papisme de l'évêque de Winchester, attaqua sous le même prétexte l'évêque de Winton, et se plaignit que les censures de la chambre contre certains prédicateurs devinssent, aux yeux de la cour, un titre qui les faisait porter aux dignités ecclésiastiques. Ce parlement fut dissous; Charles régna seul.

(1) The Parliamentary History, v. VIII, p. 289.

Cromwell et le génie de la guerre civile se reposèrent douze ans. Il semble que ce long exercice de l'autorité royale, qui fut mêlé de prospérités, aurait dû étouffer les germes de la révolution; mais le pouvoir appaise une sédition, un mouvement populaire; il ne fait rien sur des opinions, même en les réduisant au silence. Elles se fortifient en attendant; et il arrive toujours quelque moment de relâche ou de faiblesse, qui leur rend l'occasion d'agir. Le peuple anglais vécut douze années tranquille sous un roi absolu, mais modéré; et lorsqu'après ce long calme la nécessité ramena le roi à la convocation des parlements, l'opposition religieuse et populaire, toujours la même, et plus forte seulement de la justice de ses plaintes, se trouva prête pour combattre et détruire la monarchie.

Dans cet intervalle, Cromwell ne fournit rien à l'histoire. Il était père de famille, et pauvre, trop obscur pour s'attirer une persécution personnelle, mais compris dans les rigueurs odieuses que le gouvernement exerçait à l'égard des sectaires. Ces mesures, exci-

tées par le zèle de Lawd, archevêque de Cantorbéry, persécuteur d'autant plus aveugle qu'il était homme irréprochable, furent poussées si loin, que beaucoup de Puritains aimèrent mieux renoncer à leur patrie, et passèrent dans les colonies anglaises. Cette fuite, au lieu d'éclairer le conseil du Roi sur le danger de l'intolérance, y fit ajouter une nouvelle injustice : et, par une bizarre fatalité, à l'époque même où Cromwell (1), et quelques autres sectaires, s'embarquaient pour l'Amérique septentrionale, un ordre arbitraire du conseil interdit ces émigrations, et fit descendre Cromwell du vaisseau qui, pour toujours, allait peut-être l'éloigner de l'Angleterre.

Il paraît qu'il continua de se perfectionner dans le fanatisme, assistant aux pieuses assemblées des Puritains, et s'exerçant à ces prédications, à ce verbiage mystique dont il porta l'habitude dans les discussions politiques, et

(1) Rusworth, v. 1, p. 410. — Neale's history of the Puritans, p. 332.

Elenchus motuum nuperorum in Anglia; pars secunda, p. 219.

qui le servait merveilleusement, toutes les fois qu'il était embarrassé pour se taire, ou pour parler.

Cromwell, malgré ses maximes presbytériennes, s'était attaché quelque temps à l'évêque de Lincoln (1), prélat ambitieux et politique, d'abord favorable aux nouveaux réformateurs, puis zélé pour l'épiscopat et le pouvoir absolu; ne faisant de la religion qu'une affaire de calcul, et aussi funeste au roi par sa légèreté corruptrice, que le fut l'archevêque de Cantorbéry, par son aveugle et inflexible bonne foi. Cette protection n'ayant pu tirer Cromwell de l'obscurité, il se livrait à la culture des terres, et il prit une ferme à St.-Ives, dans l'île d'Ely; mais, plus occupé de sermons et de théologie que de l'administration de son modique domaine, il était du nombre de ces hommes inquiets et oisifs, auxquels leurs opinions et leur pauvreté font desirer un changement politique. Il se mêlait beaucoup de petits intérêts de secte. On a conservé une

(1) Clarendon's history, p. 313.

lettre de lui datée de St.-Ives, le 11 janvier 1635 : c'est un remerciement adressé à une personne de Londres, pour avoir fait placer, à St.-Ives, un ministre dont il vante beaucoup la vertu. Il se plaint à ce sujet de la précipitation et de la violence que mettent les ennemis de Dieu à supprimer les ecclésiastiques habiles et vertueux; et il conjure son correspondant de faire assurer le traitement de celui qu'il a donné à la paroisse de St.-Ives. « Vous savez, dit-il, que retrancher « le traitement, c'est laisser tomber l'instruc- « tion religieuse; car personne ne va faire la « guerre à ses dépens. » Il est douteux, d'après cette manière de raisonner, que Cromwell se soit ruiné lui-même à soutenir des ministres puritains, comme le supposent quelques auteurs.

Dans un temps où le Puritanisme paraissait l'arche de la liberté, ces liaisons religieuses lui avaient acquis une sorte de popularité dans sa province. Il l'augmenta en s'opposant aux travaux ordonnés par le Roi, pour le desséchement des marais situés dans l'île d'Ely, travaux nécessaires à la salubrité du climat.

et que lui-même fit achever quelques années après, au nom du parlement. L'opposition de Cromwell fut heureuse et approuvée, et redoubla pour lui l'estime de Hampden (1), son parent, signalé lui-même par un grand exemple de résistance à l'oppression, et aussi célèbre dans le royaume, que Cromwell était encore ignoré. Malgré le peu d'intérêt de cette anecdote, en la comparant à la conduite de ce fameux Hampden qui, pour ne pas payer une taxe arbitraire de 20 schellings, s'était fait conduire en prison, et avait attiré sur lui les regards et l'admiration de l'Angleterre, on pourra reconnaître, dans ces petits détails, que le besoin d'un ordre plus légal se faisait par-tout sentir, et que, sous le calme apparent du pouvoir absolu, il se répandait un esprit de contradiction et de résistance, applaudi par le plus grand nombre : présage infaillible d'une révolution.

Cette révolution vint d'Écosse. C'était là

(1) Warwick's memoirs, p. 250. — Dugdale's short-view, p. 460.

le foyer du Puritanisme; et il n'y avait alors qu'une fureur religieuse, un fanatisme qui pût mettre le feu aux mécontentements politiques. Les idées de liberté n'étaient pas assez fortes pour s'armer seules, contre un roi autorisé par une longue possession et par ses vertus personnelles. On se plaignait, on réclamait; mais les mesures absolues du gouvernement avaient excité beaucoup de protestations et pas un seul combat. Lorsque le Puritanisme entra dans la querelle, la guerre fut allumée. Le Puritanisme n'admettait aucune autorité supérieure dans l'église. C'était une conséquence naturelle de la réforme. Un théologien, qui ne relevait plus du pape, ne voulait pas dépendre de son évêque. Mais, dans un temps où la religion se mêlait à tout, cette égalité devait paraître aux rois d'un dangereux exemple; car il leur était assez difficile de maintenir leur souveraineté de droit divin, si la religion, qui consacrait cette souveraineté, n'avait plus elle-même de chef et de hiérarchie. Les Rois se crurent donc inté-

ressés (1) à protéger l'autorité des évêques, et les évêques à défendre le droit divin des rois. Cette alliance inquiétait le peuple. Quoique Charles fût sincère et zélé Protestant, comme il chercha dans l'appui des évêques un secours qu'il aurait trouvé bien plus dans le Catholicisme, on lui supposait des regrets pour cette religion proscrite, et qu'il pouvait croire plus favorable à sa cause; et ceux même qui n'approuvaient pas les sectes nouvelles, craignaient de voir bientôt l'époque où tous les Protestants seraient traités de Puritains. Aussi, lorsque le roi voulut fortifier en Écosse l'autorité des évêques, et y porter la liturgie anglicane, les Anglais approuvèrent le refus et la révolte de l'Écosse; ils regardaient l'exagération de leurs voisins comme une sûreté pour eux-mêmes. Ils auraient craint, si les Écossais étaient rentrés dans l'église anglicane, que cette première réunion ne devînt un acheminement pour ramener les deux

(1) Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. 1, p. 129.

peuples ensemble vers ce Papisme tant redouté.

Les grands et la noblesse d'Écosse, jaloux de l'autorité épiscopale, conduisirent eux-mêmes la résistance que l'on vit éclater dans ce royaume. Le clergé inférieur était presbytérien, et regardait l'autorité des évêques comme une usurpation sur le droit divin qui appartenait également à tous les ministres de l'évangile. Le peuple, dominé par une haine aveugle contre le Papisme, enveloppait dans cette haine tout ce qui pouvait y ressembler, et sur-tout le faste des évêques. Son ignorance même l'effrayait sur l'imitation des formes catholiques. La défiance, une fois excitée, s'arme de tout; et le tort politique est d'avoir laissé naître cette défiance. Rien n'était plus éloigné de la croyance romaine que la liturgie proposée par Charles Ier; mais lorsqu'un prêtre, en surplis, parut dans la cathédrale d'Édimbourg, pour officier suivant le nouveau formulaire, une femme du peuple (1) ayant crié, *à bas le Pape*, *l'antechrist*, un

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 8.

affreux tumulte s'éleva dans l'auditoire; l'office fut interrompu, l'évêque insulté, les magistrats poursuivis. On ne peut douter que, dans ce fanatisme, il ne se mêlât des intrigues politiques. Le cardinal de Richelieu (1), destructeur de la Rochelle, et protecteur des protestants d'Allemagne, avait depuis longtemps envoyé des émissaires en Écosse, pour épier et exciter les troubles; et, dès que la sédition éclata, il y fit passer des armes. Ce tumulte prit bientôt une forme régulière. Le clergé presbytérien approuva le zèle de la populace, qu'il ne manqua point de comparer à *la voix de l'ânesse de Balaam*, en tirant, de cette similitude singulière, une preuve que le Seigneur lui-même avait réveillé leur engourdissement, et délié leur langue.

Une réunion se forma pour la défense de la foi. Ce fut là que l'on rédigea ce célèbre *covenant*, espèce de sainte ligue contre le Papisme et l'épiscopat, semblable dans ses fureurs à

---

(1) Clarendon's history, p. 42, 267. — Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 22, p. 31.

celle qui avait ensanglanté la France au nom de la suprématie romaine. Charles adopta et reproduisit, dans une déclaration, tous les anathêmes du *covenant* contre la religion catholique. Mais les *Covenantaires*, passant plus loin, firent prononcer, dans une nouvelle assemblée, l'abolition de l'épiscopat. Cette assemblée, sous le titre de Cour ecclésiastique, renfermait autant de laïcs que de prêtres. Déja le fanatisme individuel prenait la place de l'intolérance ecclésiastique. C'était le progrès naturel du Presbytérianisme. Dans la ruine de toute hiérarchie, l'inspiration devenait la seule loi; une prophétesse mystérieuse se trouva bientôt pour prêcher le *covenant*. Ce fanatisme ne tarda pas à s'appuyer de la force. Sous l'influence des principaux seigneurs, et à la faveur du zèle populaire, on leva des troupes pour la défense du *covenant*. Charles, qui ne pouvait se détacher de l'Épiscopat, se préparait à réduire l'Écosse par les armes; et, pour cette expédition, il accepta le secours volontaire de ses amis, les subsides des évêques, et l'argent même des catholiques an-

glais, justifiant ainsi les prétextes de la révolte qu'il voulait détruire. Il essaya cependant des négociations, et fit une trêve passagère, qui servit seulement à consumer ses premières ressources. Il ne put jamais céder assez pour rassurer les esprits; et bientôt il se vit pressé entre la nécessité d'une guerre civile contre la moitié de ses sujets, et la convocation si long-temps interrompue d'un parlement.

C'était la funeste méprise du Roi (1), de ne 1640.
voir dans l'assemblée des représentants de la nation qu'une ressource dernière, à laquelle il se résignait, quand il avait épuisé toutes les autres, et qui ne lui paraissait bonne qu'à fournir l'argent qu'il ne pouvait trouver ailleurs. Les nouveaux députés arrivèrent avec le dépit qu'avait inspiré une si longue suspension des droits du peuple. Leur convocation était le signe de la faiblesse du roi; ils en profitèrent, en demandant la réparation de tous les torts et de tous les abus, qu'avait né-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 3.

cessairement amenés l'exercice du pouvoir absolu pendant onze années. La révolte de l'Écosse, qui forçait Charles à les réunir, n'était pour eux qu'une occasion et un exemple. Et le prince, qu'un semblable péril avait pu seul ramener au respect des institutions qu'il avait si long-temps méconnues, semblait indiquer lui-même à ses sujets l'utilité de la résistance. Charles, au bout d'un mois, cassa ce quatrième parlement; impatience maladroite qui différait à-la-fois et augmentait le péril.

Charles, poussé dans une guerre civile, et sans forces pour l'entreprendre, allait en venir avec son peuple à cette explication fatale qu'il éludait depuis quinze ans. Les Écossais, dont il voulait châtier la désobéissance, le préviennent et s'avancent vers New-Castle. Les Anglais sont immobiles, et se croient plutôt secourus qu'insultés. Charles, qui s'aperçoit qu'il ne peut plus rien que par la volonté de ses sujets, convoque un parlement, au risque de le trouver plus menaçant que jamais.

Quand on voit arriver ce dénouement si

long-temps retardé, on est disposé à croire que le génie des révolutions serait plus traitable, s'il était arrêté, dès l'origine, par une judicieuse condescendance, et que la sagesse pourrait accomplir un changement politique qui ne fût pas souillé de sang. Ce sont là les espérances que les moteurs des révolutions doivent se figurer, pour ne pas frémir de l'ouvrage qu'ils entreprennent. Mais comment supposer qu'un roi abandonne, avec indifférence, ce qui est vivement attaqué, et qu'il n'y ait pas autour de lui une résistance mesurée sur les usurpations qui le menacent? Dans ce premier mouvement qui agite les peuples, les novateurs ne sont pas appaisés, même par leur succès. A défaut de résistance, ils s'irritent contre le regret qu'ils soupçonnent. L'esprit de révolution est un esprit de conquête; il avancerait toujours sur le terrain qu'on lui aurait cédé; il avancerait par défiance et par ambition, et il atteindrait, de proche en proche, un dernier point où la guerre éclaterait. On doit long-temps hésiter, avant de reprocher à l'inflexibilité de Charles

des malheurs que sa faiblesse même n'a pas détournés. Mais, pour la justification des premiers hommes qui s'élevèrent contre la prérogative royale, on ne peut nier que l'esprit de changement ne fût, à cette époque, répandu dans toute la nation. La faculté de dissoudre les parlements est un appel au peuple, une seconde expérience sur la volonté nationale. Si le peuple renvoie toujours les mêmes hommes, ou des hommes animés des mêmes sentiments, il est manifeste que le principe de la résistance est en lui. Ainsi, quoique les révolutions ne s'achèvent que par
1640. les mains d'une faction, elles commencent sous le nom de réforme, avec le suffrage public; et c'est pour cela qu'elles commencent.

Un écrivain royaliste (1) n'a point hésité à dire, en parlant de la formation du long parlement : « Aucune époque n'a produit de plus « grands hommes que ceux qui siégeaient dans « cette assemblée; ils avaient les talents et les « intentions nécessaires pour rendre la patrie

(1) Wellwood's memoirs, p. 42.

« heureuse, si, par un fatal enchaînement de « circonstances, l'Angleterre n'eût pas été mûre « pour sa ruine. » Les premières démarches de ce parlement parurent en effet légitimes et sages. On réclama contre les taxes arbitraires et les sentences des cours spéciales. On peignit vivement les nombreux abus du pouvoir absolu, et, ce qui était une grande mais juste punition de l'arbitraire, le même langage se retrouva dans la bouche des bons citoyens et dans celle des factieux. Parmi les antagonistes les plus ardents du pouvoir absolu, parurent d'abord des hommes qui s'associèrent depuis à l'infortune de Charles. Tel était sir Edward Clarendon, historien de cette guerre, qu'il a flétrie du nom de rebellion, attaché à la couronne par naissance et par devoir, ami fidèle de Charles, mais qui se souvenait alors, avant tout, que son père mourant lui avait recommandé les libertés de la nation.

Tel était lord Falkland (1), ce sévère adorateur de la vérité, duquel on a dit qu'il ne croyait

(1) Clarendon's history, p. 111.

pas la dissimulation plus permise que le vol; Falkland, ennemi de la Cour, sujet fidèle par obéissance à la loi, mais aussi ne pouvant pardonner ni au roi ni à personne la violation de la justice, et pénétré d'un respect naturel pour tous ceux qu'il en croyait les soutiens; zélateur empressé des droits du parlement, incapable de persévérer dans cette cause, du moment où il y soupçonnerait moins de franchise et de candeur qu'il n'en avait lui-même. Parmi ces généreux (1) contradicteurs du pouvoir, on comptait encore lord Capel, qui, lorsque l'opposition s'avança trop loin, lorsque les droits légitimes du trône parurent en péril, se rangea près de Charles opprimé, et s'arrachant à tous les engagements d'une opulente fortune et d'une heureuse famille, jeta ses richesses et sa vie au milieu de cette affreuse guerre, défendit Colchester avec tant de courage; et, conduit à l'échafaud, mourut en recommandant aux Anglais de pleurer Charles Ier.

---

(1) A critical review of the political life of Cromwell, by John Banks, p. 10.

et de rappeler Charles II. Enfin presque tous les membres du parlement qui prirent les armes pour Charles, avaient, dans ces premiers moments, manifesté la résistance, qui était alors le vœu de l'Angleterre.

Mais il se trouvait aussi dans la chambre des communes d'autres hommes, qui, sous l'apparente unanimité d'une opposition vraiment nationale, cachaient de plus profonds desseins. Le sentiment secret de ces hommes était l'horreur de toute primauté politique et religieuse. Ils ne savaient pas, ils ne calculaient pas jusqu'où irait leur puissance de détruire; mais ils avaient une volonté inflexible et une haine inexorable. Quelques-uns ne reconnaissaient d'autre religion que le déisme. Ce parti, le moins nombreux de tous, se distinguait par la supériorité des caractères. Il comptait quelques ames stoïques éprises de la liberté à la manière des héros de Plutarque, et profondément indignées de ce qu'elles appelaient l'esclavage et la superstition de leurs concitoyens. Le chef de ce parti était Sidney; républicain violent et incorruptible plein du

génie de l'ancienne Rome, il fit la guerre à Charles Ier, comme il eût conspiré contre César.

Des hommes non moins redoutables pour le trône, c'étaient les sectaires, qui croyaient, en sapant le pouvoir de Charles, accomplir une œuvre pieuse, et portaient dans cette lutte l'autorité de leurs mœurs, la persévérance de leur conviction, et la chaleur de leur enthousiasme. Le plus dangereux de tous était Pym, long-temps exercé dans les affaires et dans les parlements, et mêlant toujours les formes modérées de la dialectique à l'acharnement le plus opiniâtre. Les Anglais vénèrent encore la mémoire de Hampden : mort trop jeune pour avoir eu le temps de se démentir, il laisse douter s'il entra dans la guerre civile par ambition ou par vertu.

Henri Vanes, d'un esprit supérieur, d'une dissimulation profonde, d'une éloquence forte et vive, avait de bonne heure agité et gouverné les hommes par l'enthousiasme religieux. Mécontent de l'église nationale, il était passé à la Nouvelle-Angleterre, le refuge de toutes les croyances. Ses talents le firent nommer

gouverneur de la colonie; il la troubla par ses doctrines ; et dans une société fondée sur la tolérance de tous les cultes, il ne put ni trouver, ni laisser la paix. Repoussé vers l'Angleterre, il y reporta plus de modération, et se vit attaché au gouvernement par un emploi honorable; mais une préférence injuste, qui blessait l'orgueil de sa famille, réveilla son génie turbulent: il se livra sans réserve à l'amitié séditieuse de Pym; et la colère lui rendit tout son fanatisme, comme un instrument de vengeance. D'autres noms déja célèbres suivaient le même parti, distingué par l'éloquence et le génie politique. Il y avait aussi un nombre d'hommes ardents et médiocres, qui devaient s'élever et dominer, à mesure que la révolution avancerait, par cette loi qui condamne un parlement novateur à subir le joug des opinions violentes, après avoir été emporté par les grands talents. C'était parmi eux que se formait la secte naissante des Indépendants, et que se cachait encore un homme supérieur à tous les partis comme au sien, Cromwell, parvenu à la

chambre des communes par d'obscures intrigues, et n'apportant au milieu des orateurs du peuple anglais qu'un extérieur vulgaire, un débit inculte, un langage pénible et fas-
1640. tidieux. Cependant, lorsqu'il vint siéger dans la chambre, Hampden, le montrant à quelques députés, qui s'étonnaient de la négligence de ses vêtements et de la rusticité de ses manières, leur dit : Ou je me trompe, ou cet homme si mal vêtu et de si pauvre apparence, sera l'un des grands hommes de l'Angleterre.

Le moment de vérifier cette prédiction, la guerre civile approchait par la faiblesse du roi et par l'emportement des communes. Dès que les débats de la chambre commencèrent à tourner en attaques personnelles contre le roi, Cromwell se fit remarquer par l'amertume de son langage. La reine, catholique et toute puissante sur l'esprit du roi, était principalement en butte à la haine des sectaires, et les amusements les plus innocents de sa Cour servaient de prétexte à leurs pieuses diatribes. Un domestique de Prynne, député presbyté-

rien, fut arrêté pour avoir répandu des libelles, où cette princesse était accusée de danser et de jouer la comédie. Cromwell s'en plaignit à la chambre, et fit ressortir avec véhémence cette arrestation arbitraire (1). C'était son début dans l'assemblée ; il parlait sans aucun art ; sa voix âpre et mordante était pleine de passion, et se fit écouter sur un sujet, que la disposition des esprits rendait d'ailleurs très-populaire.

Dans une autre discussion relative à des libéralités faites par la reine (2), Cromwell montra la même violence, et s'emporta jusqu'à l'outrage, sur quelques objections de lord Manchester, qui cependant était ennemi de la Cour, et qui, peu de temps après, commanda les troupes du parlement contre le roi. Cromwell dès-lors montrait sa haine et sa politique par ce mot qu'il répéta plusieurs fois : Je sais bien ce que je ne veux pas ; je ne sais pas encore ce que je voudrais.

---

(1) Warwick's memoirs, p. 247.

(2) The life of lord Clarendon, written by himself, v. 1, p. 91.

Cependant les communes avaient dispersé le ministère du roi ; et, s'attachant à la poursuite de Strafford, le soutien et l'ami de Charles, elles l'accusaient à la barre de la chambre des pairs. Une anecdote, rapportée par Whitelocke, fait connaître que cette fureur n'était pas dégagée de tout intérêt personnel. Le roi parut disposé à ramener, par des faveurs excessives, les membres les plus dominants des communes, et les plus implacables accusateurs de Strafford. Pym devait être chancelier de l'échiquier ; Holles, secrétaire d'état ; Hampden, gouverneur du prince de Galles. Cette promesse ne s'étant pas accomplie, l'accusation fut renouvelée avec plus d'animosité que jamais ; et, malgré la sublime et touchante apologie de Strafford, malgré son innocence, il fut condamné à perdre la vie. Les communes avaient passé si promptement de la résistance à l'agression, que, renversant une des bases de la constitution anglaise, elles rendirent un acte pour se déclarer assemblée permanente. Ce bill fut présenté au roi en même temps que le bill de condamnation du grand et malheu-

reux Strafford. Le roi, menacé par des soulèvements populaires, entraîné par la fausse politique de son conseil épiscopal, accepta ces deux actes : l'un contre le plus fidèle de ses amis, l'autre contre lui-même, comme le dit Whitelocke; ou plutôt, il est vrai de dire que Charles, en reconnaissant une assemblée perpétuelle, qui bientôt serait exclusive, en souscrivant, pour ainsi dire, la déclaration 1641
de guerre des communes, ne porta pas un coup plus mortel à sa propre autorité, qu'en abandonnant Strafford à l'échafaud, et que, par une effrayante justice, l'ingratitude du monarque fut sa plus grande faute politique.

Enhardies par le sacrifice d'une si noble victime, les communes s'accoutumèrent à la pensée de verser, au nom de l'État, le sang le plus illustre. Les concessions du roi, quoique reçues avec transport, ne calmèrent pas l'agitation des communes; et le voyage qu'il fit en Écosse, pour se rapprocher de ce peuple qui avait donné le signal de la résissistance, augmenta leur inquiétude. Les effroyables massacres de l'Irlande, commis par

les catholiques, fournirent, à l'esprit de faction, le prétexte d'une nouvelle fureur. L'histoire rejette avec mépris les calomnies qui attribuaient à Charles une connivence dans le massacre de son peuple. Mais on concevra sans peine combien la sombre inquiétude des fanatiques, l'adresse des ambitieux, et la crédulité de la populace, devaient avidement recueillir ces bruits affreux, auxquels leur invraisemblance donnait l'air d'une grande révélation. Cependant, telle était encore l'incertitude des sentiments publics, que Charles, à son retour d'Écosse, fut reçu par tous les ordres de l'État, avec les plus éclatants témoignages d'amour, dans cette même ville que sept semaines après il devait quitter en fugitif, pour n'y reparaître qu'en prisonnier destiné à mourir sur l'échafaud.

Dès que le roi se retrouva vis-à-vis de son parlement, on proposa, dans la chambre des communes, un projet de remontrance plus véhément que jamais. Pendant que le projet était vivement soutenu par les hommes éloquents du parti, Cromwell l'appuyait de sa

confiance et de son ardeur. Il ne concevait pas, disait-il, qu'on pût hésiter et remettre au lendemain la décision d'une chose si peu douteuse. Il le dit à lord Fakland, qui l'avertissait que le débat serait long. Le lendemain, 1641. lorsque le projet eût été emporté, après une discussion prolongée fort avant dans la nuit, et seulement à la majorité de quelques voix, comme il sortait du parlement à deux heures du matin, Fakland lui rappela ce qu'il lui avait dit: « Oui, reprit Cromwell, une autre fois je vous croirai; mais, ajouta-t-il à l'oreille de Fakland, si la remontrance n'avait point passé, je vendais le lendemain tout ce que je possède, et je n'aurais jamais revu l'Angleterre, et je connais beaucoup d'honnêtes gens qui étaient dans la même résolution. » Depuis cette remontrance, les empiètements des communes furent rapides; et, poussée d'usurpations en usurpations, plus ambitieuse à mesure qu'elle était plus puissante, ayant trop dépouillé et trop irrité le roi pour oser ne pas lui ravir les derniers restes de sa prérogative, la chambre s'attribua la conduite de la guerre d'Ir-

lande, demanda des gardes pour elle-même, et ordonna la suppression d'une garde nouvelle que Charles s'était formée. Le roi, par un coup d'autorité sans force et sans dignité, étant venu dans le sein du parlement pour arrêter cinq membres désignés, acheva d'irriter le peuple, et d'ôter tout respect aux communes. Les écrits séditieux se multiplièrent; les évêques sont exclus de la chambre haute; la reine, menacée d'une accusation, fuit
1642. en Hollande. Au milieu des émeutes populaires, le roi se retire à Yorc; de-là il négociait avec le parlement; mais déja la révolte avait gagné par-tout. Charles se présente aux portes de la ville de Hull; le gouverneur, mêlant à son infidélité le cérémonial de l'obéissance, lui déclare, à genoux, du haut des murs, qu'il ne peut le recevoir. Les propositions que le parlement offrait alors à Charles marquent assez combien la puissance législative devient à son tour injuste et tyrannique, lorsqu'elle a franchi les bornes. Le parlement s'y réservait la nomination à tous les commandements, à toutes les places, même à

celle de gouverneur des enfants du roi; enfin, anéantissant l'équilibre des pouvoirs constitutionnels, il n'accordait droit de séance et de suffrage aux pairs choisis par le roi, que de l'aveu de la chambre des communes.

Charles aima mieux être détrôné par la guerre que par un avis du parlement, et il arbora l'étendard royal à Nottingham, le 24 août 1642.

Après avoir déclaré traître à la nation quiconque assisterait le roi dans cette guerre, les deux chambres s'occupèrent à soutenir leurs décrets par une armée; elles firent un appel aux bons Anglais, les invitant à secourir le parlement de leurs prières, de leurs bourses et de leurs personnes. Le comte d'Essex, membre de la chambre des pairs, presbytérien, mais sur-tout ennemi de la Cour, fut nommé général de cette armée, qui, par habitude plutôt que par dérision, était levée au nom du roi, qu'elle devait combattre. Beaucoup de membres des deux chambres prirent des grades d'officiers. Cromwell reçut, des communes, un brevet de capitaine, et leva dans

sa province une compagnie de cavalerie. Avant que la guerre fût régulièrement ordonnée de part et d'autre, Cromwell ne pouvait être que chef de partisans. D'abord il éprouva ses nouveaux soldats par une fausse embuscade, chassa des rangs tous ceux qu'il avait vus fuir, et les remplaça par de meilleurs choix, s'attachant à former une troupe de braves et de
1642. fidèles. Dans la multitude de combats qui marquèrent les commencements de cette campagne, les troupes du parlement, nouvelles et mal composées, étaient en général battues par la noblesse et les milices exercées du roi. Les mémoires de Ludlow offrent quelques exemples de cette inexpérience et de ces faciles déroutes, qui rappellent les désastres comiques du régiment des portes cochères et du régiment de Corinthe, dans notre guerre de la fronde. Cromwell s'aperçut de ce désavantage inévitable; il dit au fameux Hampden, son ami et colonel dans l'armée du parlement: «Vos troupes sont, pour la plupart, composées d'anciens domestiques, de garçons de tavernes, et de gens de cette espèce. Dans

les leurs il n'y a que des enfants de famille et de jeunes gentilshommes. Croyez-vous que des misérables, sans cœur, seront jamais capables de tenir tête à des nobles qui ont de l'honneur, du courage et de la résolution? Il faut trouver des hommes animés d'un esprit qui puisse les conduire aussi loin que l'honneur des gentilshommes ; autrement, vous serez battus.» Hampden trouva l'idée bonne, mais l'exécution impraticable. «Je lui répondis, racontait lui-même Cromwell, que j'y ferais 1642.
quelque chose ; et en effet, je choisis des hommes qui avaient devant eux la crainte du Seigneur, et qui mettaient de la conscience dans leurs actions ; et depuis lors, nous ne fûmes plus battus. »

Il y avait un grand sens à opposer ainsi le fanatisme au point-d'honneur ; et la rapide élévation de Cromwell fut le prix de cette pensée heureusement exécutée. Le parlement avait d'ailleurs pour lui son opiniâtreté, les vœux du peuple, et les revenus de l'Angleterre, qui lui permettaient de récompenser magnifiquement les services rendus à sa cause.

Dès l'ouverture de la campagne, Cromwell s'étant jeté dans la ville de Hull, avait reçu, des communes, un don de 200 liv. sterling; il se saisit soudainement de Cambridge, au moment où le collége de cette ville envoyait toute sa vaisselle d'argent au roi, retiré dans Oxford. Il enleva le haut scherif de Hertfordshire, qui allait tenir les assises de Saint-Albans, pour y faire déclarer traîtres à la patrie tous les généraux parlementaires. La chambre lui vota des remerciements, et le désigna pour
1643. le rang de colonel. Avec ce titre, et par sa propre influence, il leva mille cavaliers et mit plus que jamais en usage ses principes de discipline militaire (1) et religieuse. Il accoutumait ses soldats à l'entretien le plus soigneux de leurs chevaux et de leurs armes, à l'ordre, à la vigilance, à la prière. Cette règle les rendit bientôt supérieurs au reste des troupes. Le régiment de Cromwell devint un séminaire d'où sortirent, dans la suite,

---

(1) *Reliquiæ baxterianæ*, pag. 58. *Elenchus motuum nuperorum*, p. 220. — Warwick's memoirs, p. 252.

presque tous les officiers de l'armée. Cromwell remplissait les places vacantes par des aventuriers robustes, qu'il dressait à la même discipline, et qui se trouvaient en peu de temps aguerris et convertis. On calculera sans peine le prodigieux crédit que devait donner à un colonel ce prosélytisme guerrier, et l'influence qu'exerçait en sa faveur cette foule d'hommes, ses soldats et ses disciples répandus dans tous les rangs de l'armée, qu'ils animaient de leur valeur et de leur fanatisme.

Il serait inutile d'indiquer la multitude de petits combats qui marquèrent les deux premières campagnes, et qui, sans cesse mêlés de négociations et d'armistices, n'étaient que l'essai de la guerre entre deux partis peu sûrs de leurs forces, et qui ne s'étaient pas rendu compte de leurs derniers projets. La majorité de la chambre des pairs, et beaucoup de membres des communes, distingués par le talent et la franchise d'une opposition légale, étaient passés du côté de Charles; et, quoique poursuivis par les condamnations de

leurs collègues, ce partage apportait dans la cause royale l'autorité du grand nom de parlement. Une autre circonstance remarquable agissait en faveur de Charles.

L'affaiblissement de l'aristocratie, ce résultat du progrès et de la durée des sociétés, n'était pas sensible dans une révolution dont l'époque avait été, pour ainsi dire, hâtée par le fanatisme religieux. La noblesse avait encore toute sa puissance; elle pouvait entreprendre la guerre presque à forces égales. Elle eût peut-être vaincu, si elle n'eût pas été divisée : et le secours partiel, qu'elle donnait au Roi suffit pour suppléer à toutes les ressources nationales envahies par la chambre des communes, et balança long-temps la fortune.

Le Roi parut dans ces commencements près de triompher; ses troupes se fortifiaient. Dans une première bataille à Edge Hill, les deux armées, après un rude combat, se retirèrent sans avantage marqué; ce qui était une véritable défaite pour le parlement, obligé de justifier, par de rapides succès, la hardiesse

de son entreprise. Charles s'avança sur Londres. Les négociations furent renouvelées. Il semble qu'il y avait, dans le caractère de ce prince, un obstacle à la paix comme à la victoire. Charles était brave, généreux; la pureté de ses mœurs devait rapprocher de lui les plus rigoureux sectaires; il montra dans toutes les discussions une grande supériorité d'esprit. « Son malheur, dit Whitelocke, était « d'avoir meilleure opinion du jugement des « autres que du sien, quoique le sien fût pré- « férable. » Dans la confusion des avis qu'il recevait, et l'incertitude de sa propre volonté, il ne poussa point la guerre avec vigueur, il ne se résigna point aux conditions de la paix, avec une promptitude qui pouvait tout réparer. Les républicains lui ont amèrement reproché sa déférence pour la reine (1), princesse d'une rare beauté, d'un esprit distingué, mais que sa religion rendait suspecte à l'Angleterre. Charles l'aimait avec une ex-

(1) Memoirs of the life of colonel Hutchinson, written by mistriss Lucy Hutchinson, vol. 1, p. 128 and 135.

trême tendresse ; et lorsqu'il vit cette femme aimable et légère, résister avec un courage héroïque aux malheurs, où peut-être elle l'avait engagé ; lorsqu'il la vit fugitive, proscrite, traversant la mer pour lui amener des secours, son estime et sa reconnaissance durent redoubler pour elle : ainsi les vertus privées peuvent entrer au nombre des faiblesses d'un roi.

1643. Pendant que la guerre générale se poursuivait avec peu d'avantages pour le parlement, Cromwell, attentif à exciter la sédition, parcourut les comtés de Cambridge, d'Essex, de Norfolk et de Suffolk (1), où lord Capel, désormais le plus ferme appui de la cause royale, devait exciter un soulèvement. Une association royale, qui se formait dans la ville de Lowerstorst, fut étouffée par son activité ; il dispersa les royalistes, qu'on appela conjurés, se saisit de leurs préparatifs et de leurs armes, et retint sous le pouvoir du par-

---

(1) The history of the parliament, written by Thomas May, secretary of the parliament, book III, p. 89.

lement les comtés de Suffolk et de Norfolk, qui allaient lui échapper.

Ces actions utiles et hardies le firent nommer lieutenant-général par un parlement, qui prodiguait les récompenses, parce qu'il avait besoin de créer des hommes. Il répondit à cette élévation par des succès nouveaux; ces succès étaient trop rares dans le parti du parlement, pour n'être pas fort remarqués. Jusqu'alors il n'avait pas conduit heureusement la guerre. C'est une chose remarquable que les défaites successives du parlement, qui n'ôtent rien à ses prétentions et à sa menaçante opiniâtreté. L'armée royale, sous les ordres du comte de New-Castle, gagna plusieurs batailles. Les généraux du parlement se divisèrent. Hampden, l'un des plus illustres chefs du parti parlementaire; Hampden, admiré de tous dans la guerre civile, et que les royalistes n'accusent qu'avec respect, fut tué dans un combat. Londres (1), le centre

(1) The history of the parliament, written by Thomas May, secretary of the parliament: book III, p. 91.

de la révolution, se crut menacé d'un siége, dont le succès n'eût pas été douteux, si le Roi se fût hâté. Plusieurs lords, beaucoup de membres des communes, se détachèrent d'une cause désespérée, et vinrent grossir le parlement refugié, qui tenait ses séances dans Oxford. Dans ce moment, l'assemblée de Westminster dut consterner le roi par sa fermeté; l'inflexibilité du zèle religieux la soutenait. On leva de nouvelles troupes. L'armée d'Essex fut fortifiée. On entreprit de former une seconde armée qui serait commandée par Waller, officier dont l'habileté s'était fait remarquer au milieu des désastres du parlement. Le comte de Manchester, considéré par son grand nom et son zèle pour le parlement, fut nommé général des provinces de l'est, que Cromwel avait parcourues avec tant de succès, et remplies de l'esprit d'une fédération patriotique.

Le parlement découvrit une conspiration formée par quelques-uns de ses membres, et où figurait le poëte Waller, qui ne montra pas dans ce péril plus de courage que Lucain, et qui

racheta sa vie en trahissant tous ses amis. Cette persévérance du parlement obtint enfin la victoire. Le roi, par une faute que reconnaissent tous les partis, s'étant arrêté au siége de Glocester, Essex marcha pour secourir cette ville, et remporta près de Newburry une victoire long-temps disputée, mais complète. La cause royale y perdit lord Fakland, cet intrépide et vertueux citoyen, ce généreux déserteur de l'opposition devenue la révolte, long-temps l'admirateur et l'ami de Hampden, et victime de la guerre quelque temps après lui, comme si la fortune, en frappant à-la-fois ces deux illustres citoyens dans deux partis contraires, eût voulu détruire les médiateurs de la paix.

La paix était le vœu le plus ardent de ce Fakland, que l'histoire n'a pas trop loué en disant, que la perte (1) d'un tel homme aurait suffi pour déshonorer la guerre civile. Profondément attristé des malheurs de l'État, quel que fût le vainqueur, il invoquait, il

(1) Clarendon's history, p. 351.

conseillait toujours la paix; et, dans l'intolérance des partis, il se justifiait de cette vertueuse horreur pour la guerre civile, en cherchant plus qu'un autre l'occasion d'y mourir.

Les dangers du parlement amenèrent le retour d'un nouvel ennemi, dont la présence avait commencé tous les troubles. L'Écosse, révoltée sans être en guerre, ne dépendait plus ni du roi, ni du parlement de Londres. Une assemblée des états, formée dans ce royaume, y dominait au milieu de l'anarchie féodale et des factions religieuses. Ce fut à elle que s'adressa le parlement de Westminster pour obtenir un secours, et pour solliciter une seconde invasion en Angleterre. Les Écossais demandaient pour prix de leurs efforts la réunion des deux églises: elle fut ratifiée par un *covenant* qui lia les intérêts et les croyances des deux peuples, et sembla consacrer le triomphe de la secte presbytérienne. A cette condition, l'Écosse fit marcher au secours du parlement une armée de dix-huit mille hommes, dont les frais devaient être acquittés par l'Angleterre.

Cromwell, gouverneur de l'île d'Ely, et autorisé à y lever des contributions pour ses troupes, continuait la guerre de partisan: il obtint quelques avantages dans le comté de Lincoln, et battit un détachement de l'armée royale, que New-Castle avait envoyé, sous les ordres de son frère le lieutenant- 1643.
général Cavendish, pour reprendre la ville de Gainsborough, occupée par les troupes parlementaires.

Ce fut, dit Whitelocke (1), « le début de « sa haute fortune, et il commença dès-lors « à paraître au monde. Il avait un régiment « de ses compatriotes, la plupart propriétaires, « qui pour les choses de conscience s'enga- « geaient dans cette querelle sous sa direction. »

Quelques historiens (2) ont avancé que Cromwell, après ce combat, fit massacrer le général ennemi avec tous les prisonniers. Ce fait nous paraît douteux; car il n'est pas rapporté dans la relation adressée par Cromwell

(1) Whitelocke's memorials, p. 81-88.
(2) Warwick's memoirs, p. 252.

au parlement; et dans ce siècle de fanatisme et de sang, on se serait vanté d'une barbarie avec autant de joie qu'on l'aurait commise. Cromwell, après cette première victoire, se retrouvant vis-à-vis de l'armée de New-Castle, se replia, mais en bon ordre, et vint, après deux jours de marche, rejoindre près de Boston le comte de Manchester, qui avait remporté plusieurs avantages signalés, et le chevalier Fairfax, qui commençait cette grande fortune militaire, dont il fit si peu d'usage.

New-Castle suivit Cromwell, et détacha contre lui un corps de cavalerie pour l'attaquer avant sa réunion à Manchester. Cromwell, au premier choc, renversé de cheval, courut le plus grand péril. Son bonheur et son courage le sauvèrent; et remontant sur le cheval d'un dragon, il poussa vivement les troupes royales qui furent vaincues, et laissèrent leurs plus braves gentilshommes sur le champ de bataille.

Réuni à son général par une seconde victoire, Cromwell prit part à la prise de Lincoln, et au siége de la ville d'Yorck. Cette

ville était depuis quelque temps investie par les troupes de Manchester, de Fairfax, et par l'armée d'Ecosse, qui venait de pénétrer sans obstacle en Angleterre. Le prince Robert, l'un des parents et des généraux de Charles, s'avança pour la délivrer de ces attaques combinées. Ce prince, d'un courage égal à son 1644.
dévouement pour le Roi, n'avait d'autre défaut militaire que cette impatience de vaincre, qui souvent fait perdre ou manquer la victoire. Il commandait huit mille hommes. A son approche, les trois généraux réunis avaient abandonné le siége d'Yorck pour livrer bataille. Le prince Robert défit l'aile droite de l'armée parlementaire, et croyant la bataille gagnée sur tous les points, parce qu'on fuyait devant lui, s'abandonna sans réserve à la poursuite de l'ennemi. Les deux généraux parlementaires, Manchester et Fairfax, et le général écossais Leven, se retiraient. Cromwell, qui commandait l'aile gauche de l'armée du parlement, soutint la bataille contre l'aile droite de l'armée royale. Il emporta la forte position de Marston-Moor, qui donna

son nom à cette bataille. Le prince Robert revint trop tard de son inutile poursuite. Il fut entraîné lui-même dans la déroute de l'armée. La moitié des troupes royales périt dans l'action. L'artillerie, les bagages, l'étendard du prince, tout fut enlevé.

Quelques contemporains (1) ont accusé Cromwell de lâcheté dans cette journée, dont le succès lui fut généralement attribué. C'est une injure invraisemblable et mal choisie. Il est fort difficile à un général de se passer de courage; mais Cromwell avait particulièrement besoin d'un excès d'audace, et plusieurs traits de sa vie attestent que la témérité même fut un de ses moyens. Quant à ces belles paroles que l'on a mises dans la bouche de Cromwell, arrêtant Manchester prêt à fuir: « Vous vous méprenez, Mylord, ce n'est point « là que sont les ennemis. » aucun mémoire contemporain ne les rapporte. Du reste, il n'était pas besoin de cette noble et dure leçon, pour

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 15.

que la gloire de Cromwell laissât dans le cœur de Manchester un sentiment de jalousie.

Les suites de ce combat furent le découragement et la désunion du parti vaincu. Les plaintes mutuelles divisèrent les royalistes affaiblis par leur défaite. Le comte de New-Castle, profitant trop vîte de l'injustice qu'il éprouvait (1), pour se détacher d'une cause malheureuse, quitta l'Angleterre, et se retira sur le continent. La ville d'Yorck, dont il était gouverneur, se rendit, et fut occupée par lord Ferdinand Fairfax, père du chevalier Fairfax, qui servait alors sous lui. La ville de New-Castle 1644
fut prise d'assaut par les Écossais, et la cause royale parut entièrement perdue dans le Nord.

La victoire de Marston-Moor, en relevant l'espoir du parlement, fit éclater une politique nouvelle (2). Les haines républicaines se montrèrent avec plus de violence, et passèrent bien au-delà de la réforme presbytérienne et

---

(1) Clarendon's history, p. 402.

(2) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 18.

du *covenant*, que le parlement venait de souscrire. La secte des Indépendants se montra plus hardie, et ne cacha plus son dessein de détruire la monarchie et la noblesse.

Cromwell se déclara dès-lors l'ennemi de la noblesse et de la chambre des pairs, et adressant à son général lui-même (1) cette injurieuse confidence, il lui dit qu'il espérait de voir bientôt le temps où il n'y aurait pas un seul lord en Angleterre, et où lord Manchester ne s'appellerait plus que sir Montague. C'était une nouvelle question qui naissait de la guerre civile, et qu'avait dû produire la jalouse concurrence des nobles et du peuple, lors même qu'ils paraissaient combattre pour la même cause et partager les mêmes passions.

Les lords et les nobles qui avaient pris les armes contre le roi, ne voulaient pas pousser la révolution au-delà des intérêts de leur propre grandeur; mais les hommes nouveaux qui avaient toute une fortune à faire, ne

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 19.

pouvaient l'achever et la mettre en sûreté, sans la chûte du trône.

Ces idées extrêmes, fortement suivies par Cromwell, firent sa supériorité. D'autres officiers s'étaient distingués comme lui, Lambert, Fleetwood, Haslerigh, Overton; mais, par l'ascendant du caractère politique, il les réduisit tous à être ses lieutenants, ou ses victimes.

Les fureurs du parti démocratique et des Indépendants, s'accroissaient également par les succès et par les revers. Vainqueurs, ils insistaient pour pousser la fortune; vaincus, ils excitaient la défiance contre la haute noblesse, qui commandait l'armée parlementaire, avec un intérêt différent de celui du peuple. Essex et Waller donnèrent bientôt prise à ce dernier reproche. Le roi s'étant fortifié d'une partie de la garnison d'Oxford, battit Waller ; et s'attachant à suivre Essex dans le comté de Cornouailles, il réduisit ses troupes affamées à mettre bas les armes. Les Presbytériens ont expliqué ce désastre par la

perfide influence du parti indépendant, qui voulait détruire Essex; les Indépendants (1), par les ménagements d'Essex, qui voulait forcer le parlement à se rapprocher du roi.

Le parlement répara ce désastre avec la plus grande activité. Il équipa de nouveau l'armée d'Essex, recruta les troupes de Waller, et lui ordonna de se réunir à Manchester, qui maintenait les provinces de l'Est, et y avait considérablement fortifié son armée par le zèle
1644. et la popularité de Cromwell. Les résultats de ce grand effort ne remplirent pas l'attente du parlement. Vaincu dans un combat près de Newburry, le roi se retira sur Oxford, reçut de nouveaux secours, et ne fut que faiblement poursuivi.

Cette inaction des généraux parlementaires donna de nouveaux prétextes aux plaintes et aux soupçons. Les républicains, par conscience, et les ambitieux, tous ceux qui avaient à craindre, ou des vengeances, ou seulement

(1) Memoirs of Denzil lord Hollis, p. 26. — Memoirs of Ludlow, v. I, p. 100.

la perte de leurs espérances, se réunirent. L'hiver de 1644, en ramenant à Londres les généraux, membres du parlement, fit éclater la division dans la chambre des communes. Cromwell accusa Manchester (1), son général, d'une trahison manifeste. « J'avais, disait-il, « offert dans la dernière campagne d'attaquer « les troupes du roi, qui se retiraient de New-« burry. Je ne demandais que la permission « de charger à la tête de mon régiment de « cavalerie, sans engager le reste de l'armée. « Mais le comte de Manchester rejeta mes in-« stances et celles d'un grand nombre d'offi-« ciers, se bornant à dire, que si l'armée du « roi était détruite, ce prince en formerait « une autre ; mais que pour nous, si nous « éprouvions une défaite avant que l'armée « du comte d'Essex fût rétablie, nous serions « perdus, et poursuivis comme des traîtres et « des rebelles. »

Cromwell avait habilement calculé l'im-

---

(1) Parliamentary history, v. VIII. — Clarendon's history.

pression qu'un pareil discours devait produire sur l'orgueil de l'assemblée. Les dernières paroles attribuées à Manchester parurent aussi coupables que s'il eût prononcé lui-même la condamnation de son parti. L'assemblée, accoutumée à redire sans cesse que les lois étaient de son côté, s'indigna de la pensée d'être punie comme rebelle.

Ce que les partis pardonnent le moins à leurs adhérents, c'est la défiance du succès, et le doute sur la justice de leur cause. Manchester, pressé par cette défaveur publique, ne désavoua point en effet le motif qu'il avait donné, en repoussant l'avis de Cromwell, qui lui paraissait compromettre l'armée; mais il récrimina vivement contre le lieutenant-général. Il l'accusa d'avoir lui-même négligé l'exécution d'un ordre important; et il déclara que, dans une autre circonstance, sollicité par Cromwell de prendre une mesure, il avait refusé, sous prétexte qu'elle n'obtiendrait pas l'approbation du parlement, et qu'alors Cromwell s'était écrié: «Mylord, si vous voulez vous «attacher fortement aux gens de bien, vous

« serez à la tête d'une armée qui fera la loi « au roi et au parlement. »

Manchester, pour lier cette accusation à sa propre défense, ajouta qu'un pareil discours l'avait singulièrement frappé, connaissant le lieutenant-général pour un homme à desseins profonds; et que dès-lors il avait mis plus de scrupule et de soin à ménager une armée qu'il savait encore très-fidèle au parlement.

Une réplique si forte agita vivement la chambre, et tous les hommes qui s'alarmaient de la fierté de Cromwell, demandèrent une enquête et un jugement. Mais le parti des Indépendants, et ceux qui voulaient la continuation de la guerre, repoussèrent cet avis, et aimèrent mieux abandonner l'accusation portée contre Manchester. Cependant il était aisé de prévoir que les ambitions et les haines, poussées si loin, ne s'arrêteraient pas; et qu'une lutte dernière allait commencer entre les deux partis qui avaient jusques-là conduit la révolution, entre les Presbytériens et les Indépendants; entre les nobles et les

hommes nouveaux; entre ceux qui, même dans la guerre civile, n'avaient cherché qu'une réforme, et ceux qui, fanatiques ou ambitieux, voulaient tout détruire, pour faire place à leurs chimères ou à leur puissance. Les Presbytériens avaient contre eux ce penchant irrésistible des révolutions vers le parti le plus violent. Mais ils commandaient encore l'armée anglaise; ils comptaient dans leurs rangs les orateurs les plus distingués des communes. Ils formaient exclusivement la chambre des pairs; et ils s'appuyaient sur l'armée d'Écosse, qui, jusques-là, bornait tous ses vœux à l'établissement du régime presbytérien, et qui desirait un traité avec le roi. Cromwell, mêlant avec art une sorte de jalousie patriotique, à l'ardeur des sentiments de liberté, attaquait en toute circonstance les intentions des Écossais (1), et répétait que l'Angleterre n'avait besoin ni de leur secours ni de leur conseil.

Les commissaires d'Écosse, blessés d'une

---

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 18.

telle injure, se réunirent au comte d'Essex contre le lieutenant-général. Avec plus d'audace, ils auraient perdu Cromwell; ils y pensèrent, et ne l'osèrent pas. Whitelocke donne à ce sujet le récit d'une scène curieuse, où lui-même fut acteur.

Whitelocke était un de ces hommes modérés, qui plient leur modération aux violences du plus fort (1), et qui conservant leur sang-froid dans tous les excès d'une révolution, les servent autant que leur intérêt le demande, et les jugent avec une impartialité plus honorable pour leur esprit que pour leur conscience. Il avait impitoyablement poursuivi la mort de Strafford, et il le représente (2) dans ses mémoires comme un grand homme innocent. Il inclinait pour la paix et la réunion avec le roi, et il ménageait et secondait l'ambition de Cromwell. Une des causes qui fait que, dans une révolution, le parti le plus violent grossit et prédomine; c'est qu'il a tous les lâches pour recrues.

(1) Memoirs of Ludlow, v. II, p. 250.

(2) Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 67.

Whitelocke et Maynard, membres de la chambre, et jurisconsultes habiles, appelés de nuit à l'hôtel d'Essex, y trouvèrent les envoyés d'Écosse et plusieurs membres des communes. A la prière du comte d'Essex, le chancelier d'Écosse exposa les intrigues de Cromwell pour nuire aux Écossais dans l'opinion de leurs alliés ; son ambition, qui menaçait l'autorité du général, et la sûreté des deux peuples unis; et, insistant sur la nécessité d'arrêter son dangereux essor (1), il proposa de le poursuivre comme *incendiaire*, aux termes du *covenant*, qui désignait sous ce nom tout homme prévenu d'exciter la mésintelligence entre les deux nations. C'est un spectacle assez curieux de voir les desseins de Cromwell soupçonnés, et son ambition prise sur le fait si long-temps avant l'époque de sa grandeur.

Ces puissances extraordinaires, qui s'élèvent si vîte sur les ruines de la liberté des peuples, avertissent cependant toujours de

---

(1) Whitelock's memorials of the english affairs, p. 116.

leur approche et de leurs progrès, et une résolution énergique suffirait pour les arrêter. Mais la mollesse publique, et l'empressement des ambitions serviles, leur fraient la route; et l'esclavage se réserve ensuite pour excuse la rapidité de leur élévation, qui semble avoir surpris les courages, et prévenu la résistance.

Whitelocke et Maynard , consultés sur le sens légal de ce mot *incendiaire*, et sur l'application qui pouvait en être faite à Cromwell, discutèrent la question en légistes et en hommes prudents. Après avoir fait sentir la difficulté de recueillir des preuves suffisantes, et le danger d'une poursuite inutile, ils ne dissimulèrent pas le grand crédit de Cromwell sur la chambre, son talent, sa popularité, et toutes les ressources qu'il trouverait dans lui-même et dans ses amis, pour repousser avec avantage une attaque à-la-fois si violente et si vague. Holles, Stapleton, et quelques autres députés moins formalistes, et plus sincères amis de la liberté, nièrent cette popularité prétendue qui n'eût été d'ailleurs qu'un motif

de plus pour se hâter de perdre l'ambitieux qui voulait en abuser. Mais le comte d'Essex, timide, comme tout homme qui consulte dans un moment de péril, se détermina pour l'opinion de Whitelocke, malgré les prières de ses amis, et sur-tout celles de Holles, qui pénétrait toute l'ambition de Cromwell, et qui rappelait plusieurs de ses actions et de ses paroles propres à justifier l'accusation proposée.

Cette vaine consultation, qui ne resta pas ignorée de Cromwell, ne fut pour lui qu'un (1) avertissement de pousser sa fortune en proportion de la haine de ses ennemis, et de leur impuissance avouée d'eux-mêmes.

Il était d'ailleurs pressé par la situation générale des événements; les négociations avec le Roi n'étaient pas ralenties (2), et menaçaient de finir par un traité qui, fût-il injurieux à la couronne, aurait arrêté la révolution au moins

---

(1) Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 114.

(2) *Idem*, p. 114.

pour un temps. Le Roi avait envoyé à l'assemblée de Westminster une ambassade de plusieurs lords attachés à sa fortune. Malgré la rigueur des conditions que voulait le parlement, quoique l'on prescrivît à Charles le sacrifice d'une partie de ses droits et l'abandon de ses plus fidèles amis (1), il pouvait se laisser tenter par sa mauvaise fortune. Il n'y avait qu'une voie assurée pour prévenir la paix : c'était d'ôter la guerre des mains de la noblesse parlementaire, qui, tout en combattant le roi, ne voulait pas le détruire, et gardait un vieux respect pour les institutions monarchiques, dont elle formait une honorable partie; tandis que les hommes nouveaux ne concevaient pas de traité possible entre le peuple et le trône (2), et frémissaient pour eux-mêmes à la seule idée d'une paix qui aurait conservé, sous quelque forme que ce fût, un souverain si cruellement offensé, et

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 29.

(2) Memoirs of Ludlow, v. I, p. 148. — Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. I, p. 347.

toujours trop puissant contre des sujets sans crédit personnel, et que la guerre çivile ne soutiendrait plus.

Ce fut là le point décisif de la révolution. En vain Manchester s'était justifié sur une accusation particulière ; l'attaque remontait plus haut, et s'étendait à tous les chefs de l'armée. Essex, Manchester, Waller, Denbigh, étaient nobles et membres de la chambre des lords; ils n'avaient pas une haine irréconciliable, ils ne faisaient pas une guerre mortelle. Contents d'avoir défendu les droits du peuple, ils auraient pu, ils auraient souhaité rentrer en grace avec le souverain. Essex, d'une illustre maison et d'une grande élégance de mœurs, paraissait un partisan (1) nécessaire de la monarchie; et tout ce qu'il avait fait pour la cause du parlement ne pouvait, aux yeux des Indépendants, effacer la tache de sa noblesse. Il était suspect de vouloir la paix. Sans ambition personnelle, sa vanité, qui

(1) Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 115.

l'avait entraîné dans la guerre civile, s'était flattée d'un crédit que l'on accorda quelque temps à son nom et à l'éclat d'une si grande désertion, mais qui fut bientôt remplacé par la défiance, et par les humiliantes comparaisons que faisaient naître le talent et le courage des officiers de fortune. Le comte de Manchester était recommandable par la vertu la plus rare dans les guerres civiles, l'humanité. Mais cette douceur, qui ne se démentit jamais, convenait mal à la sanguinaire austérité de l'esprit de secte; et les talents guerriers de Manchester étaient d'ailleurs trop écrasés par la concurrence de Cromwell.

Ces deux généraux étaient presbytériens modérés, et ne souhaitaient qu'une réforme dans l'église; et la secte des Indépendants, sortie du milieu des Presbytériens rigides, commençait à prédominer. Cette secte, amenée par le plus haut degré de fanatisme à l'entière liberté de croyance, n'avait ni dogme fixe, ni cérémonies, ni prêtres. Elle supprimait l'ordre sacerdotal comme un privilége, et réduisait le culte à la communica-

tion de l'Esprit-Saint, que tout le monde pouvait également obtenir par la prière.

Il y avait dans cette secte quelque chose de la simplicité du christianisme naissant, et quelque chose de l'exaltation raffinée des Quiétistes, mêlée d'une humeur farouche qu'inspiraient la sédition et la guerre. On remarquera que, dans les divisions religieuses de l'Angleterre, une secte pareille autorisant, par son instabilité même, une sorte de tolérance, pouvait être singulièrement favorable à un ambitieux qui tenterait de réunir les esprits.

Cette secte avait pour chefs dans le parlement Henri Vanes, Fiennes, jurisconsulte habile, St.-John, non moins versé dans les lois, et parent de Cromwell; enfin Cromwell lui-même qui propageait leurs doctrines dans ses troupes. Les principes des Indépendants, appliqués à la politique, entraînaient le changement de la société et la chûte du trône. Mais, par cela même, dans les débats avec les Presbytériens, ils avaient sur eux le grand avantage de vouloir une chose absolue et décisive, tandis qu'il y avait une sorte d'embarras et d'inconsé-

quence dans la conduite des Presbytériens, qui ne voulaient pousser la révolution que jusqu'à un certain point (1), et respectaient le roi en lui faisant la guerre.

Charles voyait cette division avec joie, et en était d'autant moins pressé de faire un traité. Il aurait dû la craindre; car si la guerre se continuait, l'issue de ce schisme du parlement ne pouvait être douteuse.

Les Indépendants ne négligèrent pas de couvrir leurs desseins du prétexte de l'intérêt public. Les dépenses de l'armée pesaient sur la nation, et la longue durée de la guerre, qui les rendait accablantes, était imputée à la lenteur intéressée des généraux, que l'on accusait à-la-fois d'éterniser la guerre par ambition, et de ne pas vouloir qu'elle réussît par attachement à la royauté. Cette accusation était populaire. Il en résultait que l'on devait ou conclure une paix avec le roi, ou choisir de nouveaux généraux. Les Indépendants ayant

(1) Our design was only to reform, not to alter; to regulate, and so to save, not to destroy. *Holles*, pag. 21

assez de crédit pour empêcher ce premier dénouement, que tant de difficultés entravaient, étaient maîtres du second (1).

1644. La discussion s'ouvrit par la nécessité de réformer la discipline de l'armée. Un Indépendant assez obscur, Zouch Tate (2), membre du comité de la guerre, exposa, dans le bizarre langage du temps, que l'armée était dans le même état qu'un malade qui consulterait sur un mal au doigt, tandis que la masse entière de son sang serait corrompue.

Cromwell prit la parole (3). Le discours qu'il prononça est trop court et trop simple pour n'être pas fidèlement rapporté comme une preuve que ce génie souple et profond savait à propos se délivrer de l'étalage mystique dont il a fait un si fréquent usage. « C'est aujourd'hui, dit-il, le moment de parler ou de se taire à jamais. Il ne s'agit de rien moins que de sauver le peuple de la si-

(1) Ludlow's memoirs, v. I, p. 133.

(2) Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 113.

(3) The parliamentary history, v. XIII, p. 376.

tuation sanglante, et je dirai presque de l'agonie où la longue durée de la guerre l'a déja réduit; au point que si nous ne poussons la guerre d'une manière plus vigoureuse et plus efficace, en jetant de côté toutes les mesures de lenteur, comme font des soldats de fortune, transportés au-delà des mers, nous fatiguerons le royaume de notre présence, et nous ferons haïr le nom du parlement. Que disent, en effet, les ennemis? que disent aussi beaucoup de gens qui étaient nos amis à l'ouverture des chambres? Ils disent que les membres des deux chambres ont acquis de grandes places et des commandements; qu'ils ont mis l'épée dans leurs mains; que, par leur influence dans le parlement, par leur autorité sur l'armée, ils s'éterniseront dans le pouvoir, et ne laisseront pas la guerre se terminer promptement, de peur que leur ascendant ne finisse avec elle. J'exprime ici hautement et en face de tous, ce que d'autres murmurent au-dehors. Je suis loin de désigner personne. Je connais le mérite des généraux, membres des deux chambres, qui sont encore en pou-

voir; mais si je puis manifester ma conscience, sans aucune application personnelle, je sens que si l'armée n'est pas réglée sur d'autres principes, et la guerre suivie avec plus de vigueur, le peuple ne peut supporter la guerre plus long-temps, et qu'il nous forcera à une paix déshonorante. »

Il eut soin d'ajouter, avec une feinte modération, que la chambre ne devait pas insister rigoureusement sur les négligences ou les fautes que les généraux avaient pu commettre, qu'il s'en reprochait lui-même plusieurs, qu'elles étaient inévitables, et qu'il ne s'agissait plus que de les réparer.

« Nous avons, dit-il alors, des cœurs trop anglais, et trop dévoués au bien général de la patrie, notre mère, pour que les membres de l'une ou de l'autre chambre hésitent à se *renoncer eux-mêmes*, et à sacrifier leurs intérêts privés au bien public, sans croire qu'il y ait le moindre déshonneur pour eux, quelle que soit la décision du parlement sur ce grave sujet. »

Cette idée de renoncement volontaire, cette

abnégation religieuse et patriotique, qui s'accordait avec l'enthousiasme du temps, était l'argument le plus spécieux en faveur d'une semblable proposition. Vanes prit la parole, et offrit de quitter à l'instant la place de trésorier de la marine, qu'il tenait du roi.

On allégua d'autres motifs : le petit nombre des députés encore diminué par l'absence de ceux qui remplissaient des fonctions militaires, l'utilité d'un tel sacrifice pour autoriser une réforme générale : on alla jusqu'à dire que les membres du parlement trouveraient plus d'obéissance dans des officiers qui ne seraient pas leurs égaux ; comme si l'expérience des républiques anciennes ne montrait pas que les assemblées délibérantes n'ont d'autre moyen de se prémunir contre le pouvoir militaire, que de l'exercer.

Ce fut l'exemple que (1) Whitelocke mit en avant pour combattre l'ordonnance. En même temps il appuya sur l'injustice et la difficulté

(1) Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 115.

de remplacer tant de généraux distingués, parmi lesquels il plaçait Cromwell. D'autres orateurs presbytériens firent sentir que cette soudaine révolution, loin de favoriser la réforme générale, pouvait exciter quelque désordre dans l'armée.

1644. Cromwell (1) repoussa cette crainte, et affirma, pour son compte, que ses soldats ne prendraient et ne quitteraient les armes qu'aux ordres du parlement, et qu'ils étaient instruits à ne pas obéir à d'autres maîtres.

Cette flatteuse assurance entraîna beaucoup de suffrages, et la chambre ordonna la rédaction d'un bill pour exclure, des emplois militaires et civils, tout membre du parlement. Un jeûne, célébré dans l'intervalle de la discussion, prépara les esprits à ce grand acte d'humilité chrétienne, que l'on appella l'ordonnance du *renoncement de soi-même*. Ce jour-là, les deux chambres assistèrent à des sermons en faveur du projet de la loi, où le public ne fut pas admis, pour laisser une

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 35.

liberté plus grande aux prédicateurs (1). L'intention politique se cacha sous ces apparences religieuses. Il est douteux que la grande majorité de la chambre voulût et comprît ce qu'elle faisait. A la troisième lecture du bill, une exception personnelle ayant été proposée en faveur du comte d'Essex, ce qui renversait tout le projet des Indépendants, elle ne fut repoussée que par une majorité de sept voix (2).

La supériorité des Indépendants était donc très-faible encore. Même dans une question désavantageuse, le comte d'Essex conservait un grand parti; et il semble dès-lors qu'une conduite plus habile aurait détourné cette mesure, qui prévalut avec tant de difficulté, et qui devint si fatale.

Peut-être Essex et ses amis se reposèrent-ils sur la résistance de la chambre des lords;

---

(1) Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 114.

(2) The parliamentary history, v. XIII, p. 383.

La narration de Clarendon, entièrement adoptée par Hume, est fort inexacte, et contraire aux registres du parlement.

mais la révolution était trop avancée, pour que la fiction de la pairie pût lutter avec avantage contre la force démocratique. C'était dans la chambre populaire qu'il aurait fallu la vaincre par elle-même. L'opposition des lords ne fit que réunir les communes, et les animer dans leur entreprise. Après plusieurs messages inutiles, elles se rendirent en corps (1) auprès de la chambre haute, pour la presser d'accepter l'ordonnance. Malgré cette démarche, d'autant plus impérieuse qu'elle était inusitée, la chambre des lords prononça le rejet.

Tandis que ces chicanes parlementaires tenaient la révolution en suspens, les négociations pour la paix se traitaient à Uxbridge, et les ambassadeurs de France et de Hollande (2) proposaient leur médiation; mais les Indépendants, repoussés par la fermeté de la chambre des pairs, ne perdirent pas de temps pour reprendre un autre projet, qui les conduisait au même but. Laissant de côté

(1) Whitelocke's memorials of the english affairs, p. 118.

(2) The parliamentary history, v. XIII, p. 394, etc.

la question des anciens généraux, ils proposèrent une ordonnance pour la recomposition de l'armée. La chambre des communes vota cette ordonnance, et nomma Fairfax général de la nouvelle armée, sur la proposition de Vanes et de Cromwell.

Pour rendre l'acceptation de ce bill indispensable, on y joignit le vote des impôts destinés à l'entretien des troupes. Aussi la chambre des lords, après beaucoup d'objections et de lenteurs, fut-elle obligée d'y consentir, et d'accepter sous une forme ce qu'elle avait rejeté sous l'autre; sorte de tempérament, auquel se réduisent presque toujours la résistance et le courage du plus faible. La formation de la nouvelle armée fut commencée avec une incroyable promptitude; c'était l'espoir des Indépendants; c'était la décision réelle du débat qui semblait encore se prolonger entre la noblesse parlementaire et les hommes nouveaux; ce fut le point d'appui d'où s'élança Cromwell, pour aller aussi loin que l'entraînerait la guerre civile, désormais irrévocable.



ARGUMENT DU LIVRE SECOND.

Formation d'une nouvelle armée. Fairfax est nommé général. Cromwell obtient une prorogation de commandement plusieurs fois renouvelée. Ses succès. Bataille de Nazeby. Lettre de Cromwell au parlement. Désastre du parti royaliste. Le roi est bloqué dans Oxford. Intervention de l'ambassadeur français. Le roi se jette dans les bras des Écossais, et est livré par eux. — Le parlement veut envoyer en Irlande une partie de l'armée qu'il cherche à affaiblir. — Dispositions factieuses de l'armée. Cromwell les encourage secrètement. Formation d'un conseil d'officiers. Conseil des agitateurs formé parmi les soldats. Cromwell, dénoncé à la chambre, se justifie. Enlèvement de la personne du roi par Joyce. L'armée se rapproche de Londres. Onze membres des communes sont proscrits d'après la désignation de l'armée. — Émeutes populaires en faveur du parlement. Un grand nombre de députés indépendants se réfugient auprès de l'armée. Séjour du roi au milieu de l'armée. Espérances que lui donne Cromwell. Animosité des agitateurs contre le roi. L'armée ramène les députés dans le parlement et s'empare de tout. Nouvelle fuite du roi; sa retraite dans l'île de Wight par le conseil secret de Cromwell.

HISTOIRE DE CROMWELL.

LIVRE SECOND.

Quelques jours après l'ordonnance (27 février), et (1) tandis que la chambre s'occupait à former la liste des officiers (2), Cromwell reçut l'ordre de se rendre dans l'ouest, à la tête de son régiment, et de se réunir à Valler. Le but de la réforme militaire avait été de mettre l'armée sous l'autorité du parlement. Fairfax, habile officier, mais sans caractère politique, parut heureusement désigné dans cette intention. Cromwell s'était montré le

(1) Whitelock's memorials of the english affairs, p. 129.
(2) *Idem*, p. 129.

plus zélé promoteur de ce choix (1). Il comptait sur la faiblesse de Fairfax, égale au moins à ses talents militaires. Fairfax, malgré la simplicité de ses manières, semblait inspiré sur le champ de bataille ; et sa physionomie, douce et tranquille, s'animait alors d'un feu terrible et d'une émotion qui allait jusqu'à la fureur. Il avait déja rendu de grands services à la cause du parlement; il venait de détruire plusieurs régiments de l'armée d'Irlande, que Charles avait rappelés à son secours. Nommé général, son génie pour la guerre parut s'étendre; mais il resta toujours étranger aux vues de la politique. Il avait de la hauteur d'ame, qualité qui n'exclut pas la faiblesse, et qui, n'agissant que par intervalles, peut, dans le cours habituel des affaires, tomber insensiblement sous le joug de l'intrigue adroite et persévérante. Avec toutes ses victoires et son fier courage, le général Fairfax, d'après le témoignage des contemporains, ne fut jamais qu'un instrument sous la main de Cromwell.

---

(1) Clarendon's history, p. 423.

Tous les colonels, tous les officiers furent soumis à l'approbation des deux chambres. Elles permirent à Fairfax de choisir des officiers parmi les corps de l'ancienne armée; on l'autorisa même, par une ordonnance particulière, à recruter dans l'infanterie du comte d'Essex. Les soldats d'Essex passèrent presque tous dans la nouvelle armée; et ce général, qui n'était pas encore légalement destitué, perdit la force qui, dans les temps de parti, est le premier droit.

Déja Cromwell avait remporté de nouveaux avantages : les soldats de son régiment s'étaient montrés peu dociles (1), et prêts à se révolter si on leur enlevait leur chef. Ils s'apaisèrent dès qu'ils le virent; et Cromwell écrivit à la chambre pour demander leur grace, et garantir leur fidélité.

Cependant les conférences d'Uxbridge étaient commencées, en même temps que la guerre se préparait avec plus de violence; mais l'exécu-

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 35. — Whitelocke's memorials, p. 132.

tion du malheureux archevêque Lawd, depuis long-temps prisonnier, apprit au roi qu'il n'avait rien à espérer de la modération des
1645. communes. C'était toujours les mêmes difficultés, l'abolition de l'épiscopat, le commandement de la milice attribué aux chambres, l'acceptation du *covenant*. C'était sur-tout l'impossibilité de se donner des garanties mutuelles, de se rassurer sur ce qu'on avait fait, d'oublier sincèrement ce qu'on avait souffert; aussi les conférences n'eurent-elles d'autre suite que la continuation de la guerre.

Le crédit du comte d'Essex, à la chambre des pairs, avait jusqu'à ce jour suspendu l'adoption de l'ordonnance du *renoncement volontaire*; mais la formation d'une nouvelle armée rendait cette résistance inutile. Essex, Manchester et Denbigh, dans une séance de la chambre des pairs, proposèrent enfin de rendre leurs commissions (1). Malgré les efforts de leurs amis, cette offre fut acceptée: les communes se hâtèrent de leur voter des

(1) Whitelocke's memorials, p. 134.

remerciements et des témoignages de reconnaissance publique. On choisit un comité pour s'occuper des moyens de récompenser le lord général, et les comtes de Manchester et de Denbigh. Ils furent magnifiquement disgraciés.

Le lendemain les deux chambres votèrent, sans difficulté, l'ordonnance qui exemptait 1645.
des emplois militaires et civils, tout membre du parlement. Le comte de Warwick se démit aussitôt du titre de lord de l'amirauté. Cromwell devait être écarté par la même loi (1); mais il reçut ordre de s'avancer sur la route d'Oxford, pour intercepter les communications entre le prince Robert et le roi. Il annonça bientôt (2) qu'il avait surpris un corps de cavalerie royale, et une partie du régiment de la reine; qu'il avait fait deux cents prisonniers et enlevé plusieurs drapeaux. Ayant poursuivi les débris de ce corps,

---

(1) Anglia rediviva, p. 10.

(2) Whitelocke's memorials, p. 138. — Ludlow's memoirs, v. I, p. 165. — The parliamentary history, v. XIII, p. 439.

il les poussa jusqu'à la forteresse royale de Bletchington, dont il se rendit maître. Quelques jours après, il surprit encore un parti royaliste, et enleva le colonel, deux lieutenants-colonels, et un assez grand nombre de prisonniers. Ces coups-de-main heureux, malgré quelques pertes qui s'y mêlèrent, signalaient Cromwell parmi tous les chefs des troupes parlementaires. S'étant réuni au colonel Brown, ils écrivirent à la chambre pour annoncer que le roi quittait Oxford et se mettait en marche. Le parlement, après avoir ordonné au comité de la guerre de leur envoyer des provisions et de l'argent, décida que le lieutenant-général serait dispensé de siéger à la chambre (1), et prolongerait son service quarante jours au-delà, nonobstant la loi du *renoncement de soi-même*. Cette exception ne fut pas accordée sans beaucoup de plaintes de la part des amis du comte d'Essex, qui découvraient enfin le but caché de l'ordonnance, et l'application inégale qu'on en voulait faire.

---

(1) The Journal of the house of commons. Mai 11, 1645.

Tandis que Cromwell et Brown suivaient le roi depuis son départ d'Oxford, et répandaient des émissaires dans tous les comtés, pour les soulever sur son passage, Fairfax s'étant avancé vers Oxford, à la tête de son armée, rappela près de lui les deux généraux, pour former le siége de cette ville. Cromwell fut envoyé dans l'île d'Ely (1) pour y ranimer le zèle des associations, et prévenir l'influence des agents du roi. En peu de temps il rassembla, dans les comtés confédérés, trois mille chevaux. Les quarante jours expiraient; mais Fairfax écrivit, en faveur de Cromwell, une lettre au nom des principaux officiers de l'armée. Ireton, Whalley, Fleetwood, qui avaient signé cette lettre, étaient ou parents ou confidents de Cromwell. Le parlement, après quelques débats, décida (2) que « Sir Thomas « Fairfax pourrait désigner Cromwell pour « commander sous lui la cavalerie, avec le « titre de lieutenant-général, s'il le jugeait

(1) Whitelocke's memorials, p. 141-143.

(2) The Journal of the house of commons. June 10, 1645.

«convenable.» Dès-lors, suivant l'expression de Whitelocke, «il parut grandir dans la fa-«veur du peuple et de l'armée, et son élé-«vation commença d'exciter l'envie.» Mais, dans les temps de faction, l'envie est subordonnée à l'utilité des services, et chaque parti a trop besoin de ses chefs, pour se hâter de proscrire la gloire qui l'offusque, ou l'ambition qui menace de le dominer.

Cependant, Charles Ier, cherchant la situation la plus avantageuse pour combattre, se retira vers le nord. Tandis qu'il conduisait son avant-garde, Ireton, sur l'avis de Cromwell, attaqua et mit en désordre quelques régiments de l'armée royale, laissés en arrière à Nazeby. Cette alarme, qui vint surprendre le roi au milieu de la nuit, le força d'abandonner sa marche. Il gagna promptement Harborough, où était son corps d'armée, et tint un conseil de guerre, dans lequel la vivacité du prince Robert l'emporta sur les objections des vieux généraux, et fit résoudre la bataille. Le roi revint donc sur l'armée parlementaire qui le suivait, et il la rencontra

le 14 juin devant la ville de Nazeby, qui a donné son nom à cette journée la plus décisive pour la chûte du trône.

La bataille (1) commença à dix heures du matin. Les parlementaires avaient pour mot de ralliement, *Dieu soit notre force*. Le mot des royalistes, *Dieu et la reine Marie*, rappelait le souvenir d'une reine qui avait déshonoré le trône et la religion par une cruauté fanatique; et les troupes d'un monarque aussi généreux que Charles Ier, auraient dû combattre sous une invocation moins sinistre pour les vaincus. Au premier choc des deux armées, le prince Robert, à la tête d'une partie de la cavalerie royale, poussa vivement l'aile gauche des ennemis, et la poursuivit jusqu'à la ville de Nazeby. Ireton fut blessé et fait prisonnier: mais, pendant que le prince Robert se laissait emporter par ce commencement de victoire; à l'autre extrémité, Cromwell ayant battu la cavalerie royale qui lui 1645.

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 150. — Letter of Cromwell.

faisait face, s'arrêta, et revint au centre du combat, où le général Fairfax se soutenait avec désavantage. Cromwell, à la tête de ses dragons victorieux, fondit sur l'infanterie royale, et la mit dans un tel désordre, qu'aucun secours ne pouvait plus lui rendre la victoire.

Charles Ier, après avoir long-temps combattu, rejoignit le corps de réserve qui se trouvait réduit à l'inaction, étant privé des troupes que le prince Robert avait entraînées dans une poursuite inutile; c'était la seconde bataille perdue par une faute semblable. Lorsque le prince reparut enfin, le roi voulut, en réunissant cette cavalerie à son corps de réserve, faire un dernier effort contre l'ennemi qui avait achevé de vaincre. Il donna l'exemple, il poussa son cheval; mais cette troupe, peu ralliée, refusa de le suivre. On rapporte que, dans ce moment, un seigneur écossais, effrayé du danger personnel où s'exposait le monarque, ayant détourné la bride du cheval, ce mouvement, mal interprété, devint le signal d'une déroute qui entraîna tout.

L'armée parlementaire, qui n'avait éprouvé qu'une perte très-faible, fit cinq mille prisonniers, s'empara de l'artillerie et des bagages du roi, ainsi que de beaucoup de dames qui suivaient l'armée. On enleva même une cassette qui renfermait des papiers secrets, dont la publicité (1) devint un moyen de faire soupçonner la bonne foi du monarque dans les négociations, que naguères encore il entretenait avec les commissaires du parlement.

Cette victoire, si fatale au trône, fut le résultat de la réforme militaire, et sur-tout de la forte et pieuse discipline que l'influence de Cromwell répandait chaque jour dans la nouvelle armée. C'est la remarque de Clarendon; les troupes du roi (2), lors même qu'elles avaient l'avantage, se ralliaient avec peine. La première armée parlementaire, sous Essex et sous Valler, avait également montré plus de valeur que de constance et de discipline; tandis que les troupes de Fairfax et de Cromwell,

(1) Ludlow's memoirs, v. I, p. 167.

(2) Clarendon's history, p. 430.

victorieuses ou repoussées, gardaient ou reprenaient leurs rangs avec une opiniâtre régularité, et combattaient comme un seul homme, suivant l'expression de l'Écriture, qui s'applique si naturellement à ces courageux sectaires.

Un hasard heureux a fait retrouver l'original de la lettre (1) écrite par Cromwell à l'orateur du parlement, le soir même de cette grande journée; il parle beaucoup de cette protection divine dont se vantent toujours les vainqueurs; mais il en parle avec une force d'expression religieuse qui caractérise particulièrement son siècle, et avec cette adresse politique qu'il savait y mêler: « Je me sens, « dit-il, personnellement obligé de vous an« noncer le coup-de-main que Dieu vient de « nous donner. La main de Dieu a seule « éclaté; à lui seul appartient cette gloire, « dans laquelle nous n'avons rien à partager « avec lui. Le général vous a servi avec hon« neur et fidélité; et le plus grand éloge que

(1) Retrouvée par Horace Walpole, en 1754.

« je puis lui donner, c'est de dire qu'il rap-
« porte tout à Dieu, et qu'il aimerait mieux
« périr que de rien s'attribuer à lui-même ;
« et cependant pour la bravoure, on peut lui
« accorder, dans cette circonstance, tout ce
« qu'il est possible d'accorder à un homme. »

Après avoir ainsi enveloppé et fait disparaître la gloire de Fairfax dans cette grande reconnaissance pour Dieu, l'habile fanatique fait pressentir, par les dernières expressions de sa lettre, la puissance du parti des Indépendants, dont il devenait chaque jour le chef plus visible et plus accrédité.

Il les désignait ici sous le nom d'*hommes bien pensant*, comme il les appelait ailleurs *les saints, les élus*, ou simplement (1) *les honnêtes gens*, toutes dénominations incertaines et flexibles dans la langue des factions.

« Les hommes bien pensant, dit-il en finis-
« sant, vous ont loyalement servi : ils sont
« remplis de confiance; je vous conjure, au
« nom de Dieu, de ne pas les décourager.

(1) The parliamentary history, v. XVII, p. 260.

« Je desire que cette action puisse produire « la reconnaissance et l'humilité dans le cœur « de tous ceux qui y sont intéressés. Je desire « que celui qui hasarde sa vie pour la liberté « de son pays, puisse se confier en Dieu « pour la liberté de sa conscience, et en vous « pour cette liberté civile au nom de laquelle « il combat. »

Une lettre de Fairfax au parlement, datée du lendemain de la bataille, ne renferme que des détails militaires, des éloges sur la conduite du major Skippon et de quelques autres officiers, sans aucune mention de Cromwell. Le même esprit religieux s'y fait sentir. Le général exprime le vœu, que l'honneur de cette grande et immortelle miséricorde puisse être rendu à Dieu, dans un jour extraordinaire d'actions de graces.

Le 16 juin, le jour même où la nouvelle de cette victoire parvint au parlement, la chambre des communes (1) continua l'exception en faveur du lieutenant-général Crom-

(1) The Parliamentary history, v. XIII, p. 508.

well, sans époque déterminée. Elle lui assignait aussi le traitement de son grade, à dater du jour du renouvellement de l'armée; mais la chambre des pairs le reporta seulement à l'expiration des quarante jours qui avaient d'abord été accordés à Cromwell, et restreignit à trois mois la prorogation de son commandement. Ces minutieux détails font connaître au moins l'espèce de défiance et d'opposition, que rencontrait la grandeur de Cromwell. On se consolait en gênant par des formalités et des chicanes celui que sa fortune et son parti entraînaient si vîte et si loin. Les bons républicains croyaient sauver l'esprit de la loi, en la violant chaque fois par une exception temporaire. Depuis cette époque Cromwell obtint encore trois prorogations successives; ensuite (1) il n'en parla plus, et il devint trop puissant pour que personne s'avisât d'en parler.

Cependant, depuis sa défaite, le Roi, de fuite en fuite, avait gagné le pays de Galles,

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 35.

au lieu de se retirer vers un corps de troupes qui, sous les ordres de Goring, assiégeait la ville de Taunton, et qui, en se réunissant aux débris de la journée de Nazeby, aurait
1645. pu former une armée considérable. Fairfax, après avoir repris la ville de Leicester, dernière conquête du Roi, marcha contre Goring, et le força d'abandonner le siége de Taunton. Le général royaliste voulut éviter le combat et se replier sur Bridge-Water. Il était protégé par une rivière, dont il gardait les passages. Après avoir tenu un conseil de guerre dont le résultat fut de donner la bataille, si on pouvait y forcer l'ennemi, Fairfax le fit attaquer à-la-fois sur deux points, et remporta une victoire complète, pour laquelle le parlement ordonna un jour solennel d'actions de graces. Goring fut blessé, perdit beaucoup d'officiers, et sa meilleure cavalerie. La prise de Bridge-Water suivit de près. Cette place bien munie se rendit après avoir soutenu plusieurs assauts. Un riche butin, envoyé par Fairfax au parlement, fut vendu, et l'argent remis à Fairfax, avec ordre

de le distribuer aux soldats. Le parlement se trouva maître d'une ligne de places fortes qui lui servirent à bloquer, pour ainsi dire, le comté de Cornouaille et le Devonshire, encore fidèles à la cause royale.

Cromwell, après avoir concouru à ces derniers succès, se chargea d'étouffer une nouvelle espèce d'ennemis, nés du désordre de la guerre civile. C'étaient des clubs armés qui s'étaient réunis, sous prétexte de défendre les propriétés du pillage. Ces rassemblements, quoiqu'ils ne parussent pas servir la cause royale, devaient inquiéter le parlement, qui, désormais certain de la victoire, était intéressé à maintenir l'ordre. Cromwell marcha sur Shaftesbury, rencontra l'un de ces rassemblements, composé de dix mille hommes, et sous les ordres d'un chef: il leur dit que ceux de leurs compagnons qui avaient été arrêtés seraient relâchés, s'ils n'étaient pas punissables suivant la loi. Il ajouta que Fairfax leur ferait rendre justice toutes les fois qu'ils auraient à se plaindre de ses soldats; et il parvint ainsi à disperser cette foule,

qui était une espèce d'armée. Une autre réunion, beaucoup moins nombreuse, opposa plus de résistance. Cromwell la fit charger par ses troupes, et enleva un grand nombre de prisonniers. Dans une lettre au parlement, il propose de renvoyer ces malheureux (1), et de ne garder que quelques nobles qui les commandaient. C'était le moyen d'empêcher que cette guerre ne prît un caractère politique, et qu'un tumulte ne devînt un parti.

Ces attroupements, inévitables dans une époque de confusion civile, se renouvelaient presque sur tous les points du royaume. Le parlement leur fit toujours rude guerre, lorsqu'ils étaient ou royalistes ou incertains, et les employa, quand il fut possible. Au siége de Bristol, qui suivit immédiatement l'expédition de Cromwell, les clubistes de Sommerset et de Glocester servaient dans l'armée de Fairfax. Bristol, où s'était jeté le prince Robert avec quatre mille hommes de troupes, devint le dernier espoir de la cause royale. Cromwell

(1) Whitelocke's memorials, p. 160.

se hâta de se rendre devant cette place assiégée depuis quelques jours par l'armée de Fairfax. Le général, après quelques propositions de paix inutilement adressées au prince Robert, fit observer, par son armée, un jour de prières et de jeûne, et prépara tout pour un assaut nocturne. A deux heures du matin commença 1645.
l'attaque au cri mille fois répété de *David*. Bientôt l'armée victorieuse entra dans la place au cri de *Seigneur Dieu des armées* (1). Le siége et l'assaut n'avaient coûté à Fairfax que deux cents hommes. Ireton, le gendre de Cromwell, fut blessé. Le prince Robert, retiré dans la citadelle, en sortit après avoir rendu la place à des conditions plus rigoureuses que celles qu'il avait refusées, et fut reconduit jusqu'à Oxford. C'était un dernier coup à la fortune de Charles. Le roi écrivit au prince Robert une lettre pleine d'amertume, en y joignant un passeport pour sortir du royaume. Les vainqueurs trouvèrent, dans Bristol, de nombreuses munitions et cent

(1) Whitelocke's memorials, p. 166.

quatre pièces d'artillerie. Ces détails furent annoncés au parlement par les lettres de Fairfax et de Cromwell. On peut croire, disait Cromwell, en finissant la sienne (1), « que « quelques éloges sont dus à ces braves gens « dont j'ai tant cité la valeur. Mais la prière « qu'ils vous font, la part qu'ils demandent « dans cette bénédiction, est de pouvoir être « oubliés, pour ne laisser de place qu'aux « louanges du Seigneur. C'est leur joie d'a- « voir servi d'instruments à la gloire de Dieu « et au bien de leur pays; ils sont honorés « que Dieu ait daigné les mettre en usage. « Monsieur l'orateur, ceux qui ont servi dans « cette occasion, savent bien que la foi et les « prières vous ont conquis cette ville. » La chambre des communes adressa une lettre de remerciements à Cromwell comme à Fairfax.

Après la prise de Bristol, l'armée marcha sur la forteresse de Devises, qui se rendit aux premières approches de Cromwell, et livra un nombreux dépôt d'armes et de vivres.

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 166.

Le roi, qui se dirigeait vers Oxford avec un corps de cavalerie, venait d'essuyer de nouvelles pertes. Cromwell, avançant à la tête de son régiment, s'était emparé de la ville et du château de Winchester. Les généraux parlementaires, pour animer la guerre civile, permettaient le pillage; et le parlement avait plus d'une fois donné aux troupes leur butin (1) pour récompense. En suivant cette méthode, Cromwell se montra cependant sévère observateur de la discipline et des traités. A la prise de Winchester, ayant reçu les plaintes de quelques soldats de la garnison, qui avaient été dépouillés par les siens, il fit chercher les coupables, ordonna que l'un d'eux fût pendu, et renvoya les autres au jugement du gouverneur d'Oxford (2).

Après Winchester, il fit tomber successivement plusieurs forteresses occupées par des chefs royalistes, entre autres, Basing-House, où s'était fortifié le comte de Winchester,

(1) The Parliamentary history, v. xv, p. 240.
(2) The life of Olivier Cromwell, p. 30.

que Cromwell retint prisonnier, et qu'il livra au parlement. C'était une suite de coups-de-main heureux qui détruisaient par partie la cause royale, trop faible pour soutenir désormais un choc général.

Cependant Cromwell vainqueur alla rejoindre Fairfax, qui s'occupait à former le siége d'Exeter, et avait encore en tête le jeune prince de Galles, qui commençait l'apprentissage de la guerre au milieu des désastres du trône. Ce prince, après s'être vu enlever, par Cromwell, un corps de cavalerie, se retira seul avec son régiment dans le comté de Cornouaille, laissant le reste de l'armée sous la conduite du lord Hopton.

Fairfax et Cromwell, après avoir achevé le blocus d'Exeter, s'emparèrent du port de Darmouth, et marchèrent sur la ville de Torrington, où s'était ralliée l'armée du prince de Galles, sous les ordres de lord Hopton. L'attaque commença par les dragons de Cromwell. La ville fut enlevée, la cavalerie de Hopton mise en déroute, son infanterie tuée, prisonnière ou débandée. Le général se sauva

dans le comté de Cornouaille (1) avec trois mille chevaux, attirant après lui toutes les forces de l'ennemi qui, dans l'impatience d'anéantir ce dernier reste de la guerre, le poursuivait sans relâche. Le prince de Galles, voyant arriver Hopton fugitif et serré de si près, désespéra de tenir encore la campagne. Il se jeta dans une barque pour gagner l'île 1645.
de Scilly, d'où bientôt il passa sur le continent. Hopton, poussé aux dernières limites du comté de Cornouaille, voyant l'esprit du peuple aliéné par l'approche des vainqueurs, se résolut à écouter les propositions de Fairfax, qui, tout en attendant sa réponse, avait battu un de ses quartiers. La capitulation fut signée le 14 mars; les armes et les chevaux furent livrés à Fairfax, et les hommes laissés libres, sous le serment de ne plus servir contre le parlement. Hopton, avant la signature du traité, s'embarqua pour la France; Fairfax revint sous les murs d'Exeter, qui se rendit au vainqueur.

(1) Whitelocke's memorials, p. 199-201-203.

Au milieu de ces désastres, un parti royaliste, formé dans l'Écosse, parut faire, en faveur de Charles, une puissante diversion. Montross, jeune Écossais d'une illustre maison, d'abord officier supérieur dans l'armée des *Covenantaires*, avait été séduit par la flatteuse bonté du roi, et s'était livré sans réserve à sa cause. Dès-lors, il perdit toute influence sur le gouvernement d'Écosse; il fut long-temps prisonnier ou fugitif. Son infatigable valeur, sa popularité parmi les montagnards, une foule de tentatives aventureuses lui donnèrent un nouveau parti. Il reçut des secours du comte d'Antrim, seigneur irlandais, et il entreprit la guerre au nom de Charles. Le comte d'Argyle, possesseur d'immenses domaines en Écosse, et l'un des plus grands appuis du parti républicain, fut vaincu par Montross, qui put se flatter un moment de rétablir dans ce pays, où commença la guerre civile, l'autorité absolue du Roi. Le dévouement exclusif de Montross n'admettait pas de transaction avec l'esprit de liberté. Il détourna toujours Charles de la paix; et les

avantages passagers qu'il obtint lui donnèrent à cet égard une grande autorité sur les conseils du Roi. « Je frémis d'horreur, écrivait-« il au Roi, à la pensée de la paix, tant que « l'armée de votre majesté et celle de vos re-« belles sujets sont en présence. Il n'y a point « de traité possible, à moins qu'ils ne se sé-« parent, et ne se soumettent entièrement à la « clémence de votre majesté. » Cette illusion du dévouement trompa Montross sur le succès de ses armes; il se crut maître de l'Écosse. Dans la même lettre où il s'opposait si vivement à la paix, il disait à Charles, avec l'enthousiasme religieux du temps : « Sire, per-« mettez-moi seulement, dès que j'aurai ramené « ce pays à l'obéissance de votre majesté, de « vous dire, comme le général de David di-« sait à son maître : *O mon Roi! venez, venez* « *vous-même, de peur que cette contrée ne* « *prenne le nom de son vainqueur.* » (1) Malgré de si hautes espérances et tant de courage, Montross fut vaincu. Le général Lesley,

(1) A letter of the marquis of Montross, feb. 3, 1645.

rappelé d'Angleterre par le gouvernement d'Écosse, détruisit l'armée peu disciplinée de Montross, qui fut lui-même réduit à fuir après des prodiges de valeur. Moins d'héroïsme et plus de politique aurait mieux servi la cause de Charles. Avant l'expédition brillante et infortunée de Montross, un autre seigneur écossais, le duc Hamilton, avait voulu concilier les libertés religieuses de l'Écosse, et les droits du monarque. Opposé par conscience et par sagesse aux principes du pouvoir absolu, il donnait à Charles de plus salutaires conseils; et, s'il eût conservé son crédit en Écosse, et la confiance du Roi, peut-être eût-il prévenu la chûte du trône. Mais sa prudence le fit soupçonner. Les courtisans qui restaient encore auprès de Charles calomnièrent un homme plus raisonnable qu'eux. Aigri par tant de malheurs, Charles prit la modération d'Hamilton pour une complicité dans la révolte; et à peine cet excellent citoyen put-il forcer les Royalistes de croire à sa fidélité, en mourant plus tard pour les défendre.

Cependant Fairfax, avec le secours de Cromwell, avait achevé la réduction des provinces de l'ouest. Les soldats parlementaires, enflammés d'un fanatisme chaque jour plus ardent, avaient trop de supériorité sur les troupes opposées; leur piété rendait leur discipline plus sévère. Il n'y avait dans leurs rangs ni désertion ni pillage; les intervalles du service étaient remplis par l'exaltation religieuse. Les officiers se chargeaient de tous les soins du sacerdoce; beaucoup de soldats éprouvaient des extases; ils allaient au combat, en chantant des psaumes et des hymnes saints; et la mort était le martyre. Les troupes de Charles, fatiguées et corrompues par leur mauvaise fortune, se débandaient et commettaient beaucoup de désordre dans le pays. La conduite de leurs principaux chefs, braves, mais frivoles, hautains, débauchés (1), con-

(1) Wilmot loved debauchery, but he never drank when he was within distance of an ennemy: Goring was not able to resist the temptation, when he was in the midle of them, not would decline it to obtain a victory. Clarendon's history, book VIII, p. 418.

trastait peu favorablement avec l'austère régularité et la simplicité démocratique des généraux parlementaires; et ces vices brillants des Cours, qui choquaient l'esprit religieux du siècle, nuisaient encore plus à la bonne administration de la guerre.

1645. Le parlement, qui, par le succès de ses généraux, voyait son pouvoir établi dans la plupart des comtés, choisit ce moment pour ordonner quelques élections à des places vacantes dans son sein par la mort ou la proscription. Ces renouvellements partiels eurent lieu plusieurs fois pendant la longue durée du parlement, et presque toujours fortifièrent le parti déja dominant. L'élection de cette année porta dans la chambre le colonel Ludlow, homme que son caractère fait remarquer au milieu d'une révolution si féconde en caractères singuliers. Un autre choix non moins important fut celui du colonel Blake, si célèbre depuis dans la marine anglaise, et dont la grande ame, préservée des crimes de la révolution, ne servit qu'à la défense et à la gloire de son pays.

Les Presbytériens furent admis dans ce renouvellement. Le pouvoir se balançait encore entre les deux partis; et cette égalité se fit sentir dans le partage des récompenses et des titres honorifiques que se décernèrent les vainqueurs. A la fin de cette année, Fairfax reçut le titre de baron et une dotation annuelle de 5000 livres sterling; mais les généraux disgraciés, Essex et Warwick, furent créés ducs par le parlement. Le Presbytérien Holles fut fait vicomte; le républicain Haslerigh, et Vanes, l'un des chefs de l'*Indépendance,* eurent le titre de baron, avec une pension de deux mille livres sterling. Ces particularités prouvent que la haine du parlement contre la noblesse n'était pas sans exception, et elles démentent les idées répandues sur l'absolu désintéressement de cette assemblée (1). Cromwell reçut la plus riche récompense après Fairfax, et joignit au titre

---

(1) Warwick's memorials, p. 188. — Walker's mystery of the two juntoes, p. 2. — Journal of the house of commons, p. 1, 1645.

de baron une dotation héréditaire de (1) 2,500 livres sterling de revenus, assignée sur les terres du comte de Worcester. Toutes ces libéralités, suivant les termes de l'ordonnance, devaient être garanties par le Roi, dans les conditions de la paix, et la rendaient ainsi plus difficile. Saint-John essaya de faire donner à Cromwell une autre dotation sur les biens du marquis de Winchester, seigneur royaliste, et beau-frère du comte d'Essex; mais il fut obligé d'y renoncer.

1645. Cependant la ville d'Oxford tenait toujours pour la cause royale, et elle pouvait, en réunissant les débris des troupes royales, se former une garnison redoutable. Ce dernier espoir dura peu. Lord Astley, l'un des chefs royalistes, s'avançant vers Oxford, fut arrêté par les forces réunies du gouverneur de Glocester et du colonel William Bereton. Il perdit, dans ce combat, deux cents hommes, presque tous gens de qualité, dit Whitelocke. Fait pri-

(1) A letter of Oliver St.-John. Thurloe's state papers, v. 1, p. 75.

sonnier avec le reste de sa troupe, Astley ne put s'empêcher de dire à ses vainqueurs : « Messieurs, vous avez maintenant achevé « votre besogne; et vous pouvez aller jouer, « à moins qu'il ne vous prenne envie de vous « quereller entre vous. » Aussi le Roi qui, jusqu'à cette époque, avait voulu traiter avec les deux chambres au moins d'égal à égal, pro- 1645.
posait alors de venir au parlement sous la garantie de sa sûreté personnelle, à l'effet d'aviser, de concert avec le parlement, au bien du royaume. Il est vrai que dans cette lettre le Roi promettait encore de pardonner à tout le monde; mais on ne pardonne plus quand on est réduit à négocier. La réponse du parlement indiquait tout l'orgueil d'une supériorité reconnue. Le sens était que, tant (1) que le Roi n'aurait pas adhéré à des propositions qui devaient lui être bientôt communiquées, sa présence au parlement n'offrait de sûreté ni pour lui ni pour ses sujets. Les communes prirent en même-temps des me-

(1) Whitelocke's memorials, p. 204.

sures (1) pour le cas où le Roi viendrait à Londres, et elles ordonnèrent l'éloignement immédiat de tous ceux qui avaient porté les armes contre le parlement.

Cependant Fairfax, après avoir annoncé au parlement la reddition d'Exeter, envoya Fleetwood et Ireton pour couper les communications d'Oxford, où les derniers débris de la puissance royale semblaient enfermés avec
1646. le Roi lui-même. Le découragement des royalistes était extrême; un de leurs corps de cavalerie fut taillé en pièces et repoussé jusqu'aux retranchements d'Oxford (2), et les vainqueurs ne perdirent qu'un seul homme dans le combat. Cromwell vint à cette époque à Londres, sous prétexte d'aviser aux mouvements ultérieurs de l'armée : il prit séance au parlement, et reçut les remerciements de l'orateur au nom et par l'ordre de la chambre.

Londres était alors le théâtre d'une divi-

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 204. — The parliamentary history, v. XIV, p. 312.

(2) Whitelocke's memorials, p. 205.

sion qui devait influer sur le dénouement de la guerre. Les Écossais, premiers auteurs de la rebellion, et jusques-là fidèles alliés du parlement, se plaignaient que leur *covenant* ne fût pas exécuté, que leur service militaire ne fût pas payé. Un livre, dans lequel on faisait connaître leur dissentiment sur les conditions à proposer au Roi (1), fut brûlé par ordre du parlement, et passa pour avoir été fait sous l'inspiration des commissaires écossais. Ces di- 1646.
visions (1), que les royalistes ne manquaient pas d'exagérer dans leurs discours, firent prendre au Roi une résolution que l'événement a condamnée, mais qui n'était pas plus imprudente que toute autre. Charles se trouvait dans une de ces situations désespérées qui, ne laissant que le choix des fautes, font que la plus grave paraît toujours être celle que l'on a commise.

Charles résolut de sortir d'Oxford, et de se jeter dans l'armée écossaise. Le médiateur à-la-fois et le conseiller de cette réunion, fut

(1) The Parliamentary history, v. xiv, p. 318.

Montreuil, ambassadeur de France en Angleterre. Le cardinal Mazarin, qui long-temps avait suivi la politique de Richelieu en faveur des séditieux d'Écosse, trouvait maintenant la fortune du Roi trop abaissée (1), et tournait ses craintes et sa jalousie sur la puissance excessive du long parlement. Montreuil vit le Roi dans Oxford, et le pressa de se confier à l'armée d'Écosse, qui campait devant New-Yorck; et l'ayant trouvé prêt à toutes les concessions, excepté sur l'épiscopat, il alla négocier avec les chefs de cette armée, et crut pouvoir adresser au Roi, de leur part, une promesse formelle. Il paraît que le Roi ne reçut point une autre lettre, où Montreuil l'avertissait d'un changement survenu dans l'intention des chefs; il sortit d'Oxford, déguisé, pendant la nuit, suivi seulement d'un valet-de-chambre et d'un chapelain, et vint descendre à Southwell, chez Montreuil (2), d'où, quelques jours après, il se rendit au

(1) Clarendon's history, p. 483.

(2) The Parliamentary history, v. XIV, p. 381.

camp des Écossais, qui marquèrent la plus grande surprise de son arrivée. Il est vraisemblable que Charles, dans l'extrémité de sa fortune, s'était hâté de croire et d'espérer, au risque de changer de péril. Les Écossais, presbytériens zélés, ne pouvaient se réunir à lui, sans exiger l'abolition de l'épiscopat, auquel il ne voulut jamais renoncer. Aussi les vit-on bientôt désavouer hautement la supposition d'un traité avec le Roi; et, loin de favoriser sa cause, ils l'obligèrent, avant tout, d'ordonner la reddition d'Oxford, dernier débris de sa puissance (1).

Charles, du fond de son asyle, ou plutôt de sa captivité, reprit des négociations avec le parlement. Mais pendant qu'il hésitait, qu'il refusait, le parlement terminait avec les Écossais un traité plus décisif. La chambre des communes ayant voté le renvoi de l'armée écossaise, désormais inutile, il ne s'agissait plus que de solder les services de cette armée qui avait si bien secondé la cause populaire.

---

(1) The Parliamentary history, v. XIV, p. 407.

Les demandes des Écossais étaient excessives. Ils faisaient entrer dans leurs comptes le prix d'un marché (1) dont ils ne parlaient pas. Le parlement anglais les entendit. La somme se trouva fixée à 400,000 livres sterling, après une discussion de plus de six mois, dans laquelle Cromwell (2) fut un des
1646. commissaires. Mais, à la suite de ce débat, les Écossais livrèrent le Roi à une députation du parlement, qui le conduisit, sous escorte, au château d'Holdenby. Les états d'Écosse, par une déclaration solennelle, approuvèrent cette mesure, comme desirée par le monarque lui-même. Il est vrai que Charles, dans ses messages au parlement, exprimait le vœu de venir à Londres, pour y discuter librement les conditions de la paix. Telle n'était pas la politique des chefs de la révolution; ils voulaient faire prisonnier celui qu'ils avaient vaincu.

---

(1) The Parliamentary history, v. xv, p. 242. — Warwick's memoirs, p. 295. — The history of the civil wars of England by Thomas Hobbes, p. 220.

(2) The Parliamentary history, v. xv, p. 265.

Du reste, ils ne s'accordaient pas sur le sort du Roi. Tant que la guerre avait duré, les partis opposés au trône, malgré leurs fréquentes divisions, étaient réunis par la crainte et la haine, comme par une entière uniformité de sentiments. Mais la victoire, qui aurait suffi pour diviser un parti unique et bien lié, livrait des sectes différentes à toute la liberté de leurs divisions premières. Chacune d'elles voulait en profiter pour régner exclusivement. L'autorité civile appartenait aux Presbytériens, qui composaient encore la majorité des deux chambres (1), et qui avaient dirigé le royaume depuis la rebellion. Les Indépendants dominaient dans l'armée : c'était le fruit de l'adresse de Cromwell.

Ce fourbe, affectant d'être un rigoureux Presbytérien, assistant à tous les sermons des prédicateurs de cette secte, avait en même temps rempli l'armée d'officiers attachés à la secte des Indépendants. Comme les Indépendants n'avaient pour caractère distinctif que

(1) Clarendon's history, p. 498.

de pousser à l'excès les conséquences de la réforme, Cromwell, par l'ardeur de son zèle, allant jusqu'au terme de la secte presbytérienne, se rapprochait de celle des Indépendants, et leur avait long-temps persuadé à toutes deux qu'il leur appartenait également.

Les Presbytériens perdirent à cette époque le comte d'Essex, dont l'ancienne popularité les soutenait encore. Sa mort (1) imprévue fit supposer, sans fondement, qu'il avait été empoisonné. Bien que faible et déchu, il manqua beaucoup à son parti; et Cromwell en prit un nouvel ascendant.

La majorité presbytérienne du parlement, qui s'apercevait qu'elle avait trop fait pour n'être pas aux ordres de ceux qui voudraient en faire davantage, avait résolu (2) de réformer l'armée. L'état de l'Irlande présentait une occasion d'occuper les soldats : il suffisait de leur donner de nouveaux chefs, en écartant

(1) Clarendon's history, p. 498. — Micro-Chronicon, sept. 14, 1656.

(2) The Parliamentary history, v. xv, p. 332. — Memoirs of Denzil lord Holles, p. 72.

les officiers attachés à l'*Indépendance*. Débarrassés de ce dangereux instrument, les Presbytériens auraient incliné à conserver un reste de monarchie. Cromwell, que la fin de la guerre avait ramené aux séances du parlement, regardait se former cette conspiration contre l'armée. Il savait bien que l'armée allait elle-même donner au parlement de plus sérieuses inquiétudes; ou plutôt il était, quoique absent, l'ame du mouvement qu'on y vit bientôt éclater. Les principaux colonels 1646.
mêlés à ce mouvement, Rainsboroug, Hammond, Lambert, étaient ses élèves et ses créatures. Sans parler du fanatisme de l'*Indépendance* religieuse, répandu dans un grand nombre d'officiers (1), tous ces hommes, que plusieurs années de guerre civile avaient enlevés aux habitudes de la vie sociale, et quelquefois à d'obscurs métiers, prévoyaient avec dépit l'époque du licenciement. C'était comme une nouvelle secte qui voulait la guerre et des grades, et qui n'était pas moins animée

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 180.

que les autres contre le parlement. Ce qui se passait à Londres et dans le parlement, servit de prétexte ou d'occasion à ces mouvements préparés par la disposition des esprits. Les autorités civiles de Londres, presbytériennes comme la majorité de la chambre des communes, demandaient la répression des sectaires. Un de leurs griefs contre beaucoup d'officiers de l'armée, c'était la liberté qu'ils prenaient de prêcher et d'expliquer l'écriture sans avoir été instruits ni *ordonnés* (1). Le lord maire et le conseil commun, dans une pétition aux chambres, exprimèrent leurs craintes sur les approches de l'armée, et demandèrent qu'elle fût éloignée et licenciée. Les habitants de Sussex, par une autre pétition, se plaignaient du séjour de l'armée sur leurs terres. Le parlement paraissait accueillir toutes ces demandes avec faveur. L'*Indépen-*

---

(1) The pulpits of divers godly ministers are often usurped by preaching soldiers who infect their flock with strange and dangerous errors. The Parliamentary history, v. xv, p. 222.

Memoirs of Denzil lord Holles, p. 71.

dance était visiblement menacée. Ludlow, qui appartenait de bonne foi à ce parti, nous raconte que Cromwell (1), se promenant un jour avec lui, après beaucoup d'invectives contre le parlement, lui dit familièrement : « Si ton père était vivant, il dirait leur fait « à ces gens-là. Puis il ajouta, Que c'était une « chose misérable de servir un parlement ; « on a beau lui être fidèle ; si quelque mau- « vais légiste s'élève contre vous, et vous ca- « lomnie, vous ne vous en laverez jamais ; mais, « lorsqu'on sert sous un général, quelque ser- « vice que l'on rende, on est à l'abri du blâme « et de l'envie. » Ludlow comprit plus tard, en voyant agir Cromwell, que dès l'époque de cette conversation il méditait la tyrannie, et qu'il avait cherché, suivant son expression, à lui tâter le pouls (2) ; mais alors il ne l'entendit pas ; et, se bornant à lui répondre qu'il fallait se confier à Dieu (3) et mépriser la

---

(1) The Parliamentary history, v. xv, p. 337.

(2) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 185.

(3) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 185.

persécution, il continua de soutenir avec ferveur la secte des Indépendants, et, travaillant ainsi à mettre la force militaire au-dessus du pouvoir civil, il servit Cromwell par son fanatisme, tout aussi-bien qu'il aurait pu le servir par sa complicité.

Cependant l'armée retentissait de murmures et de plaintes: l'expédition d'Irlande paraissait un exil pour se délivrer des soldats. Fairfax, sincèrement attaché à la cause presbytérienne, mais lié comme général à l'intérêt de l'armée, cherchait à calmer les esprits. Dans une réunion avec les commissaires du parlement, il promit de faire passer douze mille hommes en Irlande, si le parlement avait égard à une demande des officiers de l'armée sur les subsistances, la solde et le choix des généraux. Les soldats, à leur tour, adressèrent une pétition à leurs officiers: entre autres demandes, ils formaient celle d'un bill d'indemnité pour tout ce qu'ils avaient fait durant la guerre. Les chefs persuadaient aux soldats, que la paix allait les livrer à la poursuite des tribunaux et des particuliers. Le parlement vota

plusieurs dispositions favorables aux intérêts de l'armée ; mais l'esprit d'indiscipline n'en devenait que plus violent. Une réunion d'officiers décida que les résolutions du parlement ne répondaient pas à la pétition de l'armée. Alors le parlement déclara *cette pétition inspirée par un esprit diabolique, pour exciter le trouble et la mutinerie.* L'armée récrimina bientôt, et se plaignit qu'on laissât circuler la pétition des habitants de Sussex. Le parlement supprima cette pétition, qu'il avait d'abord accueillie. La conduite du parlement, mêlée de rigueur et de faiblesse, devenait chaque jour plus incertaine. Fairfax n'était pas ambitieux, mais son orgueil militaire dédaignait le parlement, et il aimait à s'attirer les acclamations des soldats. Dans une revue où il les invitait à obéir et à s'engager pour l'expédition d'Irlande, le lieutenant-colonel Lambert ayant demandé si on avait assuré à l'armée ce qu'elle réclamait pour la solde, la subsistance, et le choix des généraux ; les soldats s'écrièrent alors : Qu'on nous donne Fairfax et Cromwell ; nous irons tous. Les

commissaires, qui n'avaient pas prévu cet incident, se retirèrent, et l'esprit d'indiscipline s'accrut chaque jour. Une nouvelle pétition de l'armée fut présentée par Fairfax, et paraissait plutôt une déclaration de droit qu'une requête. L'armée voulait moins obtenir ses demandes, que trouver dans le refus une cause de sédition.

Inquiète de ces dispositions séditieuses, la chambre des communes ordonna la dissolution de l'armée; mais on avait déja trop négocié avec elle pour être en droit de la punir. Il est certain que tous les officiers du parti de Cromwell favorisaient les prétentions des soldats. La chambre des communes, effrayée pour ainsi dire de la forte décision qu'elle avait prise, cherchait à l'atténuer en satisfaisant à plusieurs demandes, comme s'il se fût agi d'autre chose que d'un combat de pouvoirs. La chambre, pour transmettre aux troupes ses nouvelles résolutions en leur faveur, choisit des commissaires qui leur étaient agréables, Cromwell, Ireton, Skippon. S'il

en faut croire la plainte (1) d'un officier presbytérien, Cromwell, dans cette mission, flatta ouvertement l'esprit séditieux des troupes, et se répandit en plaintes sur l'injuste sévérité du parlement. Les officiers, après avoir écouté les commissaires, voulurent consulter les soldats.

De là naquit ce fameux conseil des agitateurs, composé de soldats élus par chaque régiment, pour délibérer de concert avec un conseil supérieur, formé de généraux et d'officiers. Ces deux chambres, d'une espèce nouvelle, avaient, par leurs épées, un grand avantage sur le parlement de Westminster. Elles produisirent bientôt de nouvelles réclamations. Cette attaque, participant de la manie théologique du temps, s'annonçait par des écrits polémiques et d'interminables discussions. Les troupes demandaient soixante-six semaines de paye, au lieu de huit que le parlement leur accordait. 1647.

(1) Thurloe's state papers, v. 1, p. 94. — Memoirs of Denzil lord Holles, p. 78.

Le licenciement et la guerre d'Irlande étaient en horreur; et les deux conseils militaires retentissaient de plaintes contre la tyrannie et les procédés outrageux du parlement. L'armée s'indignait particulièrement qu'on l'eût soupçonnée de vouloir replacer le Roi sur le trône. Les commissaires revinrent annoncer au parlement ce qu'ils avaient vu. Cromwell assura (1) qu'il avait failli devenir victime de la fureur et des préventions de l'armée. Dans les débats que fit naître ce récit, il échappa quelques menaces à l'indignation des communes. Cromwell les entendant, dit tous bas à Ludlow : « Ces gens-là ne se tiendront pas tranquilles (2) que l'armée ne leur ait tiré les « oreilles. » Cependant les communes prirent de nouvelles résolutions favorables à l'armée, comme si elles avaient cru pouvoir acheter son obéissance par des concessions qui lui montraient sa force. Elles votèrent que la déclaration portée contre la première pétition

(1) Thurloe's state papers, v. 1, p. 94. — Ludlow's memoirs, v. 1, p. 253.

(2) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 189.

de l'armée serait effacée des registres. Ici, dit Whitelocke (1), *le parlement se remit entre les mains de son armée.* Elles passèrent le bill d'indemnité pour tous les actes individuels commis depuis le commencement de la guerre; mais l'armée retrouva bientôt de nouvelles plaintes et de nouvelles demandes.

Après avoir long-temps fermé les yeux sur les intrigues de Cromwell, sans doute par ce sentiment assez naturel qui fait beaucoup hésiter à trouver coupable celui dont la trahison serait trop dangereuse et trop difficile à punir, les communes commencèrent à s'inquiéter. Suivant quelques historiens, on proposa de faire enlever Cromwell, et de le conduire à la Tour. D'autres mémoires rapportent, à ce sujet, une scène fort extraordinaire : Deux officiers avertirent un membre des communes, Sir Harbotle Grimstone, que, dans une réunion militaire où l'on parlait d'épurer l'armée, Cromwell avait dit « Qu'il était sûr de l'armée, « mais qu'il connaissait un autre corps (c'était

(1) Whitelocke's memorials, p. 253.

« la chambre des communes), dont l'épura-
« tion serait plus nécessaire ; et, que l'armée
« devait se charger de ce soin. » Sir Grimstone se rendit à Westminster, et, interrompant les débats, il déclara que l'existence et la liberté de la chambre étaient menacées. Il accusa Cromwell d'un projet d'attentat contre le parlement, et fit introduire les deux témoins qu'il avait amenés, et qui, devant la barre de la chambre, reproduisirent leur déposition. Alors Cromwell se jetant à genoux, adressa une longue prière à Dieu, attestant son innocence et son dévouement à la chambre ; il se soumit à la providence de Dieu, qui jugeait à propos de l'éprouver par le mensonge et la calomnie. Tout cela fut dit avec une grande véhémence, et accompagné d'un torrent de larmes. Après ce singulier exorde, il se justifia ; il justifia tous les officiers, « hormis un petit
« nombre qui voulaient revenir sur leurs pas
« et rentrer dans *la terre d'Égypte.* » Enfin, il parla si long-temps ; il toucha si vivement les esprits ; et il avait un si puissant parti dans la chambre, que l'accusateur vit le moment où

lui et ses deux témoins allaient être conduits à la Tour, si quelqu'un en avait fait la proposition. Au reste, que cette anecdote soit véritable ou fausse, il est certain que Cromwell, embarrassé des soupçons qu'il excitait, et croyant la rebellion assez préparée, quitta brusquement la chambre, et partit pour l'armée. De là il écrivit à la chambre des com- 1647.
munes, qu'ayant appris que la défiance et la haine des soldats contre lui commençaient à se dissiper, il s'était hâté de retourner à l'armée; qu'il avait trouvé les soldats abusés par de faux rapports, dont il découvrirait la source. Il annonçait en même temps, que le retour du général et des officiers serait un moyen de calmer les esprits et de prévenir de nouveaux désordres.

Tandis que l'armée s'élevait contre le parlement, le Roi, qui était comme le prix du combat, demeurait toujours à Holdenby, sous une garde sévère. On voit, dans les mémoires de (1) Whitelocke, que les commissaires du

(1) Whitelocke's memorials, p. 246.

parlement écrivirent à la chambre pour s'excuser qu'on eût remis, à leur insu, une lettre au Roi. Mais ce n'était plus des royalistes que le parlement aurait dû se défier. Cromwell et les Indépendants avaient senti que le sort des événements ne tenait plus qu'à la personne du Roi; et l'indiscipline de l'armée favorisait toute entreprise pour enlever ce prince. Fairfax n'avait qu'une popularité sans pouvoir; tout se faisait par la volonté de la multitude, c'est-à-dire de quelques meneurs; et personne ne répondait de ce qui se faisait au nom de l'armée. Dans ce désordre, un simple cornette, nommé Joyce, suivi de cinq cents cavaliers, parut devant Holdenby, et demanda qu'on lui ouvrît les portes au milieu de la nuit. Il ajouta pour toute explication, qu'il avait affaire au Roi et voulait lui parler. Le commandant parlementaire essaya vainement de repousser cette visite imprévue. Les soldats, reconnaissant leurs camarades, se hâtèrent d'ouvrir les portes pour fraterniser (1). Joyce, après avoir mis des sen-

(1) Whitelocke's memorials, p. 253.

tinelles à la chambre des commissaires du parlement, monta brusquement chez le Roi. On eut de la peine à lui persuader d'attendre jusqu'au jour.

Introduit le matin près du Roi, il lui dit qu'il avait ordre de l'emmener. Le Roi demanda les commissaires du parlement. Joyce répondit, qu'ils n'avaient autre chose à faire que de s'en retourner. Le Roi insista pour voir un ordre, Joyce le conduisit à une fenêtre, et lui montrant sa troupe rangée dans la cour du château : « Voici mes instruc-« tions, dit-il. Le Roi répondit en riant, « qu'elles étaient fort nettes et fort expres-« sives ; » et il se résolut à partir. Fairfax apprit cette nouvelle par une lettre de Joyce: il en parut surpris et mécontent. Il semblait d'abord que cet événement, l'un des plus décisifs de la révolution, avait eu lieu sans ordre et par hasard. Mais, lorsque l'on voit que cette entreprise inattendue se rapporte avec le moment où Cromwell quitta Londres, il n'est pas difficile d'en deviner l'auteur. Joyce lui-même déclara, qu'étant à Londres, il en

avait reçu l'ordre de Cromwell (1); et Cromwell, en arrivant à l'armée, annonça que si cette mesure n'avait pas été prise, le parlement aurait fait enlever le Roi. Cependant Fairfax avait envoyé deux régiments (2) et le colonel Whalley, pour arrêter cette violence, et pour engager le Roi et les commissaires à retourner à Holdenby. Le Roi refusa. Fairfax l'écrivit aux communes, en protestant devant Dieu qu'il n'avait pris aucune part à l'action de Joyce. Dans les mémoires particuliers qu'il a laissés, Fairfax parle encore de ce refus singulier du Roi, et il ajoute que Charles lui dit à lui-même : « Monsieur le général, j'ai dans l'armée autant de crédit que vous. » Faudrait-il supposer que ce prince se fût aveuglé sur sa nouvelle captivité, et que le prix qu'on mettait à la possession de sa personne lui ait paru tenir à l'idée qu'on avait de sa puissance? Il est certain que, par ce ressouvenir de grandeur dont ne peuvent se défaire les

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 96.

(2) Short memorials of general Fairfax, p. 113, 117.

Rois malheureux, Charles, voyant la désunion du parlement et de l'armée, se persuada qu'il serait bientôt invoqué par les deux partis comme médiateur, et qu'il reprendrait ainsi tout son pouvoir. Fairfax(1) ayant voulu traduire Joyce au conseil de guerre, sentit sa propre faiblesse, et vit que tous les officiers, par collusion ou par crainte, secondaient l'audace des agitateurs et de leurs chefs.

Ce qui détruisit l'autorité de Fairfax, ce ne fut pas seulement l'ascendant et l'habileté de Cromwell, mais la trompeuse prétention qu'avait eue le général de maintenir l'équilibre entre l'*Indépendance* et le Presbytérianisme; impartialité chimérique qui le réduisit à l'impuissance, et lui fit éprouver la plus honteuse nécessité pour un chef de parti : celle de penser avec les uns, d'agir avec les autres, de servir d'instrument à des passions qu'il ne partageait pas, et de détruire la cause qu'il aimait.

(1) Short memorials of general Fairfax, p. 103.

Dans ses mémoires intéressants, parce qu'ils renferment les aveux naïfs d'un honnête homme et d'un mauvais politique, et qu'ils montrent bien, à quels rôles misérables sont exposés ceux qui entrent dans les révolutions, avec un caractère au-dessous de leur talent et de leur ambition, Fairfax se plaint « de l'abominable hypocrisie et de la fourberie « de quelques hommes qui, d'ailleurs, avaient « concouru à l'heureuse issue de la guerre. » On n'hésitera point à reconnaître, sous ces traits, Ireton et Cromwell; et lorsque Fairfax ajoute : « Ici l'honneur de l'armée se tourna « en honte; ici le pouvoir de l'armée, au- « trefois dans mes mains, fut usurpé par les « *agitateurs*, avant-coureurs de la confusion « et de l'anarchie, » on voit dans ce peu de mots l'explication de toutes les condescendances où fut amené Fairfax, sous le joug d'une démocratie militaire et fanatique, conduite par Ireton et Cromwell.

Cependant le parlement, à qui l'enlèvement du Roi révélait toute l'audace du parti militaire, tenta de donner à l'armée des satisfac-

tions nouvelles. On vota que les soldats recevraient une paye (1) d'officiers; on vota de nouveau que la déclaration du 30 mars, contre la pétition de l'armée, serait effacée des registres.

L'armée, dans une réunion à Newmarket, avait déclaré insuffisants les premiers votes que le parlement avait portés en sa faveur. Elle marcha vers Londres, et s'avança jusqu'à Saint-Albans. A ce bruit, le parlement ordonna des levées de troupes dans Londres; il cherchait en même temps à diviser l'armée par des faveurs nouvelles, promises aux soldats qui s'engageraient pour l'expédition d'Irlande. Mais l'armée, réunie par l'esprit de secte et de corps, ne répondit à ces faibles efforts que par des prétentions chaque jour plus menaçantes. Au lieu de se borner à ses intérêts personnels, elle entra dans la réforme de l'ordre politique, et demanda particulièrement l'expulsion de onze membres (2) des

(1) The Parliamentary history, v. xv, p. 397.

(2) The Parliamentary history, v. xv, p. 470. — Memoirs of Denzil lord Holles, p. 115.

communes, qu'elle accusa de haute trahison.

Ces actes d'accusation, et tous les écrits qui furent produits au nom de l'armée, étaient composés sous les yeux de Cromwell, par Ireton, auquel, l'année précédente,
1647. il avait donné sa fille en mariage, et que son courage et l'appui d'une telle alliance avaient élevé au grade de commissaire-général de l'armée. Ireton était à-la-fois homme de guerre et de cabinet; et quelques études de jurisprudence lui donnaient une grande facilité pour rédiger, d'une manière forte et subtile, les demandes impérieuses de l'armée. Le colonel Lambert, que la guerre civile avait également tiré de la profession du barreau, concourait au même travail. Les griefs de l'armée avaient d'ailleurs toute l'absurdité que permet l'esprit de révolution. On accusait les onze députés d'avoir favorisé le Roi, à l'époque des premières conférences d'Uxbridge, et d'envoyer maintenant des subsides à la Reine; mais le crime de Holles et de Stapleton, les plus distingués d'entre eux, c'était leur résistance courageuse aux envahissements de l'ar-

mée et à l'ambition de Cromwell. Ce général, chaque jour plus puissant, dirigea la haine de l'armée sur ses ennemis personnels ou sur ceux qui méritaient de l'être. Ainsi Maynard, qui avait défendu Cromwell contre Holles et Stapleton, fut proscrit avec eux. La chambre résista plusieurs mois avant d'abandonner ses membres accusés ; elle ne céda qu'aux dernières menaces, et (1) déguisa leur exil sous la forme d'un congé provisoire. C'est encore un caractère de la révolution anglaise, et une conséquence remarquable des vieilles traditions de liberté, que ce respect pour le nom de parlement, qui, dans la chûte de la constitution, dans la double fureur des factions et des sectes, dans les violences de l'armée, dans les épurations arbitraires de la chambre des communes, dans la suppression de la chambre des lords, ne permit cependant la condamnation ni le supplice d'aucun député, d'aucun pair, si l'on excepte ceux qui, prisonniers sur le champ de bataille, pé-

(1) The Parliamentary history, vol. XVI, p. 161.

rirent par une vengeance odieuse, mais avec une sorte de légalité, non pour leur dissentiment, mais pour leur révolte.

Cependant le conseil commun et le peuple de Londres étaient opposés aux concessions du parlement. Dans les pays peu accoutumés à l'empire des lois, les armées entraînent et dominent le peuple. Mais en Angleterre, où la liberté avait anciennement racine dans les cœurs, le peuple de Londres aurait tout tenté, pour ne pas être subjugué par l'armée. Ce zèle se manifesta par des émeutes qui embarrassèrent le parlement. Le peuple, s'étant porté à Westminster, demanda violemment le rappel des onze membres. Les apprentis et les jeunes gens de Londres présentèrent des pétitions appuyées de menaces. Les chambres s'ajournèrent. Dans l'intervalle, les deux orateurs, et près de cent députés de la secte indépendante, effrayés de ces violences, ou les prenant pour prétexte, sortirent de Londres, et se retirèrent au camp de Fairfax. Cette fuite avait été ménagée par l'influence d'Ireton, et les intrigues du jurisconsulte

Saint-John, que sa présence continuelle à la chambre mettait à portée de servir toutes les intentions de Cromwell. Les Presbytériens, qui reprenaient ainsi la majorité, votèrent le rappel (1) des membres proscrits, et ordonnèrent des levées de troupes pour se défendre contre l'armée. L'arrivée des transfuges du parlement fut pour l'armée un sujet de triomphe, et une justification de toutes ses violences. Il lui sembla que, maîtresse de la personne du Roi, et donnant asylé au parlement, elle avait dans sa main tous les pouvoirs légitimes.

Le Roi, depuis son enlèvement de Holdenby, trouvait dans l'armée plus de liberté, d'égards et d'honneurs qu'il n'en avait reçu des commissaires du parlement. Les soldats même lui montraient une sorte de respect; et les chefs de l'*Indépendance* étaient trop habiles pour ne pas employer ce moyen d'illusion. Cromwell avait d'abord affecté beaucoup de réserve. Dans un de ses premiers

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 157.

entretiens avec Charles (1), il ne s'avança pas pour lui baiser la main, et il répondit avec froideur à l'affabilité et aux politesses touchantes de ce malheureux prince. Il laissa même entendre que, s'il le voyait souvent, il craindrait de se rendre suspect aux deux chambres. Mais bientôt il changea de langage, devint assidu près du Roi, l'entoura d'officiers dévoués à sa politique, et alla jusqu'à lui offrir l'appui des troupes contre le parlement, ajoutant, pour dissiper les doutes de Charles, que l'armée n'était pas composée de soldats du parlement, mais de citoyens.

Tout ce manège avait pour but de prévenir la réunion du Roi et des Presbytériens, qui auraient préféré le rétablissement de l'autorité royale à la domination des *Indépendants.* On ne peut expliquer la crédulité de Charles, que par l'adresse et les parjures de Cromwell, qui lui promettait de le replacer sur son trône, tandis que, dans ses confidences familières, il se vantait, d'*avoir le Roi sous sa main*, *et le parlement dans sa poche.*

---

(1) Clarendon's history, p. 501.

La Reine d'Angleterre qui, retirée en France après de si nobles efforts, suivait d'un œil inquiet la fortune de Charles, instruite de son séjour au milieu de l'armée, partagea les espérances que lui-même avait conçues, et fit partir quelques personnes pour l'aider dans les négociations qu'elle prévoyait. Cromwell 1647.
intercepta pour ainsi dire ces messages (1). A peine Sir John Berkley, envoyé par la Reine, eut-il le pied en Angleterre, qu'il fut environné d'émissaires de la secte indépendante, et trompé par des lettres où Cromwell se représentait à lui comme un ami de la royauté (2), convaincu que c'était une entreprise criminelle et impossible de vouloir introduire un gouvernement populaire, en dépit du Roi, de la noblesse, du peuple, des Presbytériens et du génie de la nation, accoutumée depuis si longtemps à la monarchie. Il faisait en même temps pressentir à Berkley que les Indépendants ne pouvaient plus avoir d'autre intérêt que le

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 196.

(2) *Idem.*

rétablissement du trône ; et il le prenait à témoin de son zèle, et invoquait sa recommandation pour obtenir l'estime de la Reine.

Cromwell, maître de toutes les issues qui conduisaient au Roi, persuada sans peine à Berkley qu'il croyait que la vie et la propriété de personne n'étaient à l'abri, tant que le Roi n'aurait pas son pouvoir légitime. Le parlement qui, par méfiance de l'armée, essayait de se réunir au Roi, avait permis à ce prince, par un vote solennel, de voir ses enfants. Cromwell, témoin de cette entrevue, en parlait à Berkley comme du plus touchant de tous les spectacles ; il versait des larmes à ce souvenir, affectant d'avouer qu'il s'était bien trompé dans son opinion, défavorable sur le Roi ; que c'était (1) *le cœur le plus droit, et l'homme le plus consciencieux* des trois royaumes ; que les Indépendants lui devaient beaucoup de reconnaissance pour n'avoir pas accepté les propositions du parlement, lorsqu'il était dans le camp des Écossais. Le

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 199.

Roi, qui recevait à-la-fois des adresses du parlement et de l'armée, se crut puissant parce qu'il était flatté par deux partis rivaux (1). Il se persuada plus que jamais qu'il pourrait être le conciliateur, et redevenir le maître de ceux qui cependant ne se disputaient la puissance, que parce qu'il n'en avait plus lui-même. Dans cette intention, il écoutait toutes les offres; il recherchait tous les services; il voulut même emprunter l'appui de ces agitateurs qui, après avoir servi les desseins de Cromwell, craignaient qu'il ne fît un traité pour son compte, et sans consulter leur intérêt.

Cromwell affectait de hâter les conditions d'un accord entre le Roi et l'armée. Il voyait tous les jours les confidents du Roi; il se plaignait de la lenteur d'Ireton à conclure le traité; et il répétait en même temps que les intentions favorables de l'armée pouvaient changer tout-à-coup. On ne peut nier qu'alors l'armée ne fît au Roi des conditions plus

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 198.

avantageuses que celles du parlement; mais, soit que ce prince comptât sur le secours des Presbytériens, qui devaient lui inspirer moins d'aversion que les Indépendants, soit qu'il fût trompé par de perfides conseils, il rejeta brusquement les propositions de l'armée; et, dans ses refus, laissa paraître la confiance que lui inspiraient les divisions du parti vainqueur (1). « Vous ne pouvez rien sans moi, « dit-il; vous tomberez si je ne vous soutiens. »

Quelles que fussent les espérances que Charles eût fondées sur la désunion du parlement et de l'armée, elles ne pouvaient durer plus long-temps que la lutte inégale de ces deux pouvoirs. Les émeutes populaires de Londres, et la fuite d'un grand nombre de membres du parlement, donnaient à l'armée le prétexte d'une violence. Fairfax marcha sur Londres, et vint rétablir par la force l'indépendance du parlement. Les membres fugitifs signèrent une déclaration de l'armée, pour annuller tous les actes parlementaires

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 210.

passés depuis le 26 juillet; puis, ils entrèrent avec l'armée, qui les conduisit à Westminster (1), et les remit en possession de leurs siéges. Cromwell commandait l'arrière-garde. Dans cette odieuse invasion, chaque soldat portait une branche de laurier, comme 1647. dans un triomphe. Les deux chambres, ainsi rétablies, nommèrent Fairfax au gouvernement de la Tour de Londres (2), et votèrent un jour d'actions de graces solennelles pour le rétablissement des membres du parlement dans leur privilége, sans effusion de sang. Charles suivit l'armée, et fut conduit près de Londres, dans la demeure royale de Hamptoncourt. On reprit la poursuite des onze membres désignés. Quelques-uns furent arrêtés; d'autres passèrent sur le continent; et Holles vint se réfugier en France, pour attendre l'occasion de combattre avec plus d'avantage les excès d'une révolution, qu'il avait servie d'abord avec tant de zèle. Occupé

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 156.

(2) *Idem*. p. 168.

dans sa retraite à flétrir les hypocrites oppresseurs de son pays, il écrivait, en terminant les mémoires, où il a déposé son indignation et ses regrets : « Si j'étais païen, je « dirais avec Brutus : *O malheureuse vertu !* « *tu n'étais donc qu'un vain nom ; j'ai voulu* « *t'honorer et te servir comme une réalité,* « *et tu obéissais toi-même à la fortune !* Mais « le christianisme m'enseigne une autre philosophie, et je m'écrie avec saint Paul : *O* « *profondeur admirable de la sagesse de Dieu !* « *Combien ses jugements sont impénétrables !* « *combien ses voies sont impossibles à dé-* « *couvrir !* »

La domination du parti militaire se marqua par le rétablissement de toutes les entraves de la presse. La chambre, à la demande de Fairfax, rendit une ordonnance très-rigoureuse pour soumettre toute espèce d'écrits à l'examen d'un censeur, choisi sur la désignation du général (1). Dans ce parlement soumis et menacé, les Presbytériens avaient encore

(1) The Parliamentary history, v. XVI, p. 309.

une grande autorité ; ils recommencèrent de nouvelles négociations avec le Roi. Ce prince eut la liberté de voir quelques seigneurs de son parti, et sur-tout lord Ormonde, ancien gouverneur d'Irlande, et lord Capel, si fidèle à sa cause. Cromwell, qui continuait de visiter le Roi, ne se hâtait pas de conclure le traité. Il disait qu'il fallait auparavant purger la chambre de tous les membres malveillants. Ireton parlait de même ; et tous deux, avec cet emploi de basses allusions qui leur était familier, juraient de *purger* la chambre, de manière à lui donner la constitution nécessaire pour l'intérêt de sa majesté. Pendant qu'ils alléguaient divers motifs de retard, la haine de la royauté augmentait dans l'armée. Les agitateurs répétaient que, puisque le Roi avait rejeté leurs premières propositions, ils n'étaient plus engagés, ils ne devaient plus consulter que leur salut et le bien public, et qu'en vertu du pouvoir que leur avait donné le droit de l'épée, il fallait abandonner la monarchie, et mettre l'Angleterre en république. Ces déclamations étaient mêlées d'in-

jures contre Ireton et Cromwell ; et ils menaçaient d'arracher le Roi des mains de ces deux traîtres. A travers les contradictions des mémoires contemporains, il semble assez vraisemblable que Cromwell (1), craignant qu'une nouvelle entreprise, semblable à celle de Joyce, n'enlevât le Roi de Hamptoncourt, conseilla à ce prince de fuir et de chercher une autre retraite. Peut-être ce conseil n'avait-il pour objet que d'irriter la haine de l'armée contre le Roi. Cromwell écrivit au colonel (2) Whalley, son parent, et chargé de la garde du Roi, que la vie de ce prince était menacée. Whalley communiqua cet avis à Charles, et le soir même le prince s'échappa de Hamptoncourt, laissant une lettre pour le parlement. Il disait, « que la liberté, ce bien généralement « desiré, n'était pas moins nécessaire aux Rois « qu'au reste des hommes. Il avait long-temps « souffert la captivité, dans l'espérance que « cela pourrait servir à la paix ; mais éprou-

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 185.
(2) *Idem*, p. 187.

« vant le contraire, et voyant les dispositions « incertaines de l'armée, et la garde de sa « prison redoublée, il s'était soustrait à l'es- « clavage, prêt à se montrer quand il le pour- « rait avec honneur et liberté, pour concourir « à la paix, et prévenir l'effusion du sang. »

Cette nouvelle parvint aux chambres par 1647. les lettres de Cromwell. Il annonçait que le Roi était dans l'île de Wight, et faisait l'éloge du colonel Hammond, gouverneur de cette île.

Quelques écrivains ont supposé que Cromwell avait formé le vœu sincère de rétablir le Roi sur le trône, et qu'il n'en fut détourné que par le peu de franchise de ce prince. Lord Broghill, seigneur royaliste (1), devenu courtisan de Cromwell, racontait une anecdote qu'il avait apprise de son nouveau maître. « Ireton et moi, lui dit un jour Cromwell, à l'époque où nous voulions traiter avec le Roi, pour prévenir sa réunion aux Presbytériens, nous fûmes avertis par un de ses valets-de-chambre

(1) An history of the life of Duke of Ormonde, by Thomas Carte, v. II, p. 12.

qui nous servait d'espion, que notre perte était résolue, et que le secret de ce dessein se trouvait dans une lettre adressée à la Reine. On nous indiquait la route et le signalement du messager. Ayant pris des habits de simple soldat, nous allâmes attendre notre homme au passage, et nous lui prîmes cette lettre où le Roi annonçait à la Reine qu'il était courtisé par les Presbytériens écossais et par l'armée; mais qu'il était résolu de traiter avec les Écossais. Dès-lors, ne pouvant nous fier à lui, nous jurâmes sa perte. » Cette anecdote singulière paraît se démentir elle-même. Ce n'était pas à l'époque où l'armée écossaise s'était dessaisie de la garde du Roi, que l'on pouvait redouter son influence sur le sort de ce prince. Aucun fait historique n'atteste d'ailleurs cette duplicité du Roi, dont parlent les Républicains, et qui n'est que la dernière calomnie du plus fort contre sa victime. On voit, au contraire, que Charles défendit avec une imprudente opiniâtreté certains points, sans doute parce qu'il était sincère sur ceux qu'il accordait.

Une femme qui, dans ses Mémoires, a porté l'illusion du zèle républicain et de l'enthousiasme pour son mari, Lucy Hutchinson, raconte qu'à cette époque Ireton dit au colonel Hutchinson. « Le Roi nous a donné des paroles ; mais nous le payons de la même monnaie, depuis que nous avons découvert qu'il ne cherche qu'à se prévaloir de nos divisions, et qu'il veut regagner par artifice, ce qu'il a perdu par la guerre. » Elle cite en même temps les paroles du Roi à Ireton : « Je dois jouer mon jeu autant que je le puis ; » aveu qui ne suppose ni l'intention, ni l'art de tromper. Mais il est certain que la franchise de Charles ne pouvait aller que jusqu'à la résignation ; et cela ne rassurait pas les vainqueurs. On croirait difficilement que Cromwell, d'abord sincère dans son zèle pour le Roi, fut détourné de servir ce prince par la crainte d'irriter les agitateurs ; quelquefois, il est vrai, les chefs des révolutions sont entraînés par leurs instruments ; mais, en voyant avec quelle vigueur Cromwell, quand il le voulut, réprima les factieux de l'armée,

on peut croire que s'il s'effraya de leurs fureurs, c'était à dessein, et seulement pour la perte du Roi.

Tous les conseils que Cromwell fit donner au Roi n'eurent en effet que des suites funestes et qui semblent calculées par la haine. Le départ de ce prince augmenta la défiance et l'animosité du parlement. L'asyle qu'il choisit (1), toujours par la secrète inspiration de Cromwell, ne lui donna qu'une captivité plus rigoureuse et une prison moins honorable que celle de Hamptoncourt. Le gouverneur de l'île de Wight, Hammond, était un des officiers les plus dévoués au lieutenant-général, sous lequel il avait long-temps servi. L'empressement de Cromwell à en faire l'éloge, et un air d'aisance et de gaieté qui perçait dans son langage, firent présumer d'abord à tout le monde que le Roi était dans la situation où Cromwell avait voulu le placer.

Clarendon assure que Charles fut trahi par

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 200.

Ashburnham, qui accompagnait sa fuite, et qui, souvent, avait eu de secrets entretiens avec Cromwell. Mais on hésite avant de croire à tant de bassesse; et il est plus facile de supposer un zèle aveugle, trompé par ces fausses espérances, si naturelles aux confidents des Rois malheureux.

ARGUMENT DU LIVRE TROISIÈME.

Sévérité de Cromwell envers les agitateurs. Cromwell se déclare ouvertement contre le roi dans la chambre des communes. Il réunit dans une conférence les chefs des Indépendants et des Presbytériens. — Nouveaux soulèvements du parti royaliste, réprimés par Cromwell. — Invasion des Écossais ; leur défaite. Cromwell poursuit sa victoire, et entre triomphant dans Édimbourg. Nouvelles négociations des Presbytériens avec le Roi. Déclaration de l'armée. Charles Ier est conduit au château de Windsor. L'armée marche sur Londres, et écarte de la chambre tous les membres opposants. Charles est décrété d'accusation. Il est amené à Londres. Procès du Monarque. Participation de Cromwell au jugement et à l'exécution de la sentence.

HISTOIRE

DE CROMWELL.

LIVRE TROISIÈME.

Cependant les agitateurs, qui prenaient le nom de niveleurs, mieux assorti à leur dessein, mêlaient à leur haine contre le Roi des attaques menaçantes pour tous ceux qui avaient quelque pouvoir. Au nom de neuf régiments de cavalerie et de seize régiments d'infanterie, ils présentèrent une déclaration véhémente pour attaquer l'élection des bourgs et des comtés, et réclamer le renouvellement biennal du parlement. Dans cet écrit, le Roi était désigné comme l'auteur de l'esclavage et de

la guerre. Cromwell, qui profitait contre le Roi du fanatisme de ces furieux, pensa toutefois qu'il était temps de les réprimer. A une revue générale de l'armée, ils parurent portant sur leurs chapeaux un papier où étaient inscrits ces mots: *les droits de l'Angleterre et le consentement du peuple.* Dans quelques régiments, les officiers avaient été chassés et maltraités. Cromwell aborda les séditieux (1), leur arracha ce signalement, et en fit saisir quelques-uns : l'un d'eux désigné par le sort fut immédiatement fusillé. La sédition s'appaisa, et le régiment de Rainsborough reconnut sa faute, et se soumit. Cette fermeté de Cromwell lui mérita de nouveaux remerciements des communes. Quelque temps après, plusieurs officiers qui avaient partagé l'égarement des niveleurs, demandèrent à rentrer en grace; ils observèrent un jour de jeûne, et Cromwell prononça des prières et des exhortations à l'unité et à l'obéissance.

Le Roi, du fond de sa captivité nouvelle,

---

(1) Ludlow's memoirs, p. 222.

écrivit aux deux chambres; il déclarait que, chrétien et Roi, il ne pouvait consentir à l'abolition de l'épiscopat, et il repoussait également l'aliénation des terres ecclésiastiques, comme un sacrilége (1). Du reste, il consentait à remettre au parlement l'autorité sur la milice, pendant son règne, pourvu qu'après 1647.
lui ce commandement revînt à la couronne. Cette lettre promettait beaucoup d'autres tolérances, dont personne ne savait gré à la faiblesse actuelle du Roi, et qui n'auraient pas rassuré contre le retour de son pouvoir. Le parlement y répondit par quatre résolutions, dont la dernière rendait la royauté impossible; elle laissait aux chambres seules le droit de s'ajourner à leur gré. Le Roi, apprenant la punition des niveleurs, crut pouvoir y trouver un motif d'espérance. Il fit partir Berkley, pour réclamer de nouveau la parole de Cromwell et d'Ireton. On dit que cet envoyé, admis au quartier-général, présenta des lettres à Fairfax, qui lui répondit, après les avoir

(1) The Parliamentary history, v. XVI, p. 348.

lues : « Nous sommes l'armée du parlement, et nous ne pouvons rien décider sans lui. » Berkley, tournant alors ses regards vers Ireton et Cromwell (1), ne vit sur leur visage que l'expression de la froideur et du dédain. Quoi qu'il en soit de ce récit, on ne peut douter que l'esprit général de l'armée ne fût opposé au rétablissement de la monarchie. Les déclarations de chaque régiment étaient pleines d'une fureur de fanatisme et d'anarchie, que les chefs auraient eu de la peine à surmonter.

Cromwell, après avoir frappé les niveleurs, flatta la passion qui les animait. Le jugement du Roi était dès-lors résolu parmi les principaux officiers. Ludlow parle d'une réunion militaire, où ce grand objet fut discuté quelque temps après la fuite du Roi. On a dit que Cromwell ne s'y détermina qu'avec répugnance, qu'il aurait voulu obtenir, par le rétablissement du Roi, de grandes récompenses personnelles, et n'abandonna cette ambition que faute de pouvoir se confier à la parole et à la

(1) Memoirs of Ludlow, v. 1, p. 226.

reconnaissance de Charles. Toute la politique de Cromwell, et l'ardeur qu'il mit à poursuivre la mort du Roi, démentent assez de pareilles conjectures. Ce qu'il est plus difficile d'expliquer, c'est le refus du Roi d'accepter la proposition du parlement. 1647.

Il est vrai que, si ce prince était prisonnier, l'Écosse mécontente protestait en sa faveur. Une grande partie même du peuple anglais désirait la paix et le retour du Roi. Les royalistes avaient essayé plusieurs tentatives pour l'enlever de l'île de Wight. Ainsi, quoique la fortune de ce prince fût bien déplorable, elle pouvait changer par une révolution soudaine; et il préférait cette espérance à la certitude d'une paix humiliante pour le trône. Le refus du Roi fit éclater dans la chambre des communes, de menaçantes animosités; et Cromwell montra pour la première fois toute sa haine. Ireton et lui déclarèrent : « Que « le Roi se dénonçait lui-même le tyran de « son peuple; que la patience n'avait servi à « rien; qu'il fallait gouverner sans lui, et qu'on « attendait du patriotisme de la chambre des

« résolutions dignes d'une assemblée à laquelle « la nation avait confié son salut. » « J'ai toujours « reconnu le Roi, ajouta Cromwell, pour un « esprit supérieur, mais pour un homme faux « et très-habile à feindre. » Cromwell rappela qu'au moment où ce prince paraissait se rapprocher des deux chambres, et s'en remettre à leur sagesse, il entretenait des négociations secrètes avec les commissaires écossais, et cherchait à embarrasser l'Angleterre dans une nouvelle guerre. En conséquence, il proposa, qu'il ne serait plus présenté d'adresses au Roi, ni reçu de messages de sa part. C'était placer le Roi dans une espèce (1) d'interdit, qui, rompant toute espérance de paix, devait tôt ou tard amener son jugement et sa mort. Cette proposition trouva beaucoup de résistance; elle fut emportée par une minorité violente, qui dominait la chambre, et par l'ascendant de l'armée, dont Cromwell fit plus d'une fois intervenir le souvenir et la volonté. « Ayez soin, dit-il, quand l'armée se sacrifie

(1) Memoirs of Denzil lord Holles, p. 200.

« pour la liberté de la nation, de ne pas lui « donner le moindre prétexte de croire que « vous trahissez ses intérêts, et ne l'obligez « pas de chercher dans sa propre force un « salut qu'elle voudrait ne devoir qu'à la vi- « gueur de vos résolutions. » En achevant 1647. des paroles si expressives, il appuyait, sur la garde de son épée, cette main qui avait gagné tant de batailles.

L'armée que Cromwell avait invoquée dans la discussion approuva, par une adresse solennelle, la résolution de ne plus communiquer avec le Roi. La chambre des pairs y donna son assentiment. A l'appui de sa résolution, la chambre des communes fit paraître un manifeste écrit par le colonel Nathanael, et rempli des mêmes accusations, qui servirent plus tard pour la mort du Roi. Ludlow (1) et un autre député furent envoyés à Vindsor pour mettre en liberté quelques niveleurs, qui n'avaient plus d'autre tort que d'avoir voulu faire trop vite ce que le parlement et l'armée

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p, 220.

faisaient aujourd'hui. Le roi fut resserré plus que jamais dans l'île de Vight, et tout parut annoncer un dénouement funeste.

1648. Les Écossais, fidèles à leur traité, levaient des troupes. Ils enrôlaient beaucoup de royalistes et de presbytériens, deux partis opposés que la violence des indépendants avait réunis. Plusieurs vaisseaux de la flotte s'étaient déclarés pour le Roi. Le peuple, lassé d'une guerre si longue, souhaitait la paix avec le Roi, comme un terme à ses maux, et ne regardait le pouvoir de l'armée qu'avec cette jalousie naturelle aux Anglais, et qui, jusqu'à ce jour, a été la meilleure gardienne de leurs libertés et de leurs lois. Ainsi les Indépendants, maîtres de l'armée, du parlement et de la personne du Roi, voyaient encore de grands obstacles devant eux. Malgré les violences exercées sur la chambre des communes, les Presbytériens y conservaient un crédit que la moindre chance pouvait augmenter, et qui était désormais tout en faveur du Roi. Ludlow (1) rapporte que Cromwell, sous prétexte

(1) Memoirs of Ludlow, v. 1, p. 238, etc.

de concilier les Presbytériens et les Indépendants, rassembla les chefs des deux partis dans un dîner à Westminster. Mais la contrariété des opinions théologiques rendit tout rapprochement impossible. Dans une autre réunion menagée par Cromwell, on discuta sur les formes de gouvernement. Cromwell et ceux que l'on appelait les *grands* de l'armée et du parlement (1), se tinrent dans les nuages, et évitèrent de choisir entre la monarchie, l'aristocratie, et la démocratie, alléguant que « chacun de ces gouvernements pouvait être « bon en lui-même, et pour l'Angleterre, sui- « vant le secours que donnerait la Providence. »

Ludlow et les véritables Indépendants argumentèrent contre la monarchie, en s'appuyant sur-tout de deux versets tirés du 1er livre de Samuël. Ils opinèrent qu'il fallait, après avoir demandé compte au Roi du sang versé dans la guerre, établir une équitable république fondée sur le consentement du peuple et qui garantirait les droits et les libertés de chacun. Cromwell affecta de rester irrésolu, *non pas*

---

(1) Kept themselves in the clouds, *Ludlow*, v. 1, p. 238.

faute de conviction (1), dit Ludlow, qui s'imagine ingénuement que Cromwell ne pouvait résister à l'évidence de ses arguments républicains. Après avoir surpris dans cette conférence le secret des opinions et des vœux de chacun, en évitant de s'expliquer lui-même, Cromwell rompit l'assemblée par une bouffonnerie, genre de diversion qu'il employait assez volontiers dans les plus sérieuses affaires. En se levant pour sortir, il prit un coussin et le jeta brusquement à la tête de Ludlow, qui lui renvoya la même plaisanterie. Le lendemain, à la chambre des communes, passant à côté de Ludlow, il lui dit, par allusion au projet de république, qu'il était convaincu que la chose était desirable, mais non pas qu'elle fût faisable. Cromwel ménageait d'autant plus l'esprit de démocratie, que le parti royaliste se ranimait et s'accroissait chaque jour, et que la guerre avec l'Écosse semblait inévitable. Dans cette intention, il fit de nouvelles avances à Ludlow, qui ne put s'empêcher de

(1) Memoirs of Ludlow, vol. 1, p. 239.

lui dire, qu'il savait bien cajoler les Républicains quand il avait besoin d'eux. Cromwell en fureur répondit que les Républicains étaient des orgueilleux, et n'avaient de puissance que dans leur imagination. Ces paroles altières, et la réplique modérée (1) que fit Ludlow montrent assez la domination de Cromwell. Cet homme préparait déja, par ses mépris, l'esclavage des Républicains, dont il avait encore besoin pour immoler le Roi.

Malgré l'usurpation violente de l'armée, et les résolutions funestes qu'elle avait dictées au parlement, les Presbytériens reprenaient quelque pouvoir dans la chambre des communes. Cromwell les ménageait encore. Il fit nommer commissaire du sceau, Whitelocke qui tenait à ce parti, mais dont il connaissait la craintive modération. D'autres Presbyté-

---

(1) I told him, it was not new thing to hear truth calumniated, and that though the common wealth-men were *fallen under his displeasure*, I would take the liberty to say, that they had always been and ever would be considerable, where there was not a total defection from honesty, generosity, and all true vertue, which I hoped was not yet our case. *Memoirs of Edmund Ludlow*, v. 1, p. 241.

riens plus redoutables, ceux même que l'armée avait frappés d'exclusion, rentrèrent dans la chambre. Holles quitta sa retraite, et reparut avec les mêmes opinions et le même courage. Une juste animosité lui fit provoquer Ireton au milieu de l'assemblée. La chambre intervint, et leur défendit un duel (1), que, suivant d'autres récits, Ireton refusa par scrupule de conscience.

Cependant le zèle des partisans du trône semblait rallumé de toutes parts. Les anciens royalistes, poursuivis et flétris sous le nom de *cavaliers*, conspiraient ouvertement contre une paix, qui n'était pour eux qu'une odieuse oppression. Beaucoup d'officiers parlementaires réformés, et devenus royalistes pour avoir occasion de reprendre les armes, agitaient le peuple dans les comtés. Plusieurs forteresses s'étaient révoltées au nom du Roi. De nombreux pétitionnaires venaient assiéger la porte du parlement, et réclamaient un traité avec le Roi. La ville de Londres, accablée d'impôts et

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 244.

fatiguée du séjour des gens de guerre, lui était favorable. La classe nombreuse des apprentis de la cité, se montrait sur-tout fort zélée pour l'infortune de ce prince; et l'ardeur de ces jeunes gens amena plusieurs scènes sanglantes, qui redoublèrent l'horreur des habitants de la ville, pour la tyrannie de l'armée. Quelques 1648.
contemporains ont accusé Cromwell d'avoir préparé lui-même des émeutes, qu'il réprima du moins avec beaucoup de barbarie. Un grand nombre de jeunes apprentis, sans autre arme que des bâtons et des pierres, attaquèrent quelques soldats qui avaient dispersé une de leurs réunions. Cromwell (1), à la tête de plusieurs compagnies de dragons, les fit charger impitoyablement, et leur tua beaucoup de monde.

Dans ces nouveaux périls, le parlement choisit un comité extraordinaire de six lords et de seize députés, parmi lesquels figurait Cromwell. Ce général dominait tous les es-

(1) Cromwell himself animated the troopers to shoot and spit them, and to spare neither man, woman, nor child. *Walker's history of Independency*, p. 84.

prits, sans inspirer de la confiance à personne. Sa dissimulation était connue, et elle imposait encore. Ludlow rapporte, qu'à cette époque, Cromwell se promenant avec lui dans le palais, feignit un profond découragement, et déplora son malheur d'avoir attiré sur sa tête la haine de la plus grande partie de la nation, par zèle pour la cause qu'il croyait juste, et en même temps de s'être rendu suspect aux hommes qui s'étaient engagés comme lui dans cette cause. Ces paroles sont un aveu non équivoque de la popularité qui s'attachait alors à l'infortune du Roi. La réforme des abus avait été le vœu de l'Angleterre; le renversement du trône n'était plus que le crime de quelques hommes. Ludlow, toujours républicain de bonne foi, s'efforça de ranimer la langueur apparente de Cromwell, et lui rappela, qu'il ne pouvait ramener à lui ses ennemis, que par une trahison déshonorante, et pour des promesses de fortune et de grandeur (1) qu'on ne lui tiendrait pas, tandis que, restant fidèle

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 246.

à ses amis, il écarterait tous les soupçons et tous les ombrages.

Le renouvellement de la guerre vint tirer Cromwell d'embarras, et lui rendit sa supériorité naturelle. Le premier soulèvement royaliste éclata dans le pays de Galles. Le major-général 1648.
Langhorn, échappé des prisons du parlement, s'était sauvé dans cette province, et se mit à la tête d'une réunion qui fut bientôt une armée. Le comté de Surrey et le comté de Kent formèrent également des associations royalistes; et lord Goring, toujours vaincu, mais brave et fidèle, avait reparu pour en reprendre le commandement. Les provinces du nord partageaient le même esprit de résistance au pouvoir du parlement et de l'armée. Les *cavaliers* étaient ranimés, enhardis, et ils paraissaient avoir en leur faveur le mécontentement de cette masse du peuple, qui ne sent que le poids des impôts, et qui ne pouvait en accuser que l'autorité du parlement.

Ainsi la guerre civile renaissait toute entière; mais elle avait plus d'apparence que de force. L'éloignement et la captivité du Roi

enlevaient aux royalistes l'ardeur dont ils furent animés dans la première guerre, et qui cependant ne leur donna point la victoire. L'élite de la noblesse avait péri, ou s'était exilée sur le continent; tant de désastres semblaient avoir frappé d'un malheureux augure tous les efforts des amis du trône. Dans le parti de la révolution se trouvaient l'habitude du succès, de nouveaux talents développés dans la guerre, de nouvelles fortunes empressées à se défendre, enfin, le pouvoir acquis et toutes les armes du pouvoir.

L'insurrection du pays de Galles fut réprimée, avant même l'arrivée de Cromwell. Il trouva l'armée de Langhorn défaite et dispersée par deux régiments que le parlement avait envoyés dès la première nouvelle de ces troubles, et qui furent magnifiquement récompensés de leur victoire. Cromwell s'occupa d'anéantir les restes du parti royaliste, en assiégeant les places qui leur servaient de refuge. La plus importante était celle de Pembroke, dans le comté de ce nom. Le major Langhorn s'y était jeté avec deux autres chefs distingués

par leur courage; ils s'opiniâtraient à la résistance, dans l'espoir de la prochaine invasion des Écossais. Cromwell qui, dans la rapidité 1648.
de ses courses, manquait de grosse artillerie, fut obligé d'en faire venir pour assiéger cette place; et il ne put même la prendre que par famine, après six semaines d'attente. Cédant à la mutinerie de la garnison, les chefs signèrent la reddition de la ville, au moment où l'armée écossaise, retardée par les contestations du clergé, entrait enfin sur le territoire d'Angleterre. Sur tous les autres points, la défaite des insurrections royalistes avait également précédé l'invasion des Écossais.

Les royalistes du comté de Kent et de Surrey s'étaient vus devancés par Fairfax (1), qui occupa le lieu même où devait se former leur réunion générale. Ils avaient cependant une telle supériorité de nombre, qu'ils se divisèrent en trois corps : l'un d'eux s'empara de la ville de Maidstone; les deux autres occupèrent la côte de Douvres à Rochester. Fairfax

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 248.

enleva d'abord, après un rude assaut, la ville de Maidstone; puis il marcha sur l'armée de Goring, où les fuyards du premier combat avaient porté un renfort de nombre, et la
1648. contagion de la peur. S'étant mis en retraite, et voulant gagner le comté d'Essex, Goring ne fit pas difficulté de demander passage à la ville de Londres. Ludlow convient (1) que la ville de Londres était favorable au Roi, et qu'elle ne refusa la demande de l'armée royale, que par la crainte de se montrer trop à découvert. Lord Goring traversa la Tamise à quelques lieues de Londres, et toujours suivi par l'armée de Fairfax, moins forte que la sienne, il s'enferma dans la ville de Rochester, dont le siége fut aussitôt formé. Un mot d'Ireton indique assez combien les assiégeants étaient inférieurs en nombre. Il comparait la ville et ses défenseurs à une grosse ruche d'abeilles, et l'armée parlementaire à un petit essaim qui s'attachait aux deux côtés de la ruche.

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 250.

Les transfuges de la cause parlementaire n'étaient pas moins nombreux que ses anciens ennemis. Chaque jour voyait quelque désertion éclatante. Le parlement opposait à ces périls, poursuite rapide et vengeance impitoyable. 1648. Le comte de Holland qui (1), plusieurs fois, avait changé de parti, et qui allait du parlement au Roi, et du Roi au parlement, selon les événements et ses propres caprices, crut l'occasion favorable pour se réunir au dernier effort des Royalistes. Il sortit de Londres avec Buckingham et lord Francis son frère, à la tête d'environ mille *cavaliers*. Ces courageux seigneurs furent surpris par un régiment de dragons, détaché de l'armée qui assiégeait Colchester. Le comte de Holland fut fait prisonnier; Buckingham se sauva par la fuite; lord Francis, brillant de jeunesse et de graces, fut tué par un soldat. On trouva sur sa poitrine un ruban noué qui renfermait les cheveux d'une beauté célèbre. Les mœurs efféminées, qui paraissent inséparables de l'élégance des Cours,

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 255.

excitaient le mépris et la haine des soldats du parlement. Ils avaient toute la dureté du fanatisme et de la guerre civile. Ayant pris dans le combat un officier-général, qui avait autrefois servi sous le comte d'Essex, ils le coupèrent par morceaux.

Cependant l'absence de Cromwell et de plusieurs officiers, membres du parlement, avait changé les dispositions de la chambre des communes. Le parti presbytérien fit délivrer la plupart des personnes compromises dans les émeutes populaires que les Royalistes avaient excitées contre le parlement. Sans doute il se serait avancé plus loin, s'il n'avait été arrêté par la crainte des suites de la guerre. La plupart des Presbytériens qui voulaient un traité avec le Roi, se gardaient bien de permettre que le parti royaliste obtînt une supériorité qui rendait la réconciliation sans mérite.

Les Républicains, qui ne pouvaient se défendre de soupçonner étrangement Cromwell, craignaient cependant par-dessus tout le triomphe du Roi. Ce fut alors qu'un officier presbytérien, qui avait été major du régi-

ment de Cromwell, et qui s'était démis de son emploi, l'accusa, dans un écrit présenté (1) aux chambres, d'une longue suite d'intrigues, pour s'élever au dépens du parlement, du peuple et du Roi. Cet officier exposait comment Cromwell, envoyé pour préparer le licenciement de l'armée, avait au contraire excité la désobéissance des soldats; comment il avait fait enlever le Roi, de Holdenby; comment il avait flatté ce prince de l'espoir d'un traité favorable; comment il avait encouragé les niveleurs qu'il paraissait réprimer, et abusé de la confiance du Roi, pour lui conseiller une fuite nouvelle. Il rappelait les maximes souvent énoncées par Cromwell: *Qu'il était légitime de passer par toutes les formes de gouvernement, pour arriver au but des honnêtes gens; qu'il était légitime de tromper ceux qui trompent; que l'intérêt des honnêtes gens était l'intérêt du royaume.* Cette révélation tardive ne fut pas même discutée; et quoiqu'elle eût été transmise par les lords,

(1) The Parliamentary history, v. XVII, p. 260.

l'orateur des communes la supprima. Les Écossais entraient dans le royaume ; et, aux yeux de tous les partis, Cromwell devenait trop nécessaire pour être coupable. Ludlow (1) nous dit, qu'opposé depuis long-temps aux démarches arbitraires du lieutenant-général, il lui écrivit en cette occasion pour l'assurer d'un fidèle secours, et lui recommander la défense de l'intérêt public. La rapide succession du péril fit ainsi triompher Cromwell de la défiance des Républicains, en dépit d'eux-mêmes. Ils n'eurent jamais le temps de se passer de lui. Il savait d'ailleurs, suivant l'occasion, calmer leurs inquiétudes, et il se faisait tout pardonner, en servant leur première passion, la haine de la monarchie. A côté de ces grossiers niveleurs, qu'il avait si hardiment frappés, il distinguait quelques esprits chimériques et élevés, dont il flattait l'enthousiasme. Il les assurait qu'il n'avait pas d'autre idée que d'accomplir leurs projets d'indépendance et de parfaite égalité. C'est

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 253.

ainsi qu'il persuadait Sydney, qu'il séduisait Harrington, qu'il combattait la juste défiance du colonel Hutchinson : trop souvent les ames généreuses sont la proie des ambitieux habiles. Il trompait plus facilement encore d'autres officiers non moins ignorants que fanatiques. A son départ de Londres, pour aller combattre l'armée d'Hamilton, il fut reconduit hors des murs de la ville par plusieurs chefs de niveleurs, qui prirent congé de lui, convaincus de son zèle et de sa bonne foi. Il est vrai (1) que, derrière eux, venait une voiture remplie d'ecclésiastiques presbytériens, qui ne se retirèrent pas moins charmés de son accueil et de ses pieuses intentions.

C'était sans doute une singulière vicissitude, que cette troisième invasion des Écossais, pour rétablir la monarchie qu'ils ébranlèrent les premiers, et qu'ils avaient frappée d'un coup mortel, en livrant la personne du Roi. Ce n'était plus à la vérité le parti presbyté-

(1) Memoirs of the life of colonel Hutchinson, written by his widow, vol. 2, p. 129.

rien qui la dirigeait. Les Royalistes écossais, puissants par les malheurs du Roi, qui justifiaient leurs prédictions, s'étaient emparés de la conduite des affaires; et, devenus exclusifs en proportion de leur autorité, ils repoussaient les partisans du *covenant*, et manifestaient le vœu de rétablir la monarchie sans restrictions politiques ou religieuses. Montross, leur chef, était absent, et faisait la guerre en Irlande, où il s'était refugié depuis sa défaite. Mais Hamilton, que le Roi avait soupçonné et persécuté, Hamilton, presbytérien modéré, et avant tout, sujet fidèle, s'était réuni aux Royalistes, et leur apportait le secours de son expérience militaire, et de ses nombreux amis. Argyle, et les Presbytériens rigides, premiers instigateurs de la guerre civile, étaient déchus de leur pouvoir.

Les communes s'étaient hâtées de déclarer les Écossais ennemis de l'État, et de porter une loi terrible contre tous ceux qui les favoriseraient. Mais la chambre des pairs n'avait pas adopté ce vote; et, dans les communes même, l'absence de Cromwell laissa

bientôt reparaître quelques intentions favorables au Roi. L'ordonnance du renoncement volontaire, enfreinte d'abord par Cromwell, n'était plus observée de personne, sur-tout dans le parti dominant. De nouvelles élections avaient introduit, à la chambre, beaucoup d'officiers qui n'abandonnaient pas leurs grades. L'approche de la guerre, en les rappelant à l'armée, changeait la majorité, si mobile entre deux partis de nombre presque égal. Peu de jours après le départ de Cromwell, les Presbytériens modérés avaient repris absolument l'avantage. La longue durée du siége de Colchester, qui retenait Fairfax et ses troupes; l'horreur naturelle d'une assemblée pour le joug militaire; l'incertitude même de l'expédition de Cromwell, et je ne sais quels calculs de craintes, que ne s'expliquent pas toujours ceux qui les font, secondaient ce mouvement des esprits. Les chambres (1) rapportèrent le vote qui défendait toute communication avec le Roi, et de nou-

(1) The Parliamentary history, v. XVII, p. 405.

velles négociations s'ouvrirent. Cromwell prévint tout. Il avait joint le lieutenant-général Lambert, qui était opposé à l'insurrection formée dans le nord (1) par Marmaduke Langdall. Ce chef royaliste avait de son côté rejoint l'armée écossaise ; mais les divisions religieuses ne permirent pas aux deux corps de se mêler : ils marchèrent ensemble, à distance l'un de l'autre, et livrèrent bataille à Cromwell, sans se concerter et sans se secourir. Cromwell, qui n'avait réuni que 7000 hommes harassés de fatigues et de maladie, détruisit les ennemis, forts de 26,000 hommes. La bataille se donna dans le comté de Lancastre, près de Preston, le 17 août 1648 (2). Les Royalistes anglais, attaqués les premiers, cédèrent après une vigoureuse résistance. Les Écossais furent vaincus, et se débandèrent. On vit dans cette action la valeur et la férocité de l'armée de Cromwell. Un des colonels, se précipitant presque seul sur les lanciers

(1) The Parliamentary history, v. XVII, p. 410.

(2) Ludlow's memoirs, v. I, p. 200. — Memoirs of the life of colonel Hutchinson, p. 135.

écossais, tomba frappé d'un coup mortel; et ses soldats, dans le désespoir de sa perte, massacrèrent tous les Écossais qui se rendaient. Cromwell se hâta d'adresser à la chambre les détails de cette grande victoire, et cent drapeaux enlevés à l'ennemi. Hamilton fuyait avec 4000 chevaux et les restes de son infanterie. Cromwell le suivit sans relâche, et dans plusieurs combats rapidement livrés, lui enleva toutes ses forces, et le réduisit à errer avec quelques centaines d'hommes, pour tomber enfin dans les mains des vainqueurs, qui l'envoyèrent prisonnier au château de Windsor.

La chambre des pairs, ne trouvant plus de difficulté à déclarer ennemis les Écossais vaincus, proposa la première de célébrer leur défaite par un jour d'actions de graces. La guerre, si promptement terminée, portait au comble la réputation de Cromwell, et l'espérance de tous les ennemis du trône. Le Roi, dans sa prison de Wight, apprit cette nouvelle avec douleur. Il eut l'imprudence de montrer ses regrets, et la confiance que lui avait inspirée l'armée écossaise, qu'il au-

rait (1), dit-il, renvoyée d'un signe de la main. Toutefois, en dépit de cette victoire, ou même à cause de cette victoire qui augmentait l'ascendant de l'armée, la majorité presbytérienne reprit ses négociations avec le Roi, et parut desirer sincèrement la paix. L'esprit de révolution semblait ne plus se conserver que dans les restrictions excessives que les Presbytériens prétendaient apporter à la prérogative du monarque. Ils voulaient la royauté; mais ils la voulaient impuissante et désarmée. Ils s'en défiaient encore; ils se précautionnaient contre elle au moment même où ils consentaient à la secourir. Préoccupés de leurs anciennes inquiétudes, ils ne songeaient pas assez que le péril avait changé de place; et que, s'ils ne se hâtaient de rendre au trône une force véritable, pour y trouver eux-mêmes un asyle, et le trône et la liberté allaient être envahis par la faction militaire.

Cromwell (2), qui n'ignorait rien des incerti-

(1) The Parliamentary history, v. XVII, p. 421.

(2) Ludlow's memoirs, v. I, p. 262.

tudes et des retours de la chambre des communes, poussait avec rapidité son expédition victorieuse, à laquelle il était assuré de subordonner facilement tout le reste. Montross, arrivé trop tard pour soutenir le duc Hamilton, se replia vers l'Écosse. Cromwell le suivit; et après avoir remis sous l'obéissance les villes de Berwick et de Carlisle, il parut tout-à-coup sur les frontières d'Écosse, en libérateur et en conquérant. Ses proclamations annonçaient sûreté pour tous les habitants paisibles, et ne menaçaient que l'ennemi qui avait récemment envahi le territoire anglais. Les partisans d'Hamilton dominaient encore dans le parlement d'Écosse; mais la marche rapide de Cromwell les chassa bientôt d'Édimbourg. Ce général s'avança sans obstacle, ne rencontrant sur son passage que des députations qui le remerciaient au nom de l'Écosse. Argyle et ses amis vinrent au-devant de lui, et le conduisirent en triomphe à Édimbourg. L'armée anglaise campa autour des murs de la ville. Cromwell reçut les félicitations de toutes les autorités, et leur demanda de ne conserver

dans les emplois publics aucun de ceux qui avaient participé à la dernière invasion. Il fit ordonner, par le conseil, la dissolution des troupes que commandait encore Montross. Il changea tout à son gré, et détruisit toutes les racines du parti d'Hamilton. Ce n'était pas sans doute qu'une grande partie de l'Écosse ne fît des vœux pour le Roi; mais beaucoup de Presbytériens, ayant éprouvé l'intolérance des Royalistes, embrassaient la protection des Indépendants, qu'ils avaient d'abord détestés. Ils n'avaient pas encore fait l'expérience du despotisme de l'armée, et ils s'y livraient au moment où les Presbytériens d'Angleterre cherchaient à l'éviter par une réunion sincère avec le Roi. Cromwell, qu'un pressant intérêt rappelait en Angleterre, se fit prier par les Presbytériens écossais pour laisser, dans leur pays, une portion des troupes chargée de garantir la tranquillité nouvellement rétablie. Il en confia la conduite à Lambert; et après des fêtes et des réjouissances qui célébraient la réunion des deux peuples, ou plutôt des deux partis, il quitta promptement Édimbourg.

Le parlement anglais, qu'il avait instruit de sa conduite en Écosse, lui votait des lettres de remerciements et d'éloges. Mais les négociations (1) avec le Roi étaient plus actives que jamais. Quelques députés presbytériens, et sur-tout Holles, que l'on soupçonnait d'avoir été gagné par la Reine Henriette pendant son exil en France, poursuivaient avec zèle la conclusion du traité, en qualité de commissaires du parlement; ils voyaient le Roi tous les jours; ils étaient touchés de sa noble fermeté, de sa raison supérieure, qui ne lui dicta jamais de fortes résolutions dans les grands périls, mais qui lui inspirait sur toutes les questions politiques, le langage le plus persuasif et le plus sage. Cette recommandation d'une grande infortune noblement supportée, agissait en faveur du Roi, et lui gagnait des esprits las de la guerre, et effrayés du pouvoir de l'armée. Une pareille disposition, qui devenait plus générale, inquiéta l'intraitable vengeance des Républicains. Malgré leur

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 262.

défiance pour Cromwell, ils le préféraient à la monarchie. Ludlow se rendit près de Fairfax, qui assiégeait Colchester, et (1) lui représenta vivement que les intérêts de l'armée étaient menacés par le danger d'une réunion prochaine entre le parlement et le Roi : n'ayant trouvé que l'incertitude habituelle de Fairfax, il parla de ses craintes à Ireton, qui fut d'avis de laisser le traité s'achever, avant de faire intervenir l'armée.

Ainsi la guerre et les négociations se continuaient à l'envi. Colchester venait enfin de céder, et le vaillant lord Capel s'était rendu par l'impossibilité de se défendre. Le caractère plus cruel que prenait la guerre, et l'affreux dénouement qu'elle préparait, s'annonça par les vengeances du vainqueur. Ireton, laissé près de Fairfax comme l'ombre du génie de Cromwell, sut arracher à la faiblesse de ce général une barbarie indigne de sa générosité. Il fit condamner et fusiller les principaux chefs de la garnison. Lord Goring et

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 264.

lord Capel furent réservés au jugement des chambres. Le retour de Cromwell acheva de pacifier les provinces du nord; une seule place y tenait encore pour le Roi. Cromwell en commença le siége, dont il confia bientôt la poursuite au colonel Lambert, qu'il rappela d'Écosse. Il semble que, instruit de la révolution que l'on préparait à Londres, il voulait, sans y assister lui-même, se trouver libre et prêt pour survenir à temps. En effet, la majorité presbytérienne, constante dans son projet de réunion avec le Roi, pressait la signature du traité, et ce prince, depuis la prise de Colchester, se rendait moins difficile sur les concessions demandées; il défendait encore le droit divin des évêques (1); mais il consentait à l'aliénation de leurs biens. Pendant que les commissaires du parlement rapportaient aux chambres ces dernières paroles, l'armée, cantonnée à Windsor, déclara que le Roi ne pouvait être appelé au gouvernement, et n'appartenait plus qu'à la justice,

(1) History of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 148.

comme principale cause des malheurs de l'État.

Cette déclaration menaçante fut suivie d'un nouvel enlèvement du Roi, que l'on tira de l'île de Wight pour le conduire dans un château près de Windsor.

Le parlement se plaignit avec hauteur à Fairfax, qui répondit par une demande des soldes arriérées, et une menace de s'approcher de Londres. En même temps, l'armée publia une nouvelle déclaration (1). Alors ce parlement, qui s'était emporté à de si coupables erreurs, fit paraître un admirable courage. Plusieurs membres proposèrent de déclarer l'armée traître à la patrie, et de décréter d'accusation les principaux chefs.

L'armée marcha sur Londres. Ireton, qui conduisait tous ces mouvements, fit dire à Ludlow, par allusion à leur entretien au siége de Colchester, que, sans doute maintenant, lui et ses amis étaient contents de l'armée. En effet, le parti républicain, dans l'aveugle-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 265.

ment de sa haine contre tout ce qui le menaçait d'un reste de monarchie, triomphait du secours odieux que lui prêtait l'armée. Ce parti, réduit à la minorité dans les communes, avait songé d'abord à se réfugier au camp de Windsor; mais il aima mieux attendre que l'armée vînt épurer la chambre. Déja Fairfax et ses officiers avaient pris leurs logements à White-Hall, et au palais de Saint-James. La majorité presbytérienne luttait encore. Après un jour et une nuit de débats, elle ramena tout à une seule question; et cent quarante voix contre cent quatre décidèrent que les concessions du Roi offraient au parlement des bases suffisantes pour procéder au rétablissement de la paix dans le royaume. Une commission fut nommée pour conférer à cet égard avec le général et l'armée.

1648.

Les Indépendants, fanatiques ou ambitieux, après avoir combattu ce vote avec fureur, déclarèrent, la plupart, que dès-lors ils se séparaient de la chambre. On ne peut imaginer avec quelle bonne foi Ludlow allègue, dans ses mémoires, un verset de l'Écriture qui lui

paraît l'irrévocable condamnation du Roi; tant il est vrai que, depuis la religion jusqu'à l'athéisme, il n'existe rien dont les passions des hommes ne sachent faire l'instrument d'un crime.

1648. Ce même Ludlow, républicain sincère, puisqu'il le fut sous Cromwell autant que sous Charles I[er], invoqua plus que personne l'odieuse intervention de l'armée. Il prit part à une réunion (1) de quelques officiers et de quelques députés indépendants, où l'on arrêta de faire marcher l'armée, et de mettre des gardes à la porte de la chambre, pour exclure les membres opposants. Fairfax fut à peine prévenu de cette résolution; Ireton lui annonça (2), comme nécessaire, l'exécution déja commencée. Le 6 décembre, les troupes furent mises sous les armes dès le matin; et le colonel Pride, avec son régiment, occupa toutes les avenues de la chambre. Il laissait entrer certains membres, repoussait les autres, et en

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 269.

(2) *Idem*, p. 270.

faisait arrêter quelques-uns. Lord Grey de Groby assistait le colonel, et lui désignait, de peur de méprise, ceux de ses collègues qu'il fallait écarter. Ludlow remarque, dans ses mémoires, que l'opération était facile et sûre, la chambre se trouvant si constamment divisée, que l'on pouvait compter les voix avant la discussion. Ce dissentiment fixe et régulier, effet presque inévitable du gouvernement représentatif, n'est pas long-temps souffert dans l'intolérance des révolutions; et l'on proscrit les contradicteurs, en demandant la liberté.

Comme les raisons ne manquent jamais aux violences une fois faites, l'armée présenta le même jour à la chambre épurée, une déclaration qui justifiait cette mesure. Trente-neuf membres arrêtés furent conduits dans diverses prisons. Le lendemain, Cromwell vint coucher au quartier de White-Hall (1), affectant de n'avoir rien su, mais résolu de maintenir ce qui était fait. Il prit

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 272.

séance à la chambre, et fut solennellement remercié de ses grands services. L'époque précise de ce retour, la nullité de Fairfax, et l'influence d'Ireton, gendre et confident de Cromwell, semblent indiquer de quelle main était parti le coup qui venait d'être frappé. Quelquefois, il est vrai, on suppose sans motif que les hommes d'État ont créé les événements dont ils n'ont fait que profiter; mais une circonstance, négligée par tous les historiens, ne permet aucun doute sur la participation de Cromwell. Avant même que les Presbytériens eussent fait passer la résolution en faveur du Roi, Cromwell avait donné l'ordre soudain de marcher sur Londres, pour briser la chambre (1). Ce fut le colonel Hutchinson, qui, joignant ses prières à celles de quelques autres officiers, lui fit abandonner ce projet, exécuté quelques jours plus tard. Hutchinson, dans la candeur de son zèle républicain, détestait à-la-fois la modération des Presbyté-

(1) Memoirs of the life of colonel Hutchinson, written by his widow, v. 2, p. 112.

riens et la violence de l'armée. Il fut alors secondé par Ireton; ce n'était pas, sans doute, que le gendre de Cromwell eût des desseins plus modérés: mais il semble que sa politique était moins impétueuse, et sa haine plus patiente.

Cependant, ceux des Républicains qui n'étaient pas trop aveuglés par la fureur de la vengeance, virent, avec un mélange d'indignation et d'effroi, la violence exercée sur leurs collégues. Quelques-uns cessèrent de se montrer dans une assemblée qui n'était plus libre; d'autres y vinrent pour conserver encore l'image du parlement, et prévenir la réunion de tous les pouvoirs dans la main de l'armée. En effet, depuis ce jour, les communes ne firent plus qu'enregistrer les volontés de l'armée. On vota que la résolution, pour rappeler les treize membres mis en accusation par l'armée, était inconstitutionnelle et dangereuse; on vota de nouveau qu'il ne pourrait plus être presenté d'adresse au Roi; on vota que toute communication avec le Roi était déshonorante et contraire au bien de la

nation. Enfin, la chambre, pour donner une marque de respect à ses nouveaux maîtres, révoqua une ordonnance qui rétablissait la milice, comme ayant été faite dans l'intention de détruire l'armée. On interdit et on déclara séditieuse une protestation des membres prisonniers; mais aucun d'eux ne fut jugé, et quelques-uns rentrèrent dans la chambre, en souscrivant à la résolution qui défendait tout traité avec le Roi. D'autres, plus particulièrement odieux à l'armée, furent favorisés dans leur fuite, et se retirèrent en Hollande auprès du jeune prince de Galles. On y fit peu d'attention; le grand objet, c'était la personne du Roi.

La mort de ce prince était résolue depuis long-temps par Cromwell et Ireton. Tous les restes des agitateurs, tout ce qu'il y avait de plus fanatique et de plus factieux dans l'armée, la demandaient. C'était le cri des sectaires forcenés qui voulaient, suivant l'expression de l'Écriture, *expier le sang par le sang*. Parmi les Républicains, la plupart croyaient ce crime nécessaire à l'établissement de la liberté qu'ils

espéraient. Vanes, Ludlow, Sidney, Hutchinson, partagèrent ce coupable délire ; mais ils auraient voulu que la forme du gouvernement (1) fût réglée avant la mort du Roi, de peur que l'armée n'essayât d'élever à la place vacante un chef sorti de ses rangs.

Cromwell avait des conférences officielles avec Whitelocke et un autre commissaire du parlement ; il logeait à White-Hall (2), dans les appartements du Roi, et paraissait aussi puissant sur le parlement que sur l'armée. Pour la dernière fois (3) il soulevait ces doctrines des niveleurs, qu'il excita et réprima tour-à-tour. Le conseil de guerre, assemblé sous ses yeux dans le palais de White-Hall, fit rédiger, par la plume d'Ireton, une déclaration de la souveraineté du peuple ; arme terrible qui se préparait pour la mort du Roi. En même temps, ces officiers accueillaient une sorte de prophé-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 73.

(2) A visit to lieutenant-general Cromwell who lay in one of the king's rich beds in White-Hall. Whitelocke's memorials, p. 357.

(3) Whitelocke's memorials, p. 360.

tesse qui vint leur parler de la part de Dieu, et les encourager dans leur projet. Ce projet trouvait encore des obstacles, même dans cette chambre épurée par les dragons du colonel Pride. Quelques furieux ne désignaient le Roi que sous le nom du *grand coupable;* mais d'autres alléguaient en sa faveur, qu'il ne pouvait être traduit en justice par ses sujets; qu'il s'était rendu lui et son parti, et qu'il suffisait de mettre le parlement à l'abri du retour de la puissance absolue. Le souvenir de la dernière épuration rendait ceux-ci moins hardis et moins obstinés que leurs adversaires. Whitelocke observe toutefois que la chambre aurait voulu rejeter sur l'armée la responsabilité d'un acte semblable; mais, ajoute Whitelocke, avec une énergique sincérité : « L'armée (1) eut le bon esprit d'éviter « cela, et renvoya tout à ceux qu'elle laissait « encore siéger au parlement, pour lui faire « cette *sale et hideuse besogne.* » La chambre des communes, sous cette terrible influence, choi-

(1) Whitelocke's memorials, p. 358.

sit un comité de trente-huit personnes pour recueillir les témoignages, et dresser l'acte d'accusation contre le Roi. A l'approche de 1648. l'horrible catastrophe qui se préparait, plusieurs Républicains même furent ébranlés. Whitelocke (1) et Widdrington, autre député, sortirent de la chambre, et se retirèrent à la campagne.

Le comité des trente-huit ayant préparé une accusation de haute-trahison, elle fut votée par les communes qui choisirent en même temps, pour la juger, une commission de cent cinquante personnes, députés, officiers, magistrats, citoyens. Alors la chambre des pairs, réduite à une minorité timide; cette chambre qui, depuis long-temps, obéissait aux communes, et les avait suivies dans toutes leurs variations et dans tous leurs excès, s'indigna de ce dernier attentat. Elle prononça le rejet de l'ordonnance à l'unanimité, et s'ajourna pour dix jours. Les communes déclarèrent que l'ordonnance était légale par leur

(2) Whitelocke's memorials, p. 359.

suffrage. Pour soutenir cette nouveauté, elles déclarèrent que le peuple était la source primitive du pouvoir, et que les communes, étant les représentants du peuple, avaient le pouvoir suprême.

Hume, d'ailleurs si favorable à la cause de Charles, appelle la souveraineté du peuple une idée généreuse. Mais alors cette prétendue souveraineté ne pouvait être, dans le fait, que l'usurpation d'un petit nombre, dont le pouvoir devenait d'autant plus arbitraire, qu'ils agissaient en vertu d'un droit qui leur semblait illimité. Ainsi chez ce même peuple, où l'antique consécration du jugement par jurés assure à tout homme la sentence impartiale de ses égaux, le Roi, plus maltraité que le moindre des citoyens, était livré à une commission arbitrairement choisie par un parlement esclave et décimé.

Avant d'accomplir au nom du peuple ce grand crime, il fallut donc violer cent fois et toutes les formes de la justice et tous les droits de la liberté même. Sans doute, la part du fanatisme fut grande, quoiqu'il paraisse dif-

ficile de donner ce nom au rôle que jouèrent Cromwell et Ireton, les deux plus implacables instigateurs du crime; c'est là sur-tout que se découvrira la profondeur de leur hypocrisie. La première fois qu'on parla de l'accusation 1648. du Roi dans la chambre des communes, Cromwell se leva, et dit que si quelqu'un avait fait une telle proposition de dessein prémédité, il le regarderait comme un traître; mais que, puisque la providence les avait conduits elle-même jusques-là, il priait Dieu de bénir leurs conseils. « Dernièrement, dit-il, comme je me « disposais à présenter une demande pour le « rétablissement du Roi, j'ai senti ma langue « se coller à ma bouche, et j'ai cru voir, dans « cette impression surnaturelle, une réponse « que le ciel, qui a rejeté le Roi, envoyait à « mes prières. »

Quelques historiens ont supposé Cromwell moins ardent pour la mort de Charles que son gendre Ireton; Cependant c'est la résistance de Cromwell que l'on rencontre, dans tous les efforts qui furent tentés pour prévenir le jugement du Roi. C'est Cromwell dont

le génie dominait une foule de fanatiques qui servirent à la condamnation de Charles. L'un des plus grossiers de ces fanatiques, Harrisson, fils d'un boucher, qui s'était élevé par son courage, conduisit le Roi de Windsor à St.-James pour le commencement du procès. L'agitation était grande. Quarante membres de la Haute-Cour avaient refusé de siéger, entre autres Fairfax, auquel on avait fait l'affront d'un tel choix. Cet homme, d'une inexplicable faiblesse, paraissait blâmer toutes les choses qu'il autorisait de son nom. Le prince de Galles, retiré en Hollande, lui écrivit. La femme de Fairfax ne cachait pas ses vœux pour le Roi. Les Presbytériens se déclaraient contre le procès du Roi, par des sermons, des pétitions, des adresses. Plusieurs illustres citoyens qui avaient été les ministres de Charles, offraient leur vie, et réclamaient, au nom des lois du royaume, l'honneur d'être jugés à la place du Roi, qui ne peut faillir. Les ecclésiastiques presbytériens de la ville de Londres avaient publié une réclamation véhémente. Les commissaires d'Écosse deman-

daient l'inviolabilité du Roi, au nom même de ce *covenant* qui avait commencé tous les troubles. Cromwell (1) écouta leur plainte, et répondit par des arguments tirés de la loi qu'ils invoquaient. Ils s'étaient engagés, par le *covenant*, à poursuivre la punition de tous les malveillants et de tous les incendiaires; ils avaient condamné tous ceux qui s'étaient réunis à l'expédition de Montross. Le roi en était la première cause, et partant le premier coupable. Ces raisons devaient avoir d'autant plus d'autorité, que les commissaires écossais, dans leurs préjugés de secte et de parti, chargeaient encore de reproches odieux ce prince qu'ils affectaient de placer sous la protection du *covenant*. Cromwell démontrait que la fidélité promise par cet acte religieux, n'était plus obligée, depuis que Charles avait voulu détruire la vraie religion. Les vainqueurs n'ont pas de scrupule, et l'on se moque du scrupule des faibles.

A l'approche de la catastrophe qui se pré-

(1) Bishop Burnet's history of his own time, v. 1, p. 62.

parait, les regards se reportent involontairement sur l'Europe, témoin de ce spectacle si déplorable et si nouveau pour elle. Soit que la situation de l'Angleterre parût la séparer des peuples du continent, soit que le caractère imprimé à sa révolution s'éloignât trop de l'état religieux et civil des autres nations pour effrayer leurs Rois, on ne voit pas que les princes de l'Europe se soient inquiétés en faveur de l'infortuné monarque, ni qu'ils aient rien entrepris pour le sauver. L'Espagne, qui conservait encore en Europe un reste de vieille autorité; l'Espagne, où le pouvoir absolu reposait à l'ombre d'antiques superstitions, ne prit point d'intérêt à ces sanglants débats d'un peuple hérétique; et son ambassadeur (1), don Louis de Cardenas, parut même en toute occasion peu favorable à Charles. La France, qu'un lien de famille semblait attacher aux Stuarts, et que ses victoires sur l'Espagne élevaient au premier rang dans l'Europe, était alors livrée aux

(1) Clarendon's history, p. 571.

guerres civiles de la Fronde. Le Roi, enfant, était sorti de sa capitale révoltée; et le parlement avait proscrit Mazarin. Ces nouvelles arrivaient à Londres au moment même où se préparait le régicide; et Whitelocke (1), en racontant les commencements du procès de Charles, a soin d'y mêler plusieurs fois ce tragique contraste des troubles qui éclataient alors en France. Mais, dans cette guerre civile de la Fronde, œuvre d'imprudence et de vanité, il n'y avait rien de la conviction ardente, inexorable, qui conduisait le Roi d'Angleterre à l'échafaud. Le peuple de Paris n'était alors mis en mouvement que par des passions de Cour. Ces troubles intérieurs détournaient cependant la France d'une intervention que jamais la politique de Mazarin n'eût rendue fort pressante. L'ambassadeur de France fit au parlement quelques vaines représentations. A la même époque, la Reine d'Angleterre, réduite (2), dans Paris, à la plus rigou-

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 363, 367.

(2) Mémoires du cardinal de Retz, v. 1, p. 296.

reuse pauvreté, recevait un modique secours des mains du cardinal de Retz, qui conduisait la rebellion, et que l'on accusait de vouloir apprendre au parlement de Paris l'audacieuse politique du parlement d'Angleterre. Les puissances du Nord (1) paraissaient plus indifférentes encore à la destinée de Charles; et la libre philosophie de Christine, souveraine absolue, ne se scandalisait pas du triomphe de la révolution anglaise. Une république nouvelle, la Hollande, intervint en faveur de Charles avec un zèle inutile. Clarendon, en accusant la froideur des souverains, s'indigne de l'empressement de leurs ambassadeurs, à recueillir les dépouilles des palais de ce malheureux Roi, mises à l'encan après sa mort; et il reproche (2) au luxe fastueux des Rois de l'Europe, d'avoir ainsi fourni des secours au parlement et au pouvoir de Cromwell.

Cette tragédie de la mort de Charles Ier, fut conduite par des ressorts secrets, et jouée

---

(1) Clarendon's history, p. 571.

(2) *Idem.*

par des fanatiques qui, la plupart, croyaient faire une œuvre sainte. En lisant les détails de la condamnation que subit, quelques années après, le solliciteur-général Coke, qui, chargé de porter la parole contre Charles, semble avoir plus de part dans le crime que les juges; on voit que cet homme était dominé par une imagination ardente et mystique. Milton, le plus éloquent des fanatiques, a tracé un magnifique portrait de Bradshaw, président de la Haute-Cour. L'histoire ne peut reconnaître en lui qu'un dur légiste, qu'un impitoyable sectaire, instrument d'une politique qu'il ne comprenait pas. On a répété plus d'une fois que Charles, ayant récusé la juridiction de la Cour, ne se défendit pas contre l'accusation même. Mais aucune réponse ne pouvait être plus forte et plus légale que ce seul mot du Roi (1) : *Je ne vois pas ici de chambre des pairs, et d'ailleurs je fais moi-même partie du parlement.* Ce fut le 20 janvier que Charles pa-

(1) Procès de Charles Ier, p. 15.

rut pour la première fois devant ses juges. Le lendemain, Cromwell, Ireton, et les autres commissaires, observèrent un jeûne à White-Hall. Ils entendirent les prédications de trois ministres. Hugh Peters, l'un de ces fanatiques, avait pris pour texte ces mots de l'écriture : « Enchaînez vos Rois, et mettez vos nobles dans les fers » ; et la véhémence avec laquelle il montrait les Rois punissables, comme les autres hommes (1), fit plus d'une fois sourire Cromwell.

Tandis que les plus furieux prédicateurs étaient déchaînés contre le Roi, un comité, où se trouvaient Ireton et Cromwell, fut chargé de faire saisir la réclamation des ministres presbytériens en faveur du Roi. La chambre des communes inspirait et secondait en tout la Haute-Cour. Pendant le procès, elle abrégeait ses séances, pour donner à ceux de ses membres qui étaient commissaires de la Haute-Cour, le temps d'assister aux deux assemblées.

---

(1) Exact narrative of the trial of the regicides, p. 168

Le 22 et le 23 janvier, le Roi reparut en présence de ses juges. Il éprouva toutes ces humiliations haineuses, que l'esprit démocratique se plaît à verser sur la grandeur abat-
tue. Le président Bradshaw l'interrogeait avec 1648.
toute la dureté de son fanatisme. Cependant 1649.
il affectait de lui conserver le titre de Roi. Contredit, interrompu, gêné dans sa défense, Charles montra beaucoup de force d'ame et d'éloquence, et il étonna ses juges par son inflexibilité à méconnaître l'autorité de leur tribunal.

Le Roi ne fut ramené devant la Haute-Cour, que pour entendre la lecture du jugement. On fit l'appel des juges, qui se trouvèrent réduits au nombre de soixante-dix. Lorsque le nom de Fairfax fut prononcé, une voix répondit: *Il a trop d'esprit pour être ici.* Au moment où Bradshaw parla de l'accusation intentée au nom du peuple anglais, la même voix, partie d'une tribune, s'écria: *Pas la dixième partie du peuple.* On ordonna de faire feu sur cette tribune. Cette voix était celle de lady Fairfax.

La volonté des Rois, au lit de la mort, à d'ordinaire peu d'autorité sur l'avenir. Charles, qui touchait à l'échafaud, Charles, au moment de recevoir sa sentence de mort, essaya d'assurer les droits héréditaires de son fils.

On voit (1), par les mémoires de Ludlow, que ce projet présumé inquiéta beaucoup les Républicains; et l'on ne peut douter que le Roi n'ait essayé de l'accomplir dans cette dernière séance, lorsqu'il demanda la liberté de présenter, devant les lords et les communes, une proposition sur un objet qu'il ne désigna point, mais qui intéressait le repos du royaume. Malgré les insolentes répliques que Bradshaw fit à cette prière, la Haute-Cour, par une certaine pudeur, n'osa point refuser de délibérer sur la dernière demande du Roi. Elle passa dans la salle des gardes, où l'un des membres, M. Brown, conjura ses collégues d'accorder au Roi la faculté qu'il demandait. Cromwell (2) repoussa cette opinion avec ou-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 280.

(2) Exact narrative of the trial of the regicides, p. 168.

trage ; il pressa la Cour de faire son devoir, sans se tourmenter davantage. Durant le reste du débat, il témoigna son impatience par un sourire de pitié, et des gestes de dérision.

La demande du Roi ayant été promptement écartée, le président rentra dans la salle ; et après une longue harangue, il déclara Charles traître, tyran et meurtrier ; il fit lire la sentence, et tous les membres se levèrent en signe d'adhésion. Lorsque l'on recueille les détails de cet affreux moment où Charles, déchu de sa dernière espérance, est entraîné loin du tribunal auquel il adresse encore des protestations entrecoupées, on a devant les yeux le plus triste exemple des catastrophes humaines. Pour les ames un peu élevées, il n'est pas de plus intolérable image que cette dégradation de la puissance et de la vertu, tombées si bas que l'on craint de leur faire une dernière injure, en leur accordant toute la pitié qu'elles inspirent.

A la sortie de Westminster, le Roi fut poursuivi par les cris insultants que poussaient des soldats apostés. « Pauvres gens, dit-il, pour

« un peu d'argent, ils en feraient autant à « leurs chefs. » Quelques-uns de ces misérables lui ayant craché à la figure, il ne répondit que par le nom de son Dieu, qui avait subi le même outrage. Avant de se séparer, la Haute-Cour avait fixé l'exécution de la sentence au 30 janvier. Un si court délai ne permettait aucune tentative favorable. Dans la stupeur où la nouveauté d'un tel attentat jetait tous les esprits, l'ambassadeur (1) de Hollande obtint seul une audience extraordinaire, dans laquelle il fit au parlement des représentations inutiles.

On a dit que d'autres efforts avaient été tentés auprès de Cromwell. Un colonel, son parent, Sir John Cromwell, pénétra jusqu'à lui, le lendemain de la sentence, et retraça vivement à ses yeux l'horreur du crime qui se préparait. Cromwell, alléguant le vœu de l'armée, la volonté visible de la providence, et ayant ajouté qu'il avait lui-même prié et jeûné en faveur du Roi, mais que le ciel n'a-

(1) The Parliamentary history, v. XVIII, p. 545.

vait pas répondu; le colonel alors lui montra une lettre de créance des états de Hollande, de Charles et du prince son fils, et le pressa fortement de mettre à la vie du Roi toutes les conditions qu'il voudrait. Cromwell, frappé de ces paroles, fit retirer son parent, avec la promesse d'une réponse décisive; et dans la nuit, il lui envoya dire que le conseil des officiers, *ayant cherché le Seigneur*, avait résolu unanimement l'exécution de la sentence.

Quelle que soit l'opinion que l'on se forme de cette anecdote, peu vraisemblable et peu garantie, il est certain que, dans les dernières circonstances du procès, Cromwell mit une affreuse activité; et s'il avait d'abord paru moins inflexible et moins violent (1) qu'Ireton, ce ménagement, peut-être convenu, n'ôta rien à son crime Il signa, l'un des premiers, le *warrant* pour l'exécution du Roi. On a souvent raconté, qu'après avoir signé, il barbouilla de sa plume remplie d'encre le visage d'un autre commis-

---

(1) Burnet, v. 1, p. 69.

saire, qui lui rendit la même plaisanterie. Ces gaietés du crime ont un caractère que l'histoire ne peut omettre. Un parent de Cromwell, le colonel Richard Ingolsby, qui, nommé commissaire de la Haute-Cour, s'était abstenu de siéger, et désapprouvait la sentence de mort, entra par hasard dans la salle où l'on expédiait le fatal *warrant*. Dès que Cromwell l'aperçut, il courut à lui tout joyeux, criant que, cette fois, il n'échapperait pas. Il l'entraîna brusquement vers la table, et malgré ses protestations, sa résistance, il le força de s'asseoir; et là, poussant de grands éclats de rire, il lui mit une plume entre les doigts, et lui conduisit la main, pour qu'il signât son nom comme les autres.

Un comité choisi par la Haute-Cour avait tout disposé pour le supplice du Roi. L'échafaud, tendu de noir, était élevé en face de White-Hall. L'ordre particulier adressé à l'exécuteur (1) fut écrit de la main de Cromwell. Tandis que les coupables se hâtaient d'ache-

(1) Exact narrative of the trial of the regicides, p. 221.

ver, le Roi, conservant une fermeté sublime, avait dit adieu à ses deux enfants, et reçu les consolations du vénérable évêque de Londres. Son ame avait éprouvé un mouvement de joie au moment où, prenant sur ses genoux le petit duc de Glocester, il lui dit : « mon « fils, ils vont couper la tête à ton père, et « peut-être ils voudront te faire roi au préju- « dice de tes frères. L'enfant, avec un accent « extraordinaire à son âge, répondit : Je me « ferai plutôt mettre en pièces. »

Dans ces derniers jours, Charles, éprouvé par tant de souffrances, avait recueilli tout ce que la religion peut ajouter de grandeur à une ame forte et sensible : il était prêt pour l'échafaud. Un peuple immense, repoussé par des barrières de soldats, vit de loin le supplice du Roi, sans pouvoir entendre ses touchantes paroles. L'évêque de Londres resta près de l'échafaud, pour soutenir le courage du Roi. Ce fut à lui que Charles adressa sa dernière et sainte parole, qui renfermait la volonté formelle de pardonner aux coupables. Un homme masqué lui trancha la tête. Un autre

homme, également masqué, montra cette tête sanglante au peuple, en criant: *Voici la tête d'un traître.* Le corps fut porté à White-Hall. Il y avait à cette scène, dit Whitelocke (1), beaucoup de gens qui soupiraient, qui pleuraient, et qui tâchaient de tremper leurs mouchoirs dans son sang. Ainsi ce crime fut achevé sous les yeux et au nom d'une nation qui ne le voulait pas.

On dit que Fairfax avait résolu d'en prévenir l'accomplissement; et qu'à la tête de son régiment, il voulait arracher le Roi aux mains des meurtriers. Ireton et Cromwell, instruits de ce projet, engagèrent le général à se mettre en prières, et à chercher le Seigneur; et pendant que le major Harrisson, aposté pour se joindre à Fairfax, prolongeait à dessein la prière, on reçut la nouvelle de l'exécution du Roi. Harrisson se levant alors, dit que c'était sans doute la réponse que le ciel leur envoyait. Sans adopter cette anecdote, qui s'accorde assez mal avec le

(1) Whitelocke's memorials, p. 370.

caractère simple et grossier d'Harrisson, et qui supposerait dans Fairfax une trop grande ignorance, on peut croire que ce général, avec des intentions droites et des résolutions lentes, se vit emporté par la frénésie qui l'entourait de toutes parts. Le feu de tant de prédications, de tant de discours fanatiques, avait pris à toutes les têtes de l'armée. Où règne une passion violente, on ne voit qu'elle; et les furieux, se montrant seuls, paraissent le grand nombre.

ARGUMENT DU LIVRE QUATRIÈME.

Indignation excitée par le supplice de Charles. Nouvelles rigueurs du parlement. Formation d'un conseil d'état dont Cromwell est membre. Procès de plusieurs lords faits prisonniers dans la guerre. Discours de Cromwell à l'éloge de lord Capel. Abolition de la monarchie et de la chambre des pairs. La république est proclamée. Charles II, retiré en Hollande, est reconnu Roi par l'Écosse et par l'Irlande. Écrits de Milton pour justifier la mort du Roi. — Agitation des niveleurs. — Sévérité de Cromwell pour les réprimer. Il est nommé gouverneur d'Irlande. Coup-d'œil sur la situation de ce pays et sur les événements antérieurs. Départ de Cromwell pour l'Irlande. Ses grands succès, sa cruauté à la prise de Tredagh et de plusieurs autres villes. En quelques mois, il achève ou prépare la soumission de toutes les provinces de cette île. Il est rappelé par les lettres du parlement. Ireton, son gendre, le remplace dans le commandement et suit la même politique. Tableau de la tyrannie exercée sur l'Irlande. Retour de Cromwell en Angleterre.

HISTOIRE DE CROMWELL.

LIVRE QUATRIÈME.

A la nouvelle du supplice de Charles, un cri d'indignation et d'effroi éclata dans les trois royaumes, et fut répété par l'Europe. Les illusions républicaines, qui avaient égaré beaucoup d'ames honnêtes, se dissipèrent. Tous les voiles que la terreur, la calomnie, le fanatisme, épaississent sur les yeux des peuples, tombèrent en un moment; et l'on ne vit plus que le sang d'un monarque loyal et généreux, dont les longs malheurs avaient trop expié quelques fautes reprochées à son règne, et dont la fin déplorable avait paru le

triomphe d'une vertu sublime et d'une résignation surnaturelle. La douleur fut portée à son comble ; et, dans quelques personnes d'une imagination vive, elle causa la perte de la raison, ou la mort. Les chaires même des églises, qui avaient retenti de tant d'imprécations, étaient baignées de larmes. On rappelait la bonté personnelle du Roi, ses souffrances inouies, ses vertus, qui, dans de meilleurs temps, auraient suffi à la prospérité de l'Angleterre.

Cependant la chambre des communes, animée par son attentat et par l'horreur publique, redoubla de rigueur. Après avoir (1) décerné des témoignages honorables à la Haute-Cour, elle nomma une nouvelle commission pour juger les principaux seigneurs faits prisonniers dans la guerre civile; lord Goring, le comte de Norwich, le duc Hamilton, homme d'une vertu si persévérante et si malheureuse ; lord Capel, dont la fidélité semble avoir un caractère particulier d'héroïsme; lord Holland, qui,

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 284.

après avoir changé plusieurs fois de parti, devait périr victime de la cause royale, à laquelle il se trouvait attaché comme par hasard. Le lendemain de la mort du Roi, Cromwell (1) avait été instruit de l'évasion du duc Hamilton, détenu depuis sa défaite à la Tour de Londres. Il en avertit aussitôt le parlement; et d'actives poursuites eurent bientôt ressaisi cet illustre fugitif. Lord Capel, qui s'était échappé de prison, fut également arrêté quelques jours après sa fuite. Le duc Hamilton était général écossais, et membre de la chambre-haute d'Angleterre. Considéré sous l'un de ces titres, il était étranger; sous l'autre, il n'était justiciable que de ses pairs. Mais la suppression de la chambre des pairs fut nécessairement le premier acte qui suivit la mort du Roi. Après avoir examiné (2) si elle pouvait être conservée comme cour de judicature, les communes décidèrent que la chambre des pairs était inutile, dangereuse, et devait être abolie.

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 370.
(2) *Idem*, p. 371.

En effet, s'étant déclarées la suprême autorité, et ayant prouvé leur droit par leur crime, les communes ne pouvaient plus voir dans la chambre des pairs qu'un corps privilégié qui devait tomber avec la monarchie. Cromwell se montra peu favorable à cette mesure, et Ludlow suppose qu'il desirait maintenir la chambre des pairs (1), dans l'espérance d'y trouver un instrument à ses vues d'ambition. Ce motif présumé a peu de vraisemblance; et l'on ne doit voir dans cette conduite, que l'art de Cromwell à se ménager la reconnaissance du parti qu'il opprimait encore, et à faire espérer son appui contre la violence des Républicains. Cette abolition de la chambre des pairs est une réponse à ceux qui ont supposé que l'établissement d'une chambre-haute aurait, dès l'origine, arrêté la révolution française, et prévenu ses excès par un contre-poids nécessaire. Il était trop tard pour opposer à l'esprit démocratique des formes politiques qu'il n'aurait pas respectées,

---

(1) Ludlow's memorials, v. 1, p. 285.

parce qu'il ne pouvait pas les comprendre. La souveraineté du peuple, qui renversa la vieille aristocratie anglaise, n'aurait pas souffert parmi nous la création d'une chambre privilégiée. En France, comme en Angleterre, il fallait une longue épreuve pour ramener la liberté à des idées plus saines, et lui faire sentir qu'étant elle-même une fiction devant la force matérielle, ce despote de l'anarchie, elle doit, pour se maintenir, s'allier à d'autres conventions sociales.

Cependant la chambre fit choix d'un conseil d'état, composé de quarante-un membres, parmi lesquels siégeait Cromwell, avec ses deux fidèles appuis, Ireton et Saint-John. Les membres du conseil devaient approuver, par un serment, la mort du Roi et l'abolition de la monarchie. Sur le refus de Fairfax et de quelques autres, on adoucit la formule du serment, et on la réduisit à la promesse d'être fidèle au parlement, sans approbation des actes antérieurs. Cromwell (1) fut le rapporteur de

(1) The parliamentary history, v. XIX, p. 36, 38.

ce débat, que l'autorité de Fairfax et les scrupules obstinés des consciences pouvaient prolonger; et il rédigea la nouvelle formule qui concilia les esprits.

1648. Les Écossais, constamment opposés à la mort du Roi, s'étaient hâtés de reconnaître Charles II, tandis que le parlement d'Angleterre faisait par-tout détruire les effigies royales, et proclamait l'abolition de la monarchie et l'établissement de la république. Ainsi une nouvelle guerre civile naissait de la mort du Roi.

Le procès des lords traduits devant la haute-cour ne traîna pas en longueur. Tous furent condamnés. La chambre, désormais unique pouvoir et juge suprême de l'État, reçut les demandes en grace présentées par leurs parents. Lord Norwich, peu redoutable par la frivolité de son caractère et de sa vie, obtint le pardon de la chambre. Un sursis fut accordé au lord Goring, à la majorité d'une seule voix. A côté de l'inflexible rigueur que la chambre des communes montrait envers les autres accusés, Ireton, qui siégeait dans

la Haute-Cour, où ils avaient été condamnés, affecta de demander une préférence en faveur d'un chevalier Owen, enveloppé dans la même condamnation, et qui, n'ayant ni un grand nom, ni d'illustres alliances, n'était réclamé par personne. Le colonel Hutchinson appuya cette demande, qui fut accueillie sans effort.

Lorsque l'on vint à la supplique présentée par mylady Capel, l'une des femmes les plus aimables et les plus vertueuses de l'Angleterre, plusieurs membres de la chambre l'appuyèrent, et dirent que lord Capel ne les avait jamais trahis, ni trompés, et qu'il avait toujours fait une guerre ouverte et franche. Cromwell, à son tour, fit un magnifique éloge de lord Capel (1), professa le plus grand respect pour la loyauté de son caractère, et, au moment où l'on attendait une conclusion favorable, il déclara que « son zèle pour le bien « de l'État l'emportait sur une affection pri- « vée; que la question se réduisait à savoir « s'il fallait conserver le plus implacable en-

(1) Clarendon's history, p. 573.

« nemi de la république ; que lord Capel, « par la grandeur même de son ame, serait « le dernier homme de l'Angleterre qui aban- « donnerait la cause royale ; qu'il avait du « courage, du talent, de la générosité, de « nombreux amis ; qu'il serait fidèle tant qu'il « vivrait, et redoutable dans quelque situation « que la fortune le mît ; et que, par consé- « quent, on devait rejeter la supplique. » Capel justifia sur l'échafaud la détestable hypocrisie de cet éloge. Il y parut (1), dit Whitelocke, avec la contenance d'un stoïque Romain. Il n'avait pas de ministre auprès de lui ; il ne semblait pas s'apercevoir des approches de la mort ; mais il était d'une hardiesse et d'une fermeté qui frappaient d'étonnement. Il parla quelque temps au peuple. Il déclara qu'il mourait pour avoir obéi à son Roi, le plus religieux de tous les monarques, au prince Charles, qui maintenant était Roi, et à tous les autres enfants du Roi, légitimes héritiers de sa couronne.

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 379.

Hamilton ne mourut pas avec moins de courage, victime d'une fidélité méconnue jusqu'au moment où elle fut attestée par son supplice. Voltaire raconte que la vengeance 1648.
de Cromwell, animée par une jalousie d'amour, détermina la perte de lord Holland, qui, malgré sa désertion récente, conservait de nombreux amis dans le parlement. Suivant ce récit, Cromwell, amoureux de la femme du colonel Lambert, et sachant qu'elle le trahissait pour lord Holland, se plut à faire couler le sang d'un rival sous les yeux d'une maîtresse infidèle.

(1) Mistriss Lambert était en effet jeune et belle, versée dans la connaissance des saintes écritures, chantant les psaumes avec beaucoup de grace, et fort occupée de méditations pieuses. Les visites fréquentes que lui faisait Cromwell pendant son séjour à Londres, ont donné prétexte à l'anecdote dont s'est amusé Voltaire, et qui paraît peu vraisemblable.

---

(1) Memoirs of the protectoral-house of Cromwell, v. 1, p. 127.

Dans l'âge de la maturité, dans une vie inquiète et sérieuse, dans une extrême circonspection de conduite, les faiblesses ou les agitations de l'amour avaient peu de prise sur Cromwell (1). Clarendon explique son empressement à perdre lord Holland par des motifs de haine politique, et par le souvenir de quelques propos injurieux échappés à ce seigneur.

La chambre des communes, qui réunissait alors tous les pouvoirs, se voyant réduite à un nombre très-borné, et formant une intolérable oligarchie, rendit plusieurs bills pour favoriser le retour des membres exclus par les diverses épurations. Cette faculté, soumise à la condition de souscrire les actes qui avaient précédé la mort du Roi, ne ramena qu'un petit nombre de députés. Il y eut aussi quelques élections nouvelles. La chambre, par une exception sans exemple, se chargea d'assurer elle-même un choix qui devait lui être fort précieux. Elle ordonna (2) que Bradshaw, ancien

(1) Clarendon's history, p. 572.
(2) Whitelocke's memorials, p. 372.

juge à Guidehall, siégerait comme député de cette ville, en considération des fonctions qu'il venait de remplir dans la Haute-Cour. Parmi quelques autres députés, nommés par l'élection des comtés, on vit reparaître deux membres de la pairie supprimée. 1649.

Cette permanence de la chambre des communes était loin de remplir les espérances du parti démocratique. Toutes les doctrines des niveleurs, tous les principes d'une représentation égale, indépendante et fréquemment renouvelée, se reproduisirent avec fureur, et vinrent assiéger ce parlement perpétuel qui avait tué le Roi, et qui gardait pour lui la royauté. Des pamphlets républicains dénonçaient au peuple *les secondes chaînes de la Grande-Bretagne*. En même temps, la douleur des Royalistes, les regrets et la pitié du grand nombre, s'animaient par la lecture du livre fameux attribué à Charles, et qui exprimait les vœux les plus purs pour le bonheur du peuple anglais. Ce livre éloquent inspirait l'horreur contre les meurtriers d'un tel Roi: c'était le testament et la robe sanglante de César.

Le nom de l'immortel Milton parut alors dans le monde pour la première fois, et fut attaché à l'une des plus déplorables prostitutions du génie. Long-temps inconnu, malgré son immense savoir et l'ardeur de ses opinions, Milton avait obscurément publié divers pamphlets théologiques, animés de la plus fougueuse démocratie, et quelques poésies charmantes, oubliées et perdues dans le fanatisme du temps. Aussitôt après le supplice de Charles, il avait justifié ce grand crime par une dissertation sur la responsabilité des Rois. Nommé, près le nouveau conseil d'état, secrétaire-interprète pour la langue latine, qu'il écrivait avec une rare élégance, cet emploi le jeta plus que jamais dans les passions furieuses des Indépendants. Lorsque le livre publié sous le nom du Roi, comme une révélation de ses vertus et une image de sa vie, vint soulever la pitié dans tous les cœurs, Milton, réduit à l'odieuse tâche de combattre des sentiments généreux, fit paraître l'*Iconoclaste*, ou le briseur d'images, annonçant par cette expression les violentes atteintes qu'il portait à la mémoire de Charles.

Eikon Basiliké, Image du Roi.

Ces attaques contre un Roi qui n'était plus, ces poursuites au-delà du jugement, ces insultes au-delà de l'échafaud, avaient quelque chose d'abject et de féroce, que l'éblouissement du faux zèle cachait à l'ame enthousiaste de Milton. Sans doute Milton ne surpassa point la violence et le scandale de cet écrit, dans la réponse qu'il opposa, peu de temps après, aux invectives publiées par Saumaise contre le parlement. Mais la grande réputation de Saumaise, aujourd'hui si dédaigné, et le spectacle de cette controverse sans exemple, rendirent l'Europe plus attentive, et portèrent par-tout, avec le nom de Milton, les audacieuses maximes dont il se faisait l'interprète. Ici du moins Milton trouvait un avantage dans la logique maladroite de son antagoniste, qui n'avait su faire autre chose que de soutenir d'une manière générale l'impunité de la tyrannie, depuis Néron jusqu'à Charles; tandis qu'il aurait pu facilement démontrer que Charles n'était pas un tyran, et ne pouvait pas l'être. A travers beaucoup de bouffonneries barbares et de citations pédan-

tesques, Milton combat avec force l'admirable cause si mal défendue par Saumaise. Plein des images sanglantes de la muse hébraïque, ses fureurs républicaines et sa haine des Rois s'allument au même foyer qui embrasa son génie. Il invoque moins souvent (1) le poignard de Brutus, que le couteau sacré de Samuël ou de Joad. Milton se glorifiait de consumer dans ce travail les restes de sa vue affaiblie. Ainsi se préparait l'Homère des croyances chrétiennes; ainsi, nourrie dans les factions, exercée par tous les fanatismes de la religion, de la liberté, de la poésie, cette ame orageuse et sublime, en perdant le spectacle du monde, devait un jour retrouver dans ses souvenirs le modèle des passions de l'enfer, et produire du fond de sa rêverie, que la réalité n'interrompait plus, deux créations également idéales, également inattendues dans ce siècle farouche, la félicité du ciel et l'innocence de la terre. Mais avant que Milton ait couvert des rayons d'une gloire si pure la triste

(1) Milton's political works, p. 565.

célébrité qu'avaient encourue ses premiers ouvrages, nous trouverons du moins dans la cause malheureuse où il s'était engagé, son nom plus d'une fois honoré par les leçons hardies qu'il adressait à Cromwell. Les égarements du fanatisme, et non les calculs de la bassesse, pouvaient s'accorder avec tant de génie.

Abhorré des Royalistes, suspect et odieux à beaucoup de Républicains, le parlement se soutenait par son audace et par l'appui de Cromwell. Il asservit toute liberté de la presse; il interdit toute discussion politique à ces mêmes prédicateurs dont il avait tant de fois déchaîné la violence; il fit arrêter, et quelquefois même punir de mort, ceux qui réclamaient trop hardiment les droits, dont il avait fait le prétexte de sa toute-puissance. C'était de l'armée que venait alors le plus grand obstacle à l'autorité de la chambre et à l'ambition des généraux. Le conseil des agitateurs, qui, sous l'influence de Cromwell, avait si puissamment concouru à la mort du Roi, ne pouvait s'accommoder de l'espèce d'ordre et de régularité que le parlement et Cromwell cherchaient à

rétablir. Le mal dont ils avaient été les instruments, leur faisait illusion sur leur puis-
1649. sance. Fairfax fit dissoudre leur conseil; mais toute la secte des niveleurs n'en fut que plus irritée. Cependant, suivant l'esprit polémique du temps, ce mécontentement ne s'annonça d'abord que par des pamphlets et des pétitions.

Cromwell se montrait fort animé contre les niveleurs. Il répéta dans le conseil qu'il fallait *mettre* (1) *ce parti en pièces, ou que l'on serait brisé par lui*. Il affectait en même temps d'en parler comme de la plus vile et de la plus méprisable faction. C'est le langage qu'ont adopté presque tous les historiens. Dans les révolutions les plus injustes, il s'établit toujours un préjugé de légalité en faveur du plus fort; et ceux qui s'élèvent sans succès pour le combattre, retombent dans la classe des factieux. Tel (2) fut le sort des niveleurs. Opprimés par Cromwell, on leur imputa les

(1) The parliamentary history, v. XIX, p. 102.

(2) Memoirs of the life of colonel Hutchinson, v. II, p. 150.

plus odieux projets; et cependant leurs réclamations n'étaient que la conséquence des premières promesses du parlement; souvent même elles n'étaient que l'expression de principes éternellement justes (1): l'entière liberté de conscience, la promulgation des lois dans la langue nationale, l'égalité de tous devant la loi, le jugement des détenus dans un court délai, l'exclusion de la force militaire dans toute affaire civile. Voilà les vérités que le parlement avait oubliées depuis qu'il était le maître, et qu'on est assez surpris de retrouver dans la pétition des séditieux de l'armée.

Le parlement, menacé sur le théâtre même de sa puissance, avait de grands efforts à faire pour la maintenir au-dehors. L'Irlande, séjour de toutes les factions et de toutes les fureurs, s'était réunie à la cause royale. Le marquis d'Ormonde était retourné dans cette île; et l'on publiait que le Roi Charles II devait y descendre, et réunir sous ses drapeaux les

---

(3) The parliamentary history, v. XIX, p. 111, etc.

Royalistes protestants, et les catholiques, auxquels (1) il assurait tous leurs droits, et l'inviolabilité du grand crime qui, dans ce malheureux pays, avait rendu tant de cœurs forcenés par la souillure du sang versé et l'atrocité des vengeances promises. Ormonde, à la tête des Irlandais confédérés, avait chassé l'armée du long parlement. Le colonel Jones, qui la commandait, battu dans plusieurs rencontres, conservait à peine la ville de Dublin. Un chef irlandais, nourri dans la fureur des guerres civiles et religieuses, le vieux Oneal (2), mécontent de la confédération irlandaise, s'était seul déclaré l'allié des Anglais, et retardait, par son secours, une défaite que le découragement et le petit nombre rendaient inévitable.

Dans le pressant besoin de conserver l'Irlande, et de fermer au jeune Roi un asyle, de dangereux voisinage pour l'Angleterre, tous les yeux se tournèrent sur Cromwell. Ceux à qui son ambition inspirait le plus de défiance

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 289.

(2) *Idem*, p. 294.

et de haine, craignaient bien davantage le succès de la cause royale. Il n'est aucun parti qui ne préfère la tyrannie d'un protecteur à la victoire du parti contraire. D'ailleurs la plupart des Républicains, gênés par la présence impérieuse de Cromwell, allaient au plus pressé, et croyaient gagner quelque chose en l'éloignant de la chambre, sans prévoir que de nouveaux succès militaires le renverraient plus puissant et plus dangereux pour la liberté.

Cromwell (1), désigné par le conseil d'état pour le commandement de l'Irlande, après avoir épuisé toutes les formules de la modestie et de l'humilité (2), déclara que, par résignation à la providence de Dieu, il acceptait ce difficile emploi. La chambre, prévenue de sa réponse, vota solennellement sa nomination, et, sous le titre de lord-gouverneur de l'Irlande, lui conféra tous les pouvoirs militaires et civils. Fairfax reçut en même temps le titre

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 380.
(2) *Idem*, p. 382.

illusoire de généralissime de toutes les forces de l'Angleterre et de l'Irlande. Cromwell s'occupa aussitôt des préparatifs de la guerre.
1649. L'argent manquait (1) ; il fallut emprunter 120,000 livres sterling à la cité de Londres.

Pendant que Cromwell pressait avec une incroyable activité les préparatifs de l'expédition d'Irlande, il eut (2) occasion de retenir dans la cause du parlement, ou plutôt d'attacher à la sienne, un homme que ses talents rendaient précieux à tous les partis, et que sa naissance et ses opinions rappelaient dans les intérêts de la monarchie. C'est une anecdote qui mérite d'être racontée, pour montrer que Cromwell mettait quelquefois la franchise au nombre de ses moyens, et qu'il savait se confier à propos. Lord Broghill, qui, d'abord employé contre les rebelles d'Irlande, avait fait la guerre au nom du parlement et du Roi, résolut de se séparer d'une cause désormais souillée par le régicide ; il était secrètement revenu en An-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 299.
(2) Roger's earl of Orrery's state letters.

gleterre, avec le projet de passer en France, et de suivre la fortune de Charles II. Arrivé à Londres depuis quelques heures, il voit entrer chez lui un officier de Cromwell, qui lui annonce la visite du général, que le parlement venait de nommer gouverneur d'Irlande. Lord Broghill était à peine revenu de sa surprise, que Cromwell se présenta sur les pas de son messager. Il demanda à lord Broghill la liberté de l'entretenir en secret; et, après de grands témoignages d'estime, il l'avertit que le conseil-d'état était instruit du but secret de son voyage. Il ajouta plusieurs circonstances impossibles à nier, et finit par assurer lord Broghill que les membres du conseil voulaient d'abord le faire arrêter; mais qu'il avait prévenu cette mesure, et demandé le temps de le voir et de le ramener au parti de la république. Lord Broghill, ne pouvant rien opposer à des détails si formels, remercie le général, et s'en remet à sa foi et à ses conseils. « Votre conduite militaire en Irlande, lui dit « Cromwell, nous appartient. Chargé d'achever « la soumission des rebelles, je puis vous offrir

« un commandement général, si vous voulez « continuer de servir dans cette guerre. » Broghill accepta, et fut fidèle, sur-tout à Cromwell. Il partit sans tarder pour l'Irlande. Beaucoup de gentilshommes, qui avaient autrefois fait la guerre avec lui, se réunirent sous ses ordres. Il attendit Cromwell pour lui remettre un régiment de cavalerie, qu'il eut bientôt rassemblé par son influence, et qui servit utilement dans la guerre.

L'esprit mutin des troupes, constamment opposé à l'expédition d'Irlande, et maintenant aigri par des espérances trompées, présentait un plus grand obstacle. La dispersion (1) du conseil des agitateurs n'avait pas éteint ce fanatisme d'égalité qui dominait dans l'armée, et que les généraux eux-mêmes avaient si long-temps favorisé. Il se forma une nouvelle bande de ces niveleurs. L'un d'eux se disait prophète; « ils allaient, lui et sa troupe, ense-« mencer les terres en friche, déclarant qu'ils « ne prétendaient pas renverser les clôtures

(1) Whitelocke's memorials, p. 383.

« existantes, mais partager le fruit de leur tra-
« vail avec tout venant, jusqu'au jour où tout
« le monde les imiterait et reviendrait à la
« jouissance primitive des biens de la terre,
« et à l'ancienne communauté du paradis. »
Cette extrême libéralité de la part de gens qui ne possédaient rien alarma beaucoup les propriétaires. Les prophètes, amenés devant Fairfax, parurent le chapeau sur la tête (1), attendu que le général n'était, disaient-ils, qu'une créature de leur espèce. Leurs chefs lui déclarèrent que les Anglais étaient de la race des Juifs; que toutes les libertés du peuple avaient été perdues depuis Guillaume-le-Conquérant, et qu'ils avaient vécu sous une oppression plus dure que celle dont les Égyptiens (2) accablèrent leurs aïeux; mais qu'enfin Dieu les appelait à la délivrance. Il y avait dans les manières et dans les idées de ces hommes quelque chose de la secte des Quakers, qui se répandait depuis quelques années en An-

(1) Whitelocke's memorials, p. 383.
(2) *Idem*, 384.

gleterre, mais que son génie doux et pacifique laissait dans une sorte d'obscurité, au milieu des fanatiques armés qui ensanglantaient leur patrie.

Pour ne pas effaroucher l'esprit indocile des troupes, on choisit au sort huit régiments nécessaires à l'expédition d'Irlande. Après de longues prières pour chercher le Seigneur, les billets jetés dans un chapeau, furent tirés par un enfant. Le régiment d'Ireton et celui de Lambert se trouvèrent dans les numéros sortants. On fit grace à quelques escadrons qui s'étaient mutinés contre leur colonel, et l'on se borna à faire fusiller un simple dragon, fameux par son fanatisme d'égalité. Une partie de l'armée l'honora comme un martyr. Plusieurs milliers de soldats suivirent ses funérailles avec des rubans blancs à leur chapeau. Cette procession traversa la ville, pour se rendre au cimetière de Westminster.

En butte à ces résistances factieuses, le parlement se défendit par des lois despotiques, comme font tous les pouvoirs attaqués. Il rendit un bill qui caractérisait de

nouveaux crimes de haute trahison (1) : par exemple, de dire que le parlement ou le conseil-d'état était tyrannique et illégitime. Pour lier entièrement sa cause à celle des chefs de l'armée, il comprit dans la même loi le crime des soldats qui concevraient la pensée de la mort du général ou du lieutenant-général. Ce remède violent parut nécessaire. L'esprit des niveleurs dominait toujours. La résistance avait gagné jusqu'au régiment d'Ireton. Plusieurs escadrons d'un autre régiment se révoltèrent. Le général fut enfin obligé de marcher lui-même contre ses propres soldats, de les (2) disperser, et de leur faire des prisonniers. Cromwell, par son activité et son ascendant, contribua beaucoup à réprimer la révolte, et à dompter l'agitation d'une partie des troupes. Quelques coupables furent exécutés. Cromwell (3) exigea la grace du plus

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 122.

(2) Whitelocke's memorials, p. 387.

(3) *Idem*, p. 388.

grand nombre. Il vint rendre compte à la chambre de l'entière soumission des niveleurs, et reçut des remerciements publics, partagés entre le général et lui. Le régiment particulier de Cromwell, dans une adresse au général, après avoir béni Dieu de la défaite des rebelles, témoigna son horreur pour les écrits séditieux qui avaient scandalisé le parlement.

Cromwell, ayant tout disposé pour l'embarquement de ses troupes, quitta Londres après des prières solennelles, auxquelles il mêla lui-même (1), ainsi que le colonel Harisson, de savantes explications sur quelques passages de l'Écriture, conformes à la circonstance. Il partit dans une voiture à six chevaux, entouré de quatre-vingts hommes de gardes, tous anciens officiers, qui avaient servi sous lui. Un grand nombre de membres du parlement et du conseil lui formèrent un cortège d'honneur, et le conduisirent jusqu'à Brentford. Bristol l'accueillit avec enthousiasme (2), et tous les villages

(1) Whitelocke's memorials, p. 395.
(2) *Idem*, p. 399.

accoururent pour le voir. A la manière dont il quittait l'Angleterre, on pouvait présumer qu'il en serait le maître à son retour.

Cependant Cromwell, avant de s'embarquer 1649. pour l'Irlande, détacha de son armée trois régiments qu'il fit passer dans cette île, pour y porter un prompt secours au colonel Jones. L'Irlande était alors l'un des plus malheureux pays du monde. Le défaut presque absolu d'industrie, augmenté par la barbarie de la guerre civile, plus destructive que tout autre, avait réduit les habitants au dernier excès de misère. Il n'y avait presque aucune civilisation. Plusieurs provinces conservaient les mœurs des peuples nomades (1). Des familles étaient errantes avec leurs tentes et leurs troupeaux, s'arrêtant aux endroits où elles trouvaient de l'eau, de l'herbe et du bois. Quelques cantons étaient naturellement si misérables, que, suivant un triste proverbe du pays, il n'y avait (2) pas d'eau pour noyer

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 379.

(2) *Idem*, p. 380.

un homme, de bois pour le pendre, ni de terre pour l'ensevelir. Depuis la guerre civile, des portions de territoire demeuraient entièrement incultes et désolées, et il fallait, pour les traverser, porter avec soi des vivres comme dans un désert. Une multitude innombrable de troupeaux, seule richesse des Irlandais, avait péri dans le désordre et l'invasion. Pour prévenir la destruction de l'espèce, on avait, dès le commencement des troubles, défendu de tuer les bestiaux. La guerre presque continuelle n'avait pas permis d'observer cette loi. La misère s'accroissait chaque jour. Des hommes mouraient de faim dans les rues et sur les grands chemins. Dans cette calamité, la guerre se continuait. Le marquis d'Ormonde ayant rallié les anciennes garnisons royalistes, et s'étant réuni aux confédérés irlandais, se trouvait maître de toutes les forteresses et de presque toutes les villes du royaume. Il s'était emparé de la forte ville de Tredagh, et assiégeait Dublin, où s'était enfermé le colonel Jones, qui, mal secouru pendant la guerre civile d'Angleterre, avait perdu tout son terrain, et voyait ses sol-

dats diminuer par la désertion. Le colonel Monck, que l'on vit plus tard détruire l'ouvrage de la révolution, alors employé en Irlande, dans les troupes du parlement, fut abandonné de ses soldats, et forcé de se rendre à l'ennemi.

Le colonel Jones, au milieu de ces revers, pour s'assurer de l'obéissance de Dublin, son seul asyle, en avait impitoyablement chassé tous les catholiques; et il s'y défendait avec un petit nombre d'Anglais. Le secours envoyé par Cromwell, ramina l'espérance de la garnison, et changea promptement la fortune. Le colonel Jones, ayant fait une sortie, battit les corps avancés qui formaient le siége de la place, les renversa sur le quartier-général de l'armée irlandaise, et la mit toute entière en déroute avant qu'elle fût en ordre de bataille, et que le marquis d'Ormonde (1) eût quitté une partie de cartes dont il était occupé. Ce succès extraordinaire s'explique par la supériorité que plusieurs années

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 298.

de victoire, et sur-tout l'esprit de liberté, donnaient aux troupes parlementaires. Ludlow remarque (1) que ces soldats n'étaient plus les mêmes quand ils désertaient. Un riche butin et deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de nobles, et le frère du marquis d'Ormonde, tombèrent au pouvoir des Anglais.

La nouvelle d'une si grande victoire devait hâter le départ du lieutenant-général. Il mit à la voile pour Dublin, le samedi 13 août 1649, avec trente-deux vaisseaux. Son gendre, Ireton, s'était dirigé sur Munster avec soixante vaisseaux chargés de soldats et de provisions; mais contrarié par les vents, il aborda également à Dublin.

A l'époque où la république était obligée d'entretenir des troupes sur les frontières du nord, une flotte si considérable exigeait de grands sacrifices. On aliéna les domaines de la couronne. On mit en vente les domaines autrefois possédés par les doyens et les cha-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 302.

pitres, et, ce qui est remarquable (1), ils se vendirent sur le taux de quinze ou seize fois la valeur du revenu. Les terres de la couronne furent employées au même usage. La nation fut imposée à une taxe extraordinaire de cent vingt mille livres sterling par mois, que, suivant Ludlow, tout le monde (2) paya fort gaiement. Ainsi cette révolution commencée en haine d'un faible droit sur les boissons, assujettit le peuple à des charges exorbitantes, dont aucun de ses Rois n'avait osé concevoir la pensée.

Cromwell fut reçu dans Dublin avec beaucoup de pompe et d'enthousiasme. Il harangua les habitants sur la place publique, le chapeau à la main; il les assura que Dieu l'avait conduit sain et sauf pour leur rendre la liberté; déclarant que tous ceux dont le cœur était zélé pour la punition des Irlandais sanguinaires, et pour la propagation de l'Évangile de Jésus-Christ, trouveraient faveur et

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 299.
(2) *Idem.*

protection dans le parlement d'Angleterre. Quelques jours après (1), il se plaignit, dans une proclamation, que, malgré les succès dont le Seigneur avait béni leurs armes, le saint nom de Dieu était journellement déshonoré par les jurements, la débauche, et l'ivrognerie, et il enjoignit aux magistrats et aux officiers de punir sévèrement les coupables.

Ce pieux réformateur n'en exerça pas moins, dans la guerre d'Irlande, les plus odieuses barbaries. Dès l'ouverture de la campagne, à la prise de Tredagh, où le marquis d'Ormonde avait jeté des provisions et ses meilleures troupes, Cromwell ordonna de tout massacrer. Aussi brave que féroce, il franchit des premiers la brèche, et donna l'exemple du carnage, qui se continua dans les rues et dans les églises. On fit à peine une trentaine de prisonniers, qui furent déportés aux îles Barbades. « Il ne s'est sauvé qu'un seul officier « ennemi, écrivait Cromwell au parlement; « l'ennemi est frappé de terreur, et véritable-

(1) Whitelocke's memorials, p. 406.

« ment je crois que cette sévérité épargnera « l'effusion du sang par la bonté de Dieu. Je « souhaite que tous les cœurs honnêtes ren-« dent grace à Dieu seul. » Le docteur Hugh Péters, qui avait un commandement militaire dans la même expédition, écrivait (1) à ses amis du parlement : « Nous sommes maîtres de « Tredagh ; on y a tué trois mille cinq cent « cinquante-deux ennemis. Ashton, le gouver-« neur, a été massacré ; on n'épargne per-« sonne. Je sors de la grande église, où je « viens de rendre grace à Dieu. » La mort de cet Ashton, loyal et vaillant officier, jadis précepteur du prince de Galles, fournit un exemple singulier de la stupide avarice que les soldats de Cromwell mèlaient à leur fanatisme. Ils s'étaient persuadé (2) que ce vieux officier, depuis long-temps mutilé par le canon, avait une jambe artificielle en or. Dans cette croyance, ils se disputèrent sa mort ; et quand il fut tué, on lui trouva une jambe de bois, comme de coutume.

(1) Whitelocke's memorials, p. 413.

(2) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 303.

Dans une autre lettre (1) plus détaillée, Cromwell raconte que cent quarante hommes qui s'étaient refugiés dans la ville, avaient été décimés; que l'on avait tué les prêtres; que les moines avaient été fusillés indistinctement avec les hommes armés. Il ajouta : « Je suis « persuadé que c'est un juste jugement de « Dieu sur ces misérables, qui ont trempé « leurs mains dans le sang innocent. » Le parlement vota un jour de prières publiques, en action de grace des succès d'Irlande.

Du reste, l'atrocité de Cromwell parut bien calculée pour le succès. Les villes voisines, Trim et Dundalk, tombèrent sans la moindre résistance. La garnison de Trim s'enfuit même si vîte, qu'elle laissa derrière elle son artillerie. Cromwell marcha sur le comté de Kilkenny, prit en passant la ville de Carrick, et y laissa le colonel Reynolds, qui bientôt fut assiégé par lord Inchequin. En avant de cette ville était une petite bicoque fortifiée, où Reynolds avait mis un poste de six à sept

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 201.

soldats. Lord Inchequin envoya d'abord à cette garnison avancée, une sommation de se rendre (1). Personne dans la garnison ne savait lire; mais jugeant à la vue du trompette, de quoi il s'agissait, ils lui répondirent: « Va dire à Inchequin que nous n'avons rien « à démêler avec lui, qu'il s'en aille à ses « affaires, et qu'il sera pendu. » Voilà quels étaient les soldats de Cromwell. 1649.

Le lieutenant-général se trouva, le 29 novembre, sous les murs de Wexford, place de guerre et de commerce. Le gouverneur de la ville commença quelques négociations jusqu'à l'arrivée d'un secours qui l'enhardit à se défendre. Cependant, dès que l'artillerie eut ouvert une brèche à la citadelle, Cromwell donna l'assaut; et les soldats s'étant répandus dans la ville, massacrèrent, comme à Tredagh, tout ce qu'il y avait d'hommes armés. Cette seconde barbarie augmenta la terreur, et hâta beaucoup la soumission de l'Irlande. La ville de Wexford étant fort riche et rem-

(1) Whitelocke's memorials, p. 418.

plie de magasins, Cromwell préposa des commissaires pour assurer la conservation et l'emploi du butin (1).

La saison, déja fort avancée, et le climat humide de l'Irlande, avaient amené beaucoup de maladies dans l'armée. On eut alors à regretter la perte du colonel Jones, honoré par sa belle défense et ses succès, avant l'arrivée de Cromwell. La contagion était le dernier désastre de cette malheureuse Irlande. L'ignorance et le défaut de secours en augmentaient le danger. Il y avait fort peu de médecins en Irlande, de sorte que les malades protestants étaient obligés de se confier à des docteurs papistes (2); ce qui, suivant Whitelocke, leur paraissait plus périlleux que le champ de bataille. Ces défiances et ces haines désolaient l'Irlande. Les vengeances étaient atroces. Plusieurs garnisons anglaises furent égorgées, et Cromwell finit (3) par ordonner que tout Ir

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 304.

(2) Whitelocke's memorials, p. 421.

(3) *Idem.*

landais catholique serait chassé des villes occupées par des troupes anglaises.

Malgré l'hiver et le mauvais état de son armée, Cromwell poussa vivement la guerre. 1649.
Les garnisons intimidées se rendaient aux premières approches du canon. Beaucoup de soldats anglais qui, liés à la cause royale, se trouvaient dans les rangs de l'armée irlandaise, se déclarèrent pour Cromwell. A la prise de la ville de Ross, il recruta de cette manière six cents hommes. Les succès de ses lieutenants n'étaient pas moins rapides. Dans le comté de Kilkenny, la ville de Waterford tenait encore. La force de la garnison ne permettait pas de l'enlever d'un coup de main. Cromwell, voyant ses troupes harassées de fatigues, prit alors des quartiers d'hiver. Il employa ce temps à parcourir toutes les garnisons qu'il avait dans la province de Munster; et en même temps il essaya de recréer quelques principes d'ordre, dans un pays livré, depuis huit années, à tous les maux de l'anarchie, et que lui-même avait si cruellement ravagé. Comme il n'existait nulle part d'autre pouvoir que la

force militaire, il établit à Dublin des cours de judicature, auxquelles il donna les attributions de la chancellerie; et il régla l'administration civile de Munster, où son gendre Ireton avait été nommé grand-juge par le parlement. Ces premières institutions furent un essai du grand art de gouverner, que Cromwell déploya plus tard en Angleterre. Pressé d'y revenir, il cherchait à gagner, par des offres, le marquis d'Ormonde, qui avait rallié une armée supérieure en nombre à celle du parlement, et qui parut quelque temps éviter le combat.

Les succès de Cromwell en Irlande étaient alors le principal appui de la république. Les membres du parlement, qui semblaient tout diriger, ne se déguisaient pas la haine implacable qu'avait excitée la mort du Roi, et ils sentaient le besoin de se refugier sous les victoires d'un chef militaire. Un crime que rien ne peut justifier avait redoublé leurs craintes et leur colère. Dorislaus, qui avait paru comme assistant du solliciteur-général dans le procès du Roi, nommé résident de la république à La Haye,

y fut assassiné (1) par douze hommes du parti des *cavaliers*. Cette vengeance, qui paraissait menacer tous les membres de la Haute-Cour, les détermina plus que jamais à ne laisser rentrer dans la chambre que des hommes qui approuveraient le jugement du Roi. A défaut d'un consentement explicite (2), on consulta la conduite et les principes connus de quelques membres. Cette inquisition se prolongea pendant l'hiver de 1649, et fut principalement confiée au colonel Ludlow, au jurisconsulte Lisle, l'un des juges du Roi, et à un chevalier Luck, fanatique célèbre, qui portait à l'excès la violence et le ridicule du Puritanisme, et qui, dit-on, a servi de modèle au personnage de Hudibras, dans l'ingénieuse parodie que Butler a su tirer de ces sanguinaires extravagances. Le parlement, grossi par le retour des membres qui passèrent à cet examen, décréta de nouvelles lois d'exception (3)

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 123.

(2) Ludlow's memoirs, p. 288.

(3) The Parliamentary history, p. 243.

pour exiler de Londres les Papistes et les *cavaliers*, pour exclure des élections diverses classes désignées, pour astreindre tous les hommes depuis l'âge de dix-huit ans à souscrire un serment de fidélité à la république, sous peine de payer l'amende, et de ne pouvoir être admis en justice.

Dès la fin de janvier, Cromwell ayant reçu d'Angleterre quelques renforts, recommença la campagne avec son armée, divisée en deux corps, dont l'un était commandé par Ireton. Il enleva rapidement plusieurs forteresses. A la prise de Castleton, il fit fusiller les officiers de la garnison. A Calan, toute la garnison fut passée au fil de l'épée. Cromwell, pour faire de cette barbarie un droit de guerre à son usage contre ceux qui résisteraient, eut soin d'excepter quelques bataillons qui s'étaient rendus, avant que le canon eût tiré. Le gouverneur de Gowran, ville forte et peuplée, ne s'étant rendu qu'après avoir essuyé le feu des batteries, obtint, pour toute capitulation, que les soldats auraient la vie sauve, Cromwell se réservant de disposer à son gré des officiers;

ils furent tous fusillés (1) le lendemain, avec le gouverneur. Un prêtre catholique, qui leur servait de chapelain, fut pendu. A l'époque de ces abominables barbaries, le parlement 1650. passait un acte pour la propagation de l'Évangile en Irlande (2). Cromwell marcha sur Kilkenny, ville forte, qui avait été le centre de la révolte. Un premier assaut n'ayant pas réussi, et la garnison paraissant animée par le désespoir, Cromwell accorda cette fois une capitulation moins sanguinaire que de coutume (3). La ville, en payant une taxe de deux mille livres sterling, fut préservée de toute violence, et le gouverneur, les officiers et les soldats obtinrent la vie et la liberté.

Ce rapide succès de Cromwell était favorisé par les divisions qui régnaient dans le parti ennemi. Les Anglais royalistes et les Irlandais catholiques se reprochaient mutuellement leurs défaites. Il n'y avait pas plus d'obéissance que d'union. Le gouverneur de Waterford ne vou-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 307.
(2) Whitelocke's memorials, p. 434.
(3) *Idem*, p. 434.

lait plus reconnaître l'autorité du marquis d'Ormonde, et lui refusa l'entrée de cette place. Beaucoup d'officiers irlandais se détachaient d'une cause perdue, et s'engageaient au service d'Espagne. On répandait la nouvelle du départ du marquis d'Ormonde.

Le parlement, inquiet des agitations d'Écosse, et prévoyant une guerre inévitable, avait écrit, dès le huit janvier, au lieutenant-général, pour presser son retour. Cromwell, soit que la lettre fût parvenue trop tard, dans le mouvement de la guerre, soit qu'il eût voulu achever la conquête de l'Irlande, affecta de n'avoir reçu cet ordre que le 22 mars, et n'y répondit qu'au moment de la prise de Kilkenny. Après avoir expliqué ce retard, il ajoutait (1): « Ayant reçu une autre lettre du 26 février, « qui n'exprimait pas la continuation de votre « volonté relativement à mon rappel, j'ai « pensé, dans mon humble opinion, qu'il était « de mon devoir de vous demander humble- « ment l'expression positive de votre volonté;

(1) Whitelocke's memorials, p. 433.

« déclarant, comme devant Dieu, que je suis « prêt à exécuter ici vos commandements avec « allégresse, me réjouissant d'être occupé à « l'œuvre où je suis appelé par ceux que Dieu « a mis au-dessus de moi, et craignant seu-« lement de vous désobéir dans mon obéis-« sance même. » Ces mystiques démonstrations amusèrent le parlement, jusqu'au jour où Cromwell fit chasser ses maîtres par quelques grenadiers.

En attendant les nouveaux ordres du parlement, Cromwell alla former le siége de Clonmel, la ville la plus forte qui restât encore aux Irlandais. Ce fut autour et au-dedans de cette place que se montrèrent les derniers efforts de ce parti expirant. Le marquis d'Ormonde essaya quelques diversions impuissantes. L'évêque irlandais de Ross, s'avançant avec un corps de cinq mille hommes pour secourir Clonmel, fut battu par lord Broghill. Prisonnier dans le combat, on le conduisit à la vue d'une forteresse occupée par ses troupes, et on le pendit sous les yeux de la garnison, qui,

effrayée de cette cruauté, se rendit (1). Whitelocke assure que cet évêque avait coutume de dire *qu'il n'y avait d'autre moyen de s'assurer des Anglais que de les pendre.* Ainsi les deux partis disputaient de férocité. La place soutint un furieux assaut où Cromwell perdit plusieurs de ses officiers ; et la garnison (2) s'étant évadée dans la nuit qui suivit cette attaque, les vainqueurs, en occupant la ville, ne trouvèrent pas à exercer leur barbarie accoutumée. Le gouverneur de Clonmel, vieux Irlandais, plein de courage et de haine, s'était retiré dans Waterford, qui se maintenait indépendante.

Cromwell allait commencer le siége de cette dernière ville, lorsque de nouveaux ordres du parlement vinrent le rappeler. Il obéit, n'ayant plus rien à faire de décisif en Irlande. Il avait personnellement conquis la plus grande partie de ce royaume. Ses lieutenants Broghill, Venable, et Reynolds, n'avaient pas fait la

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 439.

(2) An history of the life of James duke of Ormond, v. II, p. 115.

guerre avec moins de bonheur (1). Le comté de Tipperary lui payait contribution. Toutes les places fortes du comté de Leinster lui étaient soumises. Les anciennes garnisons an- 1650.
glaises du comté de Munster s'étaient révoltées en sa faveur, et avaient servi à recruter son armée. Les villes de Tredagh, de Kinsale, de Corke, de Kilkenny, de Wexford, de Clonmel, étaient en son pouvoir.

Cromwell s'était occupé de régler les provinces conquises, et il avait remis l'ordre dans ce pays toujours négligé par le gouvernement, et désolé par huit années de guerre civile. Un pamphlet, publié à cette époque sous le titre de *Cromwell Roi d'Irlande*, attesta du moins ce que ses ennemis pensaient de son administration, et put paraître une prédiction plutôt qu'une injure. Un historien (2) dit que dans l'espace de neuf mois Cromwell fit en Irlande plus de choses qu'aucun Roi d'Angle-

---

(1) An history of the life of James duke of Ormond, v. II, p. 113.

(2) A short critical review of the political life of Cromwell, by Banks, p. 46.

terre n'en avait faites dans beaucoup d'années. Mais aussi le barbare versa le sang *comme l'eau*, sur cette terre déja toute sanglante. Irlandais, Anglais, Royalistes, prêtres, soldats, il massacra impitoyablement tout ce qui fit obstacle à sa conquête. Il commença la servitude civile de l'Irlande, et ne craignit pas de l'assurer par la fuite, ou l'expulsion de quarante mille citoyens qui sortirent de leur malheureuse patrie. Il eût dépeuplé l'Irlande pour la soumettre; et, si l'on songe qu'il accumula tous ces maux sur le pays où s'était commis une seconde Saint-Barthélemy, on conviendra que jamais crime plus atroce ne trouva plus implacable vengeur.

Cromwell, en quittant l'Irlande, délégua son gendre Ireton pour commander à sa place, avec les mêmes pouvoirs, et conféra provisoirement à Jean Coke, grand écuyer, le titre de chef suprême de la justice à Munster. La réduction de ce malheureux pays fut continuée sur le modèle de la politique de Cromwell. C'est un fait presque inoui dans l'histoire, et un récit dont je veux me délivrer d'abord, puisque je l'ai commencé.

Ireton, successeur de Cromwell, montra le même génie, la même inhumanité, couverte des formes d'une justice sévère. Telle était, du reste, la force du mouvement imprimé par Cromwell, que la soumission de l'Irlande s'acheva presque sans combat. Il avait éloigné la jeunesse guerrière du royaume. Il avait établi la domination anglaise dans les deux provinces les plus importantes, celles de Munster et d'Ulster; il avait en partie dompté les autres, et sur-tout il avait rompu le faisceau de la rebellion (1), en se ménageant partout des intelligences, et en gagnant beaucoup de moines catholiques qui livraient aux Anglais le secret de leur parti, ou souvent arrêtaient ses entreprises désespérées. Le malheur des Irlandais leur rendit des accès de fanatisme, qui ne leur furent pas moins funestes que la perfidie et la désunion. Leurs évêques frappèrent d'anathème lord Ormonde, et le forcèrent de céder sa place à un général catholique.

---

(1) Clarendon's history, p. 624.

Les villes que Cromwell n'avait pas eu le temps d'assiéger ne tardèrent pas à se rendre. Ludlow, dont nous avons les mémoires, envoyé en Irlande avec le titre de lieutenant-général, concourut à la prise de Waterford. C'est lui qui nous raconte qu'au siége de Limerick (1), la peste étant dans la ville, les habitants venaient se rendre au camp des Anglais, dans l'espoir d'y porter la contagion, et que, pour les rebuter de ce projet, on fit pendre ceux qui se présentaient.

La conquête assurée par la prise des villes et la dispersion des forces royalistes, fut maintenue avec une rigueur dont l'histoire moderne n'offre aucun exemple. Pour la première fois on vit reparaître, dans l'Europe civilisée, ce terrible droit de guerre des anciens, qui plaçait sous la main du vainqueur, les personnes, les propriétés, et les dieux des vaincus. On vit une nation entière condamnée comme rebelle, proscrite sur son propre territoire, et rachetant, pour ainsi dire, sa vie par la

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 369.

perte de ses biens. En effet (1), après l'exécution des principaux chefs, la confiscation, sous le nom d'amnistie, s'étendit à tous les Irlandais catholiques, à tous ceux qui avaient partagé l'ancienne rebellion, à tous ceux qui avaient pris les armes pour le Roi. Après qu'on eût séquestré les terres de lord Ormonde, de lord Inchequin, et des autres seigneurs royalistes, le sol de l'Irlande, comme un domaine légalement confisqué, fut partagé, vendu, donné. On en livra la plus grande partie à des négociants, qui avaient avancé des fonds pour soutenir la guerre. Une portion fut distribuée aux officiers et aux soldats, en récompense ou en paiement de leurs services. L'Irlande devint un fonds sur lequel on acquitta toutes les créances que réclamaient les vainqueurs. Elle servit à combler la dette immense de la guerre civile, et à satisfaire l'avidité de l'armée. Les membres du parlement furent associés dans le partage; et tous ceux qui avaient concouru à la mort du Roi, reçurent de vastes

(1) Clarendon's history, p. 646.

possessions. Clarendon suppose, sans aucune vraisemblance, que Cromwell réserva pour sa part la province de Tipperary. Ludlow, si acharné contre Cromwell, ne lui reproche pas de s'être rien attribué dans le butin. Cromwell avait une ambition plus haute : il distribuait les fruits de sa conquête à ceux qui pouvaient servir son autorité.

Que si vous demandez ce que devint la nation proscrite, le voici : La province de Connaught (1), séparée du reste de l'Irlande par la rivière de Shannon, offrait un terrain assez vaste, que la contagion et les massacres avaient rendu entièrement libre et désert. Un ordre du parlement prescrivit, sous peine de mort, aux Irlandais catholiques d'être rendus tel jour dans cette enceinte, et donna le droit de tuer tous ceux qui en sortiraient, sans excepter les enfants et les femmes. Un reste de justice se mêlait à l'exécution de ces odieuses lois; et dans le partage du territoire de Connaught, entre ces nouveaux habitants qu'on

---

(1) A Continuation of Clarendon's life, v. II, p. 114.

y emprisonnait, on eut soin (1) d'observer une proportion calculée sur les pertes que chacun d'eux avait éprouvées par la spoliation générale. A ce prix, on exigea de leur part un abandon de tous leurs droits antérieurs; et la stérile province de Connaught fut donnée pour indemnité de l'Irlande. Ces mesures furent exécutées sous l'influence de Cromwell, qui, conservant le titre de capitaine-général, se fit successivement remplacer en Irlande par ses deux gendres et son fils. Et tout ce que racontent les historiens sur les détails de cette tyrannie, est rendu vraisemblable par les actes du parlement, et même par les amnisties qu'il proclama. Dans le préambule d'un bill (2), on apprend que l'intention du parlement n'est pas d'extirper la nation irlandaise; mais qu'il pourra être fait grace de la vie à tous les laboureurs, paysans, hommes de charrue, aux artisans, et aux autres hommes de la classe inférieure.

(1) A continuation of Clarendon's life, v. II, p. 115.
(2) Scobel's collections, *anno* 1652, c. 13.

Cependant l'Irlande, si long-temps ensanglantée par la guerre civile, et les assassinats religieux, vit renaître, sous ce joug de fer, une espèce d'ordre public, et de sûreté qu'elle n'avait pas connue depuis douze ans. D'innombrables translations de fortune s'accomplirent sans désordre, et avec cette régularité qui est une odieuse contrefaçon de la justice, mais qui, à son défaut, maintient au moins la paix. La colonie de Connaught, c'était l'expression des vainqueurs, s'établit assez rapidement, et ces champs stériles furent forcés de produire sous la main de leurs malheureux possesseurs. Partagé entre les soldats de Cromwell qui croyaient exercer le droit de conquête, et les entrepreneurs anglais qui recevaient des terres confisquées en paiement de leurs avances, le reste de l'Irlande fut cultivé avec beaucoup de confiance et d'activité. C'est la remarque de Clarendon, qui paraît surpris de ce qu'il raconte. Le nouvel ordre social se régla, s'affermit; et, dans l'espace d'un peu plus de deux ans, on vit tout le royaume

se couvrir de bâtiments, de clôtures, de plantations nouvelles, les ventes et les transactions se multiplier, les propriétés se confondre par des mariages (1). Ainsi la société qui ne peut périr, se rétablit sur l'injustice même; et l'ouvrage de la violence est continué par les lois. Plusieurs écrivains ont pensé que ce grand acte de proscription conserva seul l'Irlande sous la main des Anglais, et maintint la religion réformée.

On ne peut révoquer en doute ces résultats éloignés; mais les premières conséquences de l'expédition d'Irlande devinrent funestes à la liberté. Le pouvoir que Cromwell y dé-

(1) And, which is more wonderful, all this was done and settled, within more than two years, to that degree of perfection, that there were many buildings raised for beauty as well as use, orderly and regular plantations of trees, and fences and enclosures raised throughout the kingdom purchases made by one from the other at very valuable rates, andjointures made upon marriages, and all other conveyances and settlements executed, as in a kingdom of peace within itself, and where no doubt could be made of the validity of titles. *Continuation of Clarendon's life*, v. II, p. 114.

ploya dut préparer son génie à l'asservissement de l'Angleterre. Il trouva tout dans cette conquête ; la première occasion du despotisme, l'ascendant d'une gloire nouvelle, et la disposition d'une foule de récompenses pour ses soldats et ses amis. Si la guerre civile fût restée toujours enfermée dans l'Angleterre, il était difficile à Cromwell de s'emparer du pouvoir. Ses soldats fanatiques, il ne les eût pas conduits du champ de bataille de Nazeby, à la salle de Westminster, pour anéantir le nom de parlement ; cette armée, victorieuse au nom de la liberté, et qui lors même qu'elle opprimait une partie des députés de la nation, s'autorisait des maximes et de l'appui des Indépendants, il ne l'eût pas asservie, sans lui avoir donné auparavant la distraction d'une autre conquête. L'Angleterre, sauvée par sa position de la facilité des conquêtes, avait une chance pour rester libre. Les entreprises extérieures, la guerre d'Irlande, et bientôt celle d'Écosse, détruisirent cet unique appui de la républi-

que ; Cromwell revint d'Irlande, comme d'une conquête étrangère, avec toutes les passions, et tous les moyens du pouvoir absolu.



ARGUMENT DU LIVRE CINQUIÈME.

Charles II abandonne tout projet sur l'Irlande, et reçoit des offres de la part des Écossais. — Nouvelle descente de Montross en Écosse; ses revers, sa condamnation, son supplice. — Charles se détermine à traiter avec les commissaires écossais, et subit toutes les conditions qui lui sont imposées. Son arrivée en Écosse, sa situation dans ce royaume. — Retour de Cromwell à Londres. La guerre contre l'Écosse est résolue. Fairfax refuse d'y prendre part, et expose ses motifs. Sollicitations de Cromwell pour vaincre sa résistance. — Cromwell, sur le refus de Fairfax, est nommé général de l'armée d'Écosse. — Cromwell, avant son départ, éloigne Ludlow du parlement, et lui fait donner un emploi supérieur en Irlande. — Invasion de l'Écosse. — Coup-d'œil sur les deux armées. Mouvements militaires de Cromwell. — L'armée de Cromwell manque de vivres, et se trouve dans un grand péril. Elle en est tirée par la victoire de Dunbar. Prise d'Édimbourg. — Charles forme une nouvelle armée, et est couronné Roi. — Maladie de Cromwell. Il rentre en campagne et pénètre plus avant. — Charles fait une invasion en Angleterre. Cromwell le suit. Bataille de Worcester. Désastres et fuite de Charles.

HISTOIRE DE CROMWELL.

LIVRE CINQUIÈME.

Les rapides succès de Cromwell en Irlande n'avaient point permis à Charles d'exécuter les projets qu'il avait formés sur ce royaume, et d'y porter utilement la guerre civile. On doit supposer aussi que ce jeune prince, réduit par l'extrémité de sa fortune à rechercher la soumission et l'appui des Catholiques irlandais, avait dû répugner encore à paraître dans leurs rangs, et à consacrer en quelque sorte par sa présence le grand crime que son

père eut le malheur de ne pouvoir punir. Charles avait déja refusé un autre secours moins odieux, quoique peut-être acheté à des conditions plus pénibles pour l'orgueil du trône. Le parlement d'Écosse, qui s'était hâté, après la mort de Charles Ier, de reconnaître le droit héréditaire de son fils, prétendait en subordonner l'exercice à toutes les restrictions religieuses et civiles, inventées par la secte Presbytérienne. Ce fut à cette époque, que les commissaires vinrent offrir la couronne à Charles, retiré en Hollande, sous la protection humiliante et incertaine des états-généraux. Charles, malgré sa mauvaise fortune, hésita long-temps à recouvrer un trône, au prix d'une pareille capitulation. Un homme auquel son inviolable fidélité devait donner du crédit près d'un Roi, sans cour et sans pouvoir, était venu lui présenter de plus nobles espérances. Montross ne demandait qu'une commission du roi pour descendre en Écosse, y ranimer ses anciens partisans, et assurer à Charles la possession de ce royaume.

Charles autorisa Montross, et partit lui-même

pour la France, où il espérait attendre près de la Reine sa mère, les premières nouvelles de cette entreprise. Il éprouva que les mo- 1650. narchies ne sont pas un meilleur asyle que les républiques, pour un roi persécuté par un ennemi qui se fait craindre. La politique (1), sans honneur, du cardinal Mazarin, abandonnait l'intérêt doublement sacré de la royauté malheureuse, et du sang de Henri IV. Le jeune prince, après quelques mois de séjour, reçut l'ordre de quitter la France. Charles, sans résolution fixe, passa dans l'île de Jersey, faible dépendance de l'Angleterre, où l'autorité du parlement ne s'était pas encore étendue. Les Presbytériens d'Écosse qui portaient aux Indépendants cette haine de rivalité plus forte que toute autre aversion, vinrent de nouveau chercher le jeune Roi dans cet asyle, pour lui imposer la couronne. Ils exigeaient pour première condition, que le Roi souscrivît le *covenant*, et le fît adopter par tous ses sujets, et sur-tout qu'il abandonnât

(1) Clarendon's history, p. 591.

Montross. Ils demandaient au Roi de choisir une ville de Hollande, dans laquelle il se retirerait pour discuter avec les commissaires du parlement d'Écosse, toutes les conditions
1650. de son retour. Le Roi ne pouvant prolonger son séjour dans l'île de Jersey, menacée par une flotte anglaise, partit pour la Hollande, sans avoir rien terminé. Les instances des commissaires écossais le suivirent à Bréda. Elles étaient faites au nom du parlement et de l'église, et mêlées de toutes les restrictions jalouses que ces deux ordres pouvaient imaginer, pour que le rappel du Roi autorisât leur pouvoir, sans y rien ôter. L'abolition de l'épiscopat changeait le clergé écossais en une démocratie réligieuse, qui avait toute la violence et tout l'aveuglement du despotisme populaire. Charles (1) hésita long-temps à se confier à des mains qui avaient livré son père; et il éprouvait ce que produit presque toujours la lenteur à prendre un parti dans une situation extrême. L'adversité ne s'arrête pas,

(1) Ormonde's state papers, v. 1, p. 268-405.

pendant qu'on hésite sur les remèdes et sur les sacrifices; et Charles, entraîné par de nouveaux malheurs, accepta bientôt plus honteusement qu'il n'aurait fait d'abord.

Cependant Montross, après avoir vainement sollicité les secours des monarques alliés de Charles II, sans autre armée que quelques braves officiers qui s'attachaient à sa réputation, animé par ce génie aventurier qui devient sublime lorsqu'il réussit, était débarqué dans le nord de l'Écosse, avec l'espérance d'y faire reconnaître son nom, jadis heureux, d'attirer les seigneurs fidèles, et de soulever le peuple des montagnes. La présence de ce vaillant homme alarma les chefs presbytériens. Le marquis d'Argyle (1), rival de Montross, et bien averti par sa haine de le craindre et de l'estimer, pressa les mesures du parlement. Le meilleur général du parti presbytérien fut envoyé contre lui. Trompé par son courage et par de fausses espérances, Montross s'engagea dans l'intérieur de l'Écosse;

(1) Whitelocke's memorials, p. 438.

mais il ne trouva plus le peuple qu'il y avait laissé. Les proscriptions et les vengeances du parti victorieux avaient abattu le courage des
1650. plus fidèles. Les seigneurs qui avaient appelé Montross, lui manquèrent. Il recruta quelques montagnards mal armés, qui désertèrent au premier combat. Réduit à ce petit nombre de braves, qu'il avait amenés pour commander ceux qui se réuniraient à lui, Montross se vit forcé de fuir. Livré par un seigneur qui lui avait donné retraite, il fut conduit à Édimbourg, au milieu de toutes les insultes que pouvaient imaginer des ennemis furieux et fanatiques. Clarendon a décrit avec éloquence les basses vengeances exercées sur cette noble victime. Le peuple ne put se défendre d'un sentiment de pitié, en voyant traîner par les rues cet homme, auquel les magistrats d'Édimbourg avaient remis, à genoux, les clefs de la ville, et qui, dans la guerre civile, n'avait jamais fait périr personne que sur le champ de bataille (1). Mais les prédicateurs,

(1) Whitelocke's memorials, p. 441.

avec toute l'inflexibilité de la haine théologique, reprochaient au peuple ces faiblesses humaines, et cette compassion, qu'ils appelaient des mouvements de la nature rebelle. Whitelocke dit (1) que le parlement d'Écosse pressa le supplice de Montross, pour prévenir les intercessions du jeune Roi. Traduit à la barre du parlement, Montross montra dans sa défense, cet amour de son Roi, cet héroïsme d'honneur et de fidélité qui, dans de semblables épreuves, ne paraît pas moins sublime que les vertus les plus vantées des anciennes républiques. Le génie implacable des sectes se montra dans la barbarie du jugement porté contre ce vaillant homme. Il fut ordonné qu'il serait pendu à un gibet haut de trente pieds, et que ses quatre membres seraient attachés aux portes des principales villes du royaume. Son corps devait être brûlé sur la place destinée à l'exécution des malfaiteurs, à moins que l'église ne levât l'excommunication, qu'elle avait portée contre lui. Entre la sentence et le sup-

(1) Whitelocke's memorials, p. 439.

plice, les (1) ministres presbytériens se saisirent de Montross pour le tourmenter avec une obstination vraiment digne de l'enfer qu'ils lui promettaient. Après lui avoir annoncé que son supplice terrestre n'était qu'un prélude à sa damnation éternelle, ils offrirent de prononcer sur lui la prière qu'ils accordaient aux anathêmes : « Mon Dieu ! daignez toucher le « cœur de ce pécheur incorrigible, de ce par- « jure, de ce maudit. » Montross les remercia de leurs soins. Il ajouta qu'il était plus fier de porter sa tête sur l'échafaud, que d'avoir son portrait suspendu dans la chambre du Roi. « Loin d'être fâché, dit-il, que mes bras « et mes jambes soient envoyés aux quatre « villes du royaume, je voudrais avoir assez de « membres pour que, dispersés dans toutes « les villes de la chrétienté, ils pussent servir « de témoignage à la cause pour laquelle je « souffre. »

Le lendemain Montross subit la sentence du parlement. Malgré sa gloire et son inno-

---

(1) Clarendon's history, p. 600.

cence, il ne s'indigna pas de l'échafaud; il conserva dans ce moment un visage doux et serein, qui montrait que cette intrépidité contre la mort, et même contre les apparences de la honte, ne lui coûtait aucun effort sur lui-même. Il parla long-temps des vertus du dernier Roi. Il fit l'éloge de la justice et de la bonté de Charles II, et recommanda aux Écossais de ne pas le trahir, comme ils avaient trahi son père. On crut lui faire encore un outrage, en suspendant à son col, au moment de l'exécution, un livre qui contenait le récit de ses premières expéditions en Écosse. Il répondit, en souriant, que cette décoration lui allait mieux que l'ordre de la jarretière. Ensuite, sans écouter les ministres puritains, ayant prié avec ferveur, il livra son corps au supplice. Le peuple, remarque Whitelocke, vit sa mort avec beaucoup de regret et de douleur. Le cardinal de Retz qui se connaissait en hommes, et qui ne devait pas s'enthousiasmer trop aisément pour les martyrs de la fidélité, a dit de Montross, que c'était le seul homme qui lui *ait rappelé l'idée*

de certains héros, que l'on ne voit plus que dans les vies de Plutarque. Montross était d'ailleurs un esprit heureux et brillant, sensible à la poésie, et nourri de ce que les lettres ont de plus touchant et de plus élevé. La veille de sa mort, il mit en vers la noble réponse que l'idée de son supplice lui avait inspirée. Lorsque le charme des beaux-arts se rencontre dans une ame naturellement forte et grande, il sort de ce mélange les plus beaux modèles de la dignité humaine. C'était le caractère de presque tous les grands hommes de l'antiquité.

Il est difficile qu'un Roi puisse jamais descendre à une plus triste humiliation que celle de Charles II, achevant de traiter avec les meurtriers de Montross, et (1) recevant de leur part l'ironique assurance, qu'ils n'ont rien fait en cela que pour son intérêt. Cette situation a beaucoup de rapport avec celle du roi Auguste, forcé d'abandonner le malheureux Patkul à la vengeance de Charles XII.

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 442.

C'est la pire de toutes les rançons, parce que la nécessité même ne l'empêche pas d'être avilissante. Ce calcul n'avait point échappé aux 1650. Presbytériens d'Écosse. Le parti le plus opposé à la royauté espérait même que Charles II n'aurait pas le courage de surmonter tant de honte. Argyle (1) fut étonné d'apprendre que le jeune Roi s'était embarqué, et qu'il avait éloigné ses chapelains anglicans pour mieux témoigner son entière adhésion à l'église presbytérienne. On se hâta cependant de lui faire signer le *covenant*, avant qu'il eût mis le pied sur le rivage d'Écosse. Argyle (2) le reçut avec de grands témoignages de respect. Mais en passant par la ville d'Aberdeen, il vit suspendu aux murailles un des membres du malheureux Montross. Les seigneurs qui l'avaient suivi s'étaient éloignés. On lui donna de nouveaux domestiques. Enfin les ministres puritains prirent possession du jeune Roi, et, sous prétexte de l'instruire dans la vraie reli-

---

(1) Clarendon's history, p. 604.

(2) *Idem.*

gion, ils ne le quittèrent plus un moment, l'assujettissant à leurs longues prières, et lui faisant observer le jeûne du samedi plus rigoureusement que les Juifs n'observent leur sabbat. Il était accablé à-la-fois de tout le cérémonial du trône, et de toutes les servitudes du cloître. Si ce jeune prince aimable et gai s'avisait de rire un samedi (1), ses incommodes gardiens, dans la plus humble attitude et les genoux en terre, lui adressaient de dures réprimandes. On le forçait d'assister à des prédications remplies d'injures contre les péchés de son père et l'idolâtrie de sa mère.

Du reste, cette cour nouvelle, uniquement occupée de la conversion du Roi, ne lui donnait aucune part dans les affaires. C'était la politique du marquis d'Argyle qui, du moins parlant au Roi avec l'esprit et la grace d'un courtisan, lui présentait seul un visage humain, au milieu de cette troupe d'ennuyeux fanatiques. Le jeune Roi, sans pouvoir et sans liberté, souscrivait à tout. A ce prix, il fut

---

(1) Clarendon's history, p. 604.

sacré dans Édimbourg, et l'on jura de le défendre. On fit des levées nombreuses; on augmenta l'armée; mais Charles n'eut qu'une seule fois la permission d'y paraître.

Quelque impuissante que fût cette royauté, elle avait dû alarmer le long parlement, qui voyait tous ses projets arrêtés et démentis, la république nouvelle démembrée par la séparation de l'Écosse, et le nom de Stuart réhabilité si vîte par une couronne. S'il est rare qu'une révolution s'accomplisse dans un pays sans menacer les états voisins, il était impossible, dans l'intime et naturelle dépendance de l'Angleterre et de l'Écosse, que la révolution fût assurée pour l'un de ces états, sans être commune à tous deux. Du moment où l'Écosse avait paru se rapprocher de Charles, le parlement d'Angleterre avait songé à la guerre et au rappel de Cromwell, qui avait déja une première fois traversé plutôt que vaincu l'Écosse. Cromwell, de retour d'Irlande, prit terre à Bristol, vingt jours avant que Charles II eût touché l'Écosse, et il fut reçu avec toutes les marques d'une puissance bien autrement réelle

que celle du jeune Roi. Certains (1) flatteurs, *race de gens*, dit Ludlow, *qui ne manque jamais dans les grandes assemblées*, demandèrent que l'on se pressât d'assigner au lieutenant-général une dotation de rentes, avant même son arrivée à Westminster. Beaucoup de membres du parlement et d'officiers de l'armée allèrent à sa rencontre, hors des murs de la ville. Il entra dans Londres au milieu d'un immense concours, et vint loger à White-Hall. On raconte que, quelqu'un lui disant : « Voyez quelle foule immense est venue « pour voir votre triomphe. » Il répondit, avec un sourire très-philosophique (2) : « Il en viendrait encore davantage pour me voir pendre. »

Après avoir épuisé le cérémonial de sa réception, fait une visite à lord Fairfax (3), rendu compte de ses victoires en Irlande, et reçu les félicitations de l'orateur (4), Cromwell s'occupa de l'Écosse. Le parlement arrêta, qu'il

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 312.
(2) Whitelocke's memorials, p. 441.
(3) *Idem*, p. 442.
(4) *Idem*.

fallait attaquer les Écossais pour prévenir leur invasion. Quelques Presbytériens doutaient qu'on eût assez de motifs pour entreprendre cette guerre, au mépris du *covenant*, accepté par les deux peuples. Fairfax, qui d'abord avait approuvé la guerre, cédant aux persuasions de sa femme, zélée presbytérienne, allégua des scrupules, et déclara qu'il était prêt à repousser l'invasion des Écossais; mais qu'il ne voyait pas un motif suffisant pour les attaquer. On combattit d'abord les scrupules du général par toutes les raisons possibles. Fairfax fut inébranlable. Cromwell affecta de demander que le général conservât le commandement suprême, déclarant que, pour sa part, il aimerait mieux servir sous lui que de commander la plus grande armée de l'Europe. En même temps il proposa, comme dernière ressource, d'établir un comité pour entendre et discuter les difficultés de conscience que se faisait le général. C'est une lecture curieuse que l'extrait de cette confé-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 315.

rence entre Fairfax d'une part, et de l'autre Cromwell, Harrisson, Lambert, St.-John, 1650. Whitelocke, toutes créatures de Cromwell, excepté Whitelocke, trop prudent toutefois pour n'être pas de ses amis.

On commença par chercher le Seigneur. Cromwell prononça les prières; ensuite il exposa la question de conscience (1). Le général allégua ses scrupules, fondés sur l'autorité du *covenant*, et sur le nom de frères qu'il donnait aux Écossais. Cromwell, en reconnaissant toute la part que la conscience devait avoir dans une pareille question, établit que le *covenant* avait été violé par l'ancienne invasion des Écossais; que la guerre était inévitable, et qu'il valait mieux la porter en Écosse que de la recevoir au sein de l'Angleterre. Ce débat, prolongé par les scrupules invincibles de Fairfax, amena de sa part la résolution de déposer le commandement. Cromwell supplia le général de ne point abandonner le poste où Dieu l'avait béni, et de

(1) Whitelocke's memorials, p. 445.

ne pas donner un tel découragement à la république et à ses amis. Lambert et Harrisson se répandirent en regrets et en expressions honorables. « Que voulez-vous que je fasse, « répondait Fairfax ; tant que ma conscience « me le permet, je veux me joindre à vous « dans le service du parlement ; mais personne « de vous ne voudrait s'engager à un devoir « qui ne satisfait plus la conscience. Telle est « ma situation. » Il est facile de présumer que Fairfax, après une trop longue patience, se lassait enfin d'une autorité précaire et dépendante. Les hommes faibles, lorsque, poussés à l'extrême, ils prennent enfin une résolution décisive, craignent encore d'en avouer ouvertement le motif.

Ludlow convient (1) que cette fois il se laissa prendre à l'air naturel que Cromwell mit dans son rôle, et qu'il l'engagea beaucoup à ne pas manquer au service de la nation, en refusant aussi le commandement, par politesse et par humilité. Du reste, Ludlow vit bientôt le

---

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 315.

dénouement de cette comédie. La chambre, après avoir entendu un rapport sur la répugnance du général pour l'expédition d'Écosse, fit de nouveaux efforts près de lui. Fairfax
1650. renvoya sa commission. Il fallait un général, et l'on ne pouvait choisir que Cromwell ; il fut nommé sans contradiction et sans délai. Il n'eut pas cette fois un seul scrupule d'humilité, et pressa tout pour la guerre.

Il paraît qu'avant son départ il crut nécessaire de gagner et d'éloigner ce même Ludlow, facilement trompé parce qu'il était de bonne foi, mais toujours redoutable par son talent et sa fermeté. Il se plaignit d'apercevoir en lui quelques signes de froideur, et le pria de s'expliquer (1) dans un libre entretien. S'étant rencontrés au sortir du conseil-d'état, ils passèrent ensemble dans la salle des gardes de la Reine, pour s'entretenir sans témoins. Ludlow ne déguisa pas les craintes et les griefs des républicains ; l'ancienne disposition de Cromwell à traiter avec le Roi ; la punition de quelques

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 317.

agitateurs qui réclamaient les droits du peuple, ajoutant que, « malgré d'autres faits qui lui « avaient déplu, il avait toujours espéré que « Cromwell et ses amis seraient conduits par « la force des principes à faire ce qui s'accor- « dait avec l'établissement d'une république, « et le bien du genre humain. » Cromwell justifia par la politique certaines mesures qui paraissaient extraordinaires à ceux qui, pour le traverser, s'exposaient à se perdre eux-mêmes avec la cause publique. « Il n'avait rien « de plus à cœur que de voir l'institution de « la république, seule barrière contre la fa- « mille royale. Il ne doutait pas que Dieu ne « voulût délivrer son peuple de tout fardeau; « la prophétie du psaume 110 allait s'accomplir. « Dans cette espérance, il consacrait une heure « chaque jour à la méditation de ce psaume. » Ensuite, pour flatter la manie de l'indépendance adoptée par Ludlow, il déclara « qu'il « voulait travailler à l'entière réforme de l'église « et des lois. Mais les fils de Zerviah sont trop « forts pour nous. Nous ne pouvons parler de la « réforme des lois, qu'ils ne s'écrient aussitôt

« que nous voulons détruire la propriété, « tandis que la législation actuelle est utile « seulement pour maintenir les jurisconsultes, « et pour encourager le riche à opprimer le « pauvre. » Cette plainte le conduisit à parler de l'Irlande et du mode de justice qu'il venait d'y introduire. « L'Irlande, dit-il, était un pa-« pier blanc, il était facile de lui donner des « lois nouvelles conformes à la justice. » S'attachant alors à l'idée de l'Irlande, il consulta Ludlow sur le choix d'un nouveau commissaire à envoyer dans cette île, pour seconder Ireton. Le lendemain (1) il désigna Ludlow pour cette mission. C'est ainsi que ce zélé républicain fut écarté du parlement.

Après avoir réglé l'administration de l'Irlande, et l'éloignement de Ludlow, le 29 juin, Cromwell partit pour l'armée destinée contre l'Écosse. Il destitua (2) quelques officiers qui hésitaient à servir contre leurs frères d'Écosse, et se mit en marche. Les déclarations et les

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 406.

(2) Whitelocke's memorials, p. 450.

plaintes mutuelles annonçaient l'ouverture de la campagne. Les Écossais publiaient que Cromwell venait pour conquérir et partager l'Écosse à ses soldats, et que les Anglais devaient passer les hommes au fil de l'épée, et brûler le sein des femmes avec un fer chaud.

Arrivé sur la frontière, après avoir fait un discours à ses soldats, pour leur promettre les bénédictions du Seigneur, Cromwell entra en Écosse aux acclamations de l'armée. Tout avait fui, tout était désert par la terreur que les ministres avaient répandue sur les cruautés des Anglais. L'armée écossaise, forte de trente-six mille hommes, était sous les ordres de Lesley, général expérimenté, qui avait résolu d'éviter un combat décisif.

Un monument singulier de cette époque (1), c'est une déclaration de l'armée de Cromwell, adressée à tous les saints de l'Écosse, à tous ceux qui partagent la foi du Seigneur. Elle fut bientôt suivie d'une proclamation au nom seul de Cromwell. Deux jours après, Cromwell

---

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 298.

fit publier une réponse à l'église d'Écosse. Tous ces manifestes sont de petits traités de théologie mystique. L'armée anglaise arriva sans combattre jusqu'à Édimbourg. Les hauteurs de cette ville étaient occupées par les troupes écossaises. Cromwell ne réussit pas à les tirer de leurs retranchements et à les engager dans une bataille générale ; il obtint seulement l'avantage dans quelques charges de cavalerie. Dans une lettre (1) au parlement, Cromwell suppose que les ennemis se refusaient au combat par l'espérance d'affamer son armée. Il paraît que Charles était alors à l'armée d'Écosse. « Nous savons, dit Cromwell dans « sa lettre, que leur jeune Roi regardait ce mou-« vement, et qu'il était très-mécontent de voir « que leurs soldats ne se battaient pas mieux. »

Les ministres presbytériens fatiguaient leur armée de prières et de révélations divines. Mais tout le zèle de ces prêtres n'avait pas la puissance de l'enthousiasme et de l'épée de Cromwell. Ils avaient beau faire ; leurs

---

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 319.

soldats, opposés à ceux de Cromwell, n'étaient que des bigots combattant des fanatiques. Les Écossais tremblaient devant leurs ministres, tandis que chaque soldat de la secte des Indépendants se croyait inspiré pour lui-même, et justifiait par sa valeur ce que son enthousiasme lui promettait. La présence de Charles aurait pu encourager l'armée; mais la défiance des ministres ne laissait pas même à ce jeune prince le droit de combattre. Charles ayant voulu (1) charger en personne, le général Lesley le menaça de quitter le commandement s'il ne se retirait aussitôt.

Cependant Cromwell, qui manquait de vivres et ne pouvait en recevoir que par mer, tantôt se repliait vers Dunbar, tantôt revenait sur Édinbourg. Lorsqu'il paraissait reculer, les ministres triomphants célébraient (2) le bras de Dieu « qui jette l'épouvante au cœur des « ennemis, et les met en fuite, sans qu'ils soient « poursuivis. » Les généraux écossais demeu-

---

(1) Whitelocke's memorials, p. 453.

(2) The Parliamentary history, v. XIX, p. 330.

raient inébranlables dans leur résolution de ne point combattre. Ils eurent aussi l'art d'amuser Cromwell par des propositions de paix.

Cromwell, accoutumé à de rapides victoires s'irritait de l'inaction de cette campagne. Il provoquait lui-même les avant-gardes ennemies avec autant d'impatience que de courage. Un jour (1) un soldat ennemi qui le reconnut, ayant fait feu sur lui, sans l'atteindre, Cromwell dit à ce maladroit : « Si tu étais un de mes sol-« dats, je te ferais punir pour m'avoir manqué « en tirant de si près. » Après beaucoup de marches et de coups de canon inutiles, Cromwell se retrouvait près d'Édinbourg sans avoir pu entraîner au combat l'ennemi, dont le nombre et la confiance augmentaient chaque jour. L'armée anglaise se ruinait par la disette et les maladies. Cromwell fit sa retraite sur Dunbar, avec la résolution de se fortifier dans cette ville, et peut-être même de retourner en Angleterre. Il essuya dans cette marche deux

(1) Whitelocke's memorials, p. 453.

attaques de la cavalerie écossaise. Les généraux écossais, qui connaissaient Cromwell et son armée, se trouvaient heureux de lui faire abandonner l'Écosse; mais les ministres presbytériens 1650. voulaient lui couper le passage et anéantir son armée. Leur confiance était extrême. L'armée écossaise, fortifiée de trois régiments nouveaux, occupait toutes les hauteurs qui environnent Dunbar; et elle enfermait l'armée de Cromwell, réduite à dix mille hommes. Jamais la fortune de ce général ne fut en plus grand péril. Il faut l'entendre parler lui-même (1). « L'ennemi « ayant sur nous tout l'avantage, nous appro- « châmes de lui, connaissant bien notre infé- « riorité et ne pouvant nous défendre des fai- « blesses de la chair, mais notre foi tirait « sa consolation de l'appui du Seigneur même; « nous espérions à cause de leur multitude « et de notre faiblesse. Il nous semblait que « nous étions sur la montagne et que le Sei- « gneur se ferait voir, et qu'il nous ouvrirait « une voie de délivrance et de salut. Ainsi

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 345.

« nous avions nos consolations et nos espé-« rances. » Il paraît, d'après tous les récits, que si les Écossais s'étaient bornés à garder les hauteurs et à fermer tous les passages, ils auraient forcé l'armée de Cromwell à se rendre par famine, ou à les attaquer avec un désavantage insurmontable. C'était l'opinion du général Lesley; l'ardeur des ministres l'emporta. Burnet rapporte que Cromwell, apercevant une grande agitation dans le camp des Écossais, s'écria : « Dieu les livre dans nos « mains; les voilà qui descendent. » Dans sa lettre au parlement, Cromwell (1) raconte lui-même qu'ayant remarqué le mouvement des Écossais qui se portaient sur leur aile droite, et qui étendaient du côté de la mer une grande partie de leur cavalerie, il dit au général Lambert que cette disposition lui paraissait offrir une facilité pour attaquer l'ennemi. Lambert avait eu la même idée, et ils remercièrent le Seigneur de leur avoir communiqué à tous deux à-la-fois cette inspiration.

---

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 346.

La bataille se donna le 3 septembre, à six heures du matin. Le lieutenant-général Fleetwood chargea le premier. La résistance fut d'abord assez vive ; et l'infanterie anglaise 1650. perdit même quelque terrain. « Mais, dit Cromwell dans sa lettre officielle, mon régiment, « sous les ordres de mon major White, survint « à propos, et repoussa le meilleur corps de « l'ennemi. » Le succès se décida en moins d'une heure. Les Écossais furent enfoncés, mis en fuite, et poursuivis à plusieurs milles de distance. Ils laissèrent trois mille morts sur le champ de bataille ; et leur bagage, leur artillerie tombèrent au pouvoir du vainqueur. Cromwell envoya au parlement deux cents drapeaux, avec la nouvelle de cette grande victoire. Quinze mille fusils jetés sur le champ de bataille par les fuyards sembleraient annoncer que la déroute fut aussi facile que complète. Quelques prêtres écossais périrent au milieu de la mêlée. Cromwell, qui n'oublie pas ce fait dans sa lettre, en tire un avertissement général et assez amer pour les ecclésiastiques empressés d'intervenir dans les af-

faires du monde, sous prétexte de fonder le règne de Jésus-Christ; et il annonce l'intention de les renvoyer à la simplicité de l'Évangile. Un trait de cette lettre plus remarquable encore, c'est l'approbation et l'appui que Cromwell affecte de donner à la durée du parlement. « Soulagez les opprimés, dit-il, réprimez les abus, et particulièrement l'abus « de multiplier les pauvres pour faire quelques « riches, voilà nos vœux; et pour que vous « ayez l'occasion et le loisir d'achever ces « choses, nous souhaitons que des importunités ne vous précipitent pas du poste de salut « et de conservation que vous occupez. »

En rappelant ainsi aux membres de la chambre que la cessation de leurs pouvoirs était demandée de toutes parts, Cromwell leur montrait le péril et le protecteur. L'artifice de son élévation fut de s'appuyer à-la-fois sur le parlement et sur l'armée, de prendre sa force dans l'une, son autorité dans l'autre; de prolonger ce nom de parlement aussi long-temps qu'il fût possible, et de ne le détruire qu'à la dernière extrémité, et pour sa propre défense.

Cromwell victorieux, fit partir à l'heure même le lieutenant-général Lambert pour s'emparer d'Édinbourg, qui, dans la consternation générale, se trouva sans défense et presque abandonnée de ses habitants. La ville 1650.
maritime de Leith se rendit également à Lambert. Du reste, Cromwell montra (1) cette fois autant de modération que d'activité dans l'usage de la victoire. Jaloux de faire mentir les ministres presbytériens, et sachant bien que la politique barbare, dont il avait effrayé l'Irlande, n'aurait en Écosse ni le même prétexte ni la même utilité, il traita favorablement les prisonniers qui se trouvaient au nombre de près de neuf mille; et il rendit la liberté au plus grand nombre, affectant de ne voir dans les Écossais que des frères égarés.

La prise d'Édinbourg n'avait pas entraîné la reddition de la forteresse, où s'étaient refugiés tous les ministres presbytériens de la ville, qui animaient à la résistance une nombreuse garnison. Ayant rejoint Lambert à la

(1) The parliamentary history, v. XIX, p. 430.

tête de toute son armée, au lieu de commander l'assaut, Cromwell entreprit avec le gouverneur une négociation théologique, qui peut paraître un monument curieux de cette époque : elle commença par une invitation aux ministres presbytériens de venir librement prêcher dans leurs églises. Le gouverneur répondit en leur nom : que voyant la persécution personnelle dirigée par le parti de Cromwell contre les ministres de Jésus-Christ, ils se réservaient pour de meilleurs jours, et qu'ils attendaient celui qui avait un moment détourné *sa face de dessus les fils de Jacob.* Cromwell ne laissa point ce refus sans réponse : et le gouverneur ayant allégué de nouveau les objections des ministres, Cromwell, qui sans doute avait beaucoup de loisir, comme il le dit lui-même (1), répliqua par une lettre longue et raisonnée. Les ministres se plaignaient qu'il voulût intervenir dans le gouvernement de l'église. Cromwell se plaignait que l'église voulût gouverner le monde; et il employait le

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 450.

raisonnement dont s'est servi Bossuet pour combattre l'autorité des églises réformées. Il se défendait d'avoir jamais persécuté les ministres qui se bornaient à l'explication de l'Évangile. « Les ministres, dit-il, sont les soutiens et « non les dominateurs de la foi du peuple; « j'en appelle à leur conscience. Ne nomment-« ils pas sectaires ceux qui s'éloignent de leur « opinion, et que font-ils par-là, sinon d'ôter « aux chrétiens leur liberté et de s'arroger la « chaire infaillible. »

Dans un autre passage, Cromwell montre ces principes de tolérance religieuse, dont il fit un si grand usage pour se concilier toutes les sectes. « Êtes-vous mécontents, écrivait-il « aux ministres écossais, de ce que l'on prêche « le nom de Jésus-Christ? La prédication vous « paraît-elle exclusivement attachée à votre « ministère ? Notre liberté scandalise-t-elle « vos églises ? est-elle contraire à la loi ? Ana-« thême à la loi, s'il en est ainsi. Vous vous « méprenez sur le sens de l'Écriture. L'ordina-« tion est un acte de convenance, et non de « nécessité. Votre prétendue crainte que l'er-

« reur ne s'introduise à la faveur de la liberté, « ressemble à la prudence d'un homme qui « garderait sous clef tous les vins du pays, de « peur qu'on ne s'enivrât. Ce serait une ja- « lousie injuste et déraisonnable de refuser à « quelqu'un la jouissance d'un droit naturel, « sous prétexte qu'il peut en abuser. S'il abuse, « jugez-le. Lorsqu'un homme parle follement, « souffrez-le, parce que vous êtes sages. S'il se « trompe, la vérité se montre dans votre ré- « ponse, fermez-lui la bouche par des paroles « raisonnables auxquelles il ne puisse répondre. « S'il blasphème et trouble l'ordre public, lais- « sez aux magistrats civils le soin de le punir. « S'il dit vrai, réjouissez-vous de la vérité. »

Cette lettre (1) est écrite avec une vigueur de raison bien éloignée du galimatias mystique, dont Cromwell a rempli quelques-uns de ses discours au parlement. Il parle ici de théologie en homme d'état, comme il traitait quelquefois les affaires en fanatique. Ce qui peut faire croire qu'au fond et pour son siècle il n'était ja-

(1) Thurloe's state papers, v. 1, p. 161.

mais qu'homme d'état. Cette discussion n'ayant pu ramener les Presbytériens dans leurs églises, Cromwell fit officier par des ministres anglais, et commença le siége régulier de la forteresse, qui passait pour imprenable.

La glorieuse journée de Dunbar avait attiré sur Cromwell toute la reconnaissance du long parlement. Cette assemblée se hâta de voter des secours et des récompenses pour l'armée victorieuse. Elle se servit aussi de cet événement pour ranimer les passions religieuses et républicaines, en montrant le retour menaçant de Charles Stuart à la tête des Presbytériens d'Écosse, et tout-à-coup le Seigneur qui s'était levé comme un géant, et qui avait accordé à son peuple chéri cette miraculeuse victoire. Un fait plus remarquable et moins connu, c'est l'idée qui vint au parlement de rappeler, après deux ans, toutes les circonstances du procès de Charles Ier, de les consacrer par une approbation solennelle inscrite dans ses registres, comme pour avertir Charles II que les cœurs n'étaient pas changés, et que l'on ne craindrait pas d'immoler un second Roi.

Cependant Charles commençait à être Roi depuis qu'il avait perdu son armée. Dans la réunion qui s'était faite à Sterling des magistrats d'Édinbourg et des membres du comité de gouvernement, les amis du Roi prirent un ascendant qu'ils n'avaient pas eu jusqu'alors, et que ne pouvaient plus leur refuser ceux qui, battus et fugitifs, avaient trop mal conduit les affaires pour s'en approprier encore la direction exclusive. Le Roi, que le fils d'Argyle avait tenu dans une captivité d'honneur, fut libre. Il entra dans Sterling au bruit du canon. Les officiers publièrent hautement que la défaite avait eu pour cause le défaut d'union et de confiance dans le Roi. L'arrogance ecclésiastique tomba; quelques membres du clergé en vinrent jusqu'à prêcher l'obéissance au Roi. Argyle n'était plus maître des conseils, et le héros du *covenant*, le vieux Lesley fut éloigné du commandement. Cependant le parti royal était encore divisé en *Résolutionnaires et Protestants;* les uns adhérant à toutes les résolutions passées du comité, voulaient que

(1) Clarendon's history, p. 614.

l'on admît à la pénitence publique ceux qui avaient été infidèles ou douteux, et que dans l'extrémité présente on les employât pour la défense de la patrie. Les *Protestants* déclaraient qu'il y avait une sorte de trahison à employer des hommes ennemis connus de la cause, puisque c'était mettre dans leurs mains le pouvoir de trahir; et dans cet esprit d'enthousiasme religieux qui était alors le caractère commun de toutes les opinions, ils ajoutaient que la pénitence publique leur paraissait une profanation, une dérision de Dieu, et que la bénédiction du Seigneur ne descendrait pas sur une armée ainsi composée. Il s'était formé de plus un corps d'Indépendants qui, sous les ordres de deux chefs, Carr et Strawghan, faisaient la guerre pour leur compte.

Cromwell ayant établi son quartier-général à Édinbourg, s'occupa sur-tout de ramener l'esprit du peuple, qui lui opposait beaucoup de résistance. « Je croyais, écrivait-il au parle« ment, trouver en Écosse un peuple conscien« cieux et une terre aride. Les environs d'Édin« bourg sont aussi fertiles en blé qu'aucune

« autre province d'Angleterre; mais le peuple « est livré aux mensonges et à l'habitude des ju- « rements d'une manière presque incroyable. »

Ces pieuses observations n'empêchaient pas Cromwell d'être attentif à tous les mouvements du parti royal. N'ayant pu tenter l'assaut de Sterling, où le Roi était entré aux acclamations du peuple, il revint à Édinbourg, et s'étant reporté sur Glascow, il adressa au comité une invitation solennelle de se séparer de Charles. Les dispositions hostiles des habitants l'obligeaient à se montrer par-tout, et à exercer une police sévère. Un grand nombre de soldats anglais ayant été tués ou dépouillés par des partisans que le peuple favorisait, il rendit responsable toute paroisse où se commettraient de semblables violences. Les partisans furent vivement poursuivis, et le colonel Monck ayant pris d'assaut deux forteresses qui leur servaient de refuge et de quartier-général, fit fusiller les principaux chefs.

Le corps indépendant de Carr et de Strawghan était plus dangereux. Cromwell, par négociation, détacha Strawghan et quelques

officiers. Il marcha ensuite vers le parti qui restait sous les ordres de Carr. Lambert le dispersa, et fit le chef prisonnier. Cette victoire parut assez importante (1) pour que la chambre des communes en fît mention dans l'ordonnance qui fixait un jour d'actions de graces.

La prise de la forteresse d'Édinbourg, après un siége de trois mois, vint couronner ces avantages partiels. Le gouverneur, n'ayant pu obtenir d'envoyer un message pour recevoir les ordres du comité de gouvernement, rendit la place le 24 décembre. L'Écosse entière l'accusa d'avoir été corrompu par l'argent de Cromwell.

Cependant Charles II s'affranchissait chaque jour davantage de la tutelle du clergé. Argyle avait plié pour garder quelque pouvoir. La convocation d'un parlement s'était faite au nom du Roi, dans la ville de Sterling. Ce jeune prince, aimable et vaillant, était devenu populaire dès qu'il avait pu se montrer. Le par-

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 451.

lement lui accorda de nouvelles levées; il se vit assuré d'une armée nombreuse, que cette fois il lui était permis de commander.

Il avait dans son parti quelques Presbytériens anglais qui avaient d'abord combattu contre le trône, le major Massey et le colonel Brown. Hamilton, frère de celui qui avait péri sur l'échafaud, lui consacrait aussi son courage et sa vie. Le Roi s'entoura de plusieurs autres seigneurs royalistes, que, jusqu'alors, les Presbytériens avaient écartés. Wilmolt, Buckingham, reparurent; et ces jeunes courtisans, dans les accès de leur gaieté, n'épargnèrent pas les ennuyeux fanatiques qui obsédaient encore le Roi. A mesure que Charles prenait plus de pouvoir, la vigilance de ses religieux gardiens commençait à se relâcher. La légèreté du Roi causait cependant plus d'un scandale qui lui était sévèrement reproché. Un jour que ce prince avait été aperçu dans un entretien trop libre avec une jeune femme, un comité de ministres vint en appareil, et avec tous les signes de la plus profonde tristesse, lui adresser sur la gran-

deur du péché, et sur-tout du scandale, une longue réprimande, qui se termina par le conseil d'avoir du moins la précaution de fermer toujours les fenêtres en pareille circonstance.

Son couronnement, tant retardé, fut célé- 1650.
bré dans la ville de Scone, avec beaucoup de 1651.
magnificence et d'allégresse, le 1er janvier, six jours après la reddition d'Édinbourg. Il jura le *covenant* avec les formalités les plus minutieuses, reçut la couronne des mains du marquis d'Argyle, et parut même disposé à épouser la fille (1) de ce seigneur, dont la fortune, aussi ancienne que les troubles de l'Écosse, semblait insurmontable à toutes les vicissitudes des événements. Mais en même-temps il nomma le fidèle Hamilton lieutenant-général de l'armée, et il chercha à s'appuyer sur les montagnards écossais qui s'étaient toujours montrés assez indifférents aux questions religieuses, mais fort zélés pour le Roi. L'étendard royal, arboré dans Aberdeen, attira beaucoup de volontaires. Charles établit son camp

(1) Clarendon's history, p. 614.

à quelques milles d'Aberdeen, et s'occupa d'exercer ses troupes, dont il donna le commandement à David Lesley. Le jour de la naissance du Roi fut célébré avec beaucoup d'enthousiasme. La ville de Dundee lui offrit en présent (1) une tente magnifique, des machines de guerre, et un régiment de cavalerie bien armé.

Tout parut un moment favoriser la cause de Charles. L'activité de Cromwell avait été enchaînée par une fièvre dangereuse. Le bruit de sa mort s'était même répandu, et augmentait la confiance des Écossais. Cromwell, qui ne pouvait plus paraître en public, fit venir dans sa chambre un trompette écossais que le hasard avait amené au camp des Anglais, et se fit voir à lui debout et convalescent; mais sa maladie reprit avec des crises nouvelles. Désespérant de guérir sous le climat d'Écosse, il avait même sollicité son rappel en Angleterre. Le parlement, inquiet pour une vie qui lui était alors si précieuse, fit partir de Londres deux médecins célèbres, et qui

(1) *Elenchus motuum nuperorum*, p. 232.

avaient la confiance de Cromwell. L'un d'eux, le docteur Bate, qui avait été le médecin de Charles Ier, et qui fut successivement celui de Cromwell et de Charles II, a publié sur la révolution des mémoires pleins d'intérêt, écrits dans toute la vivacité des opinions royalistes, mais où Cromwell est jugé à-la-fois avec beaucoup de ménagement et de sagacité.

Après avoir été long-temps en péril, Cromwell fut enfin sauvé par l'art des médecins et la vigueur de sa constitution. En écrivant au conseil-d'état, pour le remercier des témoignages d'inquiétude et des secours qu'il en avait reçus, Cromwell disait : « Je suis une « pauvre créature (1); je suis un serviteur « inutile à mon maître Jésus-Christ et à vous. « Je croyais que je devais mourir de cette « fièvre; mais Dieu semble en ordonner au« trement. En vérité, mylord, je ne souhaite « vivre que pour obtenir la grace de montrer « dans mon cœur et dans ma conduite plus « de reconnaissance et de fidélité à Dieu,

---

(1) The parliamentary history, v. XIX, p. 471.

« plus de zèle pour ceux que je sers. » — Dans une autre lettre, il disait : « Ma maladie « était si violente, que la nature devait y suc- « comber. Mais le Seigneur a voulu me déli- « vrer contre toute espérance, pour me don- « ner occasion de dire encore une fois : C'est « lui qui m'a retiré de la tombe. »

Parmi les remarques que fit le docteur Bate dans son séjour à l'armée anglaise, il rapporte un singulier exemple de la familiarité que Cromwell permettait à ses soldats (1). Plusieurs fois pendant le dîner du général, les soldats, à un signal régulièrement donné par le tambour, faisaient une brusque irruption dans la salle du festin, et pillaient les tables encore occupées par leurs chefs. A la vérité, suivant d'autres récits, cette licence n'avait pas l'autorisation du général, et n'était qu'un effet de l'indiscipline ou de la faim ; mais ce que le docteur raconte avec plus de vraisemblance, c'est l'artifice continu de Cromwell, qui se mêlait aux exercices militaires de

(1) *Elenchus motuum nuperorum*, p. 296.

ses officiers, les excitait à de bruyants ébats, à une folle gaieté; et dans l'indiscrétion inséparable de ces jeux, étudiait tous les mouvements, et surprenait toutes les pensées de tant d'esprits inquiets, sans jamais se laisser deviner lui-même.

Cependant depuis que Charles II était à la tête d'une armée, et qu'il se montrait fidèle au *covenant*, il avait acquis de nouveaux partisans parmi les Presbytériens de Londres. Beaucoup de ministres de cette secte entreprirent une conspiration en sa faveur. Les premiers indices furent découverts et transmis par Cromwell. Un navire qui portait des dépêches pour le comte de Derby, chef royaliste, retiré dans l'île de Man, échoua sur les côtes d'Écosse; et les dépêches tombèrent entre les mains de Cromwell, qui les fit passer au conseil-d'état. Il s'agissait d'exciter et de favoriser une invasion des Presbytériens écossais en Angleterre, pour rétablir Charles II sur le trône. Le parlement fit arrêter plusieurs ecclésiastiques, parmi lesquels figurait un docteur Love, qui, dans le commencement de la

guerre civile, avait paru très-animé contre Charles Ier. Il fut condamné à mort, et malgré les supplications des ministres presbytériens ses frères, l'exécution eut lieu par une fatalité assez bizarre. Cromwell, que l'on sollicita vivement, et qui protégeait un peu tous les partis, avait écrit d'Écosse en faveur de ce ministre. La lettre fut interceptée par un corps de partisans royalistes, qui, se souvenant de l'ancienne conduite de Love, eurent la misérable idée de supprimer cette recommandation, pour le laisser périr.

Le long parlement, instruit que Charles II se fortifiait chaque jour en Écosse, et qu'il avait des communications avec le nord de l'Angleterre, envoya de nouveaux secours à l'armée de Cromwell, et porta les dépenses à un taux inconnu sous les anciens Rois. Mais il fallait périr ou arrêter l'exemple de l'Écosse.

Cromwell ouvrit la campagne au mois de juin, et se dirigea vers Torwood, dont les environs étaient occupés par l'armée royale. La grande rivière de Forth traverse cette contrée, et va se jeter, près d'Édinbourg,

dans un bras de mer, auquel elle donne son nom.

Les troupes de Charles étaient couvertes par des fortifications qu'elles avaient élevées durant l'hiver. Cromwell leur présenta inutilement la bataille : il emporta sous leurs yeux une forteresse défendue par une de leurs garnisons; et, ne pouvant les tirer de leurs retranchements, il résolut de faire occuper le comté de Fife, sur l'autre bord de la rivière Forth. Lambert battit dans cette province un détachement de l'armée royale, commandée par le major-général Brown, qui avait autrefois servi le parlement. En annonçant cette victoire au parlement (1), Cromwell ne manque pas d'en faire le sujet d'une exhortation sévère. Il demande qu'on efface tout ce qui peut blesser les yeux jaloux du Seigneur, et que l'on cherche de plus en plus le bien général; « car les yeux du Seigneur courent çà et là; « et comme il distingue ses ennemis pour les « punir, de même il n'épargnera point ceux

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 494.

« auxquels il fait du bien, s'ils ne deviennent « pas meilleurs pour prix de sa douce affec- « tion. J'ai l'humble hardiesse de vous rappe- « ler ce devoir dans les propres termes de « David, psaume 119, verset 134 : Seigneur, « délivre-moi de l'oppression des hommes, et « je garderai tes commandements. »

Le bruit de cette défaite fit faire un mouvement à l'armée de Charles, pour se rapprocher de la villè de Sterling. Cromwell la suivit, sans pouvoir la forcer à une bataille ; il fit alors passer une partie de son armée dans le comté de Fife, pour porter sur ce point tout l'effort de la guerre. Il y passa bientôt lui-même, et s'empara de la ville de St.-Johnstown. Il se trouvait ainsi derrière le Roi, et lui fermait l'intérieur de l'Écosse; mais il laissait la route d'Angleterre ouverte devant lui. Cromwell dédaigna trop son ennemi; il prévit cependant ce que Charles pouvait faire, puisque, le 26 juillet, il écrivait (1) au parlement qu'il avait laissé assez de troupes pour arrêter la

(1) The Parliamentary history, v. XIX, p. 500.

marche du Roi, s'il essayait de passer en Angleterre. Cette précaution rassura si peu le parlement, qu'il autorisa sur-le-champ le conseil-d'état à recruter quatre mille hommes 1651.
de troupes nouvelles, et fit tous les préparatifs dont l'audace de Charles justifia bientôt la nécessité.

Quand Charles vit derrière lui Cromwell, qui pouvait, en affamant son camp, le forcer à combattre, et qui, vainqueur, lui fermait l'asyle des montagnes, alors ses craintes et son courage le précipitèrent à-la-fois sur l'Angleterre. Les provinces du nord étaient favorables à sa cause; il résolut de marcher par-là droit à Londres. C'était au moins la plus belle manière de se perdre. Il pouvait tout espérer d'une pareille surprise, et de la soudaine révolution des esprits. Argyle refusa de suivre le Roi. L'entreprise fut conduite avec tant de secret, que le Roi, parti le 29 juillet, avait un jour de marche, avant que Cromwell fût instruit de sa résolution. Le 6 août il entra en Angleterre par Carlisle, avec une armée de seize mille hommes, qu'il espérait grossir

dans la rapidité de sa course. Un de ses plus fidèles amis, le comte de Derby, retiré dans l'île de Man, depuis la fin de la guerre, avait été prévenu de l'entreprise, et devait lui amener sur son passage ce qu'il aurait pu réunir de troupes.

Mais au bruit de cette marche, Cromwell se hâtait. Il fit d'abord partir Lambert et quelque cavalerie, pour suivre la trace du Roi, avec ordre d'inquiéter sa marche, mais de ne point risquer d'action, et de conserver ses forces entières, jusqu'au moment où lui-même arriverait avec le reste de l'armée. Il choisit Monck, pour maintenir l'Écosse en son absence. Il le chargea de veiller particulièrement sur Édinbourg et sur Leith; et comme il ne pouvait lui laisser de forces considérables, il lui prescrivit d'être sévère et menaçant, d'intimider la noblesse, d'imposer silence aux prédicateurs, et de faire main-basse sur les garnisons qui se défendraient: instructions (1) que ce général suivit avec une exactitude qui le rendit la terreur de l'Écosse.

---

(1) Clarendon's history, p. 615.

Ayant dépêché toutes ces mesures, Cromwell se mit en marche trois jours après le départ du Roi. Il avait écrit au parlement pour le rassurer sur cette invasion, et pour se justifier de n'avoir pu la prévenir. Il annonçait que l'armée royale était suivie par Lambert, et trouverait sur son passage Harrisson et le colonel Rich. Il promettait de l'atteindre bientôt lui-même, *avec ses vieux soldats et le secours du Seigneur.*

Le conseil-d'état avait reçu, le 9 août, la nouvelle de l'entrée de Charles sur le territoire anglais. Harrisson annonçait cette entreprise comme un acte de désespoir, sans importance et sans but. Le parlement se hâta cependant de voter toutes les mesures violentes que le péril inspire dans les révolutions, des levées extraordinaires de milice, le désarmement des mal-intentionnés, la peine de mort et la confiscation contre tous ceux qui correspondraient avec Charles Stuart. Rien de plus rapide que les préparatifs de défense: en quelques jours, la campagne fut inondée de milices parlementaires. Lord Fairfax, rap-

pelé au commandement, parut à la tête d'un corps considérable.

1651. Charles avançait à grands pas à travers le Lancashire : par-tout il était proclamé Roi d'Angleterre, d'Écosse, de France et d'Irlande. Le comte de Derby s'était réuni fidèlement au Roi, qui le renvoya de nouveau pour soulever les habitants. Le 16 août, le Roi rencontra, pour la première fois, l'ennemi. Lambert avait rejoint Harrisson pour défendre le passage d'un pont. Le poste fut emporté par les Écossais, qui se précipitèrent sur les ennemis en criant : « Ah ! misérables, nous vous joindrons, avant que votre Cromwell n'arrive. » Cependant l'armée du Roi ne grossissait pas. La terreur des décrets parlementaires intimidait les habitants. Une ridicule superstition presbytérienne nuisit encore à la cause royale. Le major Massey, envoyé en avant de l'armée pour recruter des Royalistes, reçut ordre des ministres de proclamer qu'il n'enrôlerait que des hommes sincèrement attachés au *covenant*. Le Roi s'empressa de démentir cet ordre ; mais le premier enthousiasme était détruit ;

et Charles, dans la rapidité nécessaire de son expédition, n'avait pas le temps de réparer une faute. Son armée commençait à se décourager. Personne parmi les généraux n'avait foi au succès; l'infanterie était harassée de fatigue; beaucoup de ces malheureux désertaient. Le jeune Roi allait de rang en rang, et suppliait les soldats de prendre encore patience quelques jours, leur promettant de les conduire à Londres. Mais l'épuisement de l'armée rendait cet effort impossible; d'ailleurs l'énergie du parlement avait multiplié les obstacles.

Dans cette situation, Charles résolut d'avancer jusqu'à Worcester, ville considérable, remplie de ses partisans, et qui n'était pas éloignée de la route de Londres. Le parlement avait établi dans Worcester des autorités nouvelles qui tyrannisaient le comté. Elles s'enfuirent à l'approche du Roi. Presque toute la noblesse, que l'on avait emprisonnée par précaution, se trouva libre et se réunit à l'ancien corps municipal, qui reprit ses fonctions pour proclamer le Roi. Le maire, les aldermen et les principaux citoyens du pays, vinrent re-

cevoir ce prince aux portes de la ville, avec tous les témoignages d'un enthousiasme sincère. L'armée, qui manquait de tout, fut nourrie et habillée. On vint s'enrôler en foule. C'était un retour d'heureuse fortune.
1651. La fatigue de l'armée, la situation de Worcester, protégée par une large rivière et au milieu d'un pays abondant, déterminèrent Charles à se fortifier dans cette ville. Ainsi, une entreprise commencée par la promptitude et l'audace changea de nature; et Charles, au lieu de marcher à Londres, attendit Cromwell.

Le brave comte de Derby, surpris par un colonel républicain, pendant qu'il travaillait à recruter du monde dans le Lancashire, perdit ses meilleurs cavaliers, et arriva à grande peine jusqu'à Worcester, seul et blessé.

Cromwell, marchant avec une extrême rapidité, avait rejoint les différents corps de Lambert et d'Harrisson, et approchait de Worcester. Par-tout les milices accouraient sous ses drapeaux; il arriva sur Worcester avec quarante mille hommes de troupes. Au pont

d'Olbridge, à peu de distance de cette ville, il rencontra un corps de troupes royales, sous les ordres du major Massey. Lambert et Fleetwood forcèrent le passage, après un combat assez rude, où le major Massey, le meilleur officier de l'armée de Charles, fut dangereusement blessé. Cromwell laissa sur ce point dix à onze mille hommes, et couvrit la Severn d'un pont de bateaux, pour attaquer lui-même sur un autre point plus rapproché. L'armée royale occupait l'autre rive et s'appuyait sur Worcester. Les officiers manquaient d'espérance et d'union. Le duc de Buckingham, célèbre par les agréments et la frivolité héréditaires dans sa famille, avait eu la vanité de prétendre au commandement général; et le refus raisonnable de Charles lui paraissait un outrage. Le général Lesley servait avec peu de zèle; et la disgrace constante qu'il éprouva sous le parlement et sous Cromwell, a pu seule l'absoudre du reproche de trahison. Charles montrait beaucoup de bravoure et de gaieté.

Le 3 septembre, anniversaire de la victoire

de Dunbar, Cromwell fit passer la rivière à une partie de ses troupes, et renversa les premiers corps de l'armée royale.

Le Roi, qui était resté toute la nuit à cheval, accourut, et trouva ses soldats qui se repliaient sur Worcester. La bataille recommença avec plus d'ordre et de fureur. Le jeune prince s'élança sur l'ennemi à la tête des dragons du régiment d'Hamilton. Le régiment de Cromwell plia quelques moments; mais la supériorité du nombre l'emporta. Charles alors combattit à pied; son infanterie étant repoussée après un rude combat, il reprit un cheval, et voulut encore rallier quelque cavalerie; mais la bataille était perdue. Les plus braves officiers étaient blessés ou dispersés, et Charles fut réduit à fuir. « On ne sait pas ce que le « Roi est devenu, écrivait un officier prison- « nier : puisse Dieu le conserver, car on ne « vit jamais plus brave et plus généreux « prince. »

Une partie de l'infanterie écossaise s'étant repliée sur la ville, les vainqueurs entrèrent avec les fuyards, et le carnage continua dans

les rues. La forteresse fut emportée d'assaut; et Cromwell fit massacrer sur l'heure toute la garnison, qui avait refusé de se rendre. Il avait envoyé plusieurs détachements à la poursuite des restes de la cavalerie ennemie; et on arrêtait par-tout les malheureux Écossais, contre lesquels une vieille inimitié animait les habitants des campagnes. A peine un petit nombre se sauvèrent-ils jusque dans leur pays, où ils trouvaient d'autres ennemis non moins implacables. Le brave Hamilton, laissé sur le champ de bataille, la jambe brisée d'un boulet de canon, mourut le lendemain, heureux d'échapper ainsi au supplice dont le vainqueur voulait en vain flétrir les nobles chefs du parti vaincu.

Dans le transport d'une si grande victoire, qu'il appelait *une miséricorde couronnante*, Cromwell (1) écrivait au parlement: « Je vous « prie de diriger toutes vos pensées à la gloire « du Seigneur, qui a opéré cette grande libé- « ration, et de ne pas souffrir que la satiété

---

(1) The Parliamentary history, v. xx, p. 47.

« de tant de miséricordes continues produise « parmi vous l'orgueil et la licence, comme il « est arrivé autrefois à un peuple élu de Dieu. « Mais puisse la crainte du Seigneur, inspirée « par ses miséricordes mêmes, conserver tou-« jours l'autorité, et maintenir dans l'humilité « et l'obéissance un peuple si protégé et béni « par tant de témoignages. Que la miséricorde « et la vérité émanent de vous comme un re-« merciement offert au Seigneur; c'est la prière « de votre humble et fidèle serviteur. »

Malgré la pieuse modestie de ce langage, Ludlow fait remonter à cette époque la première révélation des projets ambitieux de Cromwell. Il rapporte que Hugh Peters, fanatique célèbre, dit à son retour de Worcester, que (1) Cromwell se ferait Roi. On pouvait le croire en voyant que, sur le champ de bataille, il avait conféré de sa main le grade de chevalier à deux de ses officiers, empruntant ainsi et les usages de la monarchie et la prérogative personnelle du souverain.

(1) Ludlow's memoirs, v. II, p. 447.

Quelle que fût déja son espérance, les serviles félicitations du parlement devaient l'augmenter. Cette assemblée, sauvée d'un grand péril, ne mit point de bornes à son enthousiasme. Elle fit préparer, à Hampton-Court, un appartement pour Cromwell, et lui envoya une députation, qui devait le féliciter sur le retour de sa santé, lui rendre grace de ses éminents services, et l'inviter à venir se reposer dans la demeure qu'on lui avait fait préparer, et qui, par le voisinage de Londres, le mettrait à portée d'assister le parlement dans les grandes questions relatives au réglement des affaires publiques. Cromwell, qui, par des motifs différents, se hâtait aussi de revenir à Londres, rencontra la députation sur sa route, et l'accueillit avec honneur. Whitelocke (1) rapporte qu'en témoignage de reconnaissance, il fit présent à chaque député d'un cheval et de deux prisonniers écossais. A quelque distance de Londres, il fut reçu par le président Bradshaw, par une foule de membres du parlement et

(1) Whitelocke's memorials, p. 484.

par les magistrats de la cité. Un carrosse d'honneur l'attendait ; et la gazette du conseil-d'état annonça qu'il avait été reçu avec les
1651. plus grandes acclamations de joie. Treize jours après la bataille de Worcester, il était au milieu du parlement ; et, comme c'était le seul ennemi qu'il pût craindre encore, il agitait les esprits pour ramener l'ancienne question d'une représentation plus légale.

Tandis que deux pouvoirs également injustes se préparaient ainsi à disputer les débris du trône, le véritable souverain errait en Angleterre, sans secours, sans asyle, et protégé par le bruit de sa mort, qui ralentissait l'ardeur de ses ennemis.

Il n'est pas de souvenirs plus attachants que ces infortunes royales, où l'intérêt d'une grande catastrophe historique se mêle à tout ce que l'imagination pourrait inventer de combinaisons singulières et d'événements romanesques.

Forcé de quitter le champ de bataille avec la cavalerie de Lesley, Charles s'était bien vîte aperçu qu'une si nombreuse escorte de fuyards ne serait pour lui qu'un péril de plus. Il quitta

le corps de Lesley, qui, le lendemain, fut surpris et enlevé par l'ennemi.

Il s'éloigna, suivi de Derby, de Buckingham et de quelques amis, et se jeta hors des routes battues. Derby, qui l'accompagnait, indiqua comme un sûr asyle la maison d'un fermier catholique, où lui-même s'était refugié quelque temps auparavant, et qui se trouvait à vingt-six milles de Worcester, dans un pays rempli de bois, sur la lisière du comté de Strafford. Arrivé de nuit dans la maison de cet homme, nommé Penderell, Charles se sépara de ses amis. Le brave comte de Derby, en essayant de rejoindre le corps de Lesley, fut fait prisonnier. Wilmot prit la route de Londres, sous la conduite de Penderell. Cet homme avait quatre frères aussi fidèles que lui. L'un d'eux se chargea de cacher le Roi dans la forêt voisine, précaution nécessaire; car au lever du jour la maison de Penderell fut investie par les soldats républicains. Charles, résolu de gagner le pays de Galles, se rend à pied, dans la nuit, chez un catholique, qui demeurait à quelques milles de la rivière de

Severn; il est reçu par cet homme, qui le cache dans un grenier. Mais, s'étant assuré que tous les passages du fleuve étaient gardés par les soldats qui remplissaient le pays, Charles renonce à son projet, et revient dans le bois de Boscobell, son premier asyle. Il est rejoint par un homme qui se fait connaître à lui pour un de ses officiers, fugitif depuis la dernière bataille. Ce nouveau compagnon engage le Roi, pour se mettre en sûreté, à monter au sommet d'un arbre. Ils passèrent ainsi la journée, enveloppés dans l'ombrage touffu d'un chêne que la vénération publique et les beaux vers de Pope ont assez illustré.

Le fermier Penderell, qui s'était chargé de conduire Wilmot sur la route de Londres, ne put lui faire traverser le pays, inondé de soldats, et parvint, par le secours d'un gentilhomme nommé Witgrave, à lui ménager un asyle dans la maison du colonel Lane, ancien officier royaliste, qui avait près de lui un bénédictin fort zélé pour le Roi. Ce religieux vint chercher dans la forêt le Roi, qui, harassé de fatigue et les pieds en sang, fit la

route sur un mauvais cheval, et revit enfin Wilmot, tandis que les soldats républicains étaient occupés d'investir et de fouiller la maison de Witgrave, où le Roi n'avait fait que s'arrêter un moment. 1651.

Après avoir fait quelque séjour chez le colonel Lane, le Roi se mit en route sous un déguisement de valet, courant à cheval devant la voiture de mistriss Norton, parente du colonel Lane, et mariée à un gentilhomme qui habitait un château près de Bristol. Arrivé dans ce lieu, le Roi fut reconnu par un domestique, qui lui promit et lui garda le secret.

De pareils incidents se renouvelèrent plusieurs fois. Wilmot, qui avait suivi la route du Roi dans l'appareil d'un gentilhomme campagnard, et portant un faucon sur le poing, ménagea au Roi une nouvelle retraite dans le château du colonel Windham, ancien chef royaliste.

La mère de Windham avait perdu, dans la première guerre civile, trois fils et un petit-fils. Elle n'en reçut qu'avec plus de respect

et d'amour l'héritier d'un Roi qui lui coûtait de si grands sacrifices. Windham (1) dit à Charles : Mon père avant sa mort nous ayant appelés près de son lit, nous parla ainsi : « Mes « enfants, nous avons vu des temps paisibles « et sereins sous nos trois derniers Rois ; mais « je dois vous avertir de vous préparer à des « orages. Les factions s'élèvent de toutes parts « et menacent le repos de la patrie. Mais quoi « qu'il en arrive, gardez respect et obéissance « à votre Roi, soyez fidèles à la couronne. Je « vous recommande de ne jamais abandonner « la couronne, quand même vous ne la verriez « suspendue qu'à un buisson. » Ces paroles, conservées dans une famille, étaient un beau gage de fidélité. Le Roi demeura dix-neuf jours dans cet asile.

Windham parvint à tout disposer pour le départ du Roi, et fit marché avec le patron d'une barque qui devait mettre à la voile un jour convenu. Le rendez-vous manqua. Le Roi attendit vainement cet homme dans

(1) Clarendon's history, p. 652.

une auberge de la petite ville de Lime, et faillit d'être victime de ce mécompte. C'était le jour de la fête du lieu : un tisserand, qui avait été soldat dans la dernière guerre, et qui était grand fanatique et grand prédicateur, déclamait violemment dans l'église contre l'ancienne monarchie, et disait, pour enflammer les esprits, que « le Roi était caché quelque « part dans le comté, et que celui qui par- « viendrait à le découvrir mériterait beaucoup « aux yeux de Dieu. » Un maréchal, qui ferrait les chevaux dans l'auberge où se trouvaient Charles et Wilmot, ayant examiné les pieds de leurs chevaux, remarqua qu'ils venaient de loin, et qu'ils avaient été ferrés dans quatre comtés différents. Il alla conter la chose dans l'église. Le bruit en vint aux oreilles du prédicateur, qui souleva aussitôt tout le peuple, et fit courir après les deux voyageurs, déclarant que l'un d'eux était certainement Charles Stuart. Mais le Roi, lassé d'attendre, était déja retourné dans le château du colonel Windham, d'où bientôt il partit pour chercher, dans le comté de Sussex, une autre occasion de s'embarquer.

Dans ce voyage, le Roi traversa plusieurs corps de troupes parlementaires, et rencontra près de Salisbury le colonel Desborough, beau-frère de Cromwell. Il se cacha quelques jours chez une veuve nommée Hyde; de là le fidèle Wilmot avait préparé de nouveau le passage du Roi sur un navire qui tout-à-coup fut requis pour transporter les troupes parlementaires dans l'île de Jersey. Le Roi, revenu dans son asyle, parvint enfin, par le secours d'un ancien officier royaliste, à trouver une barque de pêcheur dans la petite ville de Britthemsted, près Portsmouth. Dans la terreur que répandaient les décrets parlementaires, cette dernière ressource faillit encore manquer. Le patron de la barque reconnut le Roi, et fut tenté de gagner la récompense promise. Un historien (1), qui tenait ce récit de la bouche du Roi, raconte que cet homme fut encouragé par sa femme, qui lui dit : « Fasse le Ciel que « tu sauves le Roi! il m'est égal ensuite de men-

---

(1) *Quod ab ore ipsius regis haurire mihi datum est.* Elenchus motuum nuperorum a Bateo, p. 230.

« dier mon pain avec mes petits enfants! » Au moment de mettre à la voile, le patron de la barque, voyant un des passagers qui fumait sa pipe dans le visage du Roi, lui dit de s'éloigner, et de ne point incommoder ce gentilhomme. Le passager, soit par hasard, soit qu'il reconnût Charles, recula de quelques pas en murmurant ce proverbe anglais : *Un chien regarde bien le Roi.* Charles vit enfin la barque s'éloigner de ce dangereux rivage. Ses sujets fidèles d'Angleterre et ses amis dispersés dans l'Europe, après trois mois d'incertitude, apprirent qu'il était débarqué sur les côtes de Normandie. De retour à Paris, il fut rejoint par le fidèle (1) Ormonde, que la ruine de la cause royale avait chassé d'Irlande, à la même époque où le jeune Roi vaincu s'échappait d'Angleterre.

---

(1) Memoirs of a cavalier, p. 294.

ARGUMENT DU LIVRE SIXIÈME.

Condamnation du comte de Derby, chef royaliste. Réduction entière de l'Ecosse et des îles Shetland. Vues opposées de Cromwell et du parlement. — Accroissement de la marine anglaise. Origine et motifs politiques de la guerre déclarée aux Etats de Hollande. Succès de Blake. — Nouveaux honneurs accordés à Cromwell. Il est continué dans le titre de gouverneur d'Irlande. Mort d'Ireton; son caractère. — Cromwell fait adopter une amnistie en faveur des Royalistes. — Il anime les officiers contre le parlement. — Il écarte Lambert du gouvernement d'Irlande, et nomme Fleetwood à la place vacante par la mort d'Ireton. — Entretien de Cromwell avec Whitelocke sur le projet de rétablir un gouvernement monarchique. — Nouveaux succès maritimes de l'Angleterre. — Réunion d'officiers où l'on discute le projet de dissoudre le parlement. — Cromwell chasse violemment cette assemblée. — Scrupules affectés de Cromwell. — Discussions sur la forme de gouvernement à établir. — Formation d'un conseil d'état. — Cromwell convoque une assemblée dont il choisit lui-même les membres.

HISTOIRE DE CROMWELL.

LIVRE SIXIÈME.

Après la victoire, commencèrent les supplices, suivant le génie des révolutions. Le parlement fit condamner le brave comte de Derby par une cour martiale; institution arbitraire que Charles avait abolie dans les premières années de son règne. Plusieurs Presbytériens furent exécutés pour ces projets de conspiration qui ne manquent jamais sous un régime oppresseur. Tel était alors l'oubli des principes de justice et d'humanité, que presque tous les prisonniers de l'armée royale (1) furent vendus

(1) The Parliamentary history, v. xx, p. 72.

comme esclaves pour les plantations américaines. Ces barbaries étaient cependant la fin de la guerre civile. La révolution triomphait
1651. dans les trois royaumes. Les petites îles voisines de l'Angleterre, et qui long-temps avaient servi de refuge aux partisans du Roi, suivirent la soumission générale. Jersey, Scilly, furent rendues par les chefs royalistes qui les occupaient depuis le commencement de la guerre. Une femme, la comtesse de Derby, apprenant le supplice de son mari, voulut défendre l'île de Man qu'il lui avait confiée. Elle était française et du sang de la Trimouille. Abandonnée par la garnison qu'elle commandait, son courage fut inutile, et son malheur n'obtint pas même les égards du parlement.

Monk, chargé de poursuivre la réduction de l'Écosse, et maintenant favorisé dans cette entreprise par les grands succès de Cromwell, avait poussé la conquête avec autant d'activité que de rigueur. Maître du château de Sterling, il s'était avancé sur la ville de Dundee, défendue par une forte garnison; et n'ayant pu déterminer le gouverneur à se rendre, il avait

renouvelé dans cette ville, prise d'assaut, l'exemple des cruautés de Cromwell en Irlande, et fait tuer, après le combat, le gouverneur et plusieurs officiers. Fidèle à l'excès dans chacun des partis qu'il embrassa, Monk remplit les ordres de Cromwell avec autant de férocité (1) qu'il montra dans la suite de zèle pour la cause de Charles II. Cette politique sanguinaire hâta la soumission du pays; et les villes, les forteresses encore indépendantes, se rendirent volontairement à ces vainqueurs, qui commençaient à punir la résistance plus cruellement qu'on ne punit la révolte. Quelques efforts furent essayés dans les montagnes d'Écosse, où les derniers débris du parti royal se trouvaient également protégés par l'âpreté inaccessible des lieux et le zèle sauvage des habitants; mais ils furent aussitôt réprimés par le colonel Morgan; et la domination anglaise s'étendit dans toutes les parties du royaume, et même jusqu'aux îles Shetland.

Cromwell, après sa grande victoire, s'était

(1) Clarendon's history, p. 620.

hâté de congédier les milices que l'invasion de Charles et le danger de la république avaient réunies sous ses drapeaux. Ce mouvement patriotique, excité si rapidement à la voix du parlement, contrariait les vues du général qui voulait ne laisser à la république (1) d'autre force et d'autre protection que celle de l'armée qu'il maîtrisait.

Deux objets principaux occupaient le parlement, l'un, de retarder autant qu'il était possible l'époque de sa dissolution; l'autre, d'augmenter la puissance maritime de l'État. Ce dernier projet n'était pas seulement le calcul d'une politique nationale qui portait les forces de l'État vers le point où devait tendre leur développement naturel; il avait encore pour but d'affaiblir l'armée par la concurrence d'une autre force et d'une autre gloire; et sous ce rapport, l'intérêt personnel du parlement s'accordait avec la grandeur de l'Angleterre.

L'intention de hâter la dissolution du par-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 366.

lement fut marquée dès le premier moment du retour de Cromwell. On vit aussitôt reparaître un bill, pour régler la forme et l'époque d'une représentation nouvelle. Cromwell s'en montra le promoteur; mais il rencontrait sur ce point une résistance qu'il n'aurait pas trouvée ailleurs. Sur la seule question de savoir s'il était temps de fixer à l'avenir un terme à la présente session, l'affirmative n'obtint que deux voix de majorité; et, lorsqu'il fallut ensuite fixer ce terme, il fut renvoyé au 3 novembre 1654, ce qui ajournait à trois ans la démission du parlement.

L'impatient Cromwell, qui voyait cette lenteur de la chambre à se dessaisir du pouvoir, avait cherché d'autres moyens d'influence. Whitelocke rapporte une conférence très-remarquable, où Cromwell réunit quelques officiers et plusieurs membres du parlement. Cromwell, sans énoncer d'opinion, proposa la forme monarchique et la forme républicaine. Presque tout le monde reconnut l'avantage d'introduire quelque chose de monarchique dans la constitution de l'État; aveu qui, de la

part de tant de Républicains, pouvait indiquer seulement le progrès de la puissance de Cromwell. Mais Sir Thomas Widdrington, en s'arrêtant à cet avis, conclut que cette portion monarchique devait être remise à l'un des fils du dernier Roi; et il désigna le duc de Glocester, qui n'avait jamais porté les armes contre le parlement, et qui était alors retenu prisonnier dans l'île de Wight. Whitelocke eut la franchise de soutenir la même opinion. Cromwell rompit la séance en disant : « C'est une affaire « d'une difficulté plus qu'ordinaire ; mais je « pense réellement que si la chose pouvait « s'accorder avec le maintien de nos droits, « comme anglais et comme chrétiens, une « constitution dans laquelle il entrerait quel- « que élément monarchique serait fort utile. »

Depuis long-temps la nouvelle république d'Angleterre excitait l'inquiétude et la jalousie des Provinces-Unies de Hollande, dont elle avait d'abord imité l'exemple, et qu'elle effrayait maintenant de son ambition et de son pouvoir. Malgré une paix apparente, les Provinces-Unies avaient fourni des secours à la

cause royale; la mort de Charles avait été vivement désapprouvée par elles. L'assassinat 1652. de l'ambassadeur que leur envoyait le parlement, sans pouvoir leur être imputé, dut augmenter encore entre les deux peuples ces premières causes de défiance et d'animosité. Pendant l'expédition de Charles, le parlement avait essayé de s'assurer leur alliance, et il leur avait député St. John, parent et créature de Cromwell. Cette ambassade fut même signalée par une magnificence que la république avait négligée jusqu'alors, et qui parut destinée autant à la sûreté qu'à la pompe du nouvel ambassadeur, que l'on fit escorter par quarante gentilshommes. Cette démarche n'ayant pas amené de convention décisive, St. John, esprit ardent et impérieux, fut des plus empressés à réclamer dans le parlement de fortes résolutions contre la Hollande. La fin de la guerre civile ne laissait pas craindre au gouvernement le danger d'une autre guerre. Ceux des Républicains qui redoutaient le plus Cromwell, s'emparèrent des plaintes et des projets de St. John, et pressèrent la chambre

de frapper le commerce hollandais par une des prohibitions les plus hardies et les plus injurieuses. De-là naquit ce fameux acte de navigation, par lequel, osant borner et régler le commerce des autres peuples, le parlement préparait l'Angleterre au monopole du monde, et la forçait à la domination des mers, pour qu'une prétention si haute ne fût pas insensée. Un des jurisconsultes du parti parlementaire avait déja annoncé cette audacieuse théorie dans un ouvrage intitulé : *De la souveraineté des mers*. Le parlement osa l'exécuter. Il rendit cet acte, qu'un écrivain appelle la *grande Charte maritime*, comparant son importance au bienfait de la constitution même.

C'est à la fin d'octobre, au moment où il luttait pour prolonger son existence, que le parlement rendit cette loi qui semblait un défi porté à toutes les nations de l'Europe. Un des Républicains les plus ardents, le chevalier Vanes (1), trésorier de la marine, inspirait surtout ces pensées au parlement. Il disait que

---

(1) Stubbs's farther justification of the war, p. 119, in-4°.

l'Angleterre et les Provinces-Unies ayant toutes deux besoin du commerce, étaient irréconciliables, et qu'il fallait ou que les deux peuples fussent confondus en un seul, ou que l'Angleterre subjuguât la Hollande, ou que, par des prohibitions et des entraves, elle écrasât son commerce. Ce projet d'une réunion, qui, sous le génie impérieux du parlement n'eût été qu'une forme d'esclavage, avait été depuis long-temps rejeté par les états-généraux.

Le parlement s'arrêta du moins à l'idée d'enchaîner le commerce de cette nation rivale. Les principaux articles de cet acte, qui fut conservé, mais faiblement soutenu par Charles II, et dont l'exécution a fait la grandeur de l'Angleterre, prescrivaient qu'aucune production d'Amérique, d'Afrique et d'Asie ne serait importée autrement que sur des vaisseaux anglais, et que chaque peuple d'Europe ne pourrait envoyer sur ses vaisseaux que les productions de son sol et de son industrie. Il était impossible que l'exécution de ce bill n'amenât pas des causes de rupture et de guerre. Ces prétentions de l'Angleterre à l'empire de la

Méditerranée, faisaient depuis long-temps partie de la politique du long parlement : elles sont exprimées dans les instructions (1) données à l'amiral Blake, en 1650. Mais l'application plus formelle que l'Angleterre en faisait alors, blessa l'orgueil et l'intérêt des Provinces-Unies. Elles envoyèrent aussitôt des commissaires pour réclamer contre l'acte de navigation. Les commissaires du parlement répondirent par des réclamations opposées ; ils demandaient qu'on leur livrât les Hollandais qui avaient pris part aux cruautés commises vingt ans auparavant dans les colonies anglaises de l'Inde, et que la Hollande reconnût la suprématie du pavillon britannique. C'était demander la guerre. Les Hollandais s'y présentaient, avec l'habitude du succès et leur célèbre amiral Tromp.

Mais l'Angleterre avait pour elle un de ces hommes supérieurs qui s'élèvent quelquefois dans les révolutions, et qui en sont les véritables héros, lorsque sans ambition person-

---

(1) Thurloe's state papers, v. 1, p. 430.

nelle ils n'ont songé qu'à la patrie; incapables d'attenter à sa liberté, assez généreux pour servir constamment sa gloire, même sous la domination d'un oppresseur.

Blake, long-temps officier de l'armée parlementaire, avait pris fort tard le service de la marine, et s'était rapidement élevé au rang d'amiral. Il remplaça l'expérience par des succès. Lorsque la division commençait entre les deux républiques (1), son escadre rencontra la flotte de Tromp qui lui refusa le salut. Le combat suivit; et les Hollandais, malgré leur supériorité habituelle, perdirent deux vaisseaux et beaucoup d'hommes, tandis que la flotte de Blake demeura entière et victorieuse. Les Hollandais réclamèrent encore sur cette violation de la paix; et les deux peuples s'accusèrent mutuellement d'avoir commencé l'attaque. Cromwell (2) et un autre député interrogèrent, au nom du parlement, deux capitaines faits prisonniers dans le com-

(1) The Parliamentary history, v. xx, p. 471.

(2) *Idem.*

bat : sur leur rapport, le parlement rejeta toutes les explications des ambassadeurs de Hollande ; et, accusant cette république d'avoir eu l'intention d'usurper les droits connus de l'Angleterre sur l'Océan, il lui déclara la guerre, déja commencée par une victoire.

Le parlement, qui, paraissant occupé de sa dissolution, en avait si fort retardé l'époque, renouvela le conseil-d'état pour une année, et en fixa le nombre à quarante et un membres. Cromwell et ses principaux amis furent d'abord nommés; mais Vanes, Bradshaw, Haslerig, Harrington, Henri Nevil, tous ces Républicains, ou fanatiques ou éclairés, mais également intrépides, en faisaient partie. Cromwell (1) reçut en même-temps de la chambre une dotation annuelle de quatre mille livres sterling, à prendre sur les domaines confisqués du duc de Buckingham et du marquis de Worcester, et quelque temps après, sa commission de capitaine-général fut renouvelée et s'étendit encore à l'Irlande. Cromwell venait de perdre

(1) The parliamentary history, v. XIX, p. 230.

dans ce royaume le principal appui de sa grandeur, et peut-être un des obstacles de son ambition, Ireton, son gendre, son ami le plus cher, et pourtant célébré comme un Républicain sincère par Ludlow lui-même. Après avoir poussé la guerre d'Irlande et s'être emparé de Limerick, ce général était mort d'une fièvre contagieuse. Aucun homme, suivant Whitelocke (1), n'était plus estimé de Cromwell, et n'avait plus de pouvoir sur lui. C'était un esprit fier et violent; mais d'abord élevé pour l'étude des lois, il porta, au milieu de la guerre civile et jusque dans la proscription de l'Irlande, une sorte de rectitude et de justice sévère. Quelques jours avant sa mort, il avait fait punir un officier anglais pour un acte de violence. Ludlow fait un magnifique éloge de son équité, de ses vertus, et de son zèle désintéressé pour la patrie. Le parlement, pour payer ses services, lui ayant assigné un revenu de deux mille livres sterling (2), il s'offensa de

(1) Whitelocke's memorials, p. 440.
(2) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 371.

cette libéralité, et répondit « qu'il n'avait pas « besoin de leurs terres, qu'il n'en voulait pas; « et qu'il aimerait mieux voir le parlement « zélé pour le service de la nation, que si « prodigue du bien public. »

Il ne paraît pas que le fanatisme religieux ait eu part dans la conduite d'Ireton: il était tout à la guerre et à la politique, et se piquait seulement d'une inflexible sévérité. Dans les rigueurs de son administration d'Irlande, une femme d'une illustre maison étant venue lui demander grace pour un de ces délits si faciles et si communs sous des lois barbares, il dit à Ludlow: « Quelque cynique que je sois, les « larmes de cette femme m'ont touché, » et il consentit à lui accorder une sauve-garde. Il paraît (1) que Cromwell apprit sans regret la mort d'un parent et d'un ami si zélé pour la république; et, dans les grands honneurs qu'il fit rendre à sa mémoire, Ludlow ne voit qu'une vanité fastueuse, bien contraire aux intentions d'Ireton, et que ce véritable Républicain aurait désapprouvée s'il avait pu la

(1) Ludlow's memoirs, v. II, p. 603.

prévoir. En effet, son corps fut enseveli avec beaucoup de solennité dans Westminster, parmi les tombeaux des rois. La chambre ordonna en même-temps que ses enfants, et sa veuve, fille de Cromwell, jouiraient d'une pension de deux mille livres sterling, assignée sur les terres d'un seigneur proscrit.

C'est une chose remarquable que l'activité du parlement dans la dernière époque de son existence incertaine et menacée. Cromwell, lorsqu'il se fut emparé du pouvoir, exécuta peu de grandes choses qui n'aient été dès-lors conçues et commencées. Aussitôt que la conquête fut affermie en Écosse et en Irlande, l'idée de réunir les trois royaumes frappa cette assemblée. Des commissaires furent envoyés en Écosse pour préparer cette réunion qui devait avoir pour résultat de détruire dans ce pays la puissance féodale des seigneurs, et de faire entrer l'Écosse en partage du gouvernement et de la représentation britanniques. Le parlement tournait aussi son attention sur un projet souvent réclamé dans les adresses de l'armée, l'introduction de la langue nationale

dans la jurisprudence et la procédure des tribunaux. Enfin, il s'occupait de pourvoir à tous les besoins de la guerre maritime qu'il avait entreprise, et que de grands succès justifièrent bientôt. La vente du bien des proscrits, la confiscation des domaines royaux en Écosse, l'accroissement des impôts, étaient les ressources de cette guerre. Le peuple supportait ces charges sans murmure; et le parlement, couvert de la gloire de ses amiraux, paraissait redoutable à toute l'Europe, tandis que le bras de Cromwell était levé pour l'abattre.

Les victoires de Blake se succédaient rapidement. George Ayscough, envoyé l'été précédent pour réduire sous l'autorité de la république les possessions anglaises dans les mers de l'Inde, était revenu vainqueur et s'était réuni à Blake. Cet amiral le chargea de défendre les côtes d'Angleterre, et vint détruire les pêcheries hollandaises (1) au nord de l'Écosse. Le commerce de harengs, qui compose la richesse des Hollandais, et qui se fait

(1) The life of admiral Blake, p. 58.

presque sans aucuns frais, sur de petits vaisseaux montés par des enfants et des femmes, était sous la protection de douze vaisseaux de guerre que Blake enleva facilement, et dont la prise lui livra l'immense convoi qu'ils escortaient. De plus hardis succès attendaient 1652.
les armes de Blake. George Ayscough, en son absence, avait vaincu près de Plymouth la flotte de Tromp. Blake, sans déclaration de guerre, sans ordre du parlement, attaqua une escadre française qui protégeait le commerce de la ville de Dunkerque contre l'Espagne. Il s'empara de plusieurs vaisseaux, et fit un grand nombre de prisonniers. Telle était l'indépendance de l'amiral anglais et la faiblesse de l'administration française, que cette violation de la paix n'attira nul reproche à Blake, et n'excita point la guerre entre les deux États. Le parlement (1) consentit à rendre les soldats et les matelots prisonniers. Mais cette diversion avait fait tomber Dunkerque aux mains des Espagnols, ennemis de la France. Blake,

(1) The Parliamentary history, v. xx, p. 100.

dans un nouveau combat contre Ruyter, s'empara du vaisseau vice-amiral, et coula à fond deux autres vaisseaux. Enfin il eut la gloire de combattre ensemble les deux grands hommes de la Hollande, Ruyter et Tromp, réunis à la tête d'une flotte deux fois supérieure en nombre à l'escadre anglaise ; et s'il fut réduit à céder, il renvoya la flotte victorieuse plus maltraitée que ne l'était la sienne.

Ces événements se pressèrent en moins d'une année, et agrandirent dans toute l'Europe le nom de la république d'Angleterre qui allait tomber sous le joug de Cromwell.

Ce général commençait à déployer une modération jusque-là fort étrangère à sa politique, et dont les ambitieux ne s'avisent guères dans les révolutions, que lorsqu'ils croient le temps venu de les terminer à leur profit. Il faut voir (1) dans Ludlow l'inquiétude des Républicains sur cette conduite. Cromwell se rapprochait chaque jour davantage des membres du parlement qui avaient été le plus contraires

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 448.

à la violence de ses desseins. En même-temps il affectait de protéger les Royalistes, et il pressait de tout son crédit l'adoption d'un acte d'amnistie en leur faveur. Par ces ménagements, il cherchait à se faire un appui hors du parti républicain, et semblait déja prévoir que les plus incommodes adversaires de son usurpation ne se trouveraient point parmi ceux qui avaient combattu la révolution. Il alléguait avec art la nécessité de calmer les esprits et de prévenir un désespoir qui armerait de nouveau les partisans de la cause royale. Cependant l'acte d'amnistie éprouva beaucoup de résistance; ceux qui espéraient que de nouveaux jugements produiraient des confiscations utiles à l'état, voulaient en différer l'adoption. L'ascendant et la volonté de Cromwell emportèrent la loi, qui fut promulguée le 21 mars 1652, époque où la cause royale avait encore des défenseurs sous les armes dans plusieurs parties de l'Écosse et de l'Irlande.

Rien ne put fléchir l'obstination du général, dit Ludlow (1), et l'acte passa, le parlement

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 448.

ne pouvant se résoudre à lui refuser aucune demande tant soit peu spécieuse. Toute l'Angleterre sut qu'on en était redevable à Cromwell (1), qui rejetait ainsi sur les Républicains la haine de ses propres violences.

Cependant Cromwell, en même-temps qu'il accoutumait les Royalistes à sa protection et à son indulgence, se ménageait un appui parmi leurs plus implacables ennemis. Il affectait, plus que jamais, de faire l'honnête homme, dit Ludlow, pour attirer dans son intérêt le colonel Harrisson et le colonel Rich; mais cela concourait encore à son but principal. En présence de ces sectaires intraitables il déclamait contre la corruption du clergé et de la justice. Mais il avait soin de tourner leur haine sur le parlement, dont la mollesse entretenait tous ces abus. Il allait publiant par-tout que ce corps, sans aucune vue de bien public, ne cherchait qu'à se perpétuer dans le pouvoir. Enfin, Ludlow convient qu'à force de calomnies il était parvenu à faire desirer la disso-

---

(1) *Elenchus motuum nuperorum in Anglia*, p. 204.

lution du parlement, à beaucoup de gens des plus honnêtes et des mieux intentionnés (1); ce qui chez Ludlow signifie nécessairement les plus zélés Républicains : et comme il y a toujours dans les grandes assemblées des hommes disposés à trahir leur propre pouvoir en faveur de la puissance qui s'élève, des membres même du parlement se prêtèrent aux vues de Cromwell. Les chaires des églises commencèrent à retentir de déclamations contre le parlement. On prédisait sa dissolution comme prochaine et ordonnée par le Seigneur. Cromwell, qui inspirait ces faciles prophéties, paraissait les désavouer. Il cherchait encore à couvrir sa puissance de l'assentiment de la chambre, et il affectait même de conserver tous les scrupules d'un Républicain. Il se servit de ce dernier moyen pour écarter Lambert, dont il redoutait l'ambition, et qui, par cette ambition même, se réduisit plus tard au rôle de l'un des plus dociles instruments du protecteur. La commission de lord-lieutenant d'Ir-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 449.

lande, dont Cromwell avait été revêtu pour trois ans, était expirée, et la mort d'Ireton laissait vacant le poste où Cromwell l'avait placé lui-même. Le parlement désigna pour la remplir le lieutenant-général Lambert, qui depuis long-temps ambitionnait cet honneur. Cromwell (1) et ses amis dirent hautement qu'un pareil titre et le pouvoir indépendant qui s'y attachait, étaient un reste des formes monarchiques, incompatible avec un état républicain. Le parlement, docile aux vues de Cromwell, et voulant pourvoir sous un titre plus modeste à l'administration de l'Irlande, se contenta de voter que l'acte qui nommait Olivier Cromwell capitaine-général des forces et des armées anglaises, s'étendrait à l'Irlande, et que le général serait requis de déléguer quelqu'un pour commander en son nom. Cromwell choisit Fleetwood, auquel il avait donné en mariage sa fille, veuve d'Ireton, et qui avait ce qu'il faut de talent pour bien servir sans pouvoir se passer d'un maître. Il eût sou-

(1) Ludlow's memoirs, v. 1, p. 413.

haité que l'administration civile fût confiée à Whitelocke, dont le crédit et l'impartialité le gênaient dans le parlement. Mais Whitelocke refusa cet honneur, en proportion même des instances que Cromwell fit personnellement près de lui.

Cromwell alors fit attribuer à Fleetwood les fonctions civiles ainsi que le pouvoir militaire. Le but principal de Cromwell était d'affaiblir en Irlande l'autorité de Ludlow, que lui-même y avait envoyé, mais dont il redoutait l'indépendance et le courage. Cependant le lieutenant-général Lambert parut d'abord profondément blessé de l'injurieuse exclusion que lui attirait Cromwell. Il éclata par des plaintes amères contre le général et son parti; mais cette ame altière et avide de pouvoir consentit bien vîte à prendre le change dans ses ressentiments; et Cromwell se servit de l'offense qu'il avait faite à Lambert pour lui inspirer une haine violente contre le parlement qui s'en était rendu l'instrument, et pour préparer ainsi, par le concours d'un si redoutable ennemi, la chûte du seul pouvoir

qui fit obstacle à son ambition. Le parlement n'ignorait pas ces attaques artificieuses et opiniâtres; et Cromwell, sans révéler toute sa haine, tentait le zèle de ses amis en leur confiant à demi, et avec une sorte de regret, les violences qu'il méditait contre le parlement.

Ce fut ainsi qu'il se plaignit à Vernon, quartier-maître-général de l'armée, que deux partis opposés le poussaient à un dénouement, auquel il ne pouvait songer qu'*il ne sentît ses cheveux se hérisser.* « L'un de ces partis, di-« sait-il, est conduit par le major-général Lam-« bert, qui ne peut pardonner l'injure que le « parlement lui a faite, en ne lui permettant « pas de commander en Irlande avec un titre « égal à son mérite. L'autre parti a pour chef « le major Harrisson; c'est un honnête homme « qui a de bonnes intentions, mais tant d'im-« patience qu'il ne peut attendre le jour du « Seigneur; il me presse de faire une chose « dont lui et tous les honnêtes gens auront « lieu de se repentir. » Affectant ainsi d'être emporté par des factions qu'il avait lui-même entretenues ou fait naître, Cromwell voulait

amener les choses dans un tel désordre, qu'on eût besoin d'un médiateur pour sauver la nation de la fureur des partis.

En butte à ce dangereux adversaire, le parlement avait pour sa défense le succès de sa flotte. La fin de l'année 1652 était marquée par de nouvelles victoires ; et la guerre, continuant toujours, exigeait de grands armements maritimes qui favorisaient le projet de réduire l'armée de terre. Le parlement décréta que plusieurs régiments seraient employés dans le service de la marine. Cromwell, qui connaissait le caractère et l'ame républicaine de Blake, eut soin de faire passer sur la flotte, avec le titre de vice-amiral, le lieutenant-général Monck, dont il avait éprouvé la docilité en Écosse.

Ludlow raconte que, sous le prétexte de fournir aux frais de la guerre de Hollande et dans l'intention réelle de traverser Cromwell, le comité maritime proposa de vendre Hampton-Court et les autres maisons royales, qui pouvaient être des amorces pour l'ambition d'un usurpateur.

La supposition de Ludlow est bien naïve,

et la souveraineté même sans apanage n'en aurait pas moins tenté Cromwell; mais il est possible que le parlement, par une illusion
1652. assez commune, s'amusât gravement à proscrire les restes de la magnificence monarchique, au moment même où il abandonnait à Cromwell la réalité du pouvoir. Les corps s'occupent de formalités extérieures, tandis qu'ils perdent la force, et c'est ordinairement la veille d'une usurpation qu'on renouvelle le serment à la liberté.

On ne peut douter que Cromwell ne pensât dès-lors à se faire Roi, et que les incertitudes d'une si grande ambition n'aient seules prolongé l'existence du parlement. Whitelocke, que Cromwell estimait, et dont il consultait l'opinion dans toutes les circonstances décisives, a transcrit fort longuement une conversation qu'ils eurent à cette époque. On y peut voir et la politique du général et l'aveu de sa puissance, dans la bouche même d'un Républicain. Cromwell, qui avait recherché cet entretien, après de grands témoignages de confiance pour Whitelocke et d'inquiétude sur

la chose publique, reprend l'éternel reproche fait au parlement d'envahir toutes les places et tous les honneurs au préjudice de l'armée, dont il peint le mécontentement et la résistance. Ce partage inégal, la corruption et l'iniquité du parlement, la vie scandaleuse de ses principaux membres, lui paraissent menacer l'État d'une ruine inévitable, à moins qu'il ne s'élève un pouvoir assez fort pour redresser tant d'abus. Whitelocke alléguant, que le parlement ne peut être redressé, puisqu'il est la suprême autorité (1), Cromwell laisse échapper toute son ambition dans ces mots: *et si quelqu'un se faisait Roi.* Whitelocke qui cédait volontiers à la force, mais qui tenait beaucoup au maintien des formes de la liberté, prouve très-bien que Cromwell n'a pas besoin de ce titre. « Vous possédez déja, dit-il, tout le « pouvoir militaire comme général; votre in-« fluence détermine les nominations dans le « civil. Sans que vous ayez le privilége d'un « vote négatif, les lois que vous n'approuvez

(1) Whitelocke's memorials, p. 524.

« pas sont rarement admises; les taxes une fois « établies vous disposez de l'argent; quant aux « affaires du dehors, si le cérémonial des am- « bassades s'adresse à la chambre, c'est de vous « que dépend le succès. C'est près de vous que « se font les démarches particulières des mi- « nistres étrangers. » Cromwell, dans sa réponse à cette objection qui n'avait pas dû lui déplaire, paraît croire, d'après d'anciens exemples, que le titre de Roi donnerait plus de stabilité à ses actes, et plus de sécurité à ses partisans. Mais Whiteloke ayant prouvé sans peine que ce titre ne serait pas une garantie contre la victoire du parti contraire, ne craignit pas d'aller plus loin, et de montrer que cette ambition du général changeait la question politique, et qu'au lieu de laisser le débat entre la monarchie et la liberté, elle le transportait sur un terrain moins favorable entre Cromwell et Stuart. Ce parallèle conduisit Whitelocke à une révélation plus hardie. Après avoir exposé les périls de l'État, les jalousies, les inimitiés qui environnaient Cromwell, il lui conseilla de profiter de la mauvaise for-

tune de Charles II, pour lui rendre avec avantage un trône qu'il ne pouvait garder.

« Vous pouvez, lui dit-il, par un traité secret, « assurer votre fortune et celle de vos amis. « Vous pouvez donner à vous et à votre pos- « térité autant de grandeur et de consistance, « suivant les probabilités humaines, qu'un sujet « en a jamais obtenu. Vous pouvez donner au « pouvoir monarchique des limites qui garan- « tiront nos libertés civiles et religieuses, et la « cause dans laquelle nous sommes tous en- « gagés. Il vous suffira, pour atteindre ce but, « de conserver dans vos mains le commande- « ment de la milice. » Cromwell, sans paraître offensé d'un semblable conseil, rompit la conversation, et depuis lors il rechercha beaucoup moins l'entretien de Whitelocke, et fut avec lui froid et peu communicatif, jusqu'au moment où il trouva l'occasion de l'éloigner par une ambassade. Du reste, on ne doit pas s'étonner que ce conseil ait mal réussi, et l'on n'y reconnaît pas le grand sens de Whitelocke. Les garanties même qu'il voulait ménager dans une pareille transaction en prouvaient l'absur-

dité. Cromwell ne se serait jamais fié au pardon, ni Charles au repentir. Le Roi aurait redouté les sauvegardes qu'il aurait accordées. La politique est plus sévère que la religion: il y a pour elle des crimes inexpiables, et des conversions impossibles, parce qu'on doit les supposer telles.

Cromwell, qui ne voyait avec raison de sûreté personnelle que dans la grandeur de son pouvoir, et qui cherchait seulement quelle forme il donnerait à ce pouvoir, renouvela, dans d'autres occasions, l'épreuve qu'il avait faite sur l'esprit de Whitelocke. Quelques ministres puritains de Londres qu'il consulta sur son projet, le trouvèrent illégal et impraticable. Il discuta tranquillement le premier point, et leur demanda l'explication du second. « Votre projet, « lui répondirent les ministres, est opposé aux « vœux de la nation ; vous aurez contre vous « neuf personnes sur dix. » A la bonne heure, dit Cromwell, laissant échapper son secret, qui est une des plus anciennes vérités du monde; « mais si je désarme les neuf premiers, et que « je mette une épée dans la main du dixième, « cela ne fera-t-il pas l'affaire ? »

La résistance qu'il trouvait dans les idées républicaines des parlementaires et des ecclésiastiques les plus dévoués à sa cause, le déterminait à ne se plus servir que de l'armée 1653 pour achever l'établissement de son pouvoir.

D'une autre part, le souvenir des Stuarts rappelé même devant lui par ceux qui songeaient au retour d'une forme monarchique, l'avertit d'éloigner d'Angleterre le plus jeune des fils de Charles, le duc de Glocester, retenu prisonnier dans l'île de Wight. Cet enfant fut renvoyé en Hollande, près de sa sœur douairière d'Orange. Cette précaution prise, Cromwell ne s'adressa plus qu'à l'armée pour y trouver l'appui de ses desseins. Il inspirait ouvertement à tous ses officiers un esprit de haine et de mépris contre le parlement. Il publiait par-tout ces mêmes accusations, qu'il avait confiées à l'oreille de Whitelocke. Une réduction de mille livres sterling par mois sur la paie de l'armée, quoique opérée de l'avis même de Cromwell, augmenta cette animosité militaire qui s'exhalait par les termes les plus outrageux. Dans cet avilissement de

l'autorité législative, les flottes anglaises maintenaient au plus haut degré la gloire de l'Angleterre. Une nouvelle bataille, disputée trois jours, coûta soixante-dix vaisseaux à la Hollande. Ses armées étaient humiliées, son commerce détruit, ses pêcheries interrompues; et tout cela pour un point d'honneur. Une république marchande ne pouvait soutenir plus long-temps, pour un semblable motif, une guerre si ruineuse. Le gouvernement hollandais se résolut à demander la paix, et consentit à reconnaître la suprématie des Anglais dans les mers britanniques, et même à leur payer trois cent mille livres sterling. Neuport et quelques autres négociateurs furent envoyés avec ces instructions. Mais les affaires du parlement étaient trop mauvaises dans l'intérieur pour qu'il abandonnât volontiers une guerre, qui seule lui donnait encore de l'action et de l'importance. Il y avait d'ailleurs dans cette assemblée une âpreté de patriotisme, un sentiment de grandeur nationale difficile à satisfaire. Les négociateurs hollandais voyant qu'ils n'obtiendraient rien de ce côté, tournèrent

toutes leurs vues et toutes leurs intrigues vers Cromwell, dont l'intérêt était différent. Ludlow ajoute même qu'ils eurent part au projet de dissoudre le parlement, et qu'ils encouragèrent 1653. Cromwell à cette violence qui leur promettait un nouveau gouvernement plus favorable à la paix.

Mais Cromwell avait peu besoin d'être excité, et il trouvait d'ailleurs assez d'encouragement et d'appui dans les prétentions des militaires, et leur mépris pour les gens de robe qui régnaient par les victoires de l'armée. Chaque jour les officiers adressaient au parlement des pétitions plus expressives, et où on lui demandait plus clairement de se séparer. On lui répétait qu'il ne pouvait pas faire d'action plus populaire. La foule de ceux qui tenaient ce langage prévoyait bien sans doute que la dissolution du parlement ne servirait qu'à l'élévation d'un homme; mais, amis du pouvoir absolu, comme militaires, et attendant tout de Cromwell comme ses créatures, ce n'était pas là ce qu'ils devaient éviter ou craindre. Un seul officier, le major Streater,

montra plus de noblesse et de franchise. Il déclara (1), dans une réunion militaire, que le général voulait s'élever au-dessus de tout le monde, et que c'était trahir la cause glorieuse pour laquelle tant de sang avait coulé. Il parlait devant Harisson, l'un des plus ardents soutiens de l'indépendance, considéré pour ses talents militaires et son désintéressement, toujours appelé honnête homme par Ludlow, mais infatué des rêveries d'une secte qui s'intitulait *les gens de la cinquième monarchie*, parce qu'elle attendait sur la terre une royauté spirituelle en la personne de Jésus-Christ. Cet homme, instrument d'autant plus admirable qu'il était dupe, répondit gravement : Qu'il était bien assuré que le général ne se cherchait pas lui-même dans cette œuvre, mais qu'il faisait cela pour préparer la voie à Jésus-Christ, et lui mettre le sceptre dans la main. Le major Streater répliqua : « Que si Jésus-Christ « ne se dépêchait, il arriverait trop tard, et « trouverait la place prise. »

---

(1) The life of Olivier Cromwel, p. 236.

Cependant la chambre des communes, attaquée de toutes parts, s'occupait le plus lentement possible d'un bill sur les prochaines élections et sur la forme de l'assemblée qui 1653. devait lui succéder. Mais Cromwell, après quatre mois d'intrigues et d'attente, désespérant d'amener la chambre à se dessaisir volontairement du pouvoir, résolut d'aviser lui-même à sa dissolution.

Le 19 avril, il réunit dans son logement de White-Hall ses principaux amis du parlement et de l'armée, pour discuter cette grande question. Quelques députés, dociles à l'ascendant de Cromwell sur tout autre point, s'opposerent à la dissolution, comme à une mesure illégale, que ni la conscience ni la politique ne sauraient approuver. Personne ne s'expliqua si librement que Whitelocke et sir Widdrington. Mais le jurisconsulte St.-John, parent de Cromwell, insista sur la nécessité de dissoudre, sans délai, le parlement. Ce fut le vœu de tous les officiers présents. Ils dirent clairement que la chose était *indispensable*, *et qu'il fallait la faire d'une manière ou*

d'une autre. Cromwell parut désapprouver la violence, ou plutôt l'indiscrétion de ces dernières paroles.

Le lendemain on se réunit encore chez le général, et on discuta la formation d'un conseil provisoire de quarante personnes, officiers et députés, pour faciliter la dissolution immédiate de la chambre, et assurer le gouvernement jusqu'aux nouvelles élections. Whitelocke nous raconte qu'il combattit le projet par la crainte d'être personnellement appelé à ce conseil; mais pour beaucoup d'autres cette chance devait être un motif d'ambition et de complicité. Cromwell, informé durant ce débat, que la chambre était assemblée et qu'elle allait se dissoudre, rompit la conférence. Les députés qu'il renvoyait se rendirent à la séance et la trouvèrent occupée par l'examen d'un acte indifférent, qui devait entraîner d'autres débats et prolonger encore la session. Ludlow, qui était alors éloigné du théâtre des événements, et qui, par un sentiment naturel, aimait à charger de tous les torts le destructeur de la liberté, pré-

tend que Cromwell ne voulut pas laisser à la chambre la popularité d'une démission volontaire, et qu'il eut la mauvaise foi de la chasser à l'instant où elle allait se dissoudre. 1643.
Mais d'après le récit de Whitelocke, Cromwell ne choisit la violence qu'à la dernière extrémité. Cette supposition, plus vraisemblable, s'accorde mieux avec l'intérêt manifeste de Cromwell, et l'ambitieuse fermeté du parlement.

Tandis que Cromwell, resté à White-Hall, après avoir congédié ses amis, attendait d'heure en heure la dissolution volontaire de la chambre, le colonel Ingolsby accourt lui annoncer que la chambre s'avise de délibérer sur un autre sujet, et qu'elle cherche à retarder ce dénouement. Cromwell, dans un transport de colère, fait commander quelques compagnies de grenadiers, marche à leur tête à Westminster, distribue les soldats dans le vestibule, près de la porte, et entre brusquement dans la salle. Cependant il s'asseoit, il écoute, et de sa place fait signe au major Harisson de s'approcher. *Le temps est venu*, dit-il, *le*

parlement est assez mûr pour être dissous. Le major racontait lui-même à Ludlow qu'il répondit : *Monsieur, c'est une grande et dangereuse entreprise, et je vous prie d'y faire une sérieuse attention, avant de vous y engager.* Cromwell parut se calmer : quelques minutes après, il se lève : *C'est le temps,* dit-il à Harisson, *il faut le faire;* et interrompant la discussion, il commence une invective contre le parlement, lui reproche, dans les termes les plus outrageants, « de n'avoir pas de cœur « au bien public, d'embrasser les sales intérêts « des Presbytériens, de soutenir la tyrannie « des Légistes, de s'éterniser dans le pouvoir, « et d'être un instrument indigne, que le « Seigneur a rejeté. » Il semblait, en parlant, tout hors de lui et tout agité de fureur. Dans le trouble de cette scène, le chevalier Wentworth prend la parole, pour s'étonner qu'un discours si peu convenable soit adressé au parlement, et, ce qui est plus extraordinaire, sorte de la bouche d'un homme que le parlement avait comblé d'estime et d'honneur. Mais Cromwell s'élançant au milieu de la salle :

Allez, allez, dit-il, *je mettrai fin à votre babil.* Puis courant çà et là, et frappant du pied : *Vous n'êtes plus un parlement*, s'écrie-t-il, *je terminerai vos séances. Qu'on les fasse entrer, qu'on les fasse entrer.* A ces mots, la porte étant ouverte par l'huissier même du parlement, le lieutenant colonel Wolsey paraît à la tête de deux files de mousquetaires qui parcourent la salle. Le chevalier Vane, l'un des meilleurs Républicains de l'assemblée, dit à haute voix : Que ce procédé n'est pas légal, qu'il est contraire à tout principe. Cromwell s'emportant à de nouvelles injures, s'écrie, comme un homme égaré : *Chevalier Henri Vane, Henri Vane, le Seigneur me délivre du chevalier Vane.* Puis regardant Martin et Wentworth, il dit, dans un langage plus cynique : *Voilà des débauchés ;* à d'autres : *Voici des ivrognes ;* à d'autres : *Voici des hommes injustes et corrompus, des Chrétiens scandaleux.* Puis montrant la masse de l'orateur : *ôtez de là cette marotte*, dit-il.

Pendant ce tumulte, l'orateur était demeuré immobile dans sa chaire. Le major Harisson

vint à lui, et l'avertit d'en descendre. L'orateur ayant répondu qu'il ne céderait qu'à la force. *Je vous prêterai mon bras*, dit Harisson, et il le tira violemment de son siége. Cependant Cromwell disait à la foule des membres du parlement : « C'est vous qui m'avez forcé « de faire cela, car j'ai cherché nuit et jour « le Seigneur, afin qu'il me fît mourir plutôt « que de m'employer à l'exécution d'une telle « œuvre. » Allen, membre du parlement et autrefois trésorier de l'armée, hasarda de répondre que les choses pouvaient encore se réparer, qu'il suffisait d'éloigner les soldats et de rapporter la *masse*. Mais Cromwell, dans une nouvelle fureur (1), prenant tout-à-coup Allen à partie, l'accusa d'être redevable de cent mille livres sterling, le menaça de le poursuivre, et le fit arrêter par un soldat ; ensuite il donna des ordres pour enlever tous les papiers de la chambre ; il arracha lui-même au clerc le projet de l'acte de dissolution ; et, après avoir vu sortir devant lui tous les membres,

(1) Ludlow's memoirs, v. II, p. 458.

il fit fermer les portes, et se retira dans le palais de White-Hall (1).

Ainsi tomba le pouvoir de ce parlement, qui avait renversé le trône. Sa chûte fut généralement agréable à l'Angleterre, fatiguée de sa durée tyrannique. Les Royalistes triomphèrent de cet événement comme d'une vengeance; quelques-uns en tirèrent des probabilités favorables à leurs vœux; beaucoup d'autres, sans se faire illusion sur les projets de Cromwell, et détestant son crime, pardonnèrent à son despotisme, et virent, avec une aveugle joie, cette liberté, qui leur avait été si fatale, punie et humiliée par la main d'un oppresseur.

Les hommes indifférents et éclairés, s'il y en avait alors, ne purent apercevoir dans cette catastrophe que le dénouement honteux et

---

(1) Le lendemain, on trouva écrit sur la porte de la chambre : Maison à louer, non meublée. Ce burlesque coup d'état fut annoncé de la manière suivante, dans le *Mercurius politicus*, gazette autorisée : « Le lord-général a développé dans le parlement divers motifs pour fixer immédiatement le terme des séances, ce qui a été fait sans difficulté. L'orateur et tous les membres s'étaient retirés. Les causes de cette mesure seront probablement publiées sous peu de temps. » (p. 323).

inévitable de toute révolution qui, renversant l'ordre social, tombe elle-même sous le joug de la force qu'elle emploie. Ce parlement, destructeur de la constitution de l'État, violateur des lois qu'il avait faites, persécuteur de ses propres membres, ce parlement que tant de proscriptions successives, et l'intervention des soldats réclamée par les Indépendants, avaient réduit à une minorité sans force et sans droit, ce parlement, dont la durée, dont le nom même était une usurpation, n'avait au fond aucune plainte légitime à faire, et subissait l'exemple qu'il avait donné. Le jour où les Indépendants firent mettre des gardes à la porte de Westminster, firent chasser, firent arrêter leurs collègues par les dragons du colonel Pride, ce jour-là ils justifièrent d'avance Cromwell, ils méritèrent ce qu'ils souffrirent. Et par une circonstance remarquable, ce premier attentat contre la liberté du parlement avait été l'époque et l'occasion du grand crime contre le trône, dont la chûte entraîna bientôt les derniers débris de la puissance civile, et le parlement lui-même.

Un Républicain célèbre, auquel Montesquieu fait le reproche, applicable à beaucoup d'autres, de *n'avoir cherché la liberté qu'après l'avoir méconnue*, Harrington, qui siégeait dans cette assemblée si violemment détruite, avoue qu'elle formait une oligarchie sans contre-poids et sans règle. Il va même jusqu'à célébrer la violence exercée par celui qu'il appelle (1) un *victorieux capitaine*, un *incomparable patriote;* et il lui suppose la généreuse ambition, il le flatte de la gloire de ressembler à Lycurgue, en se faisant l'unique législateur d'un peuple, pour lui donner plus sûrement la liberté. Milton prodiguait à Cromwell les mêmes éloges, en affectant la même confiance. Ces prières, ces adulations adressées à un général tout-puissant pour obtenir de lui cette liberté qui ne se donne pas, amusèrent quelque temps l'espoir des Républicains sincères, et servirent de décoration à l'esclavage des autres.

Cromwell ainsi délivré de la chambre des

(1) Common wealth of oceana, p. 49.

communes, seul pouvoir de l'Angleterre, n'avait aucun motif de conserver le conseil-d'état institué par elle, en partie composé de ses membres, et qui était en quelque sorte son ministère. Cromwell se rendit le soir du même jour au lieu des séances du conseil-d'état; il était accompagné de Lambert, servile et ambitieux instrument de sa grandeur, et du major Harrisson, qui poussa jusqu'au dernier moment son fanatisme et sa bonne foi. « Messieurs, dit « Cromwell, si vous êtes assemblés comme par« ticuliers, votre réunion ne sera pas troublée; « mais si vous êtes formés en conseil-d'état, ce « n'est pas un lieu propre à vous recevoir; et, « comme vous ne pouvez ignorer ce qui s'est « fait ce matin à la chambre, apprenez égale« ment que le parlement est dissous. » Bradshaw, président du conseil, répondit avec noblesse : « Nous savons ce que vous avez fait ce matin « à la chambre, et dans peu d'heures toute « l'Angleterre le saura. Mais vous vous trom« pez de croire le parlement dissous. Il n'y a « sous le ciel d'autre autorité que la sienne « qui puisse le dissoudre; sachez cela. » Le ré-

publicain Haslerig et quelques autres élevèrent aussi la voix. Mais enfin le conseil-d'état (1), redoutant une violence pareille à l'expulsion 1653. de la chambre, se sépara sans résistance.

Au moment où Cromwell fut seul maître, il affecta d'être inquiet et embarrassé d'un si grand pouvoir; et, ayant fait venir deux officiers qui s'étaient montrés peu favorables à son élévation, il leur dit, « qu'il était épou- « vanté du fardeau des affaires. Il les pria de « le délivrer des tentations qui le menaçaient, « et d'aller immédiatement chez le chef de « la justice, St.-John, et chez Selden, autre « jurisconsulte célèbre, pour les persuader de « faire au plus vîte un plan de gouvernement « qui retirât le pouvoir d'entre ses mains. » L'un de ces officiers, le major Salloway, lui répondit : « Vous avez, monsieur, un moyen « très-simple d'éviter la tentation, c'est de ne « pas vous y croire exposé, et de rester con- « vaincu que le gouvernement de la nation « appartient au peuple anglais. » Mais cette

(1) Ludlow's memoirs, v. II, p. 461.

opinion, qui avait fait la révolution, commençait à perdre de sa force devant la fortune croissante et le génie de Cromwell. Dans une
1653. déclaration qui parut le 22 avril, sous la signature du lord-général et de son conseil d'officiers, il n'est plus parlé de la suprême autorité du peuple. C'est l'armée qui a voulu remédier aux abus, et prévenir la perpétuité du parlement; il lui a paru nécessaire que l'autorité fût transmise par le parlement à des personnes honnêtes et craignant Dieu. On indique dans la déclaration les conférences que Cromwell avait ménagées à ce sujet, avant la dissolution de la chambre.

On ajoute que le parlement a voulu se perpétuer, et qu'il exposait ainsi les honnêtes gens et la bonne cause à tous les maux. « Alors, dit « la déclaration, nous avons été nécessités, « quoique avec répugnance, de mettre fin à « ce parlement; ce que nous avons fait dans « la droiture de notre cœur, avec l'intention « pure et manifeste d'appeler au gouverne- « ment des personnes d'une honnêteté et « d'une fidélité reconnue. » Ces paroles sont

remarquables, parce qu'elles préparent et expliquent le parti singulier que prit bientôt Cromwell, qui, n'osant pas priver les Anglais de l'apparence d'une assemblée, et craignant de hasarder son pouvoir contre la liberté des élections populaires, nomma lui-même tous les membres d'un nouveau parlement. Les derniers mots de la déclaration étaient un ordre à tous les officiers judiciaires et civils de continuer l'exercice de leurs fonctions, et à toute personne de leur rendre obéissance, comme pendant la session du parlement. Ce dernier ordre ne trouva point de résistance. Il semblait que tout fût préparé pour recevoir une puissance nouvelle. Les comtés, les corps militaires, les flottes se soumirent. Les adresses, les félicitations arrivaient de toutes parts. Le sage Whitelocke lui-même, après la déclaration, ne se fit pas scrupule de continuer ses fonctions de commissaire du sceau, se disant à lui-même pour excuse (1), qu'il était nommé par le parlement; et il apposa le sceau de la

(1) Whitelocke's memorials, p. 530.

république aux ordres absolus de Cromwell.

Du reste, la première forme du gouvernement fut toute militaire. Cependant dès le premier jour les officiers de l'armée avaient senti le besoin de quelque réunion, de quelque convention civile qui pût conserver, aux yeux du peuple, le nom de parlement. Dans une conférence qu'ils avaient tenue à ce sujet, Lambert, plus occupé de sa fortune que de la conservation des formes républicaines, voulait restreindre les dépositaires du pouvoir souverain à un nombre très-borné, à une espèce de décemvirat, dans lequel il espérait se placer lui-même, et qui lui paraissait devoir opposer moins de résistance aux vues de Cromwell. Harrisson, fidèle (1) à ses idées mystiques, insistait pour une réunion de soixante-et-dix personnes. Il était singulièrement frappé du rapport de ce nombre avec l'ancienne composition du sanhédrin de Jérusalem, et il y voyait un argument décisif pour l'Angleterre. Cependant ces idées particulières

(1) Ludlow's memoirs, v. II, p. 462.

ne purent dominer au milieu de gens qui, pour la plupart, commençaient à rectifier leur fanatisme par l'habitude des affaires et des idées politiques; et le conseil des officiers, sous l'inspiration de Cromwell, choisit le mode qui conciliait le mieux les souvenirs de l'Angleterre et les apparences de la liberté avec le pouvoir du général. On convint que chaque comté, suivant la part qu'il avait aux dépenses publiques, enverrait un nombre plus ou moins considérable de personnes, sur la désignation du conseil des officiers.

Ce fut peu de jours après cette résolution que Cromwell érigea un conseil-d'état, auquel il reporta toute l'autorité dont jouissait le conseil des officiers. Dans cette assemblée on put remarquer le général Lambert, qui recevait ce prix de son ardente et servile ambition; le colonel Wolsey, dont le titre était d'avoir chassé le parlement; le colonel Tomlinson, qui avait conduit le Roi à l'échafaud; Desborough, officier intrépide et beau-frère de Cromwell; Hewson, élevé par son courage du rang le plus obscur; Ashley Cooper, qui

dans la suite servit la cause de Charles II avec emportement; Harrisson, d'une bonne foi si opiniâtre, qu'il ne s'aperçut de l'ambition de Cromwell que le jour de son usurpation, et qu'il se fit alors proscrire, après l'avoir servi jusque-là sans scrupule et sans réserve.

Thurloe fut nommé secrétaire de ce conseil, et dès-lors s'attacha particulièrement à Cromwell, dont il devint le ministre et le confident. C'était un homme exercé dans les lois et dans les affaires, d'une activité infatigable, d'un esprit judicieux et modéré. Il avait été long-temps employé par le parlement. A l'époque des conférences d'Uxbridge, il servait de secrétaire à la commission envoyée pour traiter avec le Roi. Il suivit, avec le même titre, St.-John dans l'ambassade de Hollande. La promptitude et la facilité de son travail le rendirent agréable à Cromwell. Quelques écrivains ont pensé qu'il exerça sur l'esprit de cet homme extraordinaire une grande influence. Ils ont même supposé (1) que Crom-

(1) Dubos, Réflexions sur la poésie et la peinture.

well, secrètement dirigé par lui, devait à ses conseils le génie qu'il montra, comme si le caractère politique était une chose qui s'empruntât, ou comme si l'homme qui le possède n'était point par cela seul supérieur à ceux qu'il emploie. Un homme tel que Cromwell ne dépendait pas de ceux dont il avait le plus besoin; la suite le montrera, par la facilité avec laquelle il remplaça les appuis de son pouvoir. Au reste, Thurloe, dépositaire de toute l'administration de Cromwell, a laissé, dans un volumineux recueil, les renseignements les plus instructifs sur cette époque, quoiqu'on y trouve, malheureusement pour la curiosité du lecteur, beaucoup moins de détails secrets que de pièces publiques et officielles.

Une déclaration de Cromwell annonça le 30 avril l'établissement de ce conseil, nécessaire pour administrer l'État, jusqu'au moment où des personnes d'une probité et d'une fidélité reconnues, seraient réunies de toutes les parties de l'Angleterre, et appelées à la suprême autorité. Attentif à flatter l'esprit de

la nation par l'espérance prochaine d'un nouveau parlement, Cromwell ne voulait pas même rester seul chargé du court intervalle qui devait y conduire.

1653. Cette convocation, tant promise, se fit le 6 juillet de la manière résolue par le conseil des officiers. C'était une invitation personnelle adressée à domicile dans les divers comtés. Il n'était pas question dans cet acte des droits et de la souveraineté du peuple, mais seulement de la nécessité de confier le poids des affaires à des personnes fidèles et craignant Dieu. Ce n'était plus un pouvoir, mais une fonction; et les députés au lieu de représentants, n'étaient que des personnes désignées. Le texte de la lettre qui tenait lieu du mandat populaire, mérite d'être cité. « Ayant assurance, écrivait Cromwell, de votre amour « et de votre zèle pour Dieu et pour les intérêts de cette cause, et du bon peuple de « la république, moi Olivier Cromwell, capitaine-général de toutes les forces actuelles « et à venir de la république, je vous avertis « et requiers, comme étant une des personnes

« nommées, de vous présenter à la chambre « du conseil à White-Hall, dans la cité de « Westminster, le 4 juillet prochain, pour y « recevoir la commission à laquelle vous êtes « appelé par la présente, et pour remplir votre « service, comme membre du comté de..., « et partant vous ne devez pas manquer.

« Donné sous ma signature et mon sceau, « ce 2 de juillet 1653.

« Olivier Cromwell. »

Cette étrange violation des droits populaires, ces tentatives si hardies étaient favorisées par des succès extérieurs que Cromwell n'avait pas préparés, qui même étaient d'abord dirigés contre (1) sa grandeur, et qui maintenant servaient à lui donner de l'éclat et de l'autorité, parce que toute chose tourne au profit de celui qui a osé se faire le maître. Cromwell héritait de cette puissance maritime si rapidement élevée contre la sienne, et de cette gloire que l'on avait opposée à celle de son armée. Malgré les espérances de paix

(1) Ludlow's memoirs, v. II, p. 450.

qu'il avait données à la Hollande, dès qu'il se vit le successeur du parlement, il ne se montra ni plus traitable ni plus facile que cette assemblée pour les plénipotentiaires hollandais.

Les commissaires de la marine, nommés par le parlement, avaient continué d'agir avec tant de zèle, qu'une nouvelle flotte sortit bientôt des ports de l'Angleterre. Le mouvement sublime, que le génie de Blake avait communiqué à la marine anglaise, se perpétuait comme de lui-même.

Cromwell, jaloux de ne laisser aucune interruption dans la gloire de l'Angleterre, employa sans crainte, et favorisa de toute sa puissance le zèle patriotique du comité de marine, composé de ses plus grands ennemis. L'argent nécessaire fut assuré par une prolongation de taxe, que le général établit de sa propre autorité. Mais il eut soin de faire associer à Blake, dont il connaissait la noble indépendance, le vice-amiral Dean, ancien marin, élevé par son habileté et son courage, et qui n'avait d'autre politique que l'obéissance;

et le général Monk (1), qu'il regardait comme sa créature, et qui, vainqueur dans plusieurs combats maritimes, était devenu amiral avec cette rapidité d'éducation et de succès, commune dans les temps de révolution. Le 2 juin cette flotte rencontra l'escadre hollandaise, forte de cent-quatre vaisseaux, et commandée par Tromp, Ruyter et Everson, tous ces vieux amiraux, exercés par tant de victoires, et véritables fondateurs de la liberté des Provinces-Unies. Dans ce premier combat, livré près des côtes de Flandre, Dean fut tué d'un coup de feu, et la flotte hollandaise vivement poursuivie, se retira vers le Texel. Le lendemain les Anglais reprirent le combat avec plus de succès encore; ils coulèrent à fond six vaisseaux de guerre, en prirent un plus grand nombre, et firent prisonniers l'amiral Everson et plusieurs capitaines. La flotte hollandaise vint se refugier entre Dunkerque et Calais, à l'abri du sable des dunes, où les gros vais-

---

(1) Monk whom he called out of scotland as his own creature. *Clarendon's history*, p. 644.

seaux anglais ne pouvaient s'engager sans péril. Elle était cependant commandée par de grands hommes; mais sur la flotte anglaise il semblait que le dernier matelot fût animé d'un esprit de patriotisme et d'enthousiasme, crise passagère, mais toute-puissante, pendant qu'elle dure, et que rien ne saurait ni remplacer ni vaincre.

Le conseil-d'état fit rendre de grands honneurs à la mémoire de l'amiral Dean; son corps fut enseveli dans Westminster, au milieu d'une pompe funèbre, que suivaient tous les officiers, et (1) Cromwell lui-même.

Le conseil-d'état recommanda la célébration d'un jour d'actions de graces dans un langage mystique, plus chargé de termes de l'écriture sainte que de coutume. Cet écrit, contresigné Thurloe, secrétaire du conseil, se terminait par des allusions à la prochaine assemblée. « Ce que nous desirons le plus du fond de « nos cœurs, c'est l'établissement et la con« corde de ceux qui craignent le Seigneur;

(1) Whitelocke's memorials, p. 533.

« c'est que cette nation acquière la conviction « de l'œuvre du Seigneur au milieu de nous. »

Cromwell avait passé huit jours dans un travail secret avec son conseil, pour fixer le choix des membres appelés à cette singulière réunion, à laquelle il paraissait vouloir transmettre le pouvoir suprême. Jusque-là il exerçait toutes les fonctions de la souveraineté. L'Écosse et l'Irlande, ou plutôt les armées anglaises qui les occupaient, avaient reconnu sa puissance. Les impôts étaient levés et continués par ses ordres. Il nomma les juges destinés à faire le *circuit* pour les assises de cette année. Les adresses de plusieurs corps, et de différentes sociétés de *saints et d'élus* qui couvraient l'Angleterre, ne renfermaient qu'une adhésion sans réserve au pouvoir du général Cromwell. Son nom remplaçait pour beaucoup de fanatiques toutes les libertés qu'ils avaient cherchées avec tant d'efforts. Sa fortune leur paraissait l'œuvre de Dieu, et sa puissance une démonstration de la justice de sa cause. Les victoires, si belles et si récentes, que les flottes anglaises avaient obtenues, de-

puis la destruction du parlement, flattaient l'orgueil de la nation, et n'étaient plus attribuées qu'au génie de Cromwell, qui remplaçait avec tant de gloire ceux qu'il venait de chasser avec audace. Ce fut sous de tels auspices que s'ouvrit la nouvelle assemblée.



NOTES.

NOTES DU LIVRE PREMIER.

Page 6. — On a suivi dans cette histoire l'ancien calendrier tel qu'il avait été maintenu dans les États protestants, et tel qu'il existait en Angleterre, avant les réformes introduites sous Charles II, par l'évêque Sancroft, et le docteur Pell, mathématicien que Cromwell avait protégé.

Ce calendrier plaçait au 1er avril le commencement de l'année; il en résulte de légères différences dans la supputation du temps; mais on a eu pour but en cela de conserver, ainsi que l'a fait M. Hume, les dates primitives des pièces officielles, et certains anniversaires auxquels il est fait allusion dans la suite de l'ouvrage.

Une autre remarque a pour objet l'orthographe des noms propres; elle varie beaucoup dans les meilleurs ouvrages. On trouve indifféremment *Holles* et *Hollis*, *Ormond* et *Ormonde*, *Monk* et *Monck;* le nom d'*Haslerig* est écrit *Haslerigh*, *Hasselrigge*, *Hesselrige;* le nom de *Desboroug* est souvent écrit *Desbrowe* et *Disbrow;* le château de *Holdenby* s'appelle quelquefois *Holmby:* j'ai toujours choisi l'orthographe employée dans les documents les plus authentiques.

Page 25. Voici les principales dispositions du *covenant :*

1° Nous jurons que nous entreprendrons sincèrement, réellement et constamment, dans toutes nos places et

fonctions, de maintenir la religion réformée de l'église d'Écosse dans la doctrine, le culte, la discipline et le gouvernement contre nos ennemis communs; que nous entreprendrons la réforme de la religion dans les royaumes d'Angleterre et d'Irlande, pour la doctrine, la discipline et le gouvernement, selon la parole de Dieu et l'exemple des meilleures églises réformées; et que nous nous efforcerons d'amener les églises de Dieu dans les trois royaumes, à la plus étroite alliance et unité pour la religion, la profession de foi, la forme du gouvernement ecclésiastique, la direction du culte et de l'enseignement religieux.

2° Que nous travaillerons de la même manière, sans égard pour les personnes, à l'extirpation du papisme et de l'épiscopat (c'est-à-dire du gouvernement ecclésiastique par les évêques, les archevêques, leurs chanceliers et commissaires, les doyens du chapitre, etc.), ainsi qu'à celle de la superstition, de l'hérésie, du schisme et de l'impiété, et de tout ce qui sera trouvé contraire à la saine doctrine.

3° Avec la même sincérité, efficacité et constance, nous travaillerons de nos fortunes et de nos vies à conserver réciproquement les droits et priviléges du parlement et les libertés du peuple, et à préserver et défendre la personne du Roi et son autorité, dans le maintien et la défense de la religion et des libertés du royaume, afin que le monde puisse porter témoignage, d'accord avec notre conscience, de notre loyauté, et parce que nous n'avons ni intention, ni pensée de diminuer le juste pouvoir de sa Majesté.

4° Nous nous efforcerons fidèlement de découvrir tous ceux qui ont été ou qui seront incendiaires, malveillants, pernicieux instruments, en empêchant la réformation de la religion, en séparant le roi de son peuple, ou l'un des royaumes d'un autre, ou en excitant parmi le peuple

des factions ou des partis contraires à ce *covenant*, afin qu'ils soient publiquement jugés, et reçoivent une punition proportionnée à leurs offenses. *Clarendon's history*, p. 359.

Page 53. — On a conservé le précis de l'accusation intentée par Cromwell contre Manchester. « Il est de toute notoriété que le comte de Manchester a continuellement cherché par ses lenteurs à éluder d'en venir aux mains; qu'il a toujours été opposé à l'opinion de terminer la guerre par l'épée, et entièrement partisan d'un tel repos, qu'une victoire était regardée par lui comme un désavantage; ce qu'il ne cessa de prouver par des actions et des principes analogues, et une conduite qui ne s'est pas démentie. Depuis la prise d'Yorck, sur-tout, il s'est constamment refusé à tout ce qui pouvait tendre à nous faire obtenir de plus grands avantages sur l'ennemi (comme si le parlement avait alors assez de gloire). A cet effet, il a sans cesse négligé et éludé toutes les occasions de soutenir et relever notre cause (principalement à l'affaire de Dennigton-Castle); trouvant sans doute que le parti du Roi était trop faible et celui du parlement trop fort.

« Il a également entraîné l'armée par son mauvais exemple, et l'a mise dans une position telle que l'ennemi en a toujours tiré de nouveaux avantages; et encore avant sa jonction avec les autres corps de l'armée, il a agi de sa volonté absolue contre et sans l'avis de son conseil, et malgré les ordres réitérés du comité des deux royaumes, qu'il méprisait et dont il se moquait. Depuis la jonction, tantôt il cherchait à égarer les conseils de guerre, tantôt il leur persuadait de laisser échapper une occasion, puis une seconde, puis une troisième, jusqu'à ce que, ne pouvant plus trouver de prétexte, il finissait par leur faire entendre qu'il était plus convenable de ne pas combattre du tout. »

NOTES DU LIVRE SECOND.

Page 104. — Cette mysticité, pour ainsi dire officielle, employée par Cromwell dans les relations qu'il adresse au parlement, se retrouve à la même époque dans ses lettres privées. Faut-il, d'après ce fait, supposer comme Voltaire, que Cromwell fut long-temps fanatique de bonne foi, et qu'il devint hypocrite à mesure que son esprit se raffina par le progrès de sa puissance? ou faut-il croire que Cromwell, ainsi que Mahomet, fit ses premières dupes dans sa famille, et commença par l'illusion des siens, le prestige qu'il voulait étendre autour de lui? Il me paraît difficile d'adopter l'opinion de Voltaire, et de croire que cette vie politique, commencée à l'âge de 42 ans, doive se diviser en deux parts, l'une de fanatisme, l'autre d'hypocrisie. Au reste, voici quelques-unes des lettres religieuses que Cromwell, déja puissant et célèbre, écrivait aux personnes de sa famille. La première, datée de 1646, est adressée à sa fille Bridget, mariée nouvellement à Ireton :

« Chère fille, je n'écris pas à ton mari, en partie « pour lui épargner de l'embarras (car une ligne de moi « lui en fait écrire beaucoup, ce qui, je crois, le fait « veiller trop tard), et en partie, parce que je suis moi-« même indisposé en ce moment, et que j'ai quelques « autres occupations. Vos amis de l'île d'Ely se portent « bien; votre sœur Cleypole est tourmentée par quelques « pensées inquiètes (je me fie à la miséricorde du Sei-« gneur); elle voit sa propre vanité et la disposition « charnelle de son ame; elle en gémit et cherche celui

(1) Essai sur les Mœurs, tom. IV. — Dictionnaire philosophique, tom. I.

« qui doit la satisfaire. Chercher ainsi, c'est appartenir « à la secte la plus heureuse, après celle qui trouve, « comme doit y parvenir tout chercheur humble et « fidèle. *Heureux chercheur*, *heureux trouveur !* Qui a « jamais goûté combien le Seigneur est doux, sans éprou- « ver quelque retour d'amour propre et de faiblesse ? « Qui a jamais goûté cette douceur de Dieu et pourrait « devenir moins zélé dans son desir, et moins pressant « pour obtenir la pleine jouissance du Seigneur? Ma chère « amie, poursuis toujours le Seigneur, que ni ton mari ni « aucune chose au monde ne refroidisse tes affections pour « Jésus-Christ ! j'espère qu'il sera pour toi une occasion de « les exciter encore. Ce qu'il y a de plus digne d'amour « dans ton mari, c'est ce qu'il porte en lui de l'image « du Christ. Fixe là tes yeux ; voilà ce qu'il faut aimer « avant tout, et tout le reste pour cela. Je prie pour toi « et pour lui. Faites de même pour moi. Mes respects « et mes tendres affections au général et à sa femme ; je « sais qu'elle est fort bienveillante pour toi : cela ajoute « à tous mes autres motifs de reconnaissance, mon « amour à tous.

« Ton père chéri, Olivier Cromwell. »

Londres, 25 octobre 1646.

A sa fille bien-aimée Bridget Ireton, au quartier-général. — *Harriss life of Cromwell*, p. 535.

Une autre lettre de Cromwell à sa femme, présente le même caractère, et n'est pas moins curieuse :

« Ma très-chère, je ne serais pas content de moi, si « je ne profitais de cette poste, quoique je n'aie pas « beaucoup de choses à t'écrire. Cependant j'aime à « écrire à ma bien-aimée, qui occupe tant de place dans « mon cœur. Cela me réjouit de savoir que ton ame pros- « père, et que le Seigneur augmente de plus en plus ses

« faveurs pour toi. Le grand bien que ton ame peut de-
« sirer, c'est que le seigneur verse sur toi la lumière de
« sa protection, qui vaut mieux que la vie. Puisse le
« Seigneur bénir les bons conseils et les bons exemples
« que tu donnes à ceux qui sont près de toi ! puisse-t-il
« entendre toutes tes prières et t'exaucer toujours ! J'ai
« de la joie d'apprendre que ton fils et ta fille sont avec
« toi. J'espère que tu trouveras quelque bonne occasion
« d'un bon avis pour lui. Présente mes respects à ma
« mère, mon amour à toute la famille. Prie de nouveau
« pour celui qui est à toi.

« O. Cromwell. »

Edimbourg, 3 mai 1651.

D'après l'original conservé dans la bibliothèque Harleïenne, mss. 7502.

Je livre au lecteur ces lettres ascétiques, qui semblent plus dignes de madame Guyon que d'un conquérant. S'il ne veut pas y voir une habitude de langage et une intention de tromper, qui n'est puissante que lorsqu'elle est de tous les moments, on peut en conclure que Cromwell était de bonne foi. Indépendamment des diverses preuves que j'ai opposées à cette opinion, et du témoignage des ennemis de Cromwell qui, fanatiques ou non, l'accusent tous d'hypocrisie, je puis citer l'autorité d'un témoin impartial et indifférent. L'ambassadeur de France, de Bordeaux, écrivait, à l'occasion du zèle que Cromwell montrait pour le protestantisme : « Les bruits qu'on fait courir du général ne sont
« pas vrais : il affecte bien une grande piété ; mais par
« une particulière communication avec le Saint-Esprit.
« Il n'est pas si faible que de se laisser prendre par des
« flatteries. Je sais qu'il s'en est moqué avec l'ambassadeur
« de Portugal. » *Thurloe's state papers*, v. 1, p. 256.

Page 114. — St. John, dans une lettre où il annonce à Cromwell les dotations que le parlement lui ac-

corde sur les biens confisqués, ajoute cette réflexion curieuse : *Nous sommes les enfants de Dieu, et Dieu donne tout à ses enfants.*

Page 118. — Plusieurs lettres de l'ambassadeur Montreuil, conservées dans la collection de Thurloe, renferment des faits et des jugements sur la situation de l'Ecosse et du roi. On y voit que cet ambassadeur agissait très-sincèrement dans les intérêts de Charles ; mais que, préoccupé des idées de la monarchie absolue, il s'opposa plus que personne aux restrictions politiques et religieuses réclamées par le duc Hamilton. Le zèle de Montreuil, en faveur du Roi, avait soulevé contre lui les fanatiques de l'Ecosse. « Etant arrivé à Edimbourg, « dit-il, une demi-heure avant qu'on commençât le « sermon, le ministre ne laissa pas de prêcher contre « moi : il ne me traita pas toutefois si mal qu'il fit son « Roi qu'il appella homme de sang, cause de la mort « de tant d'hommes et ennemi de Jésus-Christ. » Lettre à M. de Brienne *Turloc's state papers*, v. 1, p. 74.

NOTES DU LIVRE TROISIÈME.

Page 171. — Cette cruauté de Cromwell, dont aucun historien n'a parlé, se trouve rapportée avec de grands détails dans le pamphlet intitulé : *The history of independency.* L'auteur qui avait été membre du parlement, compare Olivier Cromwell aux chefs sanguinaires des anabaptistes d'Allemagne. « O Cromwell ! s'écrie-t-il, tu « es donc devenu un Jean de Leyde ! O Londres ! tu vas « devenir aussi misérable que Munster ! » Ce qu'il y a de remarquable dans cet écrit, c'est que l'auteur y démasque déja l'hypocrisie des chefs, en parlant des actions de graces à Dieu qui furent ordonnées par la chambre : « Telle « est, dit-il, l'impudence de ces prétendus saints qu'ils

« outragent le nom de Dieu par des dévotions impies « qui servent à colorer leurs desseins. »

LIVRE QUATRIÈME.

Page 230. — On trouve dans les premiers ouvrages théologiques de Milton des allusions au projet de poëme épique qu'il a réalisé si long-temps après. Dans un premier traité sur la réformation de l'église, après avoir tracé l'image de la justice et de l'indépendance qu'il espérait voir bientôt régner sur la terre, il s'écrie plein d'enthousiasme : « Alors parmi les hymnes et les alleluia « des saints, peut-être quelqu'un pourrra se faire enten- « dre, élevant ses chants jusqu'à Dieu dans un rhythme « nouveau, pour célébrer, ô Seigneur, tes divines misé- « ricordes et tes miraculeux jugements, sur cette terre, « dans la durée des âges. » Dans un autre ouvrage, intitulé : *Raisons du gouvernement de l'église*, Milton laisse entrevoir plus clairement encore les idées poétiques qui obsédaient son génie : à la sécheresse barbare de l'argumentation puritaine, se mêlent tout-à-coup les noms d'Homère, de Virgile, du Tasse et les rêveries du poëte agité par le pressentiment de ses inventions futures. Ce sont, pour ainsi dire, les éléments d'une création incertaine et confuse; mais on peut appliquer ici, dans un sens tout profane, les paroles de l'écriture. *L'esprit de Dieu était porté sur l'abyme*, *Spiritus Dei ferebatur super aquas.* Le souffle du génie semble en effet planer sur ce chaos des premières pensées de Milton. « Dans peu d'an- « nées, dit le poëte théologien, j'acquitterai la dette que je « contracte; il s'agit d'un ouvrage qui ne doit pas s'élever « du milieu des feux de la jeunesse et des vapeurs du vin, « comme ces vers qui coulent facilement de la plume d'un « amoureux vulgaire. L'œuvre que je médite ne sera pas

« obtenue par une invocation à Mnémosyne et à ses filles « séduisantes, mais par une ardente prière à cet esprit « éternel qui peut nous enrichir de toute science et de « toute éloquence, et qui envoie son séraphin avec un « rayon sacré du feu de ses autels pour toucher et puri- « fier les lèvres de celui qu'il a choisi. Je ne trouve de « plaisir, dit-il ailleurs, à reveler mon projet, long-temps « avant l'exécution, que pour montrer par ces aveux avec « combien de regret j'interromps la poursuite de si no- « bles espérances, et j'abandonne le repos et la douceur « d'une solitude animée par d'heureuses et secrètes pen- « sées, pour m'élancer sur cette turbulente mer (1) pleine « de bruit et de rauques disputes, emporté loin de la « brillante image de la vérité que je contemplais dans « l'atmosphère tranquille et pure de mes études chéries ».

NOTES DU LIVRE CINQUIÈME.

Pag. 317. — La maladie de Cromwell fut annoncée dans toute l'Europe. La correspondance des chefs royalistes à cette époque est toute remplie des espérances que cette nouvelle leur donnait. « J'apprends, écrit Ni- « colas au marquis d'Ormonde, que Cromwell, tour- « menté d'un flux de sang, est si faible de corps et « d'esprit, qu'il n'est plus capable de faire ou de diriger « aucune chose. »

Page 319. — Le docteur Bate donne quelques détails singuliers sur ces ruses et ces jeux de Cromwell. « Le général, dit-il, éprouvait les officiers par de rudes exercices; c'étaient des charbons ardents qu'ils se jetaient sur leurs bottes, des matelas qu'ils se lançaient à la tête. Quand il les voyait bien fatigués par un prélude de ce

(1) A troublesome sea of noise and hoarse disputes.

genre, et tout-à-fait en train de rire, il les amenait à quelque ouverture de cœur; et de cette manière il leur surprit souvent d'importants secrets. » *Elenchus motuum nuperorum*, p. 236.

Page 334. — Cromwell, dit Whitelocke, se rendit à Londres en grand appareil et en triomphe, accompagné des quatre commissaires du parlement, de beaucoup d'officiers principaux de l'armée, et de beaucoup d'autres personnes de distinction. Il fut rencontré, hors de la ville, par l'orateur du parlement, le lord président du conseil-d'état, beaucoup de membres du parlement et du conseil, le lord-maire, les schérifs, les aldermen de Londres, la milice et des milliers de personnes de qualité. Il y avait une garde nombreuse de soldats à pied et à cheval, et des multitudes de gens répandus dans la campagne et dans les rues. Il fut salué, pendant toute la route, jusqu'à sa maison, par des décharges d'artillerie et de mousqueterie, et par les acclamations et les cris de joie du peuple. Il se conduisit avec beaucoup d'affabilité et d'humilité apparente; et dans tous ses discours sur la journée de Worcester, il ne faisait presque aucune mention de lui-même, et reportait à Dieu toute la gloire de cette action. *Whitelocke's memorials*, p. 485.

NOTES DU LIVRE SIXIÈME.

Pages 346 et 347. — Whitelocke, après avoir rapporté l'extrait de toute cette conférence, ajoute quelqnes réflexions. « Presque tous les officiers, dit-il, étaient « opposés à toute espèce de monarchie, quoique chacun « d'eux fût monarque absolu dans son régiment et dans « sa compagnie. Les légistes étaient généralement pour « une monarchie mixte, et quelques-uns pour le duc de « Glocester; mais Cromwell écarta ce point de la discus-

« sion pour passer à d'autres. En définitif, la compa-
« gnie se sépara sans être arrivée à aucun résultat.
« Seulement Cromwell découvrit par cette conférence les
« inclinations des personnes qui parlèrent; c'était là ce
« qu'il voulait pêcher (*for which he fished*); et il fit
« usage de ce qu'il découvrit alors. »

Page 356. — Whitelocke, opposé sur ce point à l'opinion de Ludlow, dit que la mort d'Ireton frappa Cromwell d'un profond chagrin. *His death struck a great sadness into Cromwell.* C'était, ajoute-t-il, un homme intrépide sur le champ de bataille, prudent et inquiet dans le conseil, et excessivement zélé pour l'établissement d'une république. *Whitelocke's memorials*, p. 491.

Page 365. — Whitelocke suppose dans ses Mémoires (p. 511), que Cromwell, sous main, travaillait pour le faire envoyer en Irlande, afin de lui ôter les sceaux, parce qu'il était mécontent de son peu de complaisance sur différents points, et particulièrement sur le jugement de quelques causes en cour de chancellerie (*and particularly in some chancery causes*). Cette dernière circonstance et la docilité de Whitelocke, insuffisante pour Cromwell, peuvent faire juger de l'extrême pouvoir qu'il exerçait déja.

Page 376. — Cromwell, dit Whitelocke, fut averti d'arrêter ce mode de pétitions présentées par les officiers, qui réclamaient l'épée à la main, de peur que, dans la suite, cela ne revînt jusqu'à lui; mais il parut négliger cet avis, ou plutôt avoir quelque dessein secret pour le succès duquel il les mettait en avant, afin de lui préparer la voie. *Whitelocke's memorials*, p. 516.

TABLE

DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

LIVRE SECOND.

LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

LIVRE CINQUIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

FIN DE LA TABLE.



